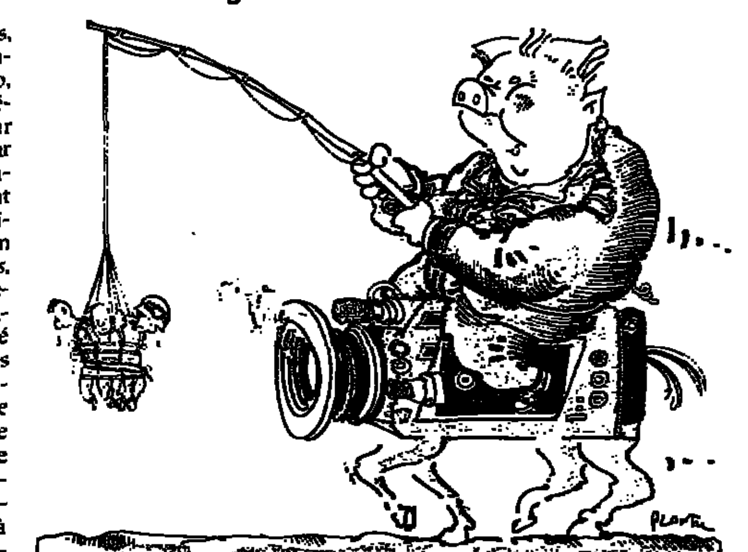
Le Monde

55e ANNÉE – N° 16854 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE | SAMEDI 3 AVRIL 1999 | FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La Serbie avait planifié l'exil des Kosovars

● Le transfert forcé des civils a été organisé avant les frappes de l'OTAN ● Les témoignages des réfugiés, arrivés aux frontières par trains et autocars, concordent ● Interrogations sur la rencontre Rugova-Milosevic ● Belgrade traduit en cour martiale les trois militaires américains

DES TRAINS, des files d'autocars, des kilomètres d'attente aux frontières de l'Albanie, du Monténégro, de la Macédoine : les images, les récits de nos envoyés spéciaux sur l'exode des Kosovars, chassés de leur province par les forces serbes, renforcent la thèse d'un déplacement forcé, organisé de longue date, destiné à vider le Kosovo de sa population albanaise. Selon le *New York Times*, les militaires américains avaient prévenu Bill Clinton qu'une telle opération d'épuration éthnique avait été programmée par Belgrade et que les frappes aériennes seraient impuissantes à l'enrayer. Dans un point de vue au *Monde*, Alain Joxe évoque une « *phase de terreur nazie* » préparée pendant la négociation de Rambouillet. L'Union européenne a donné, jeudi 1er avril, des assurances à l'Albanie, au Monténégro et à la Macédoine. Elle prendra en charge une partie de l'assistance aux réfugiés dont l'afflux, par dizaines de milliers, menace la stabilité des trois pays d'accueil. Le commandant en chef de l'OTAN pour l'Europe, le général américain Wesley Clark, a réaffirmé jeudi son intention d'intensifier ses frappes, en dépit des critiques et des réserves entendues au sein même de l'Alliance. Les Etats-Unis souhaitent parachuter des armes à la branche militaire du mouvement kosovar, l'UCK, qui serait en passe d'être écrasée. La télévision serbe a diffusé, jeudi, des images d'une rencontre, à Belgrade, entre le président Milosevic et Ibrahim Rugova, le chef modéré du mouvement kosovar. La crédibilité qu'il faut accorder à cette rencontre est mise en doute dans toutes les capitales occidentales. Elle suscite d'autant plus d'étonnement que, dans un entretien accordé lundi dernier à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, Ibrahim Rugova appelait à une intervention terrestre de l'OTAN au Kosovo.



● Ibrahim Rugova : mise en scène à Belgrade ? p. 2
● L'exode forcé, par nos envoyés spéciaux p. 3
● L'affaire des trois prisonniers américains p. 4
● La guerre des Balkans vue du Proche-Orient p. 5
● M. Jospin fait taire les divergences « plurielles » p. 6
● Débats : Daniel Cohn-Bendit et Alain Joxe p. 16 et 17
● Notre éditorial et nos analyses p. 18
● La revue de presse et nos chroniques p. 32 et 34

Dopage : mises en examen en série dans le cyclisme français

DANS l'affaire Festina, le juge Patrick Keil a choisi d'impliquer les responsables du cyclisme Français. Daniel Baal, président de la Fédération française (FFC), a été mis en examen jeudi 1er avril par le magistrat lillois. Soupçonné de complicité, il rejoint sur le banc des accusés Roger Legeay, vice-président de la FFC et président de la Ligue professionnelle de cyclisme, ainsi que les onze autres personnes impliquées dans cette affaire depuis le 8 juillet 1998, date de l'arrestation par les douaniers du soigneur Willy Voet, alors qu'il transportait plus de quatre cents doses de substances interdites. Le directeur du Tour de France, Jean-Marie Leblanc, a été entendu jeudi par les policiers de Lille. Il n'a pas été mis en examen.

Lire page 25


HIEN LAM DUC/VU

Les chemins de l'exode

NOS ENVOYÉS spéciaux à la frontière albanaise décrivent le drame des réfugiés chassés en masse du Kosovo. Hien Lam Duc, reporter-photographe de l'agence VU, a saisi les images de l'exode au poste-frontière de Morina. Notre reporter, José-Alain Fralon, a recueilli le témoignage d'Ibadete, vingt ans : « *Les Serbes nous ont averti :* "Si vous restez, nous vous tirerons dessus avec nos chars. (...) Et puis, ils nous ont mis dans les autocars." »

Lire page 15

A l'OTAN, des tensions sourdes entre politiques et militaires

BRUXELLES
de notre correspondant

« *Nous allons devoir passer quelques jours délicats. Il faut garder ses nerfs, et l'on verra bientôt que l'action engagée aura les effets escomptés : faire prendre conscience à Milosevic qu'il est dans une impasse.* » Tenus par un haut diplomate en poste à l'OTAN la veille de la capture par l'armée yougoslave de trois soldats américains et de la rencontre controversée entre le président serbe et Ibrahim Rugova, ces propos ne manquaient pas de pertinence. Car, au neuvième jour de l'opération « Force alliée », des tensions apparaissent entre dirigeants politiques et chefs militaires de l'OTAN, sous l'apparente unité et solidarité sans faille de l'Alliance, soulignée par le secrétaire général Javier Solana dans chacune de ses interventions.

Elles se sont notamment traduites par un violent incident qui a opposé, au début de cette semaine, l'état-major basé à Mons au secrétariat général de l'Alliance à Bruxelles. Les services du général Wesley Clark croyaient savoir de « *source sûre* » que cinq dirigeants de la communauté albanaise, dont Fehmi Agani, l'un des négociateurs de Rambouillet, avaient été exécutés. Le général Clark avait tenu à faire annoncer publiquement ces crimes par son porte-parole, David Wilby, à la grande colère de Javier Solana qui estimait, sur la foi d'autres informations, fournies notamment par les diplomates américains de l'Alliance, que les personnes concernées étaient en vie. Ce qui fut confirmé le lendemain par le même David Wilby...

Jeudi 1er avril, Wesley Clark et Javier Solana sont apparus en personne au point de presse quotidien de l'Alliance pour faire le bilan de huit jours de frappes aériennes. Derrière la détermination affichée par les deux hommes, estimant que ces frappes ont porté des coups très sérieux à l'appareil militaire du pouvoir yougoslave, on pouvait percevoir des divergences sur le point crucial actuellement débattu au sein de l'Alliance : la nécessité ou non de passer à une intervention terrestre au Kosovo. Après avoir noté que « *les frappes aériennes ne suffisent pas à elles seules à empêcher les crimes et l'épuration ethnique* », le général Clark a éludé une question plus précise : « *Je réserve mes réflexions sur ce point aux dirigeants politiques.* » Javier Solana a immédiatement repris la parole pour répéter qu'une intervention au sol n'était pas, actuellement, dans les plans de l'Alliance.

En coulisses, les interrogations se font plus pressantes sur la stratégie jugée très autonome du chef militaire de l'OTAN, qui ne rend des comptes qu'à son compatriote de l'Arkansas, Bill Clinton. « *Le général Clark rêve d'entrer dans Belgrade à la tête de ses chars. Il a fait de la chute de Milosevic une affaire personnelle* », commente un diplomate. Des doutes s'expriment également sur les prémices du raisonnement stratégique qui a déterminé la planification de l'opération « Force alliée ». La conviction du général Clark, encore réaffirmée jeudi, que les généraux yougoslaves allaient rompre avec Slobodan Milosevic en voyant leurs capacités militaires détruites est jugée de manière lapidaire par des diplomates, qui abandonnent pour l'occasion leur langage policé : « *C'est une connerie...* »

Luc Rosenzweig

Budget 2000 : réduire les déficits

M. Strauss-Kahn a présenté, jeudi, les équilibres du projet de loi de finances pour 2000. avec une croissance de 2,5 %, les déficits seraient abaissés à 2 % du PIB. p. 11

La rénovation de Phénix

Phénix doit être rénové d'ici avril 2000. Il est le seul surgénérateur français permettant d'étudier la transmutation des déchets radioactifs. p. 26

Corruption en Russie

Le procureur général de Russie relance son affrontement avec le Kremlin dans l'affaire de la firme suisse Mabetex. Pour la deuxième fois, Boris Eltsine a relevé de ses fonctions Iouri Skouratov. p. 8

Mont-Blanc : vive polémique

M. Chirac devait se rendre, vendredi, sur les lieux de l'incendie pour rendre hommage aux victimes, alors que la polémique s'amplifie sur les conditions de sécurité dans le tunnel. p. 12

Publicité ethnique

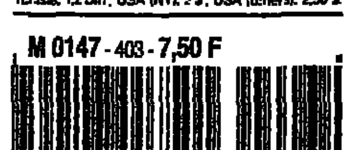
Les publicitaires americains ont une nouvelle cible : les « communautés » minoritaires, Hispaniques, Afro-Américains et Asiatiques. En nombre croissant et a fort pouvoir d'achat. p. 22

Sélection disques

Le producteur americain Hall Willner sort *Whoops, I'm an Indian*, un album enregistré avec Howie B, DJ écossais. Notre sélection disques hebdomadaire. p. 30

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 403 - 7,50 F



POINT DE VUE

Une prévisible apocalypse *par Dusan Reljic*

L'EUROPE, telle qu'on la connaissait depuis un demi-siècle, est définitivement morte avec l'agression américaine contre la Serbie et le Monténégro. Une rupture s'est produite, qui aura des conséquences au moins aussi importantes que l'effondrement de l'empire soviétique. La disparition de l'équilibre des forces internationales a, comme le dit un ancien haut dirigeant allemand, rendu les Etats-Unis ivres de puissance. L'élite de Washington ne se soucie plus des conséquences de ses actes. Pour elle ne compte plus que la préservation de sa prétention au leadership mondial, comme l'affirme Zbigniew Brzezinski dans le *Wall Street Journal*.

Une conséquence de cette arrogance de la puissance est la punition collective infligée à tous les habitants de la République fédérale de Yougoslavie pour l'insubordination de Slobodan Milosevic envers les Etats-Unis. Les 10,5 millions d'habitants de ce pays, parmi lesquels on compte au moins 700 000 réfugiés de Bosnie et de Croatie, doivent aujourd'hui payer, parce que Milosevic n'a pas voulu accepter le diktat américain de Rambouillet, qui prévoyait une sécession froide du Kosovo. « *Belgrade doit accepter une autonomie pour le Kosovo qui ne comporte qu'une souveraineté yougoslave nominale, ou se trouver face à la perspective d'un Kosovo indépendant* », écrit Brzezinski. C'est parce que Belgrade n'a pas voulu obtempérer devant la menace du pistolet et donner un morceau du territoire serbe que tout un pays est soumis à une forme de culpabilité collective.

De plus, les Albanais du Kosovo, en faveur desquels Washington a ordonné une prétendue intervention humanitaire, ne sont devenus rien d'autre que de la chair à canon pour l'OTAN. Le général Wesley Clark a déclaré qu'il était « *totalement prévisible* » que, du côté serbe, la violence allait s'intensifier dès que les attaques aériennes allaient être déclenchées.

Lire la suite page 16

Dusan Reljic *vit en Allemagne ; il est membre du comité éditorial de l'hebdomadaire serbe d'opposition, « Vreme ».*

La privatisation du Lyonnais

LES CANDIDATS à la privatisation du Crédit lyonnais vont pouvoir se présenter. Les modalités de l'opération, précisées dans un cahier des charges, ont été publiées au *Journal officiel*, après l'accord de Bruxelles et une concertation avec les syndicats. La banque sera introduite en Bourse en juin, mais un groupe d'actionnaires partenaires (GAP), engagés pour quatre ans, détiendra une minorité de blocage. Les salariés pourront avoir 10 % du capital et l'Etat en conservera 10 %. Le Crédit agricole, les assureurs AXA et Allianz batailleront pour être dans les poids lourds, aux côtés de l'allemand Commerzbank, de l'italien IMI-SanPaolo et de François Pinault...

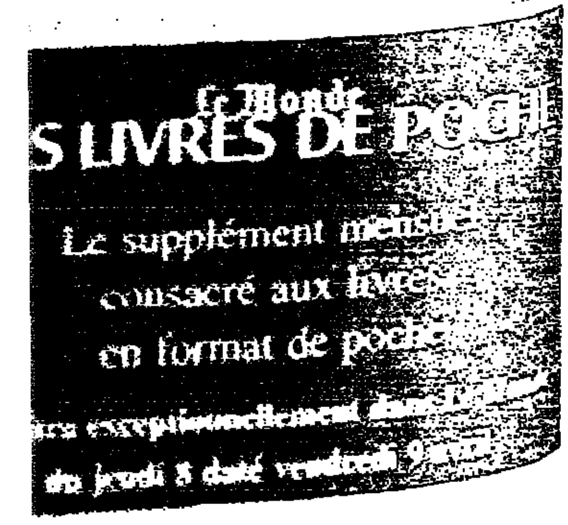
Lire page 20

Un architecte en résistance


FRANÇOIS SEIGNEUR

CE SOLITAIRE, peu connu du grand public, peintre, scénographe, dessinateur, n'a obtenu son diplôme d'architecte qu'à l'âge de cinquante ans. François Seigneur est l'un des concepteurs du pavillon français de l'Exposition universelle de Séville. L'Institut français d'architecture, à Paris, consacre une exposition à cet homme en résistance contre une profession portée, selon lui, « *vers le pouvoir, l'argent, l'économie, la complaisance* ».

Lire page 25





BALKANS Le nombre de réfugiés fuyant le Kosovo a dépassé 150 000 personnes, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Tous les témoignages confirment que les forces serbes se livrent à une expulsion systématique des populations albanaises. ● LES ÉTATS-UNIS et l'OTAN ont l'intention de *« maintenir le cap ». « Nous progressons dans notre objectif d'endommager et réduire les forces yougoslaves »*, a déclaré le secrétaire à la défense, William Cohen. Le nombre de missions quotidiennes de l'OTAN est passé de 70 à 100. ● LES TROIS SOLDATS américains capturés à la frontière de la Macédoine devaient être traduits devant une cour martiale vendredi. Bill Clinton a averti M. Milosevic qu'il le tenait pour *« personnellement responsable de la sécurité et du bien-être »* des trois soldats *(lire aussi notre éditorial page 18)*.

Belgrade intensifie sa guerre de propagande, l'OTAN « maintient le cap »

Le président Slobodan Milosevic utilise le leader kosovar modéré Ibrahim Rugova à la télévision, et fait traduire en cour martiale les trois soldats américains capturés mercredi. Les alliés intensifient encore leurs bombardements sur le territoire yougoslave

LA MARÉE humaine d'Albanais du Kosovo fuyant vers les pays voisins enfle de jour en jour et a atteint un sommet jeudi 1er avril. La capture de trois soldats américains par les Serbes n'a pas entamé la détermination de l'OTAN à poursuivre l'opération « Force alliée ». Le président des Etats-Unis, Bill Clinton, et le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, ont néanmoins tenu le président Slobodan Milosevic pour *« directement responsable »* du sort des trois soldats.

● **Les réfugiés albanais du Kosovo** continuent d'affluer vers le Monténégro, la Macédoine et surtout l'Albanie. Leur nombre a augmenté massivement jeudi pour atteindre *« au moins 150 000 personnes »* en neuf jours, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). D'après le HCR, ce sont plus de 22 000 personnes qui ont franchi la frontière albanaise au cours de la seule journée de jeudi. En Macédoine également, le flux a été impressionnant avec l'arrivée de plus de 10 000 Kosovars. Selon plusieurs organisations humanitaires, près de 4 000 personnes attendraient de pouvoir entrer en territoire macédonien. L'Union européenne a condamné la *« tentative planifiée de déstabilisation »* des Balkans constituée par ces déplacements de population.

● **Le Pentagone** a annoncé que 13 chasseurs bombardiers furtifs supplémentaires allaient rejoindre les forces de l'Alliance engagées contre la Yougoslavie. Ce renfort portera à 24 le nombre de chasseurs bombardiers F-117 impliqués dans l'opération « Force alliée ». Les Etats-Unis et l'OTAN ont l'intention de *« maintenir le cap ». « Nous progressons dans notre objectif d'endommager et réduire les forces yougoslaves »*, a déclaré le secrétaire à la défense William Cohen. A Bruxelles, le général américain Wesley Clark a même implicitement évoqué la possibilité d'un déploiement de troupes au sol, en affirmant que les opérations aériennes ne pouvaient, seules, arrêter les exactions serbes contre la majorité albanaise du Kosovo. Mais M. Solana a aussitôt souligné qu'un déploiement de forces terrestres de l'OTAN ne pourrait intervenir qu'après un accord de paix.

● **Washington a confirmé** jeudi que les trois soldats américains montrés par la télévision serbe étaient bien les trois militaires portés disparus la veille en territoire macédonien, non loin de la frontière avec la Yougoslavie. Le président Bill Clinton a averti jeudi le chef d'Etat yougoslave qu'il le tenait pour *« personnellement responsable de la sécurité et du bien-être »* des trois soldats. *« Il n'y a pas de raison pour qu'ils soient détenus et il n'y a certainement pas de raison pour qu'ils soient jugés »*, a ajouté M. Clinton, affirmant que les trois hommes *« effectuaient une mission pacifique en Macédoine »*. Washington les considère comme des *« prisonniers de guerre »*. Belgrade, qui accuse les trois militaires de s'être infiltrés en territoire yougoslave, a annoncé qu'ils seraient traduits vendredi devant un tribunal militaire au Kosovo.

● **Le président Slobodan Milosevic** a reçu jeudi à Tirana le chef modéré des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova. Selon la version officielle yougoslave, les deux hommes se sont engagés par écrit à œuvrer pour la paix. Ils ont, toujours selon la même source, signé un communiqué estimant que *« les problèmes ne peuvent être réglés que par les moyens politiques »*. Cet entretien a suscité une grande circonspection à l'OTAN. L'envoyé spécial des Etats-Unis aux Balkans, Richard Holbrooke, a invité les autorités yougoslaves à autoriser M. Rugova à rencontrer *« des personnalités internationales »*, tel l'ambassadeur des Etats-Unis en Macédoine, Christopher Hill. L'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* a recueilli, lundi, des propos forts différents de M. Rugova qui se déclare en faveur de l'envoi de troupes au sol.

● **Le président albanais**, Rexhep Mejdani, s'est déclaré disposé à ouvrir l'Albanie aux troupes de l'OTAN, dans un entretien publié vendredi par le quotidien français *Libération*. Elles *« pourront passer et stationner sur le sol albanais. Nous sommes prêts à mettre à la disposition de l'OTAN toutes nos infrastructures comme les aéroports et les autres lieux importants pour les unités de l'OTAN. Nous sommes ouverts aux organisations non gouvernementales ou militaires »*, a-t-il précisé.

● **Le gouvernement américain** envisage de larguer de l'aide humanitaire pour les rebelles de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), a indiqué le département d'Etat. Le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, a indiqué que *« l'UCK passe un très mauvais moment, compte tenu de la puissance de feu écrasante de l'artillerie et des chars serbes »*. Un porte-parole de l'UCK avait auparavant déclaré que la situation était *« très difficile »* pour les rebelles séparatistes. *« Si l'OTAN n'envoie pas de troupes* [au sol au Kosovo], *elle doit alors armer l'UCK »*, a indiqué Jakup Krasniqi, lors d'une conférence de presse à Tirana. Il a affirmé que l'UCK avait lancé un appel à la mobilisation générale de ses troupes. Belgrade affirme que les rebelles ont été chassés de leurs principaux bastions au Kosovo.

Les militaires occidentaux avaient prévenu

Avant le déclenchement des frappes, les chefs militaires de l'OTAN avaient prévenu les responsables politiques occidentaux, d'une part, que Slobodan Milosevic préparait une opération d'épuration ethnique de grande ampleur et, d'autre part, qu'une campagne de bombardements aériens serait impuissante à l'enrayer, rapporte le *New York Times*. Dans une enquête menée à Bruxelles et à Washington, et publiée vendredi 1er avril, le quotidien indique que le Pentagone et l'état-major de l'OTAN n'ont cessé de souligner les limites de ce qu'une campagne aérienne pouvait atteindre. De même, des sources au Pentagone et à l'OTAN assurent avoir prévenu que Belgrade préparait une vague de « nettoyage ethnique ». Selon ces sources, cette campagne était planifiée depuis la fin octobre ; elle aurait coûté son poste au général Momcilo Perisic, chef d'état-major de l'armée serbe qui, pour s'y être opposé, a été limogé par le président Milosevic. A Washington et dans les capitales européennes, les chefs politiques auraient rejeté les avertissements des militaires, ne voyant dans les préparatifs serbes que « bravade » et bluff.

La « rencontre » du 1er avril entre Ibrahim Rugova et Slobodan Milosevic est-elle une manipulation ?

QU'IBRAHIM RUGOVA, principal dirigeant modéré des Albanais du Kosovo, soit reçu, à Belgrade jeudi 1er avril, par le président Slobodan Milosevic, en plein milieu des bombardements de l'OTAN, semble surréaliste. Et cela d'autant plus que les images abondamment diffusées par la télévision officielle serbe, avec longue poignée de mains et sourires, semblent tout droit ressortir, au mieux, d'une manipulation, au pire, de l'exercice imposé à un homme tenu en otage, dont la résidence est surveillée par des policiers serbes et dont on est sans nouvelles de la famille.

S'ajoute à cette mise en scène la présentation d'un soi-disant accord – dont le document a été lui aussi longuement filmé – paraphé par les deux hommes. Un apparent camouflet à l'Alliance atlantique, et à l'opinion publique occidentale, qui semble prendre à contre-pied tous les efforts – militaires et diplomatiques – engagés par la communauté internationale à l'encontre du dirigeant de Belgrade et de la politique de la terre brûlée et d'épuration ethnique qu'il mène dans la province serbe à majorité albanaise.

Mais quelles que soient les conditions de cette apparition télévisée et de l'entretien accordé mercredi à plusieurs organes de presse – l'AFP a précisé, à ce sujet, que *« tout s'était fait sous contrôle serbe »* –, il faut replacer les déclarations d'Ibrahim Rugova dans le contexte du combat mené depuis plus de dix ans par celui que l'on a parfois surnommé le « Gandhi » du Kosovo.

NON-VIOLENCE ET DIALOGUE

Depuis son arrivée sur la scène politique, Ibrahim Rugova n'a en effet jamais cessé de prôner la non-violence et le dialogue avec les autorités de Belgrade. Au point d'avoir, une première fois, rencontré Slobodan Milosevic, à l'automne 1996, pour parapher un accord sur l'éducation et tenter de sortir le système scolaire de l'apartheid imposé par le régime de Belgrade. Les images de cette entrevue pourraient même, selon une hypothèse évoquée par la BBC, avoir été reprises et utilisées par la télévision serbe pour « mettre en scène » la rencontre de jeudi.

L'accord sur l'éducation n'a jamais pu être concrétisé. Mais les multiples provocations du pouvoir de M. Milosevic n'ont cependant jamais eu raison de la démarche pacifique, autant que déterminée, d'Ibrahim Rugova. Au point qu'il a perdu beaucoup de son influence – jusque-là pratiquement incontestée – lorsqu'il a commencé à exprimer ses réserves sur les premiers agissements de la naissante UCK, l'Armée de libération du Kosovo.

La réaction de cette dernière ne s'est d'ailleurs pas fait attendre. Un porte-parole de l'UCK, Jakup Krasniqi, a déclaré jeudi, selon l'AFP : *« Soit ces déclarations ont été obtenues sous la contrainte, soit il a eu peur. Mais s'il a fait ces déclarations de son plein gré, il a commis un acte de haute trahison contre la nation. »* Le premier ministre albanais, Pandeli Majko, a été plus bref et plus cassant. Dans un communiqué d'une seule phrase, il déclare : *« Si Rugova a eu cette entrevue de son plein gré, il a agi de manière irresponsable. »*

RÉSERVES OCCIDENTALES

Du côté des Occidentaux, les réserves sur la tonalité de l'appel à cesser les bombardements lancé par M. Rugova sont nombreuses. Mais les diplomates insistent surtout sur leur volonté de parler avec le dirigeant kosovar : *« Il faut que M. Rugova (...) soit autorisé, en compagnie des personnes de son choix (...), à avoir maintenant un contact direct avec d'autres personnalités internationales »*, a déclaré, jeudi, l'ex-envoyé spécial des Etats-Unis dans les Balkans, Richard Holbrooke, à la chaîne américaine CNN.

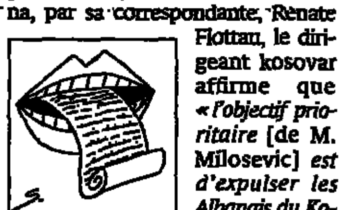
Les chefs de la diplomatie allemande, française, américaine et italienne ont, eux, invité le chef des Albanais du Kosovo à se rendre à Bonn ou à Bruxelles, a indiqué jeudi soir le porte-parole du ministère allemand des affaires étrangères, Martin Erdmann.

Une partie de l'étrangeté de cette affaire tient à cette apparente perte de contact des Occidentaux – pendant plus d'une semaine – avec un homme qui n'a jamais cessé de voyager et de recevoir, à Pristina depuis dix ans, les émissaires de toutes les capitales occidentales, et qui a toujours été considéré comme un interlocuteur incontournable de la crise au Kosovo. Que Slobodan Milosevic tente de récupérer le capital politique que représente cet homme-là ne serait guère surprenant.

Denis Hautin-Guiraut

Le 29 mars, le dirigeant kosovar demandait l'intervention de troupes au sol...

Dans un entretien avec Ibrahim Rugova, publié jeudi 1er avril par l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* et réalisé, lundi 29 mars à Pristina, par sa correspondante, Renate Flottau, le dirigeant kosovar affirme que *« l'objectif prioritaire* [de M. Milosevic] *est d'expulser les Albanais du Kosovo »* et qu'il *« est prêt à une déstabilisation de toute la région »*.



VERBATIM

● **Réfugiés** : *« Belgrade mise sur le temps. Si l'OTAN n'engage pas immédiatement des troupes au sol, on va avoir un chaos incontrôlable au Kosovo tant qu'il y aura une population albanaise. Des massacres odieux et la purification ethnique ont déjà commencé. L'OTAN doit maintenant tout jouer sur une carte et menacer, si besoin est, la Serbie d'une destruction totale. »*

● **Troupes** : *« Milosevic compte sur la division de l'Occident. Mais nous sommes en présence d'une situation totalement différente de celle que nous avions après les négociations de Rambouillet et de Paris. Les Serbes n'ont pas, comme prévu, cédé après les premières attaques aériennes. J'espère que l'OTAN ne va pas permettre à des fous de diriger le monde. L'Alliance doit le plus vite possible amener 20 000 soldats supplémentaires par voie aérienne renforcer les 12 000 déjà stationnés en Macédoine et entamer aussitôt le combat au Kosovo »*.

● **Résistance** : *« Je sais qu'au sein de l'UCK il y a des gens qui voient un avantage plus grand dans la poursuite des combats que dans un arrangement de paix (...)Au Kosovo, une guerre de guérilla n'a aucune chance. Lorsque j'ai cherché une solution pacifique, l'Occident s'est, contre toute évidence, lavé les mains du problème du Kosovo. On nous avait prié au début des années 90 d'être patients, et promis de résoudre plus tard notre situation. Ensuite on nous a oubliés »*.

● **Indépendance** : *« Si Milosevic ne bouge pas, je ne l'exclus pas. Le droit international permet une telle solution. Nous, les Albanais du Kosovo, en sommes au point zéro. Il ne nous reste plus que l'espoir. »*

La nouvelle tactique psychologique et militaire du président yougoslave

AUX PRISES avec des conditions difficiles sur le terrain qui ne leur permettent pas, pour l'instant, d'afficher des résultats militaires probants, aux prises avec le flot des réfugiés qui se déverse dans les pays voisins du Kosovo, les Occidentaux doivent faire face aussi désormais à une intensification de la guerre psychologique que mène contre eux M. Milosevic.

Dans cette guerre, qui a pour but d'ébranler un peu plus des opinions Occidentales fragiles, il s'est doté, jeudi 1er avril, de deux armes nouvelles : la première, ce sont les trois soldats américains capturés, grâce auxquels il va pouvoir, à son gré, jouer sur les nerfs des Américains, quitte d'ailleurs éventuellement à se donner en fin de compte le beau rôle de la clémence. La seconde de ces armes, c'est l'affichage de sa « volonté de paix », consacrée jeudi par sa poignée de main télévisée avec le leader kosovar modéré Ibrahim Rugova, otage lui aussi selon toute vraisemblance, et victime d'une mise en scène qui rappelle sinistrement les méthodes staliniennes d'antan.

La ficelle est certes un peu grosse, mais Slobodan Milosevic joue sur des opinions qu'il a déjà considérablement fragilisées grâce à l'arme de choc dont il use depuis le début de l'intervention occidentale : celle des réfugiés. Lui aussi, d'une certaine manière, a tiré les leçons de la Bosnie et ajusté en conséquence ses méthodes d'« épuration ethnique » . Sans doute ne sait-on pas tout, mais les témoignages de réfugiés ne font, pour la plupart, pas état de massacres. Dans certaines villes, les civils expulsés peuvent même bénéficier des véhicules « mis à leur disposition » par les autorités serbes pour les conduire aux frontières : tout est fait pour que l'on comprenne que la population fuit les bombardements de l'OTAN et rien d'autre.

L'UCK DISPERSÉE

Ces témoignages concordent avec les informations que donnent des sources militaires américaines et françaises sur la tactique de M. Milosevic. A l'inverse de l'été dernier, les forces serbes se concentrent davantage sur les villes, moins dans les campagnes. Leur tactique consiste cette fois à expulser la population, afin de couper l'UCK de sa base, tout en procédant au passage à quelques exécutions sommaires d'hommes ; puis elles détruisent les habitations vidées et lancent l'offensive, en fragmentant les bastions de l'UCK.

Le mouvement kosovar armé, toujours selon ces sources, est maintenant largement désorganisé et dispersé. Dans la Drenica, il ne tiendrait plus que quelques poches et le seul bastion compact résistant encore serait la région de Dekani. L'UCK paraît dans l'incapacité de mener des affrontements directs contre les forces serbes, c'est-à-dire de servir d'appui au sol, au moins ponctuellement, à l'intervention aérienne occidentale. Rien ne permet de confirmer les rumeurs selon lesquelles les Américains largueraient des armes aux combattants kosovars. Mais ce qui est clair déjà, c'est qu'une telle opération ne choquerait plus grand-monde dans les milieux dirigeants occidentaux. C'est un signe – parmi d'autres – que la démarche politique de fond des Occidentaux a été en quelques jours totalement bouleversée.

On a beau faire encore référence, ici et là, au plan de Rambouillet sur l'autonomie du Kosovo, le réalisme oblige à admettre qu'il n'est plus d'actualité. Le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, et le porte-parole de la présidence américaine, Joe Lockhart, en ont convenu jeudi. L'objectif officiel de l'intervention est désormais de *« réduire »* selon les uns, d'*« éliminer »* selon les autres, les capacités répressives de M. Milosevic. Les moyens pour y parvenir font l'objet d'un débat (intervention terrestre ou pas ?), que le commandant en chef de l'OTAN, le général Wesley Clark a – volontairement ou non – encore attisé jeudi en déclarant, en substance, que les frappes aériennes ne pouvaient pas tout faire.

Ce débat ne pourra que s'intensifier dès lors que les Occidentaux seront contraints de définir, au-delà de leur objectif militaire actuel, leurs nouveaux objectifs politiques : que faire du Kosovo ? L'abandonner ou l'investir, en tout ou en partie ? Que faire des réfugiés ? Les y raccompagner *manu militari* ? On n'en est pas encore là ; pour l'heure il s'agit pour les Occidentaux d'afficher une détermination sans faille, comme ils l'ont fait jeudi, face aux armes de la propagande dont joue M. Milosevic.

Claire Tréan

'AN « maintient le ca

29 mars, le dirigeant

l'intervention de troupe

ilitaire du président yougos

Un afflux quotidien

R F Y
MONTÉNÉGRO
SERBIE
Rozaje
KOSOVO
Morina
Pristina
Blace
Kukës
Kumanovo
SKOPJE
Tetovo
Petrovec
ALBANIE
MACÉDOINE
Durrës
TIRANA
Vlora
80 km

FUITE DES KOSOVARS
ACCUEIL DES RÉFUGIÉS
TROUPES DE L'OTAN
NOMBRE DE RÉFUGIÉS ENTRE LE 24 MARS ET LE 1ER AVRIL

Pristina serait vidée de ses habitants, quartier par quartier

Dix mille Kosovars sont arrivés en Macédoine pour la seule journée de jeudi

BLACE
de notre envoyé spécial

L'exode des Albanais du Kosovo en Macédoine a pris un tour dramatique avec l'arrivée de plus de dix mille personnes au cours de la seule journée de jeudi 1er avril. De plus, selon plusieurs organisations humanitaires, près de 4 000 personnes attendraient, certaines depuis plusieurs jours, dans le no man's land séparant les postes-frontières macédonien de Blace et serbe de Djeneral Iankovic. Tout porte à croire que ce flot de réfugiés se poursuivra les jours suivants.

REPORTAGE

« Rien n'a été préparé par les autorités pour porter secours aux réfugiés »

Selon le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies, huit trains bondés de réfugiés ont été envoyés, jeudi, par la police serbe de Pristina. Quarante-huit heures auparavant, les Serbes avaient fait une première tentative. Le train, arrivé en Macédoine, avait dû rebrousser chemin vers le Kosovo. Depuis, les convois s'arrêtent à quelques centaines de mètres avant le poste de frontière serbe où les passagers descendent. Beaucoup de femmes, d'enfants et de vieillards éreintés et hébétés partent alors en une longue procession, étrangement silencieuse, entre les rails de la voie de chemin de fer en direction de la Macédoine. Les bords de la voie, leur ont dit les Serbes, sont minés.

« Les Serbes sont déterminés à vider Pristina de ses habitants », affirme Azem, un médecin de l'organisation humanitaire musulmane El Hilal. *« Hier, des policiers sont passés dans notre immeuble pour nous dire de partir, qu'ils avaient besoin de nos appartements. Ils nous ont dit d'aller prendre le train à Kosovo Polje* [la gare de Pristina]. *Comme les jours précédents nous avions été stoppés et rançonnés par un barrage de policiers et de paramilitaires en voulant sortir de Pristina en voiture, cette fois on n'a pas hésité. On a tout laissé en plan et on est partis »*, raconte un architecte de trente-cinq ans. A la gare, d'autres policiers leur ont confisqué leur passeport.

Le chef-lieu du Kosovo est vidé systématiquement, quartier par quartier. Policiers et militaires s'installent à la place des habitants et transforment certains immeubles en place forte. *« Ils installent des mitrailleuses sur les toits, dissimulent des blindés dans les galeries marchandes »*, poursuit l'architecte. Sa jeune enfant dort sur son épaule.

LE VISAGE BLÊME

Il ne tient qu'à la solidarité albanaise et à l'action de quelques ONG et de la Croix-Rouge que cet exode ne tourne au drame une fois en Macédoine. *« C'était prévisible. Pourtant, rien n'a été préparé par les autorités pour porter secours aux réfugiés*, s'insurge le docteur Henia Dakkak, coordinatrice palestinienne de l'ONG américaine International Medical Corp (IMC). *Par exemple, les autorités n'autorisent que la Croix-Rouge macédonienne à accéder au no man's land, alors qu'ils ne disposent pas de suffisamment de moyens pour faire face à la situation. Pourquoi n'a-t-on pas installé de tentes ? »*

Dans la nuit de jeudi à vendredi, ils étaient des milliers de réfugiés regroupés autour de feux de bois, serrés les uns contre les autres sous des couvertures, pour les plus chanceux, tentant vainement de se protéger d'une pluie battante.

La présence la plus marquante de l'Etat macédonien, ce sont quelques centaines de policiers casqués, matraque à la ceinture, qui empêchent virilement les plus téméraires des réfugiés – ou les plus désespérés – de gagner la route qui mène à Skopje. Ils les contiennent en contre-bas sur un champ détrempé et pentu et les condamnent à passer une nuit de plus à la belle étoile. Une seule tente est dressée, à l'initiative d'IMC. *« Toutes les deux minutes, on nous apporte quelqu'un inconscient. La plupart sont des jeunes en état de choc, à cause du stress accumulé et de la fatigue. Ils récupèrent au bout de quelques minutes et ils laissent leur place à d'autres. On ne sait plus par quoi commencer. S'occuper des enfants ou des femmes ? »*, s'interroge Mme Dakkak, le visage blême.

Sur la route, des dizaines d'autobus, des centaines de taxis et de voitures particulières rameutés par l'association musulmane El Hilal font la navette pour conduire les réfugiés dans des familles d'accueil, principalement dans la partie albanaise de la Macédoine. Mais ils ne peuvent à eux seuls absorber ce flot ininterrompu de nouveaux arrivants. Dès le début de la matinée suivante, le cortège de trains de réfugiés devraient reprendre.

Christophe Châtelot

Les organisations humanitaires sont « débordées » par l'afflux des réfugiés

L'EXODE MASSIF des réfugiés albanais du Kosovo prenait vendredi 2 avril, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), à Genève, *« des proportions catastrophiques »*. *« Toutes les organisations humanitaires sont débordées »*, a-t-il dit. Devant cette situation, les gouvernements européens tentent d'accélérer l'envoi de leurs aides. Mais elle les oblige aussi à envisager des mesures au cas où la prolongation des combats les forcerait à prendre en charge une partie du flot.

Pour le moment, le mot d'ordre est d'essayer d'installer le plus rapidement possible dans les pays limitrophes du Kosovo le maximum de capacités d'accueil. Si la situation devait durer, il est clair cependant qu'il faudra envisager d'autres solutions. D'une part parce que la présence massive de Kosovars albanais entretiendra des foyers de tensions dans ces pays, que ce soit en Macédoine ou en Albanie. D'autre part parce que l'exemple de la Bosnie montre qu'il est très difficile d'empêcher les personnes déplacées d'essayer de trouver refuge dans les pays plus riches du nord de l'Europe, surtout lorsqu'ils peuvent y trouver des parents déjà installés sur place.

Rares sont les pays qui sont enchantés de cette perspective. Si l'Autriche a annoncé qu'elle ne fermerait pas ses frontières, un débat s'ébauche dans l'Union européenne sur la répartititon de ce flot. L'Allemagne, qui redoute de voir arriver chez elle la majorité des réfugiés, comme cela avait été le cas des Bosniaques, entend que ses partenaires soient solidaires, notamment la France, jusqu'à présent très réticente à s'engager.

En Grande-Bretagne, la presse s'est emparée du sujet. Aider les réfugiés albanophones du Kosovo à survivre, c'est bien, *« mais notre devoir vis-à-vis d'eux*, écrivait jeudi *The Independant, n'est pas seulement de bombarder à distance ceux qui les tourmentent »*. *« Le gouvernement britannique,* estime le journal de centre-gauche, *doit maintenant ouvrir les portes de la Grande-Bretagne à une partie d'entre eux. »* En réponse à une question, le 30 mars, le secrétaire d'Etat à l'immigration, Mike O'Brien, a fait savoir que son ministère avait mis en place *« un plan spécial pour le cas où le nombre d'Albanais du Kosovo réclamant le statut de réfugiés en Grande-Bretagne augmenterait significativement »*. Environ huit mille d'entre eux étaient déjà là avant la campagne militaire de l'OTAN.

A l'issue de la conférence qui réunissait jeudi 1er avril à Bonn les pays voisins de la Yougoslavie et l'Union européenne sur les conséquences humanitaires de la guerre, le ministre des affaires étrangères allemand, Joschka Fischer, a expliqué que l'Albanie et la Macédoine ne devaient pas porter seules le fardeau des réfugiés. Mais la question de leur répartition n'était pas officiellement à l'ordre du jour. Personne ne souhaite pour le moment en parler ouvertement. *« Notre objectif est d'éviter que Milosevic atteigne son objectif réel. Nous ne voulons pas répartir les réfugiés dans toute l'Europe »*, a déclaré la ministre des affaires étrangères bulgare, reflétant l'opinion majoritaire.

« PONT AÉRIEN »

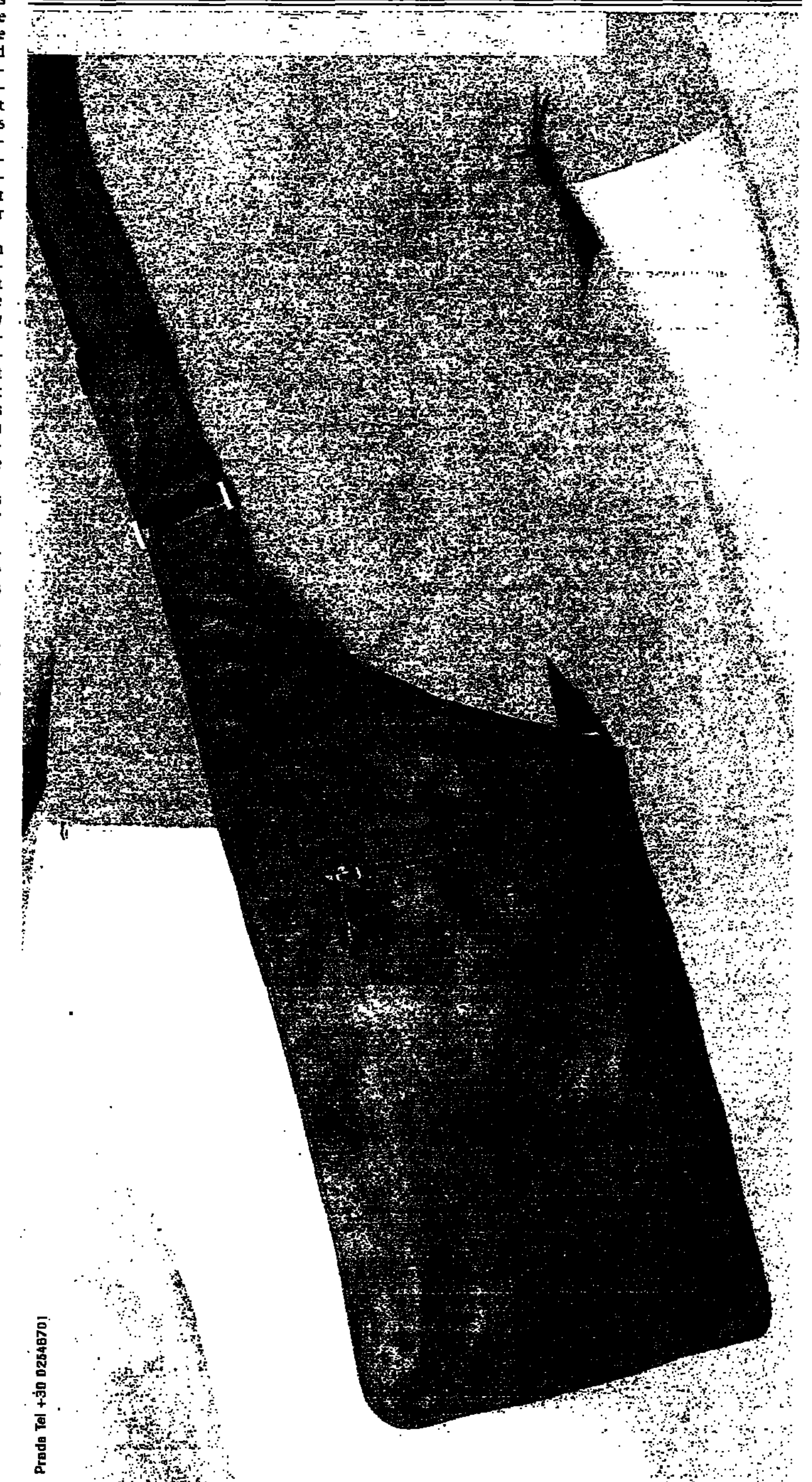
Les participants à la réunion se sont entendus sur une liste de treize engagements, censés aider les réfugiés et les pays limitrophes de la Yougoslavie. *« Un pont aérien vers le nord de l'Albanie et la Macédoine a déjà commencé»*, acheminant nourriture et médicaments vers ces pays, a souligné M. Fischer. L'Union européenne va renforcer sa cellule de crise sur le Kosovo pour coordonner l'aide des Etats et des organisations non gouvernementales, et une représentation sera ouverte à Skopje, a-t-il ajouté. Il est *« important aussi de penser à la stabilisation, ce qui signifie une aide économique »*, au-delà de l'aide d'urgence, a dit M. Fischer.

Sur place, le nombre de Kosovars quittant la province a augmenté massivement mercredi et jeudi matin, atteignant au moins 150 000 personnes, selon le décompte diffusé jeudi en début d'après-midi par le HCR. 100 000 réfugiés environ sont ainsi entrés en Albanie, où les douaniers ont ralenti le flux des arrivants en les enregistrant un par un. Plus de 22 000 personnes ont franchi la frontière albanaise jeudi à Kukës (Nord-Ouest), selon la même source. Cette marée humaine s'étend progressivement du nord vers le sud de l'Albanie, les Kosovars affluant de plus en plus massivement dans la capitale Tirana et dans le port de Durrës, où des camps de réfugiés ont été improvisés. Le pays maintiendra sa frontière ouverte malgré cet afflux massif, a déclaré jeudi le chef de l'Etat albanais, Rexhep Meidani, sur France-Info.

La Macédoine a reçu environ 29 000 Kosovars, selon le même décompte du HCR. La situation est cependant très mouvante puisque le porte-parole de l'ONU à New York a indiqué, jeudi soir, qu'environ 25 000 réfugiés albanais expulsés du Kosovo par les Serbes sont arrivés à bord de trains mercredi et jeudi en Macédoine, d'autres convois semblant en route. Au Montenegro, le nombre des réfugiés s'est élevé à 27 000, selon le HCR.

A un degré moindre, d'autres pays de la région sont touchés par le flux de réfugiés. En Bosnie, 5 500 musulmans sont arrivés à Sarajevo, avait annoncé mardi le HCR. En Turquie, 4 000 Kosovars sont arrivés depuis une semaine selon Ankara. En Bulgarie, quelque 2 300 ressortissants yougoslaves (Kosovars et Serbes) ont franchi la frontière, selon Sofia. Enfin, la police italienne a indiqué, jeudi, avoir repêché 87 Kosovars dans l'Adriatique au large du port d'Otrante, en précisant qu'il n'y avait pas à ce jour d'immigration massive en provenance du Kosovo.

Récit du service international



Prada Tel +30 02546701

« Ne revenez plus jamais au Kosovo. C'est une terre serbe ! »

ROZAJE et PODGORICA
de notre envoyé spécial

Ils avancent, courbés, exténués, le poids de la guerre et leurs enfants sur les épaules. Ils sortent des forêts, leurs empreintes de pas gravées dans la neige. Parfois, les soldats serbes tirent en l'air pour les faire courir, les forçant à abandonner charrettes et bicyclettes. Parfois, au bout du chemin, ils s'effondrent en larmes. Sur le bord de la route, un soldat de l'armée yougoslave lance un adieu en riant à ces *« chiens d'Albanais »* : *« Ne revenez plus jamais au Kosovo. C'est une terre serbe. Retournez en Albanie. »*

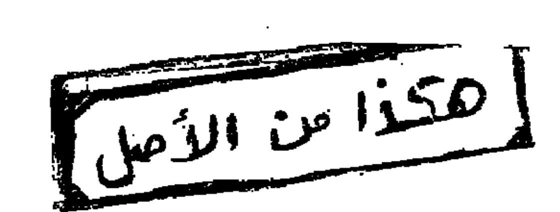
Les « chiens de guerre » serbes des unités paramilitaires et des civils armés à la hâte se mêlent aux opérations d'expulsion menées par l'armée yougoslave. Le huis clos interdit toutefois de savoir si le Kosovo est entraîné dans un tourbillon sauvage. L'épuration ethnique semble parfaitement organisée, quartier par quartier, rue par rue, maison par maison, sans avoir peut-être le caractère fou et sanglant des campagnes de Bosnie-Herzégovine. Des camions et des autobus attendent les expulsés dans des centres de tri. Puis ils roulent *« sous les applaudissements de Serbes qui regardent partir les convois »*, selon une femme. Sur la route principale Pec-Rozaje, l'atmosphère est moins dramatique que dans les bois. Les bus défilent, sont fouillés, l'argent et les bijoux sont souvent volés. Les réfugiés remplissent peu à peu Rozaje, ses centres d'accueil, ses usines désaffectées, sa mosquée. Ils arrivent à la gare routière, près du marché.

Ironie, c'est là qu'arrivent aussi les autobus des lignes régulières qui relient les deux capitales de la République fédérale de Yougoslavie (RFY), Belgrade et Podgorica. Pendant que les Kosovars fuient, les Serbes voyagent. Dans ces autres bus, on a mis ses habits du dimanche, les enfants sont souriants. Ils grignotent des biscuits. A leur arrivée, un Kosovar crache par terre. Une passagère blonde grimace.

Pour des raisons différentes, dans des conditions différentes, réfugiés albanais et voyageurs serbes prennent la route qui serpente vers Podgorica, jusqu'au sud du pays et ses villages albanophones pour les premiers, jusqu'à la capitale du Monténégro pour les seconds. Les véhicules des Kosovars sont arrêtés à chaque *check-point*, les autobus des Serbes filent à vive allure.

Lorsque chacun rejoint Podgorica, le soir, c'est l'heure de la manifestation serbe devant le centre culturel américain. Deux mille partisans du président yougoslave Milosevic sont chaque jour au rendez-vous, trois doigts levés, signe de ralliement des « tchetniks » (nationalistes serbes). *« Nous aimons la Yougoslavie, nous aimons la slibovic* (eau-de-vie). *Yougoslavie ! Yougoslavie ! »*, chantent les manifestants. *« Nous allons défendre notre terre gorgée du sang serbe, notre terre historique, notre terre du Kosovo ! Vive le commandant Slobodan Milosevic ! »*, hurle une femme au micro.

Rémy Ourdan



Aux Etats-Unis, l'opinion s'interroge sur la capacité de M. Clinton à gérer la crise

L'efficacité des frappes aériennes est mise en doute

WASHINGTON
de notre correspondant

Jeudi matin 1er avril, en ouvrant le *Times Herald*, les habitants de Copac (Michigan) ont pu lire : « *Un GI du comté de St Clair capturé par les Serbes.* » Un des trois soldats enlevés à la frontière macédonienne, Christopher Stone, est un enfant du pays. Copac, comme Palestine (Texas), où a été éduqué Steven Gonzales, et le quartier de Los Angeles d'où vient Andrew Ramirez, ont vu fleurir les drapeaux et ces fameux rubans jaunes qui symbolisent l'attente du retour d'un prisonnier, sur les panneaux de circulation, les parcmètres, la façade des écoles, rappelant l'atmosphère de la guerre du Vietnam. A Huntsville, on pouvait lire sur une enseigne lumineuse : « *Reviens à la maison sain et sauf, Steven Gonzales* ».

Toute la soirée de jeudi a été martelée d'informations sur les trois hommes ; l'image de leur visage tuméfié a été diffusée par les grandes chaînes de télévision. Les commentateurs ont détaillé leur calvaire, soupesé les conséquences de leur capture. Familles et amis ont étalé leur angoisse. Bill Clinton a mis en garde leurs ravisseurs : « *Il n'y a absolument aucune justification pour leur capture, leur détention ou leur jugement. Que le président Milosevic ne s'y trompe pas : les États-Unis prennent soin des leurs* », a déclaré le chef de la Maison Blanche lors d'une visite aux armées.

Cependant, si l'on donnait au début comme certain le fait que les trois soldats se trouvaient en Macédoine au moment de leur capture, les propos officiels, au Pentagone, se font de plus en plus prudents à ce sujet. Une enquête a été ouverte et il ne semble plus impossible d'envisager qu'ils aient été en patrouille sur le territoire du Kosovo, d'autant que l'un d'entre eux est un « éclaireur ». Plus que la destruction d'un avion furtif, dans la nuit du 27 au 28 mars, cet incident a fait entrer la guerre au Kosovo dans les foyers américains, mobilisant une opinion jusqu'ici apparemment passive. « *Entre Clinton et Milosevic, c'est à qui réussira à piéger l'autre*, explique Leonard Steinhorn, professeur de communication à l'American University. *Qu'ils aient été capturés et non tués peut aider Clinton à dire aux Américains qu'on ne doit pas laisser Milosevic s'en prendre à nos soldats et qu'il faut renforcer notre détermination. En face, Milosevic veut humilier les Américains pour les décourager de poursuivre la guerre.* »

Depuis la guerre du Golfe, la génération des *baby boomers* a pris l'habitude de conflits sans pertes, et rêve de bombardements qui détruiraient l'ennemi sans atteindre de civils. Ici, on ne sait guère où se trouve le Kosovo, on n'a parfois entendu parler de l'Albanie que dans le film satirique *Wag the Dog*, dans lequel un président déclare la guerre à ce pays pour faire oublier un scandale. « *Beaucoup ont cru que c'était un pays imaginaire !* », dit une femme d'affaires. Le remplacement de la conscription par une armée de métier, ajoute le professeur Steinhorn, a éloigné les militaires du monde civil : « *Deux seulement de mes étudiants connaissent quelqu'un qui sert dans l'armée.* »

Dans une société aussi médiatisée, explique un analyste de l'opinion, il faut des images qui marquent, et les rares que diffuse la télévision ne sont pas assez impressionnantes pour faire prendre conscience de l'événement. « *On manque de maisons incendiées, d'enfants qui pleurent, de cadavres* », et le public est encore plus mal informé que les journalistes. Ces images peuvent néanmoins faire basculer les sondages : ainsi, après celles des soldats traînés dans les rues de Mogadiscio, le soutien à l'opération de l'ONU en Somalie s'était effondré. Les derniers sondages montrent une opinion divisée. Mais ceux qui croient que la guerre se gagnera par des bombardements aériens sont désormais moins nombreux que ceux qui en doutent, et la part des opposants à une intervention terrestre a baissé de 65 % à 57 % en une semaine.

DÉFICIT D'EXPLICATION

La popularité du président reste élevée mais elle est en baisse. Sa capacité à résoudre les crises internationales est mise en doute et la politique étrangère est désormais son point faible. Il n'a pas su ou pas voulu se livrer au long travail d'explication indispensable pour convaincre les électeurs du bien-fondé des frappes aériennes, aujourd'hui, et de l'éventuel envoi de soldats, demain. « *Beaucoup ne voient là qu'un nouvel épisode du feuilleton Clinton : aujourd'hui, on bombarde le Kosovo. Ils comprennent mal pourquoi Milosevic, ce nouvel Hitler qu'on leur décrit, est apparu si soudainement, pourquoi ne leur a-t-on pas dit plus tôt qu'il était si terrible* », explique Leonard Steinhorn.

Mais la réaction au conflit du président n'est pas la seule à être critiquée. Le silence des deux principaux candidats républicains à la présidence, George W. Bush et Elizabeth Dole, a surpris. La déclaration vague du premier a été dénoncée comme « *clintonesque* » dans un éditorial du *Wall Street Journal*. Méconnaissance du monde extérieur ? Désintérêt ou refus de s'engager dans une aventure dangereuse ? Cette carence fait l'affaire du sénateur John McCain, prisonnier pendant la guerre du Vietnam, dont l'autorité et la fermeté dans cette crise contrastent avec le manque de leadership qui caractérise la classe politique américaine actuelle.

Patrice de Beer

L'OTAN accroît ses raids de jour face à une armée serbe qui reste active

Les maquis kosovars, désorganisés, sont peu présents sur le terrain

Le nombre des missions quotidiennes dans les cieux serbes est passé de soixante-dix à cent. Les frappes aériennes, qui se mènent de plus en plus le jour, touchent désormais les unités yougoslaves en mouvement au Kosovo et des infrastructures en Serbie. La destruction d'un pont sur le Danube, en Voïvodine, est préjudiciable au commerce de l'Autriche et de la Hongrie avec les pays balkaniques de l'Est.

DEVANT une armée serbe qui a encore de la ressource, malgré des raids qui en sont à leur neuvième jour, et à des maquis kosovars qui se sont essoufflés, l'OTAN a nettement intensifié le volume, le rythme de ses opérations aériennes, et étendu leur portée. Malgré des conditions météorologiques défavorables à des vols à basse altitude et aux tirs de précision pour cause de couverture nuageuse, elle traite aussi des objectifs de plus en plus diversifiés, depuis des unités yougoslaves en mouvement au Kosovo jusqu'à des infrastructures routières en Serbie même.

La capture de trois soldats américains a montré que, sous les bombes, le régime de Slobodan Milosevic est encore capable de réactions rapides, au point même de monter instantanément une action médiatico-psychologique à l'adresse des Etats-Unis, et que son armée a du répondant, un réflexe de mobilité, ce que les experts militaires appellent de « *l'agilité* ». Ce qui sous-entend que cette armée serbe n'est pas assommée, qu'elle ne reste pas prostrée ou inactive sous les raids, comme les forces irakiennes « matraquées » dans le Golfe, qui étaient demeurées sans riposter en 1991.

En revanche, les maquis kosovars ne baignent plus dans la population comme « un poisson dans l'eau », parce que M. Milosevic est – selon la formule stalinienne –, en train de « *vider le bocal* » par son épuration ethnique, ses exécutions sommaires et la destruction des habitations. Les membres de l'UCK rencontrent de grosses difficultés à se regrouper et à coordonner leurs activités. Coupés de leur base et de plus en plus mal ravitaillés en armes, les séparatistes ne conduisent plus d'engagements frontaux avec l'armée serbe et se sont retirés des villes. Ils s'en tiennent à des actions limitées dans la Drenica (centre-nord du Kosovo) et à proximité des frontières avec l'Albanie ou la Macédoine, à partir de bastions que les Serbes s'emploient à isoler en pratiquant la politique de la terre brûlée à leur encontre.

Selon des sources militaires, la dissidence kosovare, équipée de moyens légers d'infanterie, a néanmoins reçu de nouveaux armements – il s'agirait d'armes antichars –, dont la provenance est inconnue et dont le financement serait assuré par la diaspora en Europe occidentale, qui se mobilise sur le réseau Internet. La fourniture de ces équipements a eu toutefois tendance à se raréfier, dès lors que les maquisards ne peuvent plus mener d'actions d'envergure.

ROTATIONS PLUS RAPIDES

Depuis mercredi soir 31 mars, l'OTAN a modifié sa tactique. Au sol, la disponibilité des avions a été renforcée de façon à ce que les rotations avec changement d'équipage soient plus rapides. En vol, on a compté une centaine de missions quotidiennes, au lieu de soixante-dix en moyenne précédemment, et les sorties se font de plus en plus fréquemment de jour. Mais toutes ne débouchent pas systématiquement sur des largages de bombes ou de missiles. Certains appareils réussissent à conduire des tirs sous les nuages. D'autres rentrent avec leur armement accroché sous les ailes. Les mauvaises conditions atmosphériques et les consignes données aux pilotes de s'en tenir à des bombardements précis obligent les équipages à renoncer, pour ne pas prendre de risques face à une défense serbe menaçante et pour ne pas en faire prendre aux civils.

L'OTAN a aussi accru le traitement des objectifs, s'en prenant, par exemple, à une unité motorisée serbe en mouvement au Kosovo et à un pont sur le Danube qui relie Belgrade à la frontière hongroise, à Beska, dans la province de Voïvodine.

Les principaux pays contributeurs ont ou vont déployer de nouveaux avions. C'est le cas de la France, avec quatre Jaguar et Mirage 2000 D d'attaque au sol, et des Etats-Unis, avec, notamment, treize avions « furtifs » F-117 A supplémentaires, du type de celui qui semble avoir été abattu, samedi 27 mars, par un missile sol-air SA-3. A la fin de la semaine, les Etats-Unis auront déployé vingt-quatre F-117 A, quasiment 40 % de leur flotte de ces chasseurs-bombardiers.

Jacques Isnard

Des objectifs stratégiques de moins en moins clairs

ANALYSE
Imposer un accord dont ne veulent ni les Kosovars, ni Slobodan Milosevic

L'OTAN PERSISTE dans la stratégie mise en œuvre depuis le 25 mars. Son secrétaire général, Javier Solana, et le commandant en chef des forces alliés en Europe, le général américain Wesley Clark, l'ont réaffirmé jeudi 1er avril. L'organisation atlantique n'a pas d'autre choix puisque l'envoi de forces terrestres au Kosovo, à l'appui des bombardements aériens, reste, pour l'instant, exclu par les alliés. Les accords de Rambouillet, signés par les Kosovars et rejetés par les Serbes, avaient bien prévu le déploiement de troupes de l'OTAN, mais seulement « *à l'invitation* » des deux belligérants.

L'OTAN a donc choisi de bombarder des cibles de plus en plus nombreuses et de plus en plus précises en Serbie et dans la province du Kosovo, mais les objectifs de ces frappes ont varié au fil des jours. Javier Solana a rappelé jeudi l'engrenage des événements. Le groupe de contact avec l'ex-Yougoslavie, (Etats-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie et Russie), avait exigé de Slobodan Milosevic la signature du texte de Rambouillet dans leur volet politique – « autonomie substantielle » du Kosovo – comme dans leur volet militaire – désarmement de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), retrait des troupes serbes et présence d'un contingent international de 30 000 hommes sous le commandement de l'OTAN. Faute de quoi la Serbie s'exposait à des frappes de l'OTAN, avaient précisé les Occidentaux, en désaccord sur ce point avec la Russie.

Dès le début de la campagne aérienne, les responsables de l'OTAN ont présenté trois exigences à Slobodan Milosevic : cessation immédiate des hostilités (ou retrait des troupes serbes du Kosovo sur les lignes existant il y a un an ou, selon les versions, conformément aux accord Milosevic-Holbrooke d'octobre 1998) ; acceptation immédiate du texte de Rambouillet ; envoi immédiat au Kosovo d'une force conduite par l'OTAN. Peut-être les dirigeants de l'Alliance atlantique avaient-ils cru que le président yougoslave accepterait rapidement ces trois points, après une première phase des bombardements qui auraient pu ne durer que quelques jours. Les accords sur la Bosnie en 1995 pouvaient les conforter dans cette idée, de même que l'issue des négociations sur le Kosovo d'octobre 1998. À cette époque, Richard Holbrooke, de retour de Belgrade où il venait d'avoir de longues discussions avec le président yougoslave sur un cessez-le-feu, un retrait des forces serbes et des négociations sur le statut de la province, avait déclaré aux ambassadeurs à l'OTAN : « *Je suis à un centimètre d'un accord avec Milosevic. Le centimètre qui reste, c'est vous qui pouvez le donner en activant la menace de frappes aériennes.* » Le Conseil Atlantique avait endossé cette politique et Slobodan Milosevic avait fait mine de céder. Le scénario ne s'est pas reproduit, laissant perplexes les dirigeants de l'OTAN. Les frappes ont-elles pour but de ramener Slobodan Milosevic à la table des négociations, comme des déclarations initiales pouvaient le laisser penser voire de le chasser du pouvoir ? « *L'objectif n'est pas que les Serbes signent l'accord de Rambouillet*, explique le sous-secrétaire américain à la défense Walter Slocombe. *Ça, c'est l'objectif politique.* » Quel est alors l'objectif militaire ? Réduire les capacités offensives de l'armée yougoslave, l'empêcher de mener une campagne de répression contre la population civile du Kosovo ? Le paradoxe est que depuis huit jours les frappes aériennes n'ont pas arrêté le nettoyage ethnique au Kosovo. Elles l'ont même accéléré, comme l'a reconnu le porte-parole de l'OTAN.

PLUSIEURS BUTS À LA FOIS

Des frappes aériennes suffisent-elles pour protéger les civils du Kosovo, prévenir les vagues de réfugiés et mettre un terme aux exactions ? Beaucoup de spécialistes doutent de la pertinence de cette confiance dans le tout technologie. Des commentateurs américains remarquent que l'administration Clinton a tourné le dos à la doctrine Powell, du nom du chef de l'état-major au moment de la guerre du Golfe. Le général Powell recommandait, en cas de conflit, des objectifs bien définis, la mise en œuvre de toutes les forces nécessaires afin d'obtenir une issue rapide car les démocraties sont impatientes. Au lieu de quoi, l'OTAN poursuit plusieurs buts à la fois : affirmer sa crédibilité moins d'un mois avant son 50e anniversaire, qui risque d'être terni par la poursuite des hostilités ; asseoir son rôle de principale organisation de sécurité en Europe quand son unité est menacée par la prolongation des bombardements ; assurer la stabilité sur le continent, et éviter un débordement du conflit alors que le flot des réfugiés déstabilisent les Etats voisins du Kosovo, économiquement et politiquement fragiles.

De plus, l'OTAN, qui bombarde les Serbes au nom des droits des Kosovars, pourrait être amené, si les accords de Rambouillet étaient appliqués, à remplacer sur le terrain les Serbes comme obstacle aux aspirations des Albanais. Ce paradoxe, relevé par Henry Kissinger dans un article de *Newsweek*, souligne l'ambiguïté de la position des Occidentaux qui, officiellemnet, rejettent toute idée d'indépendance du Kosovo. Autrement dit, les frappes aériennes viseraient à imposer un accord dont ne veulent ni les Kosovars, qui seront plus que jamais tentés de se séparer de la Serbie après la violente répression, ni Slobodan Milosevic qui peut espérer obtenir un réglement plus favorable que le texte de Rambouillet. D'ailleurs, celui-ci est-il encore d'actualité ? Javier Solana a affirmé que oui. La secrétaire d'État américaine Madeleine Albright en parle encore comme d'une « *base* » ou d'un « *cadre* » de négociations, quitte à accepter des « *ajustements techniques* ». Mais l'évolution sur le terrain rend le subtil équilibre de Rambouillet bien aléatoire. Les signataires albanais de Rambouillet seront-ils encore des interlocuteurs alors que l'UCK semble avoir été affaiblie ? Même écrasée par les bombardements, la Serbie acceptera-t-elle d'abandonner le fait accompli qu'elle est en train de créer au Kosovo ? La force chargée de vérifier un éventuel compromis pourra-t-elle être uniquement otanienne ? Comment les Occidentaux seront-ils amenés à tenir compte du retour de la Russie dans le jeu balkanique ? Par-delà la poursuite des frappes aériennes, ce sont toutes ces questions qu'il faudra bien traiter un jour.

Daniel Vernet

Trois hypothèses pour la capture des trois soldats américains

PELINCE
de notre envoyé spécial

« *Le danger ne vient pas que du nord.* » Le nord, en question, pour cet officier occidental du corps allié de réaction rapide (ARRC), c'est bien entendu la Serbie. La plaine qui mène à Belgrade commence à un kilomètre de la bordure du champ depuis lequel cet officier et son unité sont en mission d'observation. « *Dans cette région de l'Est macédonien, nous sommes en terrain hostile, on ne peut pas exclure que les trois soldats américains aient été pris par des habitants du coin lors d'une mission vers la frontière* », avance-t-il.

Le poste frontière de Pelince est à une dizaine de kilomètres plus à l'est, dans un paysage de petites collines arides. Quelques arpents de vignes s'accrochent désespérément à une terre caillouteuse. Des sentiers sinueux piétinés par les ânes se perdent dans le maquis. Ici, la frontière est virtuelle. « *Vous ratez un embranchement et vous vous retrouvez en Serbie sans vous en rendre compte* », explique un soldat du 1er régiment de hussards parachutistes (RHP), placé en première ligne du dispositif français.

A quelques lacets de la frontière de Pelince, des policiers macédoniens en uniformes tuent le temps sur un banc devant une maison de torchis faisant office de bar. Un soldat plonge dans la pénombre de la salle de billard à l'arrivée d'étrangers. Une casquette de l'armée yougoslave disparaît prestement sous un blouson. « *La région est purement macédonienne et serbe. Ce n'est pas par là que les Albanais passeront* », assène un colosse macédonien aux allures de poilu de la grande guerre avec son uniforme rapé.

« MESURES DE PROTECTION »

C'est dans les environs de Pelince, à une quarantaine de kilomètres au nord-est de Skopje, que les trois Américains du 1er escadron du 4e de cavalerie basé à Würzburg (Allemagne), ont été capturés la veille. Ils étaient membres de l'ancienne force de prévention des Nations unies (Fordepronu) déployée en Macédoine au début des guerres en Yougoslavie et dont le mandat a expiré le 28 février. Après la décision de Skopje de reconnaître diplomatiquement Taïwan, la Chine avait opposé son veto au prolongement de cette mission destinée initialement à éviter la propagation du conflit en Macédoine.

Depuis le 3 mars, les 350 soldats américains de l'ex-Fordepronu étaient officiellement chargés d'assurer le démantèlement de cette mission tout en « *effectuant les mesures de protection des forces* » de l'OTAN, nous explique un officier américain. Selon lui, la surveillance de la frontière yougoslave relèverait de cette mission.

La « prise » des trois Américains gonfle la population locale d'orgueil, comme la destruction du bombardier furtif F-117 par la DCA yougoslave. « *Les Serbes ont descendu l'arme la plus puissante de la plus puissante armée du monde. Les Américains vont se casser les dents. Ils ne se rappellent pas comment les Serbes ont résisté pendant les deux guerres mondiales* », pérorait alors Igor, un jeune Macédonien.

« *Les trois soldats effectuaient une mission de routine à la frontière* », avance un autre officier occidental. « *Venant de la Fordepronu, ils ne croyaient peut-être pas qu'ils pouvaient être pris pour cibles* », poursuit-il.

« C'EST UNE PLAISANTERIE ? »

Depuis le début des bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie, les 10 000 soldats de l'Alliance en Macédoine sont censés respecter un certain nombre de consignes de sécurité. « *Il faut éviter de sortir isolé, supprimer les déplacements inutiles, savoir en permanence où sont les équipes et porter des éléments de protection tels que les gilets pare-éclats* », explique le colonel de Kersabiec, porte-parole du contingent français au sein de l'ARRC.

Les circonstances de la disparition des trois soldats demeurent floues. Un officier de l'OTAN raconte : « *On ne sait pas exactement où ils étaient. Leur dernier contact radio, vers 16 heures, est un message d'alerte. Le dialogue par radio fut le suivant :*

– Nous sommes pris sous le feu d'armes légères !

– C'est une plaisanterie ?

– Non ce n'est pas une plaisanterie ! »

« *Puis, le silence*, poursuit l'officier. *Ils devaient probablement être en dehors de leur véhicule blindé.* » Une enquête a été ouverte. De 19 heures à 2 heures du matin, un hélicoptère de recherche équipé de jumelles de vision nocturne devait, en vain, tenter de retrouver les trois soldats. Ceux-ci devaient réapparaître, jeudi matin, sur les écrans de la télévision serbe sans que l'on sache laquelle des trois hypothèses est la bonne : une interception par des locaux en Macédoine (en coordination avec les forces yougoslaves notamment pour leur exfiltration), une capture alors qu'ils s'étaient « égarés » en Serbie (en mission d'espionnage ou pas) ou une embuscade tendue par des soldats serbes infiltrés en Macédoine. Quoi qu'il en soit, Belgrade a annoncé que les trois hommes devaient être traduits, vendredi 2 avril, devant une cour martiale.

Christophe Châtelot

raids de jour
e qui reste active

moins en moins clairs

ins

STAGES PÂQ

ISTH
01 42 24 1

Les pays arabes doutent de l'efficacité des raids et déplorent l'absence des Nations unies

Le président yougoslave est voué aux gémonies

L'Iran, en sa qualité de président en exercice de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), a invité les pays membres à examiner les moyens d'aider la majorité albanaise du Kosovo. A l'exception de l'Irak et de la Libye, les pays arabes et Téhéran accusent Belgrade de pratiquer le nettoyage ethnique, mais ils s'interrogent aussi sur l'efficience de l'opération « Force alliée ».

« POUR UNE FOIS, ce ne sont pas les Arabes qu'on bombarde ! », ces propos d'un diplomate arabe, que l'opération « Force alliée », menée par l'OTAN en Yougoslavie, ne convainc pas pour autant. Non que ce diplomate, et les Arabes en général – à l'exception de l'Irak et de la Libye –, aient quelque sympathie pour le régime de Slobodan Milosevic. Ils sont au contraire quasi « naturellement » solidaires de la majorité albanaise du Kosovo, musulmane sunnite comme l'écrasante majorité d'entre eux et opprimée par un pouvoir dont le président est un « ami » de Saddam Hussein.

Ce qui laisse les Arabes – du moins certains d'entre eux –, sceptiques, c'est l'efficacité de raids aériens pour empêcher un dictateur de réprimer sa population. A tort ou à raison, ils ne peuvent s'empêcher de penser à l'Irak, et c'est encore l'Irak qui leur vient à l'esprit lorsqu'ils constatent que les Nations unies n'ont aucun rôle à jouer dans cette affaire.

A l'image de ce qu'ils avaient déjà fait pour la Bosnie, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et la Jordanie ont décidé d'apporter une aide humanitaire aux populations kosovares.

Dans les Emirats, une collecte de fonds a été organisée par le Croissant-Rouge, et le monarque saoudien a donné des instructions pour l'envoi de produits alimentaires, de tentes, de couvertures, qui seront transportés en Albanie, pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés. Amman, de son côté, a rappelé son chargé d'affaires à Belgrade pour protester contre le *« nettoyage ethnique »* dont sont victimes les Albanais du Kosovo.

PRESSE DÉCHAÎNÉE

La presse des pays du Golfe s'est déchaînée contre la République fédérale de Yougoslavie, confondant M. Milosevic et son homologue irakien dans une même haine. Au passage, la Russie en a pris aussi pour son grade, à cause de son soutien au régime de Belgrade. Jeudi 1er avril, le journal saoudien *El Medina* estimait néanmoins que l'intervention de l'OTAN demeurerait incomplète aussi longtemps que l'Alliance n'aurait pas envoyé de troupes au sol pour mettre fin aux exactions serbes au Kosovo.

EMBARRAS IRANIEN

Certains commentateurs ne s'en inquiètent pas moins de l'absence de l'ONU dans cette affaire. Tout comme en Irak, écrivait récemment l'un des éditorialistes du quotidien saoudien *el Hayat*, le Conseil de sécurité de l'ONU a été marginalisé dans l'affaire serbo-kosovare et les Américains se sont arrogés le droit de décider du recours à la force militaire, en se dissimulant derrière une feuille de vigne : l'OTAN. L'ONU *« a cessé – depuis longtemps aux yeux des Américains mais désormais aux yeux de l'OTAN aussi –, d'être l'organisme »* chargé de la paix dans le monde. Cela signifie-t-il que *« le monde a besoin d'un organisme militaire international pour imposer la sécurité et sauvegarder la paix ? »*, s'interrogeait l'éditorialiste, pour qui un nouvel accord international sur le rôle des Nations unies s'impose, car il est inadmissible que l'ONU devienne la farce du siècle.

Président en exercice de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), l'Iran, qui n'a toujours pas soldé ses comptes avec les Etats-Unis, et pour qui l'OTAN est l'un des instruments de la domination américaine, a gardé une distance embarrassée vis-à-vis des bombardements de l'Alliance atlantique en Yougoslavie.

Les autorités iraniennes ont ainsi insisté sur le *« caractère illégal »* des raids de l'OTAN, pour mieux pointer la *« responsabilité »* de M. Milosevic, accusé de massacrer des musulmans. Téhéran a réclamé l'intervention de la Russie auprès du gouvernement yougoslave *« pour faire respecter les droits des musulmans du Kosovo »*. Et le président Mohamad Khatami, président en exercice de l'OCI, a appelé la cinquantaine d'Etats-membres à contribuer à la prévention d'une nouvelle tragédie dans les Balkans.

Mouna Naïm

Américains et Britanniques ont cessé les bombardements contre l'Irak

Pour la presse, Bagdad a servi de modèle à Belgrade

BIEN qu'il n'y ait peut-être pas de relation de cause à effet, un constat s'impose : depuis le déclenchement de l'opération « Force alliée » de l'OTAN en Yougoslavie, les avions américains et britanniques ont cessé de bombarder des cibles situées dans les zones d'exclusion aérienne imposées par les Nations unies à Bagdad, au nord du 36e parallèle et au sud du 33e. Ces bombardements étaient quasi quotidiens depuis la fin décembre 1998. Le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, Martin Indick, a néanmoins averti dès le début des raids de l'OTAN contre la Serbie que *« Saddam commettrait une grave erreur s'il croyait que nous ne pourrions faire face à un défi qu'il lancerait alors que nous sommes occupés par la crise du Kosovo »*.

Bagdad s'est abstenu jusqu'à maintenant de lancer un quelconque *« défi »*, mais sa presse vitupère quotidiennement l'OTAN et ce qu'elle appelle ses prétendues velléités de vouloir défendre les musulmans du Kosovo. Les journaux, qui reflètent tous le point de vue du régime, ont établi un parallèle avec la situation en Irak, affirmant que *« les Yougoslaves ont appris du président irakien Saddam Hussein comment tenir tête aux Etats-Unis »*.

Jeudi 1er avril, le quotidien *Babel*, dont le propriétaire est Oudaï, le fils aîné du président irakien, a même trouvé le moyen de faire un canular à propos de l'affaire du Kosovo, rapporte l'agence Reuters. La Russie menace les Etats-Unis de frappes nucléaires si les attaques contre la Yougoslavie ne cessent pas, et si l'embargo imposé par l'ONU à l'Irak n'est pas levé... *« Poisson d'avril ! »*, a écrit dans sa « une » le quotidien qui, depuis une semaine, se déchaîne contre l'Alliance. Pour lui, *« ce qui se passe actuellement* [au Kosovo] *aura d'une façon ou d'une autre un impact sur l'Irak, et précisément au Kurdistan »*. En clair, cela signifie que les Etats-Unis prépareraient, selon *Babel*, la sécession du Kosovo, en prélude à celle du Kurdistan irakien.

M. Na

Les Israéliens, divisés, s'identifient tantôt aux Serbes, tantôt aux Kosovars

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Commencée en pleine campagne électorale et juste avant les importantes fêtes de la Pâque juive, la guerre du Kosovo ne constitue certainement pas la préoccupation première des Israéliens. Mais, après une semaine d'hostilités, la presse a sensiblement modifié sa couverture de l'événement, tandis que les autorités, d'abord indifférentes, annonçaient l'envoi d'un avion d'aide humanitaire en Albanie et en Macédoine.

Qui sont les « bons », qui sont les « méchants » ? Pour les Israéliens, le drame des Balkans est d'abord une affaire européenne, où leur pays n'est pas impliqué. Mais les reportages montrant des colonnes de réfugiés fuyant les exactions serbes, les informations faisant état de massacres, voire de début de génocide, le rapprochement entre Slobodan Milosevic et Saddam Hussein, et le souvenir de la seconde guerre mondiale, durant laquelle les Serbes se sont vaillamment opposés aux nazis, jouent dans la conscience collective des Israéliens comme autant d'analogies et de références contradictoires.

Les principaux responsables politiques sont demeurés pour la plupart d'une relative prudence, s'abstenant de prendre des positions trop tranchées. Le chef du Parti travailliste, Ehoud Barak, a sans doute été le plus clair, déclarant au représentant de Belgrade en Israël *« qu'en tant qu'homme, juif, Israélien, dirigeant de la liste Israël uni* [aux élections de mai] *et ancien ministre des affaires étrangères »*, il estimait *« extrêmement grave ce qui apparaît constituer un massacre systématique de gens innocents »*. Selon M. Barak, *« le gouvernement d'un Etat juif né après l'Holocauste ne peut rester silencieux et aurait dû totalement soutenir les tentatives de négociations du monde libre »*.

Cette pierre jetée dans le jardin de M. Nétanyahou a suscité une réponse immédiate et maladroite du premier ministre, condamnant *« tous les meurtres de masse, perpétrés par les Serbes ou par n'importe qui d'autre »*. Quelques heures plus tard, les services du premier ministre précisaient qu'Israël soutenait les initiatives de l'OTAN, condamnait la *« purification ethnique »* et exprimait sa sympathie avec les victimes. Le ministre des affaires étrangères, Ariel Sharon, a, quant à lui, fait une déclaration remarquée par son ambiguïté, regrettant les massacres, mais refusant d'en désigner les auteurs.

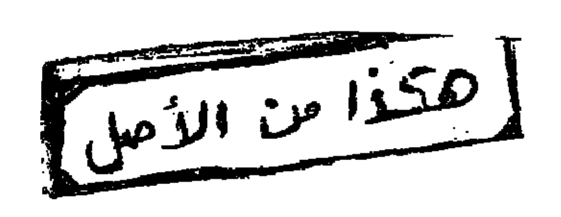
Comment alors s'étonner des interrogations du simple citoyen qui, souvent, n'entrevoit dans le drame des Kosovars qu'une illustration supplémentaire de ses plus solides convictions : un peuple est condamné s'il ne peut compter que sur les autres. *« Je ne comprends rien »*, admet franchement cet informaticien religieux qui vote à l'extrême droite, mais que le malaise devant les informations faisant état de camps et de massacres met au diapason des quelques dizaines de militants de gauche du parti Meretz qui, mardi 30 mars, ont manifesté devant l'ambassade de Yougoslavie, à Tel-Aviv. Une manifestation guère plus importante, rassemblant travailleurs immigrés et Israéliens originaires de Yougoslavie, s'était rassemblée, l'avant-veille, devant le même bâtiment, cette fois en soutien au régime de Belgrade.

DOULOUREUSES RÉMINISCENCES

L'horreur devant des massacres motivés par la seule appartenance ethnique des victimes réveille chez nombre d'Israéliens de douloureuses réminiscences, propres à leur faire prendre parti en faveur des Albanais. Mais ces mêmes souvenirs en poussent d'autres à se ranger derrière les Serbes, qui, durant la seconde guerre mondiale, ont sauvé de nombreux juifs de l'extermination. Symptomatique de ce dernier courant est la lettre ouverte adressée au président Clinton et qu'a publiée le *Jerusalem Post*. Son auteur, ancien déporté israélien né en Yougoslavie, a combattu durant la guerre dans les rangs des partisans serbes, sauvant, entre autres, des pilotes alliés dont les avions ont été abattus lors de missions au-dessus des Balkans. *« Cinquante-quatre ans plus tard*, écrit-il, *je suis révolté devant ces avions allemands qui, à côté d'appareils américains et britanniques, bombardent au nom de l'OTAN la Yougoslavie et sa capitale Belgrade. »*

Délibérément pro-serbe, un commentateur de la radio d'extrême droite Aroutz 7 estime que les Israéliens sont *« dans le même bateau que les Serbes »* pour, comme eux, ne pas être aimés de la presse internationale et subir les pressions des Américains et des Européens qui agissent *« au bénéfice des musulmans »*. Derrière ces propos sans nuances se dessine une crainte peu réaliste, mais souvent perceptible dans certains secteurs nationalistes de l'opinion : que l'intransigeance d'Israël face aux Palestiniens ne suscite, un jour, une intervention internationale.

Georges Marion



Le manifeste « philosophique » de M. Chevènement contre la guerre

Le ministre de l'intérieur a communiqué à ses collègues du gouvernement un texte récusant les fondements intellectuels et moraux de l'action décidée par M. Chirac et M. Jospin

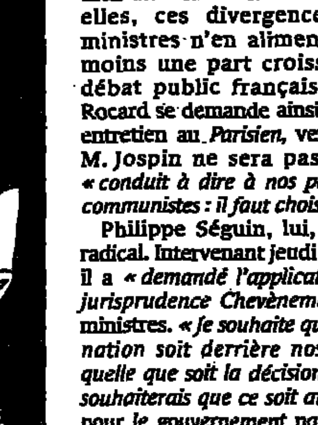
Le gouvernement a débattu une nouvelle fois de la situation au Kosovo, lors de la réunion bimensuelle des ministres qui s'est tenue à l'hôtel Matignon, jeudi 1er avril. Les ministres communistes ont été rejoints dans l'expression de leurs doutes sur les opérations en cours par certains ministres socialistes. L'initiative la plus spectaculaire est cependant venue de Jean-Pierre Chevènement, qui a distribué, à l'issue de cette réunion, un court texte philosophique où s'exprime une critique violente de l'action politique inspirée par *« l'idée des droits de l'homme »*. Dans ce contexte, la polémique sur la nécessaire solidarité entre ministres prend de l'ampleur, tandis qu'à l'appel du PCF et des organisations d'extrême gauche, plusieurs milliers de personnes ont défilé à Paris en réclamant l'*« arrêt immédiat des bombardements »*.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT est arrivé en retard. Retenu au Sénat durant toute la matinée de jeudi 1er avril, il ne parvient à l'hôtel Matignon, où se tient la réunion bimensuelle des ministres, qu'à 12 h 30. Celle-ci a débuté à 11 heures, par un premier débat sur la situation au Kosovo. Les deux ministres communistes, Jean-Claude Gayssot (transports) et Marie-George Buffet (jeunesse et sport), précisent à cette occasion leur position personnelle : *« militant »* d'une organisation politique opposée aux opérations de l'OTAN, mais décidés à *« rester »* membres d'un gouvernement qui les a décidées. Plusieurs ministres socialistes interviennent ensuite pour exprimer, comme Ségolène Royal, *« le doute que l'on a en nous »*. Lionel Jospin, enfin, apporte un point final à la discussion, en distinguant *« le débat »* au sein du gouvernement – qu'il juge *« légitime »* (*Le Monde* du 1er avril) – de la *« décision »*, qui engage l'ensemble du gouvernement.

Ainsi, quand le ministre de l'intérieur pénètre dans la salle, ses collègues, attablés pour un déjeuner rapide, débattent du budget 2000 *(lire page 11)*. Lui-même ne prend pas part à cette discussion. Elle se termine à 13 h 30, en raison d'un départ d'une partie du gouvernement vers La Rochelle, pour l'enterrement de Michel Crépeau. Juste avant que la séance ne soit levée, M. Chevènement prononce ces quelques mots : *« Je ne dirai rien du Kosovo. Je vous distribue seulement ce texte qui résume mon état d'esprit. C'est de la philosophie »*, conclut-il dans un sourire.

Le texte en question, que chaque ministre emporte avec lui, constitue une charge violente contre *« l'idée des droits de l'homme »* qui *« impose à tout un chacun une obligation illimitée » (lire ci-dessous)*. Ces quelques lignes, signées par Hans Magnus Enzensberger, un intellectuel allemand, ne sont évidemment pas choisi au hasard. Elles s'opposent presque mot pour mot à ce que disait M. Jospin, le vendredi 26 mars, à la tribune de l'Assemblée nationale, pour justifier l'intervention de l'OTAN : *« Depuis des décennies, l'Europe, en tout cas notre Europe, s'est refondée sur la paix et le respect des droits de la personne humaine. Accepter que ces valeurs soient bafouées aux portes de l'Union européenne, c'eût été nous trahir. »* Or, dit le texte, appuyer son action sur les droits de l'homme, c'est élargir *« la fourchette entre exigence et réalité. (...) Bientôt, on en arrive objectivement au pharisaïsme* [l'hypocrisie] *et l'universalisme, moralement, se révèle être un piège. »*





Telles quelles, ces lignes constituent une violente critique des fondements intellectuels et moraux de l'action décidée par MM. Chirac et Jospin. En la véhiculant par ce canal, M. Chevènement témoigne d'une tension intérieure croissante : totalement opposé à l'action en cours, il ne peut cacher son sentiment ; mais il préfère, pour l'instant, dans un geste certainement douloureux pour un homme politique, s'amputer de sa parole plutôt que de provoquer une crise gouvernementale. Aussi contenues soient-elles, ces divergences entre ministres n'en alimentent pas moins une part croissante du débat public français. Michel Rocard se demande ainsi, dans un entretien au *Parisien*, vendredi, si M. Jospin ne sera pas bientôt *« conduit à dire à nos partenaires communistes : il faut choisir »*.

Philippe Séguin, lui, est plus radical. Intervenant jeudi sur BFM, il a *« demandé l'application de la jurisprudence Chevènement »* aux ministres. *« Je souhaite que toute la nation soit derrière nos soldats, quelle que soit la décision prise ; je souhaiterais que ce soit aussi le cas pour le gouvernement parce qu'un gouvernement n'est pas un forum »*, a-t-il conclu. Cette exigence de solidarité risque d'autant plus d'être réclamée dans les prochains jours que chacun s'attend désormais à ce que le conflit s'installe dans la durée. *« Ce sera une opération de longue haleine. Il faut y préparer l'opinion publique »*, affirme ainsi M. Juppé, vendredi, dans *Libération*.

« QUELQUES SUGGESTIONS »

Avant de réunir ses ministres, jeudi, M. Jospin avait reçu Laurent Fabius (PS) et Christian Poncelet (RPR) à Matignon, respectivement président de l'Assemblée nationale et du Sénat. *« Il faut être totalement solidaire de ce qui se fait »*, a estimé M. Fabius à la sortie de cet entretien avec le premier ministre, qui s'est abstenu, en la circonstance, de rappeler *ses « inquiétudes »* sur les opérations en cours (*Le Monde* du 30 mars). Quant à M. Poncelet, il a indiqué à la presse qu'il avait *« fait part »* à Lionel Jospin de son *« sentiment »*. *« Je lui ai présenté quelques suggestions, il appartient à lui et à lui seul de vous les rapporter »*, a-t-il conclu.

Jean-Michel Aphatie

« Renoncer aux fantasmes d'une morale omnipotente »

INTITULÉ par ses soins « Quelques réflexions pour éclairer l'action », *le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a profité de la réunion des ministres qui s'est tenue à l'hôtel Matignon, jeudi 1er avril, pour distribuer ce texte, tiré d'un livre de Hans Magnus Enzensberger* (Vues sur la guerre civile, *Gallimard, 1992)*.

VERBATIM

« La rhétorique universaliste ne fait pas de différence entre le proche et le lointain. L'idée des droits de l'homme impose à tout un chacun une obligation illimitée par principe. Elle révèle par là son noyau théologique, qui a survécu à toutes les laïcisations. Chacun est censé être responsable de tous. Ce désir implique le devoir de devenir semblable à Dieu, car c'est un désir qui suppose l'omniprésence, voire la toute-puissance.

» Mais, comme toutes nos possibilités d'action ont leurs limites, la fourchette entre exigence et réalité ne fait qu'augmenter. Bientôt, on en arrive objectivement au pharisaïsme et l'universalisme, moralement, se révèle être un piège.

» La morale est le dernier refuge de l'eurocentrisme. Il est temps de renoncer aux fantasmes d'une morale omnipotente. Personne ne peut durablement se dispenser – aucune communauté et aucun individu – d'examiner les différents degrés de sa responsabilité et de fixer des priorités.

» Le gradualisme, la fixation des priorités... ne sont qu'un moindre mal. »

Né en Bavière en 1929, Hans Magnus Enzensberger a étudié dans diverses universités allemandes, ainsi qu'à Paris. Poète, romancier, essayiste, cet auteur « inclassable (...) s'est impliqué dans tous les débats intellectuels de cette Allemagne qu'il ne cesse d'ausculter, de titiller et de rudoyer », *ainsi que le définissait* Le Monde, *dans son édition du 16 mai 1995.*

La conversion des Verts au réalisme diplomatique

LES VERTS auraient-ils tiré un trait sur leur légendaire pacifisme ? En refusant de s'opposer à des frappes militaires, en demandant, en cas d'échec d'une force d'interposition au Kosovo sous contrôle de l'ONU, un engagement des forces de l'OTAN au sol, le parti de Dominique Voynet confirme un *aggiornamento* réel, quoique encore fragile. Une rupture dans l'histoire des Verts, mais aussi de ses alliances : en se tenant, comme le PS, loin des manifestations pacifistes des communistes et l'extrême gauche, les écologistes retrouvent, malgré eux, ceux qui semblaient devenus, lors de la guerre du Golfe, en 1991, des ennemis héréditaires.

Leurs racines puisent pourtant dans le Vietnam, le mouvement hippie et mai 1968. Avant d'être Verts, en 1984, ils sont les fils du Larzac, où ils s'opposent, entre 1971 et 1981, à l'extension du camp militaire. Leur histoire se confond avec le mouvement antimilitariste et non-violent, qui a longtemps fait de leur formation un vivier d'objecteurs de conscience et d'amis de l'humanitaire. Profondément européens, ils se méfient de ceux qui aiment trop la patrie : aujourd'hui encore, la ministre de l'environnement affirme qu'elle ne *« pourra jamais chanter* La Marseillaise ». Dans leur programme, enfin, les Verts réclament l'interdiction de l'arme atomique : en 1999, les députés Verts n'ont pas voté le budget de la défense, à cause des crédits accordés aux essais nucléaires en laboratoire.

Des manifestations contre les euromissiles, aux cris de *« ni pershing ni SS-20 »*, jusqu'à la guerre du Golfe, les Verts se construisent une mémoire. Lorsqu'en 1991, les premiers missiles américains tombent sur l'Irak, Mme Voynet proclame : *« Si c'était à refaire, je ne voterais plus pour François Mitterrand. »* Et quand, à partir de juin 1997, on l'interroge sur ce qui pourrait la pousser à quitter le gouvernement de Lionel Jospin, la ministre confie invariablement : *« Une nouvelle guerre du Golfe. »*

Mais le conflit en Bosnie marque un tournant. Plus question d'une guerre impérialiste pour sauver des intérêts pétroliers : cette fois, des populations disparaissent, les droits de l'homme sont bafoués. Alors que la Bosnie s'enflamme dès 1992, les massacres de Srebrenica, en juillet 1995, persuadent les Verts *« que la non-violence peut être un schéma plaqué qui confine à l'inaction »*, résume Yves Cochet. Le suicide, en 1995, de l'eurodéputé Vert italien Alexander Langer, qui avait réuni en 1993 toutes les parties – serbe, croate... – en un forum de Vérone pour la paix, symbolise la prise de conscience de cette impuissance. De motion en motion, les dirigeants de la majorité – Mme Voynet, Yves Cochet, Alain Lipietz – rallient leur « base ».

Le drame du Kosovo force les Verts à renouer avec les mêmes conclusions. Fortement poussés, il est vrai, par leur tête de liste aux élections européennes, Daniel Cohn-Bendit : n'est-ce pas l'eurodéputé allemand qui, presque seul, en 1994, lors de la guerre en Bosnie, a converti les Grünen et son ami Joschka Fischer, à l'idée d'une intervention militaire ? Depuis, le ministre des affaires étrangères allemand est convaincu. Comme les Verts français, même si la députée Marie-Hélène Aubert a tenu à rappeler à ses collègues de la gauche « plurielle », le 26 mars, dans l'hémicycle, que la *« méthode pacifiste et non-violente a toujours été et reste la* [leur] ». Et que les Verts avaient reçu Ibrahim Rugova fin 1997, *« quand personne ne daignait le recevoir à l'Élysée, à Matignon et au Quai d'Orsay »*.

Ariane Chemin

Malaise et contradictions chez les manifestants anti-Otan

UNE « MANIF » ? Des manifestations plutôt. Jeudi 1er avril, il aura suffi de quelques minutes pour que le défilé organisé à Paris, contre les frappes aériennes de l'OTAN en Yougoslavie, se transforme en machine à gros malaises et états d'âme. A 18 heures, à l'initiative du Parti communiste, de la Ligue communiste révolutionnaire, de Lutte ouvrière, du MRAP, du Mouvement de la Paix, quelques milliers de manifestants sont regroupés place de la République. Les Verts d'Ile-de-France et le Mouvement des citoyens sont également présents, dont son vice-président, Didier Motchane, comme la FSU et SUD-PTT qui ont appelé séparément à défiler. Robert Hue, secrétaire national du PCF, figure dans le carré de tête, tout comme les dirigeants de la LCR, Alain Krivine et Daniel Bensaïd. Plus loin, on croise Madeleine Rebérioux de la Ligue des droits de l'homme.

Plusieurs centaines de Serbes sont également là, certains enveloppés dans des drapeaux aux couleurs de la République de Serbie, quelques-uns arborant des icônes, d'autres brandissant des pancartes *« OTAN = Organisation terroriste américaine nazie »* ou criant *« Yugoslavia ! »*. Des militants communistes du Val-de Marne, en rupture de parti, distribuent des tracts où l'on peut lire que *« la politique de Milosevic est certes condamnable dans ses excès, mais elle se fonde sur le refus légitime du démembrement de la Fédération yougoslave »*. Quelques signataires de l'appel *« Non à l'Europe »* lancé par la « Nouvelle Droite », dont Dominique Jamet, sont dispersés dans le cortège. Pour les anarcho-syndicalistes de la CNT, c'est trop. Ils se dispersent rapidement.

Une large banderole de tête s'efforce de cadrer un peu les choses : *« Arrêt des bombardements, arrêt de la purification ethnique, négociations immédiates »* proclame-t-elle. Un peu plus loin, les militants de la LCR s'époumonent : *« Ni OTAN ni Milosevic ! »* en insistant sur l'*« autodétermination pour le Kosovo »*. Mais ils sont seuls. Plus nombreux, les manifestants de Lutte ouvrière recouvrent de leurs voix les slogans de leurs nouveaux partenaires aux élections européennes. Plus question, désormais, de Kosovars. *« Troupes de l'OTAN, hors des Balkans »*, scandent-ils.

Tandis que de ci de là, des syndicalistes CGT arborent la fameuse cible, emblème des concerts de protestation anti-OTAN organisés chaque jour à Belgrade, d'autres prennent leurs distances. *« Notre présence n'est pas un soutien ringard aux orphelins du socialisme »*, corrige Jean-Christophe Chaumeron, secrétaire de la fédération CGT des finances. Mais tandis que l'écrivain Didier Daeninckx peste contre *« les squatteurs »* nationalistes, Maryse Dumas, numéro deux de la CGT, ne souhaite pas faire de distingo : *« Nous manifestons avec toutes les forces qui peuvent vouloir la paix, sans exclusive, pour que la démocratie l'emporte dans toutes les composantes de l'ex-Yougoslavie »*, explique-t-elle.

Au bout d'une heure, une partie des manifestants a déjà décroché. Mal à l'aise, elle assiste désormais au défilé, depuis les trottoirs, en spectatrice. *« Cette manif est glauque, très glauque »*, constate, un peu désabusé, un militant d'Alternative libertaire. Au loin, derrière le défilé principal, une impressionnante cohorte du Parti des travailleurs (trotskistes lambertistes) tape des mains : *« Maastricht c'est la guerre, Maastricht c'est la misère ! »* Place de la Bastille, la dispersion est rapide. Seuls restent quelques centaines de Serbes. *« Le Kosovo, c'est la Serbie. On se battra jusqu'au dernier s'il le faut »*, hurle une vieille dame.

Alexandre Garcia et Caroline Monnot

DÉPÊCHES

JOURNALISTE
■ La police serbe a interpellé, vendredi 2 avril, un journaliste français au poste-frontière de Morina, entre l'Albanie et le Kosovo, a annoncé l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Son identité et celle de son organe de presse n'ont pas été divulguées. – *(AFP.)*

MONTÉNÉGRO
■ Le remplacement du général Radosav Martinovic, commandant de la 2e armée yougoslave couvrant le Monténégro, annoncé vendredi 2 avril à Belgrade, *« est un signe clair que Milosevic doute de la loyauté de ses forces dans cette région »*, a déclaré le porte-parole du département d'Etat James Rubin, en se déclarant *« très inquiet »*. *« Toute tentative par Belgrade de renverser le gouvernement démocratiquement élu du Monténégro ne ferait qu'étendre l'instabilité (...) et aggraver le conflit avec l'OTAN »*, a-t-il dit. – (AFP.)

LÈVRES
■ Les trois soldats américains capturés montrés, jeudi 1er avril, à la télévision serbe, ont tenté de transmettre des messages, selon un spécialiste du déchiffrage des paroles sur les lèvres, cité par le *Daily Record*, quotidien écossais. *« Je ne me sens pas en sécurité... cette histoire me donne la nausée »*, aurait dit l'un. *« A tout le monde chez moi : je suis en forme et je veux sortir de cette prison »*, selon le second. *« Nos ordres étaient d'éviter de nous faire capturer »*, aurait murmuré le dernier. – *(AFP.)*

PAPE
■ Le pape Jean Paul II a appelé, jeudi 1er avril, à *« une trêve pascale »* dans la semaine séparant Pâques catholique et orthodoxe (les 4 et 11 avril), dans un message à Milosevic, Clinton et Solana. Elle pourrait permettre une intervention des organisations humanitaires au Kosovo, à condition qu'aucun des belligérants n'en tire profit, a précisé Mgr Jean-Louis Tauran, ministre des affaires étrangères du Vatican. – *(AFP.)*

BELGRADE
■ Les médias serbes annoncent, depuis le début de la semaine, l'arrivée quotidiennne à Belgrade de groupes de 200 à 300 Albanais en provenance du Kosovo, *« fuyant les bombardements de l'OTAN »*. *« Le transport de tous ceux qui ont exprimé le souhait de partir, Serbes ou membres de minorités nationales, a été organisé »*, selon la télévision nationale serbe. – *(AFP.)*

CENSURE
■ Les autorités yougoslaves ont interdit la radio privée *Radio Jasenica*, implantée à 40 kilomètres au sud de Belgrade, qui *« nuisait à la sécurité nationale »*, a fait savoir Radio B92, une autre station privée, interdite le mois dernier mais qui diffuse via Internet. – *(AFP.)*

BRITANNIQUES
■ 58 % des Britanniques interrogés dans un sondage publié vendredi 2 avril par *The Guardian* se disent d'accord pour l'envoi de forces terrestres en Yougoslavie, alors que 34 % y sont opposés et 8 % restent indécis. Le soutien aux frappes de l'OTAN grandit dans l'opinion britannique : 65 % estiment que la Grande-Bretagne a raison d'y participer, contre 56 % le 26 mars.

CHINOIS
■ Six cent Chinois venant de Yougoslavie, étudiants ou hommes d'affaires, sont arrivés en Roumanie où ils ont demandé de rester en attendant la fin du conflit, selon la police des frontières roumaine, où le nombre total des réfugiés est inconnu, les ressortissants de la RFY n'ayant pas besoin de visas pour séjourner trente jours en Roumanie. – *(AFP.)*

ntre la guerre

DÉPÊCHES

tradictions
nts anti-Otan

Nouveau constat d'échec entre loyalistes et républicains d'Ulster

Tony Blair et Bertie Ahern n'ont pas réussi à relancer le processus de paix

Un an après le lancement du processus de paix en Irlande du Nord, les discussions butent toujours sur le désarmement des groupes paramilitaires devant accompagner la mise en place d'une instance de gouvernement biconfessionnelle à Belfast. Les protagonistes doivent se retrouver le 13 avril.

LONDRES
de notre correspondant

Deuxième essai, deuxième échec. Un an après la conclusion des accords dits du « vendredi saint », le 10 avril 1998, la seconde date-butoir fixée par Londres pour la formation d'un « gouvernement autonome » biconfessionnel à Belfast ne sera pas respectée. L'exécutif nord-irlandais, qui devait être initialement formé le 10 mars, puis le 2 avril, ne verra le jour, si tout se déroule comme espéré, qu'à une date indéterminée, éloignée de plusieurs semaines. Au moins.

Au terme d'une vingtaine d'heures d'un intense face à face, sur quatre jours, en la présence active de Tony Blair et de son homologue irlandais Bertie Ahern, les protagonistes loyalistes protestants et républicains catholiques se sont séparés, dans l'après-midi du jeudi 1er avril, sur un nouveau constat d'échec. La déclaration conjointe résolument optimiste des deux premiers ministres qui parrainent le processus de paix, ne l'atténue qu'à la marge. Un « plan », présenté par Tony Blair comme *« une bonne base pour résoudre les difficultés »*, a été laissé par les deux chefs de gouvernement sur la table des négociateurs. Ceux-ci doivent se retrouver au même endroit – le château de Hillsborough non loin de Belfast – le mardi 13 avril. Mais, à en juger par les réactions initiales du Sinn Fein, la branche armée de l'IRA sur laquelle la pression se fait désormais plus forte, il n'est pas sûr qu'un accord soit trouvé d'ici là.

Présenté sous forme d'une « déclaration », ce plan, qui ne porte aucune signature, fait assez largement droit à l'exigence loyaliste d'un désarmement – même partiel – de l'IRA et, accessoirement des autres groupes paramilitaires, avant que soient mises en place des structures exécutives prévues par les accords du vendredi saint. Le chef des unionistes protestants, David Trimble, refuse en effet depuis des mois de nommer les ministres – dont, proportionnalité électorale oblige, au moins deux républicains du Sinn Fein –, tant que l'IRA n'aura pas commencé à détruire son arsenal. A quoi Gerry Adams, le chef des républicains, réplique que les accords signés donnent théoriquement jusqu'à avril 2 000 pour ce faire, et que le désarmement des paramilitaires ne peut pas être un préalable.

Le désarmement des milices comme préalable à la formation de l'exécutif

Le « plan » Blair-Ahern réaffirme effectivement que la chose *« n'est pas une précondition »*. Mais, rappelant au passage qu'il s'agit *« d'une obligation »* pour tous les signataires de l'accord – ce que le Sinn Fein admet –, il propose un calendrier qui place de facto le désarmement des milices en préalable à la formation de l'exécutif. Premier volet envisagé : Londres, qui détient encore tous les pouvoirs dans « sa » province, désignerait, à une date indéterminée, les participants à une sorte de gouvernement autonome « fantôme », c'est-à-dire sans pouvoirs. Un mois plus tard, les groupes armés – IRA en tête – entameraient la destruction de leurs armes sous le contrôle de la commission internationale de désarmement mise en place il y a un an et dirigée par le général canadien, John de Chastelain.

Ce geste des paramilitaires s'accompagnerait d'une journée de *« réconciliation collective »* entre loyalistes et républicains, ainsi que d'une grande *« cérémonie de commémoration pour toutes les victimes de la violence »* en présence de représentants de tous les partis et de toutes les églises. Cette journée historique serait suivie de nouveaux gestes de Londres en matière de normalisation et de démilitarisation de la province et, *« peu après »*, les ministres préalablement nommés seraient dotés des pouvoirs autonomes limités prévus dans les accords du vendredi saint.

« Ayant constaté l'excellent climat dans lequel se sont déroulées les dernières discussions, a dit Tony Blair *nous n'avons pas le moindre doute que nous parviendrons au bout de ce long chemin. »* De fait, chacun reconnait que les parties en cause peuvent désormais dialoguer face à face, ce qui n'était pas le cas il y a seulement huit ou dix mois. David Trimble s'est contenté pour sa part d'affirmer que la déclaration anglo-irlandaise avait *« le potentiel pour résoudre les problèmes à condition que les paramilitaires le veulent »*. Quant à Gerry Adams, qui s'est refusé tout au long à s'engager sur une date autre que le 10 avril 2 000, il s'est déclaré *« déçu, frustré »* par le retard pris, et assez circonspect sur les possibilités d'obtenir de l'IRA, ce qui est attendu d'elle. *« Le prix de la paix définitive que nous espérons tous exige que nous essayions encore. »*

Patrice Claude

La situation en Serbie accroît la tension entre les Etats-Unis et la Chine

L'AMBASSADE de Chine à Washington a confirmé, jeudi 1er avril, la prochaine visite du premier ministre Zhu Rongji aux Etats-Unis, du 6 au 14 avril, après un flottement diplomatique inhabituel qui a fait penser que le déplacement pouvait être remis en question par Pékin en raison des tensions multiples entre les deux pays. Alors que, dans la capitale chinoise, les autorités se refusaient à confirmer les dates du voyage de M. Zhu, c'est finalement l'ambassade chinoise à Washington qui a confirmé que cette visite aurait bien lieu comme annoncé.

L'incertitude avait été provoquée par l'accumulation des critiques chinoises envers l'intervention des forces de l'OTAN au Kosovo, venant s'ajouter aux nombreuses pommes de discorde existant à l'heure actuelle entre les Etats-Unis et la Chine, à propos notamment de la situation des droits de l'homme, des contentieux commerciaux, des différends stratégiques et autres accusations américaines d'activités d'espionnage soupçonnées de la part de Pékin.

C'est quotidiennement que la presse officielle chinoise dénonce l'opération « Force alliée » en Serbie, dans des termes parfois évocateurs des grandes périodes de tension sino-américaine d'avant l'établissement, intervenu en 1979, des relations diplomatiques entre les deux pays. Les médias contrôlés par le Parti communiste ont décrit l'opération comme un acte de *« barbarie »* contre lequel ils ont invoqué le *« devoir de la communauté internationale de se soulever »*. Dernièrement, le quotidien *China Daily*, qui s'adresse à la communauté d'affaires étrangère en Chine, a publié un sondage affirmant que plus de 70 % de Chinois interrogés, sur un total de 2 000 personnes, étaient préoccupés par cette *« invasion injustifiée et détestable »* d'un pays souverain. Selon les médias également officiels de Belgrade, le président Jiang Zemin a adressé à son homologue Slobodan Milosevic un message de soutien face à *« l'attaque brutale de l'OTAN dirigée par les Etats-Unis »*.

VITUPÉRATIONS

Ces vitupérations entrent dans le cadre d'une campagne de rhétorique chinoise qui traduit à quel point les relations entre Washington et Pékin se sont détériorées. Les Etats-Unis, pour leur part, semblent éprouver des difficultés croissantes à freiner cette dégradation, en dépit des efforts de la Maison Blanche pour conserver un minimum de lustre aux rapports avec Pékin.

Ainsi, deux ans après avoir lancé une politique dite d'*« engagement constructif »* envers la Chine, notamment par un dialogue – jusqu'ici totalement infructueux – sur les droits de l'homme, Washington en est à nouveau à mettre en avant les violations des libertés élémentaires par les autorités de Pékin auprès de la Commission des Nations unies sur les droits de l'homme, à Genève, qui tient actuellement sa session annuelle. Le cas de la Chine devait être étudié la semaine prochaine.

Francis Deron

La justice allemande confie à la Française Cosette Lancelin la garde de ses enfants

Ce genre d'affaire concerne quelque 70 couples franco-allemands

La plus haute instance judiciaire allemande, la cour de Karlsruhe, a donné gain de cause à la Française Cosette Lancelin contre son époux Armin Tieman, qui réclamait la garde de leurs deux enfants. Précédemment, Karlsruhe avait refusé de renvoyer les enfants enlevés par leur père au nom de leur « droit au bien-être ».

BONN
de notre correspondant

Fin de partie judiciaire dans le douloureux divorce de l'Allemand Armin Tiemann, 57 ans, et la Française Cosette Lancelin, 34 ans, qui se déchirent depuis deux ans la garde de leurs enfants, Matthias, 8 ans, et Caroline, 4 ans. La cour constitutionnelle de Karlsruhe, la plus haute instance judiciaire allemande, a rejeté, jeudi 1er avril, le recours de M. Tiemann, qui contestait une décision de la cour d'appel de Celle (Basse-Saxe), confiant la garde des enfants à la mère.

Sitôt connue la décision de Karlsruhe, Mme Lancelin est passée prendre ses enfants, qui vivaient chez leur père dans le nord de l'Allemagne, indique l'AFP.

Cette affaire défraye la chronique judiciaire franco-allemande depuis des mois. En mars 1998, le père avait fait enlever ses enfants, par des détectives privés, près de Montoire, dans le centre de la France. Huit mois plus tôt, la mère avait emmené ses enfants en France contre la volonté du père, le couple était alors en instance de divorce. Les deux parents s'étaient fait attribuer la garde de leurs enfants par les tribunaux de leur pays respectif.

PROBLÈMES CULTURELS

En novembre 1998, Karlsruhe avait, au nom du *« droit au bien-être »* des enfants, refusé de faire appliquer la convention internationale de La Haye, signée par l'Allemagne et la France, qui prévoit le retour immédiat des enfants dans le pays d'origine en cas d'enlèvement, tant que l'affaire n'était pas jugée sur le fond. Cette décision fut, pour les Français, la goutte d'eau faisant déborder le vase : au sommet franco-allemand de Potsdam, en décembre 1998, le président français Jacques Chirac a laissé éclater sa colère, parlant de *« hold-up »*, de *« loi de la jungle »*. Après des jugements contradictoires, les tribunaux allemands et français ont accordé la garde à la mère.

Ce genre d'affaire concerne quelque 70 couples franco-allemands. Les deux pays ont annoncé en 1998 leur intention d'appliquer par anticipation la convention de Bruxelles II, signée en mai 1998 par l'Union européenne, prévoyant que le seul tribunal compétent pour juger de telles affaires est celui du lieu de résidence habituel des enfants avant la séparation des parents. Cette convention devrait éviter que les tribunaux des deux pays rendent des jugements contradictoires dans une même affaire. Elle ne résoudra pas, en revanche, les problèmes culturels, notamment celui des juges allemands, auxquels les Français reprochent de donner systématiquement raison à leurs ressortissants. Surtout, quelle valeur ont les conventions internationales si la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, institution que les Allemands peuvent saisir à tout instant, décide que celles-ci ne sont pas applicables, au nom du *« droit au bien-être de l'enfant »* ? Interrogée durant sa visite à Bonn fin mars, le garde des sceaux Elisabeth Guigou n'a pas donné de réponse.

Arnaud Leparmentier

هكذا من الأصل

Boris Eltsine relève une deuxième fois de ses fonctions le procureur général de Russie Iouri Skouratov

Les soupçons sur les liens mafieux de hauts responsables se multiplient

La partie de bras de fer engagée par le procureur général de Russie contre le Kremlin est relancée. Iouri Skouratov avait retiré sa démission forcée fin février, en expliquant qu'il subissait des pressions de hauts responsables en raison de l'affaire *Mabetex*, une firme suisse liée au Kremlin. Il fut alors soutenu par les sénateurs russes. Jeudi 1er avril, M. Skouratov est reparti à la charge, liant ces affaires au « *milieu* ».

MOSCOU
de notre correspondant

Boris Eltsine est revenu à la charge, vendredi 2 avril, contre le procureur général de Russie, Iouri Skouratov. Par un *oukaz*, le président russe annonce que des *« poursuites judiciaires »* ont été engagées contre M. Skouratov et que ce dernier est donc *« relevé de ses fonctions pendant la durée de l'enquête »*. M. Eltsine demande à nouveau au Conseil de la fédération de destituer le procureur pour des faits *« qui ne correspondent pas à l'honneur d'un fonctionnaire du parquet »*. La chambre haute du parlement est seule habilitée à prononcer le renvoi du procureur général.

M. Skouratov a qualifié *« d'absolument illégale »* cette mise à l'écart. La veille, il était reparti à l'offensive, dans le cadre d'une enquête qui vise directement le Kremlin. M. Skouratov adressait, jeudi, une lettre au président Eltsine lui faisant des propositions pour *« retrouver de l'argent russe illégalement transféré à l'étranger »*. Le soir même, M. Skouratov accordait une interview à la chaîne de télévision *NTV*.

Il expliquait avoir identifié *« trente ou quarante familles »*, *« des personnalités russes connues possédant des comptes en Suisse alimentés par l'argent du milieu »*. Ces informations, ajoutait-il, lui avaient été transmises par les autorités judiciaires suisses. *« Cet argent sale va attirer les gangsters et alors la Suisse cessera d'être un pays tranquille »*, notait M. Skouratov.



Carla del Ponte, procureur général de Suisse, s'est rendue à Moscou trois jours, fin mars, pour examiner avec ses collègues russes des dossiers sensibles. Mme del Ponte avait estimé à 40 milliards de dollars les fonds russes douteux en Suisse.

POTS DE VIN

De plus, M. Skouratov a fait procéder jeudi à des perquisitions dans des bureaux moscovites de la firme suisse *Mabetex*, relancant le scandale dans lequel est impliquée l'administration présidentielle. Cette société est soupçonnée par les Suisses d'avoir versé d'*« importants pots de vin à de hauts fonctionnaires »* en échange de contrats immobiliers.

La Direction des Affaires du Président, empire financier et immobilier du Kremlin, a confié à la firme suisse la rénovation de bâtiments officiels. Son responsable, Pavel Borodine, déclarait au *Monde*, le 24 mars, qu'en six ans, *« Mabetex a réalisé avec nous un chiffre d'affaires de 300 millions de dollars »*. Le 23 mars, le parquet général avait perquisitioné plusieurs locaux de la Direction de M. Borodine.

L'oukaz présidentiel montre à quel point les activités du procureur menacent le Kremlin. Boris Eltsine avait provoqué une crise politique majeure, à la mi-mars, en demandant au Conseil de la fédération d'accepter *« la démission »* de M. Skouratov *« pour raisons de santé »*. Le procureur, lui, avait dénoncé les *« pressions »* et *« le chantage de personnalités influentes »*. Les parlementaires avaient refusé par 142 voix contre 6 d'entériner cette démission. Le Kremlin fut ensuite accusé d'avoir fait diffuser par la télévision publique RTR une cassette vidéo montrant le procureur se livrant à divers jeux sexuels avec deux prostituées. La crise entraîna le limogeage du chef de l'administration présidentielle, Nikolaï Bordiouja (*Le Monde* des 21 et 22 mars).

M. Eltsine s'appuie désormais sur *« les poursuites judiciaires »* engagées contre M. Skouratov. Au lendemain de la diffusion de la vidéo compromettante, le président avait créé une commission chargée de vérifier l'authenticité d'informations *« portant atteinte à l'honneur et à la dignité d'un procureur »*, confiée au FSB (ex-KGB), aux ministères de la justice et de l'intérieur, au chef de l'administration présidentielle et à un responsable du parquet. Ce qui a persmis au Kremlin d'annoncer *« l'ouverture d'une enquête »* contre le procureur... Mais, vendredi, M. Skouratov déclarait que la procurature, seule habilitée à le poursuivre, ne l'a pas fait. Il demeure donc *« à son poste »*. En fin de matinée, son téléphone et sa sécurité rapprochée étaient supprimés.

François Bonnet

La « guerre » des idéogrammes chinois divise les Coréens

SÉOUL
de notre envoyé spécial

Les Coréens sont divisés. Non pas seulement en deux pays mais entre Coréens du Sud eux-mêmes. La raison de cette division est... linguistique. Le projet du ministère de la culture et du tourisme de réintroduire les idéogrammes chinois dans les documents officiels et sur les panneaux de signalisation a provoqué, il y a peu, une manifestation dans les rues de Séoul.

Le gouvernement invoque deux raisons pour justifier sa décision : faciliter la communication avec les voisins (chinois et japonais) de la Corée et favoriser une meilleure connaissance de son héritage culturel (en particulier de ses classiques écrits en chinois).

Les Coréens sont doublement fiers de leur écriture : d'une part parce qu'ils inventèrent dès 1372 – soit un siècle avant Gutenberg – les caractères mobiles métalliques ; ensuite parce qu'ils se dotèrent soixante-dix ans plus tard de leur propre alphabet *(hangul)*. Ce système d'écriture « pour instruire le peuple », plus aisé que le laborieux apprentissage des idéogrammes, se répandit très vite.

La publication à partir du XVIe siècle de romans en alphabet coréen n'entama cependant guère la tradition de publier les ouvrages importants en écriture chinoise. L'utilisation des idéogrammes persista jusqu'à la loi de 1948 qui imposa l'usage du *hangul*. La Corée du Nord a également banni leur utilisation. Au Sud, ils sont toujours enseignés à l'école mais rarement employés.

UN FERMENT DE SYNERGIE RÉGIONALE

La Corée et le Japon ont des cultures qui leur sont propres mais font partie de l'aire culturelle chinoise. Les idéogrammes constituent un instrument privilégié de communication entre ces civilisations. Mais les adversaires de leur réintroduction en Corée font valoir qu'un recul du *hangul*, qui joua un grand rôle dans la défense de l'identité nationale au cours de l'occupation japonaise (1910-1945) et contribua à une alphabétisation quasi totale de la population, entamerait le sentiment d'appartenance culturelle des Coréens.

A l'heure de la globalisation, les idéogrammes peuvent constituer un ferment de synergie régionale. C'est la raison principale pour laquelle Séoul veut les réintroduire. Mais l'informatique a un effet ambivalent sur leur utilisation. L'ordinateur facilite leur écriture et donc leur pratique – mais jusqu'à un certain point. Car, en même temps, se perd le « travail de la main » dans leur apprentissage. Or, celui-ci est essentiel : on ne mémorise réellement un idéogramme qu'en traçant inlassablement les traits qui le composent dans leur bon ordre, et c'est la main, plus encore que l'oeil, qui le retiendra.

Aujourd'hui, beaucoup de Japonais hésitent lorsqu'ils doivent écrire à la main tel ou tel idéogramme (souvent ceux-ci présentent des différences minimes). Les Japonais ont caressé l'idée d'abandonner « l'écriture des han » *(kanji)* au nom de la modernisation. Mais, écrit en syllabaires, voire en caractères romains, le japonais devient très difficile à comprendre. Contrairement aux Coréens, qui redoutent la réintroduction des idéogrammes, les Japonais craignent plutôt que l'ordinateur... les leur fasse oublier.

Philippe Pons

Dans Kinshasa soumise au couvre-feu, les habitants jeûnent un jour sur deux

KINSHASA
de notre envoyé spécial

Kinshasa, La « perle de l'Afrique centrale » a perdu son éclat. Les pillages de 1991, puis ceux de 1993, ont porté un rude coup aux habitudes. L'arrivée de Laurent-Désiré Kabila, de ses rebelles et de ses alliés rwandais, en mai 1997, a contribué à tempérer un peu plus la joie de vivre des Kinois.

L'armée du « tombeur » du maréchal Mobutu Sese Seko a voulu jeter un voile pudique sur la ville, interdisant aux femmes le port de la jupe ou des pantalons. Plusieurs Kinoises ont payé de leur vie ce goût immodéré de la mode occidentale. Les belles, aujourd'hui, masquent, le temps d'un trajet en ville, l'impudeur de leurs « minis » sous l'imprimé de pagnes – au demeurant très élégants.

La terreur que faisaient régner les militaires de Mobutu, puis celle des *kadogos*, les enfants-soldats (« petits », en swahili) de Laurent-Désiré Kabila, n'ont pas éteint complètement le sens de la fête des Kinois. Mais depuis août 1998 c'est, à Kinshasa, le règne du couvre-feu.

Les Kinois tentent crânement de faire face, une fois encore. Mais le cœur n'y est plus. Le cinéma tient sa dernière séance à 19 heures et les boîtes de nuit ouvrent leurs portes à 21 h. Mais les clients et les « ambianceurs » qui firent la réputation des nuits de Kinshasa sont de plus en plus rares.

D'HYPOTHÉTIQUES TAXIS

Les rues se vident dès 23 h 30. Les traînards courent derrière d'hypothétiques taxis, tandis les artères sont sillonnées de voitures roulant à tombeau ouvert. Le rideau tombe à minuit, heure légale du couvre-feu. Gare à ceux qui n'ont pas pu rentrer à temps. La ville appartient alors aux militaires qui patrouillent dans les rues désertes d'une cité de quelque 6 millions d'âmes. Une situation exceptionnelle dans une ville où les marchés restaient ouverts toute la nuit, où les plus pauvres pouvaient se payer une bière et une brochette de chèvre en écoutant des rumbas jusqu'aux lueurs de l'aube.

Le couvre-feu est levé à 6 h. Les taxis collectifs se mettent alors en route. Mais ils ne sont pas assez nombreux et leurs tarifs sont prohibitifs. Le prix exorbitant des pièces détachées a conduit les propriétaires de minibus et de taxis collectifs à remiser leurs véhicules ou à réduire de moitié leur trajet habituel, imposant aux usagers un *« demi-terrain »* pour un tarif plein !

Le gouvernement a autoritairement fixé de nouveaux prix – en hausse – pour inciter les transporteurs à jouer au service public. *« Il en coûte désormais de 50 centimes à 1,5 francs pour venir travailler et autant au retour*, s'indigne une secrétaire de direction ; *c'est énorme quand un enseignant gagne moins de 50 francs par mois ! Maintenant, il nous faut choisir, prendre un transport ou nourrir nos enfants. »*

Les Kinois ont choisi : ils marchent, parfois plusieurs heures le matin et autant le soir, pour aller au centre-ville où l'emploi est de plus en plus rare. D'interminables cohortes jalonnent les artères menant aux quartiers populaires d'une capitale qui s'étend sur quelque 50 kilomètres. Le chômage touche près de 60 % de la population en âge de travailler et le fameux « article 15 », le « système-D » local, qui permettait à chacun de monnayer son savoir ou son pouvoir, ne suffit plus.

Au fil des années, une grande partie des Kinois s'étaient habitués à ne manger qu'une fois par jour. Il leur arrive maintenant de jeûner un jour sur deux. Et les parents qui arrivaient à scolariser leurs enfants sont obligés, cruel dilemme, de choisir ceux qui iront à l'école...

Frédéric Fritscher

Paraguay : arrestation du directeur du quotidien « La Nacion »

ASUNCION. La police paraguayenne a arrêté, jeudi 1er avril, le directeur du quotidien *La Nacion*, Osvaldo Dominguez Dibb, accusé d'avoir fait *« l'apologie de la dissolution du Congrès »*. Au total, quatre journalistes ont été arrêtés depuis que le président du Sénat, Luis Gonzalez Macchi, a succédé au président de la République, Raul Cubas, qui a démissionné dimanche dernier et s'est réfugié au Brésil. Dans un éditorial, M. Dominguez avait estimé que seule une dissolution du Parlement pouvait mettre fin à la crise politique qui avait éclaté à la suite de l'assassinat du vice-président Luis Maria Argana. Outre M. Dominguez, Alberto Vargas Pena, également journaliste de *La Nacion*, et deux directeurs de stations de radio, Juan Bernabe et Miguel Fernandez, ont été arrêtés. – *(AFP.)*

Le procureur Starr a dépensé plus de 6 millions de dollars en six mois

WASHINGTON. Le procureur indépendant Kenneth Starr a dépensé en six mois plus de 6 millions de dollars (5,45 millions d'euros) pour enquêter sur l'affaire Lewinsky, selon un audit du General Accounting Office (GAO), un service gouvernemental de contrôle des dépenses publiques, obtenu jeudi 1er avril. Il a dépensé 6,3 millions de dollars entre le 1er avril et le 30 septembre 1998. Cette somme ne couvre pas la totalité de son enquête, qui avait débuté en janvier et n'est officiellement pas terminée.

Au total, depuis qu'il a commencé ses enquêtes sur les scandales associés aux époux Clinton (Whitewater, Travel Office, Filegate, Lewinsky), M. Starr a dépensé près de 40 millions de dollars. Si l'on ajoute les 6 millions de dollars dépensés par son prédécesseur dans l'affaire Whitewater, la facture pour le contribuable américain atteint 46 millions de dollars. – *(AFP.)*

Condamnation à mort d'un tueur en série en Ukraine

JITOMIR. La justice ukrainienne a condamné à mort, jeudi 1er avril, Anatoli Onoprienko, un Ukrainien reconnu coupable du meurtre de 52 personnes, qui affirme n'en avoir aucun remords et être prêt à mourir *« sur la place publique »*. Le tribunal régional de Jitomir (centre-ouest du pays) a retenu contre lui les meurtres de 42 adultes et 10 enfants, commis entre 1989 et 1996 dans plusieurs régions ukrainiennes. Des crimes que le condamné lui-même a avoués lors de son arrestation en avril 1996.

Anatoli Onoprienko a de grandes chances d'échapper à la balle dans la [illegible]tuellement réservé aux condamnés à mort. Kiev s'est en effet engagé en 1995 à abolir la peine capitale dès son adhésion au Conseil de l'Europe et a introduit en mars 1997 un moratoire sur les exécutions. Ainsi, l'an passé, les tribunaux ont prononcé 146 condamnations à mort, mais aucune n'a été appliquée. – *(AFP.)*

ASIE

■ **INDE : New Delhi va tester la semaine prochaine** son missile balistique Agni-II, a annoncé, jeudi 1er avril, l'agence United News of India (UNI). Le missile, d'une portée de 1 800 kilomètres, sera lancé le 7 ou le 8 avril de la base de Balasore, dans l'est de l'Inde, précise UNI. Le lancement, initialement prévu pour la première semaine de mars, avait été reporté pour des raisons non précisées. New Delhi a rejeté des informations selon lesquelles il avait été suspendu en raison de pressions exercées par les Etats-Unis. – *(AFP.)*

■ **CORÉE DU NORD : Pyongyang tire des revenus** atteignant quelque 100 millions de dollars par an de l'export de missiles à des pays comme l'Iran et le Pakistan, rapporte vendredi 2 avril la presse sud-coréenne citant un haut responsable américain. Selon le *Korea Times*, la Corée du Nord exporte depuis plusieurs années des missiles, de la technologie et des pièces détachées produits par son programme balistique. La Corée du Nord et les Etats-Unis ont tenu des discussions à Pyongyang en début de semaine concernant la prolifération des missiles, mais la rencontre n'a pas donné de résultats tangibles. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

■ **ÉGYPTE : un groupe islamiste armé égyptien, le Jihad,** s'est déclaré déterminé à poursuivre ses opérations armées contre le gouvernement, alors que la justice doit rendre son verdict dans un procès de militants présumés de cette formation. *« Nous annonçons au monde entier notre rejet de toute trêve avec le régime »* égyptien, qui *« défend les intérêts américains »* et israéliens, indique un communiqué de la formation islamiste, reçu jeudi 1er avril à l'AFP. – *(AFP.)*

■ **IRAK : un journal a accusé jeudi l'ONU de voler** une partie des revenus pétroliers de l'Irak en prélevant des sommes pour indemniser les victimes de la guerre du Golfe. *« L'ONU a prélevé 2,5 milliards de dollars des 8,3 milliards générés lors des quatre phases d'application de l'accord "pétrole contre nourriture" »*, affirme le journal *As-Saoura*, organe du parti Baas au pouvoir. Le programme *« pétrole contre nourriture »* autorise l'Irak à vendre du brut à hauteur de 5,2 milliards de dollars par semestre afin de financer des achats de vivres et de médicaments, sous contrôle de l'ONU. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **FRANCE/ALLEMAGNE : le 73e sommet franco-allemand** se tiendra les vendredi 28 et samedi 29 mai à Toulouse, a annoncé jeudi l'Elysée. Les sommets franco-allemands se déroulent deux fois par an, alternativement en France et en Allemagne. Le dernier avait eu lieu à Potsdam, les 30 novembre et 1er décembre 1998. – *(Reuter.)*

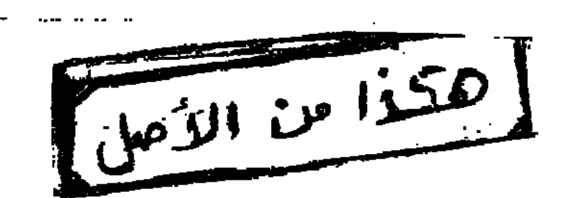
AMÉRIQUES

■ **ARGENTINE : le domicile de Hebe de Bonafini**, la présidente des Mères de la place de Mai, a été saccagé, mardi 30 mars à La Plata (à 80 km au sud de Buenos Aires), par des inconnus qui ont volé des objets personnels mais aussi des documents de l'Association de défense des droits de l'homme. *« Je suis angoissée qu'on cherche encore à nous intimider avec des méthodes qui sont exactement les mêmes qu'il y a vingt ans pendant la dictature militaire. Cela m'a rappelé l'époque où mes deux fils ont été enlevés et ont disparu »*, a déclaré Hebe de Bonafini, qui est convaincue d'avoir été victime des services de la police. – *(Corresp.)*

Paraguay : arrestation du directeur du quotidien « La Nacion »

Le procureur Starr a dépensé plus de 6 millions de dollars en six mois

Condamnation à mort d'un tueur en série en Ukraine



ÉLECTIONS La campagne pour le scrutin européen du 13 juin, qui peinait déjà à démarrer, a été momentanément reléguée au second plan par les bombardements de l'OTAN en ex-Yougoslavie. Les chefs de file de la liste du RPR et de celle de l'UDF, qui avaient décidé de multiplier les déplacements sur le terrain, en mesurent les conséquences. ● M. SÉGUIN ET M. SARKOZY, président et secrétaire général du RPR, qui tenaient, jeudi 1er avril à Rodez (Aveyron), leur premier meeting commun, ont eu d'autant plus de difficultés à mobiliser leurs partisans que la droite locale reste profondément divisée. ● M. BAYROU, président de l'UDF, a plaidé, jeudi à Lourdes, en faveur d'« une communauté européenne de défense ». ● M. HOLLANDE, premier secrétaire du Parti socialiste, qui avait prévu de ne lancer sa campagne qu'à partir de la mi-avril, subit moins fortement cet « effet Kosovo ».

La bataille des européennes est éclipsée par la guerre au Kosovo

Les chefs de file du RPR, comme ceux de l'UDF, peinent à mobiliser leurs partisans, le scrutin du 13 juin paraissant encore lointain. Au-delà des divisions de la droite, l'intervention de l'OTAN rend peu audibles les enjeux de ces élections

RODEZ (Aveyron)
de notre envoyée spéciale

Prenez une campagne européenne, dont le scrutin apparaît encore lointain ; ajoutez-y une guerre dont les enjeux sont complexes et mal perçus ; une cohabitation qui, sur ce sujet, ne simplifie pas les choses ; un électorat mal remis d'une dissolution qui l'a saigné à blanc et des déchirures des élections régionales de 1998 ; et, pour compléter le décor, versez-y une pincée de haines locales tenaces au sein de la fédération départementale : vous obtenez le fond de tableau déprimant de la réunion électorale que Philippe Séguin et Nicolas Sarkozy ont animée, jeudi 1er avril, à Rodez.

Dès l'arrivée, le président et le secrétaire général du RPR s'étaient partagé les rôles : à M. Sarkozy, la rencontre houleuse, à huis clos, avec les militants pour préparer un meeting qui s'annonçait périlleux tant la fédération est divisée depuis l'exclusion d'une des fortes têtes locales, Michel Astoul, candidat dissident aux élections régionales ; à M. Séguin, la visite, en maigre compagnie militante, d'une librairie de Rodez, qui est aussi le siège des éditions du Rouergue. L'idée est plutôt séduisante, sauf que... dans les rayons d'histoire figure, en vedette, l'ouvrage de François Bayrou sur Henri IV. Passons. Jacques Godfrain, l'unique député RPR rescapé dans le département, entraîne ensuite son hôte dans la cathédrale. L'évêque les accueille avec chaleur, sauf que... la visite doit se faire au pas de course, car l'heure de la messe du jeudi saint approche et les paroissiens s'impatientent. Reste la traditionnelle promenade dans les rues de la ville, sauf que... la journée se termine et que les commerçants, tout occupés à compter leur recette de la journée, ne lèvent pas les yeux de leur caisse.



BOUDERIE OSTENSIBLE

Devant le Palais des congrès de Rodez, huit ou neuf cars stationnent, Des militants RPR, venus de Nîmes – *« trois heures de route ! »*, dit fièrement l'une d'entre eux – achèvent leur casse-croûte. Lumière, musique, entrée sous les applaudissements, sauf que... une bonne partie de la salle, dans les premiers rangs à droite, reste ostensiblement assise, bras croisés, regards hostiles. Quant au chef de file local du parti allié, Démocratie libérale, le président du conseil général, Jean Puech, il s'est fait excuser. Bravement, la secrétaire départementale, Régine Toussat, lit son mot d'accueil sous les sifflets d'une poignée de militants qui, quelques instants plus tard, applaudissent à tout rompre l'entrée tardive et triomphale de son adversaire exclu du RPR. A la tribune, Nicolas Sarkozy crispe les mâchoires, Philippe Séguin affiche un air stoïque et absent. Même le nom de Jacques Chirac, lancé comme une ultime bouée, vient échouer tristement sur les bancs.

Un silence mauvais accompagne le secrétaire général du mouvement lorsqu'il prend à son tour la parole. Direct, il évoque la rencontre qui a précédé : *« Ça s'est passé comme dans une famille où on se dit franchement les choses. »* Offensif, il lance : *« Si on ne devait aller que dans les départements où on n'a pas eu de difficultés, on ne sortirait pas de Paris, euh, et encore... Paris*, se reprend-il aussitôt, *ce n'est pas simple non plus... »* Pénitent, il rappelle la dissolution : *« Quand on ne fait pas la politique pour laquelle on a été élu, on perd ses amis et on ne gagne pas ses adversaires. »* Hochements de tête sévères mais approbateurs sur les rangs de droite.

M. Sarkozy aborde alors le sujet périlleux du Front national et justifie le refus des alliances. Silence de plomb, que viennent déchirer quelques applaudissements lorsqu'il parle de *« tous ces électeurs qui nous ont quittés et qu'il va falloir faire revenir »*. Puis vient l'heure du câlin aux militants, c'est-à-dire de l'attaque du camp adverse, et la salle, enfin, se réveille. Salve finale : *« Est-ce que, pour deux mois et demi de campagne, ça ne vaut pas le coup de mettre de côté nos divergences ? Chaque voix qui ne sera pas donnée à la liste Séguin-Madelin, c'est une voix pour Hollande. »* Le public est gagné.

COMMISSION, VEAUX, GUERRE

A Philippe Séguin de jouer. Regonflée, la salle veut de la castagne, de la hargne. L'appel, une fois de plus, au départ des ministres communistes, lui convient ; la volonté assumée de *« convaincre tous les électeurs, quels qu'aient été leurs votes précédents, parce que cela s'appelle la démocratie »* lui agrée ; mais le long chapitre sur les pouvoirs de l'Assemblée de Strasbourg l'ennuie ; et les propositions de réforme de la Commission de Bruxelles l'endorment ; seul le report de la réforme du secteur laitier et la prime aux veaux de lait – *« obtenus grâce à Jacques Chirac et personne d'autre »* – l'intéressent encore.

Et la guerre ? Il ne manquait plus qu'elle pour compliquer la tâche. *« Notre appui au président de la République est total »*, lance le président du RPR, ajoutant aussitôt : *« Mais il n'est pas aveugle ou inconscient. Il est lucide. Il est à la mesure des risques encourus par nos soldats* (...). *Il est à la mesure des incertitudes, aussi bien militaires que diplomatiques, qui pèsent encore sur la réussite de cette opération. »*

A cette heure, la croix européenne est lourde à porter. Le public le sent. Il applaudit, parce que c'est fini et il entonne *La Marseillaise*, parce que ça fait toujours du bien. Vite, très vite, MM. Séguin et Sarkozy s'engouffrent dans leur voiture. Dans l'avion du retour, le secrétaire général force son enthousiasme : *« Dis, président, tu as vu le dernier sondage. Félicitations, tu es à 23 %... »*

Pascale Robert-Diard

La profession de foi européenne de M. Bayrou

LOURDES (Hautes-Pyrénées)
de notre envoyée spéciale

Quoi de mieux pour roder une campagne électorale qu'une étape sur un circuit dont on connaît chaque courbe et dont on appelle par son prénom un grand nombre d'habitués ? Après ses premiers déplacements dans les terres moins familières de la Bretagne, de Nice et de la banlieue parisienne, qui ont essuyé les plâtres du début de sa précampagne européenne, François Bayrou a retrouvé, jeudi 1er avril, celles, plus familières, du Sud-Ouest, depuis le Gers agricole jusqu'aux contreforts des Pyrénées. Délaissant les Pyrénées-Atlantiques, dont il préside le conseil général, il s'est élancé dans les Hautes-Pyrénées voisines de sa propre circonscription, terres de mission puisque dominées par la gauche, mais aussi terre de miracles...

Sa venue à Lourdes, ponctuée par une réunion publique, répondait, pour le président de l'UDF, à plusieurs objectifs. Avérer le miracle de l'amitié, tout d'abord. Il doit être dorénavant bien clair pour tout le monde que le maire de la ville, Philippe Douste-Blazy, n'a jamais été, n'est pas et ne saurait être, à échéance humainement envisageable, le rival ou, pis, l'ennemi intérieur, de M. Bayrou. Ces *« inventions »* de la *« presse »* sont inconcevables entre amis de *« cent ans »* : *« Le grand-oncle de Philippe était le médecin de ma grand-mère, qui est morte jeune, d'ailleurs »*, a confié le chef de file de la liste UDF. Sans craindre de se faire violence, tant il est *« toujours difficile d'exprimer ses sentiments en public »*, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale l'a, à son tour, assuré de son *« amitié »*. *« Durant ces cent jours, tu peux compter sur mon soutien. Ce n'est pas le premier ni le dernier combat que nous mènerons ensemble. Cette liste sera notre liste »*, a ajouté l'ancien ministre de la culture avant de hisser, dans le panthéon centriste, M. Bayrou au rang de Jean Lecanuet après sa décision d'être candidat à l'élection présidentielle contre le général de Gaulle.

A Lourdes, M. Bayrou venait aussi chercher le souvenir d'un meeting, auquel prit part une assistance chaleureuse et nombreuse, à la fin de la campagne de la liste conduite par Simone Veil aux élections européennes de 1989. M. Bayrou en était alors le directeur de campagne, et Lourdes, qui s'était donné comme maire M. Douste-Blazy, trois mois auparavant, allait offrir, quelques jours plus tard, son meilleur score à la liste centriste. Ce souvenir n'était pas inutile à M. Bayrou, jeudi, pour tenter d'amorcer ce à quoi il voudrait parvenir dans cette campagne : *« Faire naître de l'émotion sur l'Europe. »*

> « Les mêmes qui ont empêché la CED regrettent aujourd'hui la suprématie américaine »

Devant un auditoire de trois cents personnes, avec, en toile de fond, le slogan de sa campagne – *« Franchement européens »* –, il a rappelé que sa campagne serait tout entière consacrée à l'Europe. Sans citer le nom de sa cible, Philippe Séguin, il a accusé ceux qui, comme le président du RPR, estiment que parler de l'Europe pendant la campagne est *« hors sujet »*, de propager des *« sornettes »* : *« On veut prendre les citoyens pour des imbéciles, et on a tort »*, a ajouté M. Bayrou. Et, pour bien faire entendre que, comme l'avait perspicacement sous-entendu son *« ami »* Philippe Douste-Blazy, les élections européennes ne sont pas son seul horizon, le président de l'UDF a ajouté : *« Nous, nous sommes une génération nouvelle de la politique et nous avons un projet européen nouveau à porter. »*

De ce projet, la crise du Kosovo vient dramatiquement mettre au premier plan le chapitre défense. Aux sympathisants lourdais, M. Bayrou a exposé longuement pourquoi, selon lui, *« la guerre et la paix ne sont plus de l'échelle d'un pays, à l'exception des Etats-Unis »*. Il propose que l'Europe y remédie en constituant une *« Communauté européenne de défense »*, reprenant ainsi le nom du projet avorté il y a quarante-cinq ans, qui traduisait selon lui *« une vision prophétique »*. *« Certains souvenirs font sourire*, a remarqué M. Bayrou. *Ce sont les mêmes qui ont empêché la CED qui regrettent aujourd'hui la suprématie américaine. »* A bon entendeur...

Cécile Chambraud

M. Hollande prend le temps de lancer sa campagne

Une convention nationale du PS ratifiera, le 10 avril, liste et programme

LES SOCIALISTES ne sont pas mécontents d'avoir pris leur temps pour démarrer vraiment leur campagne européenne. Ils subissent ainsi moins que les autres l'« effet Kosovo », même s'ils savent, selon l'évolution du conflit dans les Balkans, qu'ils risquent de parler plus d'Europe de la défense que de la croissance et de l'emploi. Le 25 mars, en Isère, François Hollande a déjà été obligé de consacrer, au lendemain du début des frappes aériennes, l'essentiel de son propos au Kosovo.

La liste que conduira le premier secrétaire du PS est soumise, depuis le 31 mars, au vote des militants. La campagne sera lancée officiellement le 10 avril, lors d'une convention nationale, à Paris, qui ratifiera la liste et le « programme commun » du PS, du Parti radical de gauche (PRG) et du Mouvement des citoyens (MDC). Le texte, qui a fait l'objet d'un débat au bureau national, le 23 mars, et, dans la foulée, d'une discussion avec le PRG et le MDC (*Le Monde* du 25 mars), reprend les vingt et un engagements du manifeste du Parti des socialistes européens (PSE), adopté le 1er mars à Milan, et l'agrémente de propositions à partir du document de la convention « nation-Europe » du PS et de ses accords avec le PRG et le MDC. Finalisé au bureau national du 6 avril, ce programme sera présenté, le 10 avril, sous la forme d'un petit livre rouge carmin – couleur choisie pour la campagne de tous les sociaux-démocrates européens –, lors d'une convention à laquelle sont invités les états-majors du PRG et du MDC, avec Jean-Michel Baylet et Jean-Pierre Chevènement.

UN « ADDENDUM » DU MDC

Le projet de programme réaffirme une priorité pour l'emploi, avec un « pacte européen pour l'emploi » prévoyant *« des critères de convergence contraignants »*. Il réclame aussi *« une stratégie coordonnée de croissance durable »*, avec lancement d'un emprunt européen pour financer des grands travaux et une harmonisation fiscale passant par *« une baisse de la TVA sur les activités à forte main-d'œuvre »*. La négociation d'un traité social, avec instauration d'un salaire minimum européen, l'inscription de l'*« objectif de la croissance et du plein emploi »* dans les statuts de la Banque centrale européenne, l'abolition des privilèges des paradis fiscaux, l'examen de tout projet de directive *« selon le principe d'intérêt général érigé au même rang que la libre concurrence »*, la mise en œuvre d'une politique européenne de *« codéveloppement avec les pays d'origine de l'immigration »*, le soutien à une politique de *« développement durable »*, l'accélération d'Europol, *« pour une bonne coopération policière européenne »*, font partie des principaux axes de ce programme commun.

Partant du principe, défini dans le préambule, d'une *« union librement consentie de nations et de peuples »*, ce qui évite d'employer la formule de *« fédération d'Etats-nations »*, chère au PS mais rejetée par le MDC, le programme évoque la préparation d'une future *« Constitution européenne »* par *« une large consultation avec les forces politiques, civiles et sociales »*. Pour réguler le système financier international, il prône l'instauration d'une taxe, type Tobin, sur les transactions financières internationales. Sur la sécurité, les engagements doivent être relus à la lumière du conflit du Kosovo puisqu'ils insistent sur la nécessité d'affirmer *« au sein de l'Alliance atlantique une identité européenne plus clairement définie »* et de *« contribuer, avec les Etats européens qui le veulent, à toutes les initiatives allant dans le sens d'une défense commune »*.

Pour contourner le différend avec le MDC, qui a fait inscrire dans son accord avec le PS le maintien – *« pour le moment »* – de la règle de l'unanimité au conseil des ministres *« chaque fois qu'est en jeu un intérêt vital »*, le programme retient l'objectif de l'*« extension du vote à la majorité dans tous les domaines dans lesquels l'Europe doit progresser »*. Un *addendum* du MDC doit préciser qu'il prend acte de ces orientations qui rejoignent sa propre volonté de *« réorienter la construction européenne »*. Sur ces bases, M. Hollande pourra vraiment démarrer sa campagne, avec, le 14 avril, un déplacement dans le Pas-de-Calais, et, le 15, un grand meeting européen à Madrid.

Michel Noblecourt

M. Chevènement pressé de quitter le gouvernement

Le Mouvement des citoyens du Valenciennois et de la Sambre demande à Jean-Pierre Chevènement, président du MDC et ministre de l'intérieur, de *« quitter le gouvernement afin de marquer clairement sa réprobation »* des bombardements de l'OTAN. Dans des lettres adressées le 29 mars à *« plusieurs personnalités influentes »* du MDC, et à en-tête du parti, ces responsables locaux estiment que *« ce gouvernement n'est pas* [le leur] ». Deux des quatre représentants du Nord au conseil national du MDC s'étaient déjà vivement opposés à la présence de candidats de leur parti sur la liste conduite par François Hollande pour les élections européennes. Pour Jean-Claude Borgogno, responsable du mouvement à Valenciennes, *« le MDC, désormais, n'a plus d'avenir : avec 4 500 adhérents, il va soit s'organiser en fan club, soit exploser »*.

a guerre au Kosovo

le temps de lancer sa campagne

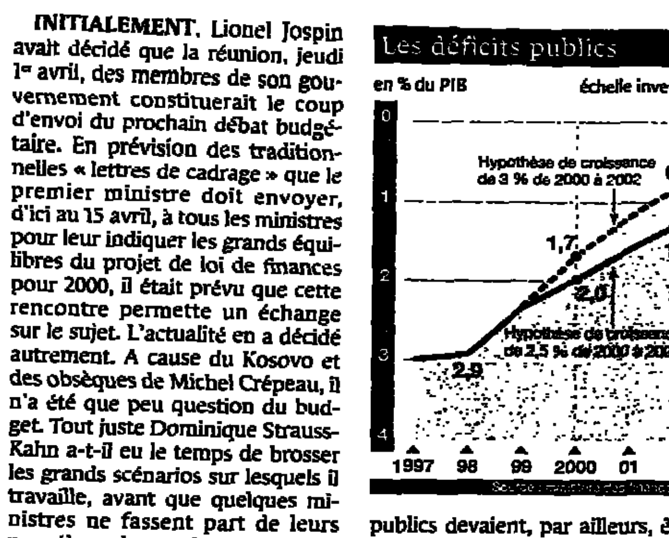
Le budget 2000 donnera la priorité à une diminution des déficits

Des baisses d'impôt n'interviendront que si la croissance est forte

Lors de la réunion du gouvernement, jeudi 1er avril, Dominique Strauss-Kahn a présenté les équilibres du projet de loi de finances pour 2000. Si la croissance avoisine 2,5 %, les déficits publics devraient être abaissés à 2 % du PIB. La norme d'évolution des dépenses n'est pas arrêtée, mais elle sera, en tout état de cause, rigoureuse. Des baisses d'impôt ne seront annoncées que si l'activité est plus forte que prévu.

INITIALEMENT, Lionel Jospin avait décidé que la réunion, jeudi 1er avril, des membres de son gouvernement constituerait le coup d'envoi du prochain débat budgétaire. En prévision des traditionnelles « lettres de cadrage » que le premier ministre doit envoyer, d'ici au 15 avril, à tous les ministres pour leur indiquer les grands équilibres du projet de loi de finances pour 2000, il était prévu que cette rencontre permette un échange sur le sujet. L'actualité en a décidé autrement. A cause du Kosovo et des obsèques de Michel Crépeau, il n'a été que peu question du budget. Tout juste Dominique Strauss-Kahn a-t-il eu le temps de brosser les grands scénarios sur lesquels il travaille, avant que quelques ministres ne fassent part de leurs premières observations.

Le tableau dressé par le ministre de l'économie et des finances permet, toutefois, de se faire une idée assez précise des contours du futur projet de budget. Sans surprise, il honorera les engagements pris par la France dans le cadre du pacte de stabilité (*Le Monde* du 25 décembre 1998). A la fin de 1998, le gouvernement a, en effet, transmis à Bruxelles « un programme pluriannuel de finances publiques à l'horizon 2002 » qui encadre toutes les décisions budgétaires à venir. Dans ce plan, le gouvernement estimait que la croissance pourrait être comprise entre 2,5 % et 3 % l'an. De 2,9 % du produit intérieur brut (PIB) en 1998 puis 2,3 % en 1999, les déficits publics devaient, par ailleurs, être ramenés entre 1,7 % et 2 % en 2000, puis entre 0,8 % et 1,2 % en 2002. Il était, en outre, prévu que les dépenses de l'Etat progresseraient de 1 % en volume, au total, sur les trois années 2000, 2001 et 2002. Enfin, il était indiqué que les prélèvements obligatoires, après avoir atteint un sommet historique à 46,1 % du PIB, amorceraient une baisse régulière pour se situer entre 44,9 % et 45,2 % en 2002.



Après avoir rappelé à ses collègues les contours de ce plan, M. Strauss-Kahn leur a indiqué qu'il lui semblait sage, dans l'immédiat, de dessiner un projet de loi de finances pour 2000 prenant pour hypothèse économique la prévision de croissance la plus prudente, c'est-à-dire 2,5 %, quitte à ce que, au cours de l'été, Bercy, en fonction des indications les plus récentes données par la conjoncture, ne révise à la hausse cette estimation initiale. Du même coup, c'est aussi le scénario « *prudent* » que le ministère des finances a retenu pour les déficits publics. Dans l'immédiat, il est donc prévu qu'ils soient abaissés de 2,3 % en 1999 à seulement 2 % du PIB en 2000.

MAÎTRISE DES DÉPENSES

Pour les dépenses, M. Strauss-Kahn ne s'est visiblement pas encore fait une religion. La norme prévue reposant sur une hausse en volume de 1 % en trois ans constitue, en effet, un changement de credo budgétaire. Jusqu'à présent, la gauche avait toujours laissé entendre que, à la différence de la droite, adepte d'une stagnation des dépenses publiques, elle aurait à cœur de ne pas trop rogner sur les crédits. C'est la raison pour laquelle le budget de 1999 prévoit des dépenses en hausse de 1 % en volume, soit autant en une seule année que ce qui est prévu pour les trois années suivantes.

Alors, faut-il que les crédits stagnent en l'an 2000 et que le gouvernement se garde la petite marge de manœuvre annoncée pour les deux années suivantes ? Ou bien le gouvernement doit-il faire un petit geste tout de suite ? M. Strauss-Kahn a laissé la question ouverte.

Ces premières indications donnent, en tout état de cause, la philosophie générale du futur projet de loi de finances pour l'an 2000. Retenant pour priorité la baisse des déficits publics et une progression nulle ou très modérée des dépenses de l'Etat, la première esquisse présentée ne prévoit pas de baisses d'impôt. Sont-elles pour autant exclues ? Pas totalement. Le ministre des finances a, en effet, précisé que – dans l'hypothèse où la croissance serait sur une pente supérieure à 2,5 % – il préconiserait que le surplus de recettes fiscales ainsi généré soit affecté à une diminution complémentaire du déficit et à une baisse d'impôt.

Lors de la séance, au Sénat, des questions d'actualité au gouvernement, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, a, quelques instants plus tard, pris un engagement plus ferme. « *La hausse 1993-1997 des prélèvements obligatoires est interrompue, et, à partir de l'an 2000, vous verrez ces prélèvements obligatoires diminuer, comme le gouvernement s'y est engagé* », a-t-il déclaré. Il reste que, pour l'heure, ce n'est pas la priorité. Alors que ces prélèvements obligatoires devaient baisser de 0,2 point en 1998 puis de 0,2 point en 1999, le gouvernement a récemment admis qu'en fin d'année ils devraient toujours se situer à leur niveau record de 1997 (*Le Monde* du 20 mars). Et, si baisse il y a en l'an 2000, ce qui n'est pas assuré, elle sera, en tout état de cause, modeste.

Laurent Mauduit

Les députés reconnaissent le concubinage homosexuel

IL Y AVAIT de la gêne sur les bancs de la droite, à l'Assemblée nationale, jeudi 1er avril. S'opposer, des heures durant, au pacte civil de solidarité (PACS), alors que le conflit en ex-Yougoslavie se durcit et génère des « *milliers de réfugiés* », a quelque chose de « *surréaliste* », a reconnu Thierry Mariani (RPR, Vaucluse), en début de matinée. Et puis, c'est « *la semaine de Pâques* », a complété Christine Boutin (app. UDF, Yvelines). L'opposition, réduite à quatre ou cinq députés dans l'hémicycle, a donc jeté l'éponge. Le débat tant attendu sur le concubinage, qui divise la droite, a été ainsi vite expédié.

Les députés ont, en effet, examiné l'amendement de la commission des lois qui reconnaît le concubinage dans le code civil, en complément du PACS. La majorité a repris la définition du Sénat, en la précisant : « *le concubinage est une union de fait, caractérisée par une vie commune présentant un caractère de stabilité et de continuité, entre deux personnes, de sexes différents ou de même sexe, qui vivent en couple* ». Selon la version du Sénat, le concubinage est « *le fait, pour deux personnes, de vivre en couple, sans être unies par le mariage* ». « *Nous sommes ouverts aux propositions de l'opposition en vue de la troisième lecture* », a précisé Jean-Pierre Michel (MDC, Haute-Saône), rapporteur de la commission des lois.

Pour l'heure, la droite a étalé ses divisions. Germain Gengenwin (UDF, Bas-Rhin) s'est « *résolument* » opposé à l'amendement tout en reconnaissant que le concubinage est « *une réalité sociale* ». « *Je sais que ça existe* », a-t-il concédé, refusant toutefois d'introduire un texte « *aussi lourd de conséquences* » dans le code civil, « *sans avoir réfléchi aux conséquences* »... « *Certains d'entre nous accepteront la disposition que vous proposez mais, pour ma part, je la trouve inadmissible* », a déclaré Mme Boutin.

RISQUES DE « CONCUPACSAGE »

L'opposition est « *plurielle* », a constaté M. Mariani. Le groupe RPR est favorable à la reconnaissance du concubinage dans le code civil, mais selon la version du Sénat : le concubinage ne peut être qu'une alternative au PACS, pas un complément. Le député a donc annoncé son « *abstention* », avant de préciser qu'il était « *tout à fait prêt à accepter le concubinage hétérosexuel et homosexuel* ». Dans les couloirs, mercredi, M. Mariani soulignait qu'il avait accordé trois certificats de concubinage homosexuel dans sa commune de Valréas.

Il n'y pas pas d'« *hostilité de principe* » à « *ouvrir un certain nombre de droits au concubinage hétérosexuel et homosexuel* », a déclaré Dominique Dord, au nom du groupe DL... mais pas dans le code civil, a-t-il nuancé. « *Nous sommes partagés et un peu inquiets à l'idée de l'inscrire dans le code civil, pour son côté emblématique* », a poursuivi le député de Savoie. Mercredi, après avoir participé à la manifestation des anti-PACS (*Le Monde* du 1er avril), également hostiles à la reconnaissance légale du concubinage, il avait défendu l'idée d'« *une attestation de vie commune* » devant notaire. L'amendement a finalement été adopté par les seuls députés de gauche.

L'opposition s'est ressoudée pour critiquer le « tandem » PACS-concubinage. M. Mariani a alerté l'Assemblée sur les risques du « *concupacsage* », une personne pouvant être à la fois engagée dans un PACS et vivre en concubinage avec une tierce personne. Claude Goasguen (DL, Paris) et M. Dord ont fait remarquer que le concubinage, tel qu'il est défini par l'Assemblée, est « *beaucoup plus exigeant* » que le PACS alors qu'il ouvre « *moins de droits* ». « *La pratique du concubinage sera inopérante. Peut-être le supprimerez-vous en troisième lecture !* », a parié M. Dord.

La séance s'est achevée avant 13 heures pour libérer ceux qui comptaient se rendre aux obsèques de Michel Crépeau, à La Rochelle. Dans le silence, la gauche a achevé à toute vitesse l'examen en deuxième lecture du PACS, avant le vote solennel qui interviendra mercredi 7 avril. « *Notre opposition reste déterminée et totale* », a rappelé une dernière fois M. Mariani. « *Rendez-vous à la troisième lecture !* », a-t-il conclu, tandis que, dans les couloirs, fusait un « *Joyeuses Pâqcs !* »...

Clarisse Fabre

Affrontement entre l'ordre des avocats et les juges de l'affaire Elf

Une perquisition est au centre du conflit

SANS ATTENDRE que prenne forme l'action judiciaire envisagée contre elle par l'ordre des avocats de Paris – et annoncée par plusieurs journaux –, la juge d'instruction Eva Joly a choisi de s'en prendre à l'ensemble des avocats, jeudi 1er avril. Invitée d'un débat organisé par l'Association de la presse anglo-américaine à Paris, la magistrate a notamment affirmé que « *15 % du chiffre d'affaires de la criminalité* [allait] *aux avocats* », sans indiquer l'origine d'une telle statistique, ajoutant qu'« *il n'y aurait pas de blanchiment d'argent sans avocats* ». Mme Joly entendait ainsi justifier les perquisitions effectuées par elle et certains de ses collègues dans des cabinets d'avocats et qui ont suscité la réaction du conseil de l'ordre.

Mardi 30 mars, l'instance supérieure des avocats parisiens avait décidé d'engager une procédure civile dans le but de faire reconnaître que des « *dysfonctionnements* » avaient entaché la perquisition conduite au cabinet de Me Eric Turcon, le 26 janvier, par les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky, les deux juges chargées de l'affaire Elf, accompagnées par deux autres magistrats, chargés, eux, de l'instruction sur la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF). Estimant que cette perquisition avait « *gravement porté atteinte au secret professionnel* », la bâtonnière de Paris, Dominique de la Garanderie, a confié à Me Henri Leclerc le soin de saisir le tribunal afin d'obtenir de l'Etat la « *réparation* » du « *dommage causé par le fonctionnement défectueux du service de la justice* ». Une assignation devait être délivrée, vendredi 2 avril, à l'agent judiciaire du Trésor pour que la question soit soumise à la justice.

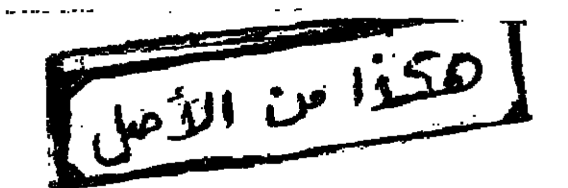
En fait, l'initiative en revient à Me Turcon. Il avait lui-même sollicité, voici trois semaines, l'appui de son ordre professionnel pour engager des poursuites contre les juges Joly et Vichnievsky sur le terrain pénal. Estimant que la perquisition conduite dans ses locaux pouvait être constitutive d'une « *violation de domicile* » et d'une « *atteinte au secret de la correspondance* », le conseil de l'avocat, Me Jean-Pierre Gastaud, avait produit une consultation établie par un professeur de droit, André Decocq, qui affirmait avoir décelé plusieurs délits dans les circonstances ayant entouré la perquisition.

L'irruption des juges au cabinet de Me Turcon avait connu un précédent, un an plus tôt, le 22 janvier 1998. Ancien fonctionnaire des impôts, spécialiste des procédures fiscales, l'avocat était le conseil d'Alfred Sirven, l'ex-directeur des « *affaires générales* » d'Elf, avant que celui-ci ne quitte la France pour échapper aux poursuites. Lors de la première perquisition, les dossiers ouverts au nom de M. Sirven et de sa famille avaient été saisis, mais M. Turcon n'a jamais été inquiété ou poursuivi par la suite. L'avocat en déduit que le retour en force des juges à son cabinet n'avait d'autre but que d'y découvrir des indices permettant de localiser M. Sirven, sous le coup d'un mandat d'arrêt dont la diffusion internationale avait connu quelques retards (*Le Monde* du 8 janvier). Pendant que les juges chargés de l'enquête sur la MNEF examinaient ses dossiers, puisqu'il fut aussi l'un des conseils de la mutuelle, Mmes Joly et Vichnievsky avaient scruté l'ensemble de ses archives, agendas, registres téléphoniques, courriers, extraits de comptabilités et mémoires informatiques, allant jusqu'à vérifier les visas apposés sur son passeport ainsi que les numéros mémorisés sur le téléphone mobile de son épouse. Mais aucune de ces pièces ne semble, à ce jour, avoir permis d'imputer à l'avocat une quelconque infraction en lien avec l'affaire Elf.

Me Turcon avait lui-même sollicité l'appui de son ordre pour engager des poursuites contre les juges Joly et Vichnievsky

La mise en examen de Me Turcon pour « *faux et usage et subornation de témoins* », le 25 mars, et son incarcération dans le cours de l'enquête sur la MNEF a sans doute affaibli sa démarche auprès du conseil de l'ordre. Mais sa remise en liberté sur décision du président de la chambre d'accusation de Paris (*Le Monde* du 2 avril), lui a redonné quelque force. L'ordre des avocats n'a pas voulu attaquer directement les deux juges sur le terrain pénal mais il a souhaité, dans un communiqué, « *faire reconnaître, dans un délai bref, les limites d'une perquisition portant atteinte aux droits de la défense et au secret professionnel qui s'impose à tout juge* ». Le défenseur de M. Turcon s'apprête, lui, à faire délivrer une citation correctionnelle aux deux magistrates, en invoquant, outre les deux délits précédemment évoqués, l'article 432-1 du code pénal, réprimant le fait, pour une personne dépositaire de l'autorité publique, de « *prendre des mesures destinées à faire échec à l'exécution de la loi* » – en l'occurrence, celle préservant les droits de la défense. Avocat poursuivant ses juges, M. Turcon espère ainsi obtenir, devant un tribunal parisien, une inversion des rôles aux allures inédites.

Hervé Gattegno



La polémique sur les origines de l'incendie du tunnel du Mont-Blanc s'amplifie

Jacques Chirac devait se rendre sur les lieux, vendredi 2 avril

La controverse sur la sécurité du tunnel du Mont-Blanc s'est poursuivie, jeudi 1er avril. Dans un entretien au *Parisien*, le maire de Chamonix affirme que la société des Autoroutes et tunnel du Mont-Blanc avait refusé de participer en 1998 au financement d'un centre de secours proche du tunnel. Un ancien pompier affirme pour sa part que *« personne n'était formé pour intervenir sur un gros sinistre dans le tunnel »*.

ALORS QUE le président de la République, Jacques Chirac, devait se rendre sur les lieux, vendredi 2 avril vers midi, pour rendre hommage aux victimes de l'incendie survenu le 24 mars ainsi qu'aux secouristes, la polémique sur les causes de la catastrophe du tunnel du Mont-Blanc s'amplifie.

Dans un entretien au quotidien *Aujourd'hui/Le Parisien* paru vendredi, le maire (div.d.) de Chamonix, Michel Charlet, affirme que la société des Autoroutes et tunnel du Mont-Blanc (ATMB) avait refusé en 1998 de participer au financement d'un centre de secours proche du tunnel.

RELATIONS « INEXISTANTES »

Se plaignant de relations *« inexistantes »* avec la société d'exploitation du tunnel, l'élu indique que *« le capitaine* [des] *pompiers craignait un pépin »*, qu'il avait *« rédigé un rapport et s'était rapproché de ses collègues italiens et des permanents du tunnel »*.

Sur la base de rapports rendus en janvier et février 1998, un projet piloté par le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) et dont le coût était évalué à près de 35 millions de francs devait englober une caserne de pompiers, un centre d'entraînement pour les pompiers français et italiens équipé d'un *« tunnel »* d'exercice, un centre de formation aux appareils respiratoires et un laboratoire franco-italien de langue.

M. Charlet affirme n'avoir pas reçu ces rapports et estime que *« même avec plus de moyens, plus d'hommes et une meilleure organisation, cela n'aurait rien changé car il n'y avait aucune possibilité d'évacuation »*. Le capitaine des pompiers de Chamonix, Christian Comte, a déclaré avoir envoyé copie de son rapport de janvier à l'ATMB. Mais le président de l'ATMB, Rémy Chardon, a affirmé qu'il n'avait eu connaissance d'aucun des rapports et a réfuté toutes les critiques.

M. Chardon a ajouté que *« le pouvoir d'organiser la sécurité appartient aux services de l'Etat »*. Le préfet de Haute-Savoie, Pierre Breuil, a indiqué, pour sa part, avoir signé au début de 1999 un accord de coordination entre les pompiers italiens et français.

Interrogé notamment par l'AFP, Bernard Foras, un ancien pompier, qui a travaillé pendant vingt-cinq ans sur le tunnel et qui a pris sa retraite en juillet 1997, a indiqué, pour sa part, qu'il avait prévenu plusieurs fois la direction de l'ATMB des faiblesses du système de sécurité en cas d'incendie. *« En 25 ans, j'ai participé à seulement deux exercices »*, l'un avec un incendie et déclenchement du plan Orsec (de secours), l'autre simulant un simple accident de circulation dans le tunnel.

« L'IMAGE DE MARQUE »

« Personne n'était formé pour intervenir sur un gros sinistre dans le tunnel », a ajouté cet ancien représentant syndical et délégué du personnel CGT. *« Ce tunnel, c'est une cheminée, la ventilation attise le feu »*. Il a fait état d'un incendie survenu en 1990, alors qu'il était de service, et au cours duquel un camion a pris feu au milieu du tunnel. *« Je leur ai dit que ça aurait pu être catastrophique »*, a déclaré M. Foras. *« On m'a répondu :* "Il y a vingt-cinq ans que ça tourne et il n'y a jamais rien eu". *Il fallait se taire, il ne fallait pas ternir la réputation, l'image de marque du tunnel »*.

Enfin, dans un entretien à *France-Soir*, un transporteur, qui employait deux chauffeurs décédés dans la catastrophe, M. Jean-Pierre Delaloy, met également en cause la société du tunnel pour n'avoir pas *« jugé bon de réinjecter une partie de leurs dividendes dans la sécurité* (...) *»*. Ce transporteur de Férolles (Loiret) a annoncé qu'il comptait *« porter plainte, comme les familles »* et qu'il allait *« également tout faire pour qu'une association regroupant les proches des victimes, leurs employeurs, se constitue »*.

Jeudi soir, les policiers chargés de l'enquête et de l'identification des victimes avaient interrompu leurs travaux pour des raisons de sécurité, des pans de la voûte qui avait été soumise à une chaleur extrême menaçant toujours de s'effondrer. Les recherches devaient reprendre mardi.

Le gouvernement annonce une intensification des contrôles routiers

POUR TENTER de faire reculer l'insécurité routière, le gouvernement va utiliser une méthode simple et qui a fait ses preuves : la peur du gendarme. A la veille des premiers départs des vacances de Pâques, le Comité interministériel de sécurité routière, réuni vendredi 2 avril sous la présidence du premier ministre, a annoncé une intensification des contrôles routiers, qui bénéficieront de crédits supplémentaires. Le gouvernement entend *« se donner les moyens de faire respecter les règles en vigueur »* en renforçant la présence des forces de l'ordre sur les routes. Les contrôles devront progresser de 10 %, qu'il s'agisse du temps consacré, de l'utilisation des appareils ou du nombre de contrôles réalisés. Les unités polyvalentes et spécialisées pourront compter sur une augmentation de 250 unités. Quant aux équipements, en particulier les éthylomètres et les radars mobiles laser, ils bénéficieront d'un budget de 160 millions de francs (24,39 millions d'euros) selon un plan triennal, ce qui devrait représenter une augmentation du matériel d'environ 25 %. Les opérations réalisées par la police et la gendarmerie feront l'objet d'un plan annuel départemental, réalisé en fonction d'*« une analyse des caractéristiques propres des accidents de chaque département »*. Le paiement des amendes forfaitaires par chèque sera généralisé avant la fin de l'année.

Pour ne pas trop donner l'impression de miser sur le « tout-répressif », le gouvernement a annoncé qu'un contrôle de sécurité des projets routiers de l'Etat sera effectué dès l'an prochain et qu'une concertation sera engagée avec les collectivités territoriales pour étendre ces expertises aux projets départementaux et communaux. Selon les pouvoirs publics, l'inadaptation des infrastructures est en cause dans 40 % des accidents mortels, même si, dans 95 % des cas, c'est le comportement humain qui est incriminé. En vigueur dans certains pays européens, la généralisation de l'allumage de jour des feux de croisement fera elle aussi l'objet d'une concertation. Les organisations représentatives des usagers seront consultées sur l'éventualité de devoir circuler, y compris en plein jour, les feux allumés. Les conclusions de cette réflexion seront présentées avant fin octobre. L'Etat s'efforcera de donner l'exemple dans la lutte contre les accidents de la route survenus dans un cadre professionnel (1 200 morts par an), qui représentent plus de la moitié des décès imputables aux accidents du travail. Dans un délai de trois ans, un plan de prévention devra être mis en place dans l'ensemble des services de l'Etat.

ARSENAL RÉPRESSIF

Paradoxalement, ces dispositions qui n'ont pas grand-chose de spectaculaire et pourront sembler modestes au regard de l'objectif gouvernemental de réduire de moitié en cinq ans le nombre de tués sur la route – 8 437 tués en 1998 (soit une augmentation de 5 % après neuf années de baisse) et 34 000 blessés graves –, apparaissent comme les plus efficaces à court terme et, sans doute, les plus nécessaires.

A l'heure actuelle, l'arsenal répressif français (permis à points, limitations de vitesse, taux légal d'alcoolémie à 0,2 gramme) est l'un des plus sévères d'Europe. Or il est aussi l'un des moins efficients, faute de moyens suffisants pour en garantir l'application. La large amnistie dont bénéficient les contrevenants au lendemain de chaque élection présidentielle – on constate d'ailleurs, dans les mois précédents, une recrudescence des accidents – illustre presque à la caricature ces contradictions. Récemment, les très vives réactions suscitées par la création d'un « délit de très grande vitesse » pour les récidivistes et l'établissement de la responsabilité du propriétaire du véhicule même lorsque l'identité de l'auteur de l'infraction n'a pu être établie ont confirmé les réticences du corps social.

Jean-Michel Normand

Matignon s'interroge sur la nécessité d'assimiler l'alcool à une drogue

Le décret élargissant la Mildt n'est pas encore paru

QUELLE INSTITUTION doit prendre en charge, en France, la lutte contre l'alcoolisme ? Depuis la publication du rapport commandé par le secrétaire d'Etat à la santé, Bernard Kouchner, au professeur Bernard Roques, comparant le potentiel toxique de l'alcool à celui de l'héroïne et de la cocaïne, le débat agite le gouvernement. Le ministère des affaires sociales et le secrétariat d'Etat à la santé ne cachent pas leur préférence pour la solution préconisée par la présidente de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt), Nicole Maestracci. Dans un rapport remis le 15 octobre 1998 à Lionel Jospin, elle suggérait de *« rapprocher les structures de soins destinées aux consommateurs abusifs d'alcool avec celles destinées aux toxicomanes »*. Elle dénonçait l'indigence du dispositif de prise en charge des personnes dépendantes de drogues légales, comme l'alcool et le tabac.

A l'Hôtel Matignon, on précisait, vendredi 2 avril, que s'il apparaît nécessaire de créer *« une solution institutionnellement très forte »*, le débat sur la nature de cette solution n'a pour l'heure pas été tranché. Une note remise au premier ministre récapitule les avantages et les inconvénients des différents schémas envisagés. Deux pistes sont étudiées : la première solution consisterait à créer une structure *ad hoc* destinée à la lutte contre l'alcoolisme ; la seconde, comme le souhaite la majorité des spécialistes de santé publique, consisterait à élargir le champ de compétence de la Mildt à la lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme. Il susbiste cependant, indique-t-on à Matignon, des interrogations quant à l'intégration, au sein d'une même structure, de la lutte contre, d'une part les drogues illégales, d'autre part, l'alcool et le tabac.

« Il est amplement démontré, notamment depuis le rapport Roques, qu'il existe bel et bien une base neurobiologique commune à l'ensemble des comportements addictifs, qu'il s'agisse de la consommation d'alcool, de tabac ou de substances illicites, souligne le professeur Claude Got, spécialiste de santé publique. *Tout démontre, en outre, que chaque fois que l'on se refuse d'aborder ces questions dans leur ensemble et dans leur complexité, en abordant notamment les questions juridiques, économiques, neurobiologiques ou médicales, on ne peut qu'échouer d'un point de vue sanitaire. C'est pourquoi il est à mes yeux essentiels que le champ d'activité de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie soit élargi à l'ensemble des produits, licites ou non, pouvant induire des comportements de dépendance. »*

Pour le professeur Got, les difficultés rencontrées par les décideurs politiques à engager une action de ce type tiennent autant à l'action des puissants groupes de pression de l'industrie du tabac et de l'alcool qu'au poids des données culturelles qui font que ces produits sont commercialisés alors que d'autres, parfois moins nocifs, ne le sont pas.

« UNE PRIORITÉ »

« De l'ensemble des nombreuses réunions organisées dans le cadre des états généraux de la santé, je tire la leçon que l'alcoolisme, là où il existe, est perçu comme un fléau et l'alcool comme un toxique majeur, qui le plus souvent s'ajoute aux autres, a déclaré au *Monde*, vendredi 2 avril, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale. *J'observe d'autre part que certains milieux associatifs qui luttent contre les comportements dépendants ont compris ceci bien avant nous. L'amélioration des résultats dans la lutte pour une plus grande sécurité routière passe aussi, de manière évidente, par une meilleure prise en compte du phénomène de la consommation d'alcool. Il s'agit là, faut-il le redire, d'une priorité essentielle de santé publique. »*

Au cours du comité interministériel de sécurité routière qui devait avoir lieu, vendredi, sous la présidence de M. Jospin, plusieurs membres du gouvernement devraient rappeler leur préférence pour un élargissement des missions de la Mildt. Au vu de la décision que prendra l'Hôtel Matignon, on pourra alors mesurer le poids des lobbies de l'alcool, ces derniers ne cachant pas leur opposition farouche à tout ce qui pourrait faire assimiler l'alcool à une drogue.

Jean-Yves Nau

Lionel Jospin rend hommage à Michel Crépeau

LE PREMIER MINISTRE a rendu, jeudi 1er avril à La Rochelle, un dernier hommage à Michel Crépeau, décédé le 30 mars à Paris (*Le Monde* du 1er avril). Saluant *« une des grandes figures parlementaires de la Ve République »*, M. Jospin, qui était accompagné de plusieurs membres du gouvernement, dont Dominique Strauss-Kahn (finances) et Elisabeth Guigou (justice), a prononcé, en présence de nombreux parlementaires et personnalités, parmi lesquelles Edith Cresson et Roland Dumas, l'éloge funèbre de M. Crépeau, *« un ami, un allié loyal du Parti socialiste, qui fut pendant un demi-siècle de tous les combats de la gauche »*.

Au terme d'une cérémonie lithurgique oecuménique célébrée dans la cathédrale de La Rochelle, l'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

DÉPÊCHES

■ **LOGEMENT : le ministre délégué à la ville, Claude Bartolone,** souhaite que le gouvernement se dote d'un « nouvel outil de lutte contre l'apartheid social » en matière d'habitat. Attendue depuis deux ans, la réforme de la loi d'orientation pour la ville (LOV), censée inciter les communes à construire du logement social, devrait, selon M. Bartolone, qui s'exprimait devant le congrès de l'association des maires des villes et banlieues de France, vendredi 2 avril, *« se traduire par des obligations concrètes beaucoup plus précises qu'aujourd'hui en termes de construction de logements, sans que les villes puissent s'en exonérer par le paiement d'une taxe. »* M. Bartolone souhaite que *« le non-respect de ces obligations* [soit] *sanctionné par des mécanismes de solidarité financière »* entre les communes.

■ **JUSTICE : le sénateur du Doubs Louis Souvet, maire de Montbéliard, a été mis en examen pour détournement de fonds publics** et favoritisme. Dans le cadre d'une première affaire, M. Souvet est soupçonné d'avoir accordé des salaires supplémentaires à des fonctionnaires locaux. Dans un second volet judiciaire, il est suspecté d'avoir favorisé la société Industrie Entreprise Nouvelle (IEN), dans le cadre de marchés publics. Le président et le directeur de cette société, spécialisée dans les études de développement économique, ont été mis en examen pour recel de délits de favoritisme en janvier dans le cadre de cette affaire.

■ **POLICES MUNICIPALES : le Parlement a définitivement adopté,** jeudi 1er avril, du fait d'un vote conforme du Sénat, le projet de loi sur les polices municipales, qui confère un statut à leurs quelque 13 000 agents, en définissant leurs missions et compétences.

Le recensement changera la donne des communes

L'Insee termine ses enquêtes démographiques samedi 3 avril et en publiera les premiers résultats en décembre. Ces statistiques auront d'importantes conséquences locales, car elles déterminent, selon le seuil de la population, les dotations de l'Etat ou le mode d'élection aux municipales

LE MONTANT des subventions de l'Etat aux collectivités locales, le mode d'élection des conseils municipaux, la rémunération des élus et celle des fonctionnaires territoriaux, les règles d'urbanisme ou l'implantation d'une pharmacie... Tout cela dépend des résultats du recensement qui prend fin samedi 3 avril. « *Nous pourrions nous passer de cette lourde opération pour connaître la population totale en France*, indique Michel Glaude, directeur des statistiques démographiques à l'Insee. *Mais si son organisation est nationale, son utilisation essentielle est locale.* » Le recensement détermine en effet l'application de plus de deux cents textes législatifs et réglementaires, dont la plupart concernent les collectivités territoriales.

Première implication essentielle du recensement : ses résultats fixeront le montant des concours de l'Etat aux communes. Ainsi, une partie de la dotation globale de fonctionnement (DGF) est-elle calculée en fonction du nombre d'habitants. Pour 1998, 79,4 milliards de francs (12,1 milliards d'euros), soit plus de 20 % du total des recettes de fonctionnement des communes, ont été répartis suivant ce critère démographique. Un accroissement de la population, authentifié par le recensement, se traduira donc par une hausse des dotations de l'Etat étalée sur deux années.

Par exemple, la ville de Besançon estime que 1 000 habitants supplémentaires, sur une population de 120 000 personnes répertoriées en 1990, entraîneront une hausse de sa DGF de près d'un million de francs par an. Ces évolutions devraient être prises en compte dès la loi de finances pour l'an 2000. Pour les communes qui subissent une diminution de leur population, la réduction des concours de l'Etat sera amortie sur trois années.

BULLETINS SUSPECTS

« *Les communes ont intérêt à ce que le recensement soit le plus complet possible pour que leur population augmente* », note M. Glaude. Certaines collectivités pourraient être tentées par un « bourrage des urnes » pour accroître leurs futures recettes, mais l'Insee, vigilante, surveille étroitement la collecte des fiches de recensement, mission déléguée aux communes. En 1990, une polémique avait surgi à propos du nombre d'habitants à Saint-Etienne. L'Insee avait jugé suspects 2 000 bulletins totalisés par les services municipaux. Ils permettaient à la ville de franchir la barre des 200 000 habitants et donc d'entrer dans une catégorie mieux financée. Très souvent, les différends se règlent à l'amiable. Mais parfois, il arrive qu'un maire soit poursuivi en justice pour « *falsification de documents administratifs* ».

Deuxième type d'impact du recensement : le droit des collectivités locales est structuré autour de plusieurs dizaines de seuils démographiques qui déterminent leur organisation et leur fonctionnement. La disposition la plus spectaculaire concerne le mode de scrutin municipal. Ainsi, pour les communes de moins de 3 500 habitants, celui-ci est majoritaire à deux tours. Au-delà, le scrutin réserve la moitié des sièges à la liste arrivée en tête au second tour et répartit les autres à la proportionnelle.

« FONCTION PRÉFÉRENTIELLE »

Le nombre d'habitants a donc des conséquences importantes sur la vie démocratique des communes. Les règles de fonctionnement des conseils municipaux changent aussi : au sein des communes de plus de 3 500 habitants, les droits des minorités politiques sont renforcés et leur travail facilité. Des effets de seuil existent encore pour la fixation du nombre de conseillers municipaux (de 9 pour les communes de moins de 500 habitants jusqu'à 69 pour les villes de plus de 300 000 habitants), le calcul des indemnités des élus locaux, la rémunération des hauts fonctionnaires territoriaux ainsi que le recrutement du personnel.

La logique est identique en matière de plan d'occupation des sols, d'urbanisme commercial ou de création de pharmacies. Dans les communes de moins de 5 000 habitants, une seule officine est ainsi autorisée pour chaque tranche de 2 000 habitants. Il faudra attendre décembre 1999 et la publication des résultats du recensement pour connaître le nombre de communes concernées par toutes ces modifications.

Autre aspect du recensement, moins palpable mais jugé « *fondamental* » par l'Insee : ces éléments chiffrés fourmillent d'informations pour les élus, les administrations, voire les entreprises. « *C'est la fonction préférentielle du recensement. Il sert les aménagements du territoire, comme l'ouverture d'une classe, l'organisation de la circulation ou les réseaux de transports en commun* », précise M. Glaude.

Les collectivités locales ont accès, pour un coût réduit, aux données de l'Insee sur des zones rassemblant entre 200 et 300 personnes et pourront adapter leurs décisions, aujourd'hui fondées sur les chiffres de 1990, en fonction de chaque quartier, de chaque hameau. Les élus scruteront attentivement les résultats du recensement. Car l'expansion ou le déclin d'une commune participe aussi du bilan politique des maires.

Luc Bronner

Une révision de la carte électorale ?

Le code électoral indique qu'« *il est procédé à la révision des limites des circonscriptions* [pour les élections des députés] *en fonction de l'évolution démographique, après le deuxième recensement général de la population suivant la dernière délimitation* ». Mais le Conseil constitutionnel a considéré, en juillet 1986, cette disposition « *inopérante* » en souhaitant néanmoins des « *révisions périodiques* ».

La dernière révision de la carte électorale date de 1986 ; à l'époque, c'est Charles Pasqua qui était ministre de l'intérieur. Les recensements ayant eu lieu en 1990 et en 1999, le gouvernement pourrait donc être conduit à ajuster les circonscriptions en fonction des évolutions démographiques. La loi interdisant toute modification dans l'année qui précède une élection, une éventuelle révision devra intervenir entre décembre 1999, date de la publication des premiers résultats du recensement, et le printemps 2001 qui est la date-butoir par rapport à l'échéance normale des législatives.

Aumontzey (Vosges) est en butte avec le classement de l'Insee

ÉPINAL
de notre correspondant

La majorité des habitants d'Aumontzey, dans les Vosges, ne rendront pas, samedi 3 avril, les formulaires du recensement. En conflit avec l'Insee, Maurice Jechoux, le maire, a obtenu un délai exceptionnel de quinze jours supplémentaires qui devrait être mis à profit pour tenter des conciliations, dont l'une avec Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie auprès du ministre de l'économie, dont dépend l'Insee : Aumontzey se trouve aussi sur la circonscription électorale de M. Pierret.

Maire depuis 1995, M. Jechoux n'a de cesse de trouver la faille pour contrer le classement de ce village de 450 habitants en « unité urbaine ». Jusqu'au recensement de 1990, un arrêté préfectoral de 1972 répertoriait Aumontzey parmi les communes rurales. Mais ensuite, l'Insee, tentant d'harmoniser sa classification avec les usages européens, a adopté la notion d'unité urbaine qui se définit notamment par la continuité de l'habitat entre deux communes. Or la dernière habitation d'Aumontzey se situe à moins de deux cents mètres de la première maison de Granges-sur-Vologne, le chef-lieu de canton voisin.

Cette nouvelle classification n'a pas tardé à avoir des répercussions sur les finances de la commune. En 1992, l'Agence de l'eau a augmenté la taxe pollution de sa redevance puisque son montant est proportionnel au risque et aux concentrations de population. « *La note a simplement doublé du jour au lendemain*, s'insurge M. Jechoux, qui dénonce aussi les conséquences *sur les aides du conseil général. Pour le transport scolaire, comme commune rurale, nous pourrions prétendre à un taux de subvention de 85 %. Nous ne touchons que 62 %.* »

Le Conseil d'Etat, saisi par le maire il y a deux ans, a reconnu que le classement de l'Insee n'était pas un acte administratif. La commune a été déboutée sur la forme, mais le commissaire du gouvernement avait incité les magistrats à reconnaître que seul le conseil municipal a compétence pour délimiter l'agglomération de sa commune. Suggestion sur laquelle s'appuie le préfet des Vosges pour tenter de résoudre le conflit. Il vient de proposer aux maires d'Aumontzey et de Granges-sur-Vologne de prendre en parallèle deux arrêtés confirmant les plans d'occupation des sols de leurs localités voisines.

BOYCOTTAGE

Ces arrêtés seraient alors opposables aux administrations qui invoquent le classement Insee pour définir participation ou subvention communale. Le maire d'Aumontzey ne comprend pas cette complication : « *Il eût été si facile de demander à l'Insee de corriger son classement. C'est à croire que l'institution est intouchable.* »

Pour montrer sa résolution, la commune a donc boycotté le recensement en cours, espérant que l'Insee rectifierait d'elle-même le classement. Mais son directeur régional, Etienne Treynard, s'en tient aux « *critères scientifiques qui ne sont pas soumis à interprétation* ». Si M. Pierret ne parvient pas à dénouer la situation – une première rencontre était prévue vendredi –, ce sera au président du tribunal administratif de Nancy de tenter de concilier les points de vue.

Christophe Dollet

DÉPÊCHES

■ **TRANSPORTS : les plans de déplacements urbains (PDU), prévus par la loi sur l'air du 30 décembre 1996** pour les 65 villes de plus de 100 000 habitants, tous en cours d'élaboration (sauf à Lyon où il a déjà été adopté), privilégient pour les trois quarts d'entre eux les transports en commun, selon une enquête lancée à l'initiative du Groupement des autorités responsables de transport (GART). Mais seule une petite moitié de ces plans jugent aussi prioritaires les modes de déplacements « *les plus économes et les moins polluants* », le vélo et la marche à pied (*Le Monde* du 18 décembre 1998).

■ **SÉNAT : le projet de loi sur le renforcement et la simplification de la coopération intercommunale du ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a fait l'objet** au Sénat, jeudi 1er avril, d'un relatif consensus. Cependant, les sénateurs devraient s'opposer à l'élection au suffrage universel des conseillers des douze communautés urbaines, dans le cadre d'une pré-désignation sur les listes des élections municipales, qui avait été adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale.

■ **MUNICIPALITÉS : l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF) a demandé** au premier ministre, Lionel Jospin, d'organiser une table ronde sur la responsabilité pénale des élus. L'AMGVF souhaite « *remettre à plat le droit de la responsabilité en France* » et parvenir rapidement à une « *amélioration de la législation en vigueur* ».

DISPARITION

Lucien Aigner

Un pionnier du photojournalisme

LE PHOTOGRAPHE américain d'origine hongroise Lucien Aigner, un pionnier du photojournalisme et de l'appareil Leica, est mort lundi 29 mars à Great Barrington (Massachusetts). Il était âgé de quatre-vingt-dix-sept ans.

Lucien Aigner appartient à cette riche génération de photographes hongrois qui ont fait les beaux jours, dans les années 30 à 60, de la presse internationale, en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Sa photo la plus fameuse est sans doute un portrait d'Einstein, à l'université de Princeton, aux Etats-Unis, en 1940, passablement débraillé, une main dans la poche, devant un tableau noir maculé d'une formule savante. Aigner a été un des premiers photojournalistes à exploiter les capacités du petit, léger, discret et très maniable appareil Leica 35 mm, qui a permis à nombre de reporters de capter des instantanés durant les années 30, en Europe.

Né Ladislas Aigner, le 14 septembre 1901 à Novezamsky (Hongrie), il commence sa carrière de photojournaliste en 1924, s'établit en France dans les années 30 comme correspondant de journaux hongrois, et fréquente Erich Salomon, mais aussi Robert Capa et Alfred Einsenstaedt. Mettant l'instantané au goût du jour, il se fait connaître par ses portraits non posés de Mussolini, Hitler, Churchill, Haïlé Sélassié, mais aussi de musiciens comme Menuhin. Ses reportages sont alors publiés dans les principaux journaux et magazines européens, *Vu* en France, *Müncher Illustrierte Presse* en Allemagne ou *Picture Post* en Grande-Bretagne.

De cette période, la plus novatrice de sa longue carrière, Lucien Aigner a écrit : *« Tout ce dont on avait besoin, c'était d'un petit appareil photo, qui pouvait être dissimulé dans la poche de côté, et, d'un air d'innocence et d'ennui sur le visage, en se baladant sans être remarqué parmi les gardiens, perdu dans la foule des participants d'une convention ou les représentants de la presse, au moment crucial, on tirait son petit appareil tenu fermement à deux mains, placé sur le front et retenu par les coudes le long du corps ; et voilà, un déclic, et on avait l'image, même dans de mauvaises conditions lumineuses, même de gens en mouvement. »* Il disait aussi : *« Ce n'est pas l'image, mais l'interprétation de l'image qui donne son sens. Sans mots, il n'y a pas de sens. »*

Lucien Aigner émigre aux Etats-Unis, en 1939, où il est un des premiers Européens à travailler pour la célèbre revue *Life*, puis pour le *New York Times*. De 1946 à 1953, il est directeur de production pour le programme en langues étrangères de The Voice of America. Profondément affecté par la mort de Robert Capa, en 1954, durant la guerre en Indochine, il devient photographe de studio, à Great Barrington – ville qu'il ne quittera plus –, réalisant des portraits sur commande jusqu'en 1976, tout en poursuivant son activité de photojournaliste.

Les 50 000 négatifs qu'il avait laissés, en 1939, dans une mallette déposée dans la baignoire de l'appartement parisien de sa sœur, sont retrouvés par son frère, le styliste de mode Etienne Aigner. Lucien passe alors son temps à archiver et diffuser ses images, qui sont représentées dans de nombreuses collections internationales. Dans un entretien de 1995, alors qu'on lui demandait de choisir ses images favorites, il répondait : *« C'est une mauvaise chose, pour un père, d'avoir des favoris. »*

Michel Guerrin

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du dimanche 28 mars est publié :

● **Financement politique** : un décret relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles et concernant les attributions des préfets de région. Le préfet de région procède au remboursement des dépenses électorales des candidats à l'élection des conseillers régionaux ainsi qu'au remboursement de leurs dépenses de propagande officielle.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– Dourdan. Paris. Nuremberg.

Jean-Jacques et Beate DULONG,
Maxime et Thomas
ont la joie d'annoncer la naissance de

Alexandre,

le 31 mars 1999.

Anniversaires de naissance

Charles,

douze ans de joie, de bonheur encore et encore.

Bon anniversaire !

Papa et maman qui t'aiment et toute la famille.

Fiançailles

M. Christian LAMBERT
et
Mme, née Marie-Christine COUPEAUD,
M. Alain FOURMENT
et
Mme, née Chantal MIGEOT
sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants,

Agathe et Aymeric.

Décès

Marthe ARIEY,

âgée de quatre-vingt-huit ans,
fille de
Hippolyte SEINTURIER,

est décédée le dimanche des Rameaux, 28 mars 1999.

Un grand merci à l'équipe du docteur Baumann de l'hôpital Paul-Brousse : compétence et dévouement.

Jean-Claude, son fils, et Gisèle,
Laurent et Frédéric,
ses petits-enfants.

– Mme Bardet,
son épouse,
Ses enfants,
Et sa famille,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Léon BARDET,

survenu le 17 mars 1999.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, rue Carnot,
77300 Fontainebleau.

– Mme Simone Benadon,
son épouse,
Monique et Jean-Claude Benadon,
Muriel Benadon et René Couteaudier,
Elisabeth Cassin et Marc Benadon,
ses enfants,
Carole et Jean-Michel Fois,
Matthieu, Nicolas Benadon,
ses petits-enfants,
Coralie,
son arrière-petite-fille,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice BENADON,
ancien déporté,
résistant,
chevalier de la Légion d'honneur.

Sa famille et ses amis se réuniront pour lui rendre un dernier hommage le jeudi 8 avril 1999, à 13 h 15, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris-20e (entrée par la place Gambetta).

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

– Le directeur,
Les membres de l'UFR de mathématiques et informatique de l'université René-Descartes
ont la tristesse de faire part du décès de

Paul BLANCHARD,
maître de conférences
en informatique,

survenu le 25 mars 1999.

L'incinération a eu lieu au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, le 2 avril.

– Eliane Foënkinos et Claude Torres,
Lise et David Fuchs,
Georges et Julie Foënkinos,
Jacques et Rita Foënkinos,
ses enfants,
Laurence, Thierry, Yann, Ariel, Déborah, Yaël, Antoine, Raoul, Cécile, Carole, Tony,
ses petits-enfants,
Guillaume, Valentine, Marie-Kerguelen, Lya,
ses arrière-petits-enfants,
font part du décès de

Mme Cécile FOËNKINOS,
née KRIEF,

dans sa quatre-vingt-huitième année, le 31 mars 1999.

L'inhumation aura lieu le dimanche 4 avril, à 9 h 45, au cimetière parisien de Bagneux, rue Marx-Dormoy.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille Fuchs,
6, rue des Jardinets,
92160 Antony.

– Mme Jean-Georges Burger,
Ses enfants et petits-enfants,
Les familles Michel, Jesel, Streisguth,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès du

général Jean-Georges BURGER,
commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 31 mars 1999, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques auront lieu le samedi 3 avril, à 16 h 30, au temple de Nyons.

Ni fleurs ni couronnes.

La Pousteree,
14, rue Pierre-Toesca,
26110 Nyons.

– Mme Pierre Fournier,
son épouse,
M. et Mme Gérard Cayeux,
M. et Mme Antoine Le Sourd,
ses enfants,
Chrystel et Thibault Lanxade,
Cyril, Alban, Grégoire,
Daphné, Nicolas, Angéline,
ses petits-enfants,
Paul,
son arrière-petit-fils,
ont la profonde tristesse de faire part du décès du

docteur Pierre FOURNIER,
commandeur de la Légion d'honneur,

rappelé à Dieu, le mercredi 31 mars 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 6 avril, à 10 h 30, en l'église Sainte-Pierre de Chaillot, 31, avenue Marceau, Paris-16e.

– Le président et les membres du conseil national,
Les présidents et les membres des conseils centraux,
Les présidents, et les membres des conseils régionaux,
de l'ordre des pharmaciens,
ont la grande tristesse de faire part du décès survenu le 31 mars 1999, du

docteur Pierre FOURNIER,
commandeur de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national
du Mérite,
membre de l'Académie nationale
de pharmacie,
président honoraire,
qui présida le conseil national de l'ordre des pharmaciens de 1979 à 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 6 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, Paris-16e.

Conseil national de l'ordre des pharmaciens,
89, rue de la Faisanderie,
75116 Paris.

– Le conseil d'administration du groupe Didot-Bottin
a la douleur de faire part du décès de son vice-président, le

docteur Pierre FOURNIER,
membre de l'Académie nationale
de pharmacie,
président honoraire du conseil national
de l'ordre des pharmaciens,
commandeur de la Légion d'honneur,

rappelé à Dieu, le mercredi 31 mars 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 6 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 31, avenue Marceau, Paris-16e.

– Mme Jeanne Rabussier,
son épouse,
Mlle Denise Rabussier,
sa sœur,
Mme Jean Journeau,
sa belle-sœur,
M. et Mme Jean Saint-Etienne,
Eric et Sophie,
M. et Mme Alain Journeau,
Lucile et Jérôme,
ses neveux et nièces,
Ainsi que toute la famille,
ont le chagrin de faire part du décès de

Raymond RABUSSIER,

survenu le 24 mars 1999, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Selon les vœux du défunt, la cérémonie religieuse et la crémation ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Les cendres seront déposées dans le caveau de famille, au cimetière de Châteauroux (Indre).

211, rue de l'Université,
75007 Paris.
18, rue Charles-Rolland,
89550 Héry.

– Noélia,
son épouse,
Paolo,
son fils,
Simone Kerignard,
sa mère,
Sylvie Rama,
sa sœur,
ont l'immense douleur de faire part du décès brutal de

Michel RAMA,

dans sa quarante-troisième année.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le 6 avril 1999, à 9 h 30, en l'église Sainte-Geneviève, 1, rue du Général-Galliéni, à Rosny-sous-Bois Centre, avec sa famille et ses très nombreux amis de France, du Brésil et d'ailleurs.

Il sera inhumé à Toulon, où une messe sera célébrée avec sa famille et ses amis le 7 avril, à 14 h 15, en l'église Saint-Jean-Bosco, boulevard Cunéo-Le Mourillon.

Ni fleurs ni couronnes.

Pour ceux qui le souhaitent, un don pourra être adressé à l'Orphelinat Lar Do Caminho, au Brésil, sous le parrainage de Médecins du monde. Merci d'adresser les chèques libellés à l'ordre de Médecins du monde, 62, rue Marcadet, Paris-18e.

37, rue Richard-Gardebled,
93110 Rosny-sous-Bois.

– Champagnac-La Noaille (Corrèze).

Raymonde Rozier,
Claire Rozier,
et ses filles,
Anne, Carol, Sandra, LiVia,

Jeanne Rozier
et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Camille ROZIER,
professeur honoraire,
résistant,
croix du CVR,
croix du CV 1939-1945,
croix d'argent du Mérite social
et militaire,

survenu le 29 mars 1999.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– M. Edouard Bonnefous, président de la Fondation Singer-Polignac,
et les membres du conseil d'administration de la Fondation
ont le regret d'annoncer le décès du

professeur Jean-André THOMAS,
membre de l'Institut
(Académie des sciences),
membre de l'Académie nationale
de médecine,
membre du conseil d'administration
de la Fondation Singer-Polignac,

survenu à Paris, le 30 mars 1999.

– Le président et le secrétaire perpétuel,
Les membres de l'Académie nationale de médecine
ont la tristesse de faire part du décès de leur très estimé confrère, le

professeur Jean-André THOMAS,
officier de la Légion d'honneur,
ancien président
de l'Académie nationale de médecine,

survenu à Paris, le 30 mars 1999, à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

– Claude et Hélène Trink
et Leslie,
Lili Toporek,
Robert et Dorit Yufe
et leurs enfants,
Emmanuel et Dissi Trink
et leurs enfants,
Les familles Toporek, Pridan, Vinograd, Rubenstein, Giberstein et Gribe,
ont la douleur de faire part du décès, le 31 mars 1999, de

Eve Chawa TRINK.

L'inhumation aura lieu mardi 6 avril, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse (entrée principale).

Ils rappellent à cette occasion la mémoire de son époux,

Joseph TRINK,

décédé il y a douze ans.

Anniversaires de décès

– Il y a deux ans, le 2 avril, disparaissait

Madeleine SCHWARZENBERG.

Que ceux qui l'ont connue et aimée aient en ce jour une pensée pour elle.

Gan.

Avis de messe

– Une messe sera célébrée le jeudi 8 avril 1999, à 18 h 45, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6e, à l'intention de

NGUYEN HUU GIAO,
ancien avocat
au barreau de Huê,

décédé à Paris, le 8 avril 1994.

Souvenir

Alfred LEVY,

qui fut avant la guerre
avocat à Strasbourg,
puis secrétaire à Toulon
de la société PCA,

aurait eu cent ans, le 3 avril 1999.

Une pensée est demandée pour lui, pour sa veuve,

Marguerite GUTMANN,

décédée en 1985,

pour sa belle-mère,

Emma GUTMANN,

et ses beaux-frères,

Paul et Fritz,

assassinés à Auschwitz, en 1943.

Son fils Jean-Guy Levy, avocat,
sa belle-fille,
Geneviève Wahl,
ses petits-enfants,
Agathe et Jérôme Levy.

21, rue Mirabeau,
83000 Toulon.

Communications diverses

Les Mardi(s)
de la Fondation Jean-Jaurès

Le mardi 6 avril 1999,
à 18 h 30

A la Fondation Jean-Jaurès,
12, cité Malesherbes, Paris-9e
(métro Pigalle ou Saint-Georges)

La CGT aujourd'hui ?

Avec le professeur Michel Dreyfus,
directeur de recherches au CNRS.

Se présenter à partir de 18 heures.

Tél. : 01-40-23-24-13
Fax : 01-40-23-24-01
e-mail : fjj75@calva.net
Site web : http://www.chez.com/fjj

Soutenances de thèse

– Mourad Ben Slama a soutenu, le 29 mars 1999, à l'INA Paris-Grignon, sa thèse de doctorat en sciences alimentaires **« Plans *D*-optimaux pour la réduction du nombre de produits en cartographie des préférences »** sous la direction de Marc Danzart, professeur à l'ENSIA-Massy.

Le jury, présidé par Christian J. Ducauze, professeur à l'INA P-G, lui a décerné le titre de docteur de l'Institut national agronomique Paris-Grignon avec la mention Très Honorable.

A NOS LECTEURS

Le service CARNET sera ouvert samedi 3 avril et lundi 5 avril, de 9 heures à 16 h 30.

Pas de permanence le dimanche.



HORIZONS

REPORTAGE

Depuis le début des frappes aériennes de l'OTAN, plus de cent mille Kosovars ont déjà trouvé refuge en Albanie. Reportage de nos envoyés spéciaux au poste-frontière de Morina



Les chemins de l'exode

Photographies de Hien Lam Duc, Agence VU, pour « Le Monde »

DEUX cent mille ? Trois cent mille ? Cinq cent mille ? Plus encore ? Vendredi 2 avril, personne, à Morina, ce poste-frontière avec le Kosovo perdu au milieu des montagnes. n'osait avancer un chiffre sur le nombre de Kosovars qui viendraient trouver refuge en Albanie. Déjà, bien plus de 100 000 personnes ont franchi la frontière. Du côté serbe, la file des Kosovars en attente de passer en Albanie s'étirerait sur 25 kilomètres, ce qui représenterait, selon certains experts, plus de 125 000 personnes. Le fait qu'ils arrivent de tous les coins de leur pays prouve le caractère systématique de la volonté serbe d'épuration ethnique et peut faire craindre des chiffres encore plus importants. Tous les réfugiés le disent : *« Les Serbes nous ont fait comprendre que nous n'étions plus chez nous et que nous devions partir. »*

Jeudi, sans une seconde d'interruption, le flot des réfugiés a continué à entrer en Albanie. A pied pour la plupart, puisque les Serbes les ont emmenés en autocars ou en camions jusqu'aux abords de la frontière. Ibadete, une jeune fille de Maliceva, qui va fêter lundi son vingtième anniversaire, raconte : *« Les policiers serbes sont arrivés à trois heures de l'après-midi, ils ont d'abord tout cassé dans l'appartement à coups de pieds, puis nous ont demandé de l'argent. Ceux qui ne voulaient pas leur en donner étaient maltraités. Ils ont pris tous les bagages que nous avions préparés. Puis ils ont bombardé le village, nous obligeant à fuir. Les hommes sont partis dans la montagne. Nous, nous avons commencé à marcher. Nous sommes passés dans un village entièrement brûlé, les Serbes nous ont avertis : "Si vous restez ici, nous vous tirerons dessus avec nos chars." Une femme est morte, en tombant sur des fils électriques. Nous l'avons mise dans une couverture et nous l'avons enterrée là. Les Serbes nous ont à nouveau réunis et nous ont dit : "Vous devez choisir entre l'Albanie et la Macédoine. Vous voyez, l'OTAN vous fait plus de mal qu'à nous." Ils donnaient des bonbons aux enfants pour qu'ils disent si des gens de notre famille étaient dans l'UCK. Ils ont jeté par terre tout ce qu'il y avait dans mon sac pour voir si j'avais encore de l'argent. Et puis, ils nous ont mis dans les autocars. »*

Quel que soit le nombre des réfugiés, celui-ci est de toute manière déjà trop élevé pour donner à ces dizaines de milliers de gueux un minimum de conditions de vie décentes. Si, mercredi, beaucoup avaient pu être évacués sur Tirana ou vers les villes du sud de l'Albanie, jeudi, la plupart sont restés sur place, et les alentours du poste-frontière de Morina se transformaient en un gigantesque camp, sans la moindre infrastructure. Les organisations humanitaires internationales semblent totalement dépassées. *« Peut-être,* répond Laura Boldrini, la porte-parole du HCR, *mais qui aurait pu prévoir que les Serbes iraient jusqu'à vider Pristina de ses habitants ? »*

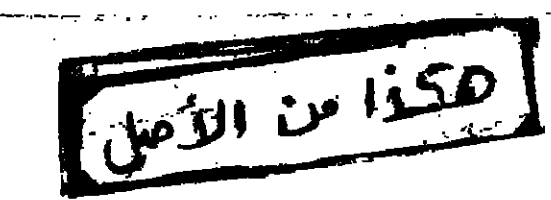
José-Alain Fralon







En bas, l'accueil au poste de contrôle de Morina, entre le Kosovo et l'Albanie, déjà 100 000 réfugiés l'ont franchi, 125 000 autres seraient en attente dans une interminable file de 25 kilomètres, de l'autre côté de la frontière. En haut, des réfugiés s'enfoncent dans le territoire albanais, ici sur la route entre Morina et Kukës.



16 / LE MONDE / SAMEDI 3 AVRIL 1999

Rectifier une incohérence au Kosovo *par Alain Joxe*

LE fait que la guerre contre Milosevic soit en bonne partie une opération américaine, menée avec des critères, des tempos et des objectifs qu'on peut déplorer, ne doit pas masquer le fait principal : il s'agit bien d'un acte politique d'une coalition qui se dresse contre un régime massacreur, organisateur en grand de *violations des droits de l'homme*, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, sur une grande échelle et depuis dix ans.

Il n'est donc pas légitime pour une opinion antifasciste de gauche de reprendre les refrains munichois. L'incertitude qui gagne l'opinion après une semaine de guerre s'explique par les lenteurs politico-diplomatiques qui ont précédé l'entrée en guerre autant que par l'inadaptation des frappes actuelles à la *sauvegarde des populations* menacées. Les considérations qui suivent partent du fait que la guerre est là. Pas une guerre-spectacle, mais un conflit réel provoqué pour des enjeux sérieux par une impasse totale de la diplomatie préventive et dissuasive.

L'ouverture des bombardements de l'OTAN contre le régime Milosevic est un progrès vers la transparence : on parle enfin, pour la première fois, de guerre. On s'est éloigné du *flou sinistre de l'« interposition humanitaire »* qui laissa massacrer les Musulmans de Srebrenica sous les yeux des « casques bleus » terrifiés par les troupes du général Mladic. On a pris ses distances avec le discours du laisser-faire qui, sous prétexte de ne pas ajouter la guerre à la guerre, laissait la guerre karadzicienne s'ajouter à la guerre milosevicienne et tudjmanienne *et massacrer* au canon les civils bosniaques sans aucune sanction.

La guerre déclarée comporte nécessairement un but politique de guerre (ce que Clausewitz désigne par le mot *Zweck)* et une série d'objectifs militaires *(Ziele). Le* seul but politique légitime qui justifie l'intervention sans résolution du *Conseil de sécurité, c'est la* protection du peuple kosovar contre la menace de mort et d'expulsion qui constitue non seulement une violation des droits de l'homme mais un danger de déstabilisation et de guerre pour toute la région. L'inadaptation des objectifs militaires aux fins politiques exige un changement de stratégie opérationnelle qui, sans doute, est en cours.

Pour revenir un peu en arrière, les diplomaties sont toujours munichoises. Elles ont traité Milosevic avec une excessive urbanité. L'ultimatum qui pesait sur le gouvernement de Belgrade demandait l'équivalent d'une reddition sans conditions, mais les manières diplomatiques furent conservées jusqu'à la duplication de la conférence de Rambouillet et, à la fin, jusqu'à la dernière visite à Belgrade de M. Holbrooke. Cette politesse a suscité l'ironie dans tous les Balkans, tant elle paraissait la preuve *d'une incompréhension totale* de l'irrédentisme milosevicien. Mais ces procédures ultimes sont de l'ordre des coutumes anglo-saxonnes ou romaines les plus archaïques : elles signifiaient que les Etats-Unis étaient décidés à frapper en prenant toutes les précautions de rigueur équivalentes à la déclaration de *« guerre juste »*, de sorte que Dieu soit avec l'Amérique.

Les délais d'entrée en opérations aériennes et, maintenant, le retard des opérations terrestres sont la source d'une incohérence importante, perçue par l'opinion : le bombardement aérien paraît accélérer *au lieu de suspendre la purification* ethnique totale du Kosovo, une opération qui paraît tellement monstrueuse et absurde qu'on semble ne pas l'avoir envisagée en haut lieu.

Mais la purification n'est pas la conséquence des frappes ; elle est la conséquence de l'acheminement

On a laissé pendant la négociation de Rambouillet Milosevic accumuler les forces nécessaires pour la phase de terreur nazie qui aboutit aujourd'hui aux convois de civils chassés

par les Serbes des moyens terrestres du massacre pendant la phase diplomatique qui, pour Belgrade, était déjà un temps de guerre. On a laissé pendant la négociation de Rambouillet Milosevic accumuler les forces militaires, *policières et paramilitaires* nécessaires pour la phase de terreur nazie qui aboutit aujourd'hui aux convois de civils chassés à pied sous menace de mort de leurs maisons et de leurs terres. C'est pendant cette période assez courte qu'on laisse le couteau se poser sur la gorge des Kosovars et que les bombardements tels qu'ils étaient planifiés depuis octobre deviennent inadaptés au but politique de guerre : sauver les Kosovars. Il faut maintenant rectifier cette incohérence.

Dans la phase de paralysie et de *« perte de temps »*, c'est le point de vue américain qui a constitué la logique *principale, parce qu'ils* sont non seulement les plus forts au sens de la quantité et de la qualité des moyens matériels mais les plus « chefs » au sens de la qualité des moyens logiciels : l'organigramme mis en place par l'OTAN. Qui maîtrise la temporalité et la spatialité de l'engagement. Or, dans la théorie américaine en vigueur, il était exclu que des opérations terrestres des troupes auxiliaires alliées, françaises ou même anglaises, précèdent ou même accompagnent d'emblée l'opération aéro-satellitaire, car le leadership militaire *américain est officiellement fondé* sur la prééminence des Etats-Unis sur leurs alliés, à travers leur supériorité absolue au niveau « électronique ».

Les Etats-Unis eux-mêmes font le bilan de leur inaptitude à remporter des succès sur la base de leur stratégie abstraite. Le chef de l'Air Force a lui-même profité des circonstances pour affirmer qu'il ne croyait pas au *« tout aérien »*.

Comment sortir de cette impasse ? La guerre ouvre sur un espace et un temps particuliers. Ce dernier n'est plus le temps de paix, mais il n'est pas non plus l'immédiateté du temps électronique *d'observation et de ciblage dit* en *« temps réel »* des théoriciens de la *cyberwar*, même si le rêve des militaires en manœuvre serait de rejoindre cette agilité ludique.

Il est odieux de constater que la guerre, telle qu'elle a été planifiée dans une première phase, laisse expulser la population albanaise dans des conditions de violence nazie. Il est hallucinant de constater que le pouvoir de Belgrade a organisé, en prenant tout son *temps, pendant la phase de négo*ciation, le projet ancien de vider le pays en brûlant tous les villages et en laissant mourir le cheptel, comme si nous étions au haut Moyen Age.

En même temps, on ne peut juger d'une guerre sur ses premiers huit jours. L'impatience de l'opinion est le résultat d'une mythologie que les Américains ont vendue au monde entier, par CNN interposée, au moment de la guerre du Golfe, et qui influence même les esprits les plus avertis. Le contre-courant, à savoir le pacifisme du style *« peace now » qui anime* les sensibilités communistes pour des raisons mal fondées, et la connivence de l'extrême droite liée aux fascistes serbes comme Arkan et Seselj, n'imposerait qu'une purification ethnique accélérée.

La guerre déclarée par Milosevic violant les accords d'octobre et ouverte par l'aviation ne sera gagnée que sur le terrain par des forces terrestres.

L'inadaptation de la stratégie de la coalition est manifeste, mais elle peut encore être compensée par le passage à *des opérations terrestres* et par l'affirmation claire du droit au retour des populations chassées et du droit à l'autodétermination et donc à l'indépendance des Kosovars et à l'intégrité de leur province autonome. La contre-offensive terrestre est parfaitement possible. Il ne s'agit pas de faire la guerre terrestre en Serbie, de l'envahir, de risquer de s'enliser dans une guerre du Vietnam, car le peuple serbe certainement se défendrait, *mais uniquement de libérer* le Kosovo, d'y imposer par la force la solution préconisée à Rambouillet : un statut de protectorat au Kosovo.

Il est absurde de considérer que la coalition la plus forte du monde n'est pas capable de refouler hors d'une province où 90 % de la population accueilleraient cette action comme une libération des troupes de paramilitaires et de police entraînées surtout à tuer des civils. Les occupants de cette terre vidée n'y seront jamais comme des poissons dans l'eau. Le but doit être *d'assurer le retour des habitants* et d'éviter dans les plus brefs délais que l'expulsion soit perçue comme *irréversible*. Ceux qui déjà proclament l'irréversibilité de l'action éclair de Milosevic sont des complices du crime contre l'humanité.

Alain Joxe *est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.*

Pour un protectorat européen *par Daniel Cohn-Bendit*

QU'IL n'y ait pas eu de débat au Parlement, pendant les négocia*tions de Rambouillet*, pour décider de ce qu'il y aurait lieu de faire en cas d'échec, dénote un mépris pour la représentation démocratique et renforce son discrédit aux yeux des citoyens. Ce débat aurait dû non seulement avoir lieu, mais être retransmis en direct à une heure de grande écoute. Si l'opinion est désorientée, ce n'est donc pas à cause d'une erreur de communication de l'exécutif, mais d'un manque de pratique démocratique.

Qui aurait osé dire au cours de ce débat : *« Quelle que soit l'attitude de la délégation serbe, nous refusons toute action militaire »* ? Sans doute nos souverainistes jacobins, de droite et de gauche, qui pensent que l'Europe, cette invention des élites mondialisées, n'a pas à intervenir dans ce qu'ils considèrent comme une affaire intérieure yougoslave. La reconnaissance d'entités culturelles et politiques infranationales est, à leurs yeux, une invention du communautarisme désagrégateur de l'Etat-nation.

Certes, nos souverainistes, parce qu'ils sont démocrates, regrettent l'oppression que le gouvernement serbe fait subir aux Kosovars. Le fait que, depuis des années, ces derniers luttent pacifiquement est digne de leur considération. Mais que, après la Bosnie, le gouvernement serbe « purifie ethniquement » le Kosovo *et jette sur* les routes des centaines de milliers de Kosovars, en les terrorisant, n'appellerait pour eux et certains pacifistes qu'une réponse : *« négocier »*.

Communistes et trotskistes défi*laient en 1936* pour dénoncer *la « non-intervention »* du gouvernement de Front populaire en Espagne et accusaient, à juste titre, Léon Blum de laisser assassiner la République espagnole par les généraux fascistes. Auraient-ils osé dire pendant le débat au Parlement qu'il ne fallait rien faire ? C'est le non-débat au Parlement qui donne un semblant de justification à ces manifestations munichoises. Les éviter nous aurait aussi épargné la *vue de « camarades » manifestant* côte à côte avec des représentants serbes aux mains souillées du sang de la *« purification ethnique »*.

Si une intervention militaire était nécessaire, à mes yeux, la stratégie du bombardement est-elle la bonne ? Je l'ai dit au meeting que nous, les Verts, avons organisé à Tours le 26 mars : je ne crois pas à l'efficacité du *« bombing »*. Oui, il faut – *et il fallait dès le début* – envisager une force d'interposition. Cette force entrait dans un pays où l'immense majorité de la population l'attendait, comme on attend des libérateurs. Ce sont les troupes du gouvernement serbe qui sont vécues comme des occupants barbares. La population, qui connaît le terrain, aurait aidé les troupes européennes.

Non, il ne faut pas 250 000 hommes ; des généraux parlent de

Il faut que l'Europe se donne des institutions capables de définir une stratégie européenne mise en œuvre par une force européenne

50 000 hommes soutenus par une aviation qui aurait la maîtrise des airs.

Je regrette que l'Europe se soit soumise à la stratégie américaine d'intimidation par les bombes. En cela, elle a eu tort. Une fois de plus, c'est la faiblesse européenne qui nous accule à cette situation. Il faut que l'Europe se donne des institutions capables de définir une stratégie européenne mise en œuvre par une force européenne.

Dans ce contexte, une politique de prévention des conflits, intervenant en amont, doit s'appuyer sur *un corps civil de paix qu'il est* urgent de constituer. S'il avait existé, il aurait pu soutenir la stratégie de résistance pacifique de Rugova et donner ainsi une substance réelle à l'idée d'autonomie. Comme disait Gorbatchev : *« Qui arrive trop tard est châtié par l'histoire. »* Je hais la guerre comme le pacifiste le plus intransigeant la hait, mais j'ai horreur de rester impuissant devant des massacres. Or les massacres au Kosovo n'ont pas attendu l'intervention de l'OTAN. Au contraire, c'est parce que les troupes serbes massacraient, parce qu'en pleine négociation Milosevic entrait avec ses troupes au Kosovo, que l'action de l'OTAN a été déclenchée. Nous avons le devoir d'ingérence humanitaire. Nous devons démontrer que, pour nous, les droits de l'être humain sont indivisibles et valent aussi bien pour les musulmans que pour les juifs ou les chrétiens. Comme pour la Bosnie, nous défendons l'idée d'une société multiculturelle fondée sur le respect réciproque. Telle *est notre conception de l'Europe*. Ceux qui réclament l'arrêt des bombardements, qui dépend de nous, et le droit à l'autodétermination du Kosovo, qui dépend de Milosevic, doivent aussi dire comment ils comptent le lui imposer. Je ne vois pas d'autre alternative que l'intervention d'une force d'interposition ou l'abandon des Kosovars entre les mains criminelles de Milosevic. L'Europe doit prendre l'initiative d'une convocation du Conseil de sécurité de l'ONU afin qu'il déclare le Kosovo « zone humanitaire de refuge ». Il est impor*tant de réintégrer la légalité du* droit international. Si l'intervention se justifie par l'urgence humanitaire, elle nous pose à tous un problème de droit international.

Nous ne devons pas nous laisser aller à une stratégie du tout ou rien, poussant le Kosovo à une indépendance explosive. Il faut maintenir l'idée d'une autonomie substantielle, négociable avec un gouvernement serbe prêt à une solution humaine et démocratique. C'est pour *cela que je* propose de mettre le Kosovo sous protectorat européen. A chacun de prendre ses responsabilités.

Daniel Cohn-Bendit *est député européen, tête de liste des Verts aux élections européennes.*

Une prévisible apocalypse

Suite de la première page

Cela signifie que l'on a, à Washington, passé par profits et pertes la mort de nombreux Albanais, de Serbes et d'autres habitants de l'Europe *du Sud-Est, ainsi que la des*truction de leur économie pour atteindre quelque chose qui était plus important.

Où en est-on arrivé ? D'abord à la disparition définitive d'une quelconque possibilité de solution politique concernant le statut du Kosovo. Soit les Albanais du Kosovo seront éliminés par leur affrontement avec les Serbes, soit les Occidentaux devront payer le prix du sang pour expulser tous les Serbes *du Kosovo*.

Deuxièmement, toute perspective d'une évolution démocratique en Serbie, au *Monténégro* et en République serbe de Bosnie a été détruite pour une longue période. Selon le Centre des droits de l'homme de Belgrade, dirigé par le professeur Vojin Dimitrijevic, la première bombe de l'OTAN sur Belgrade a *annulé dix ans de combats pour la* démocratie et l'état de droit. Le bombardement de la Yougoslavie est l'expression d'un manque de confiance dans les perspectives du combat pour la démocratie, les droits de l'homme et la paix dans l'Europe du Sud-Est.

Troisièmement, les missiles envoyés sur la Serbie ont atteint égale-

Où en est-on arrivé ? A la disparition définitive d'une quelconque possibilité de solution politique concernant le statut du Kosovo

ment ceux qui luttent pour la démocratie en Russie et dans d'autres Etats de l'ancienne Union soviétique. Une intellectuelle russe, Sonia Margolina, *a fait* remarquer que, à côté du succès économique de l'Occident, la supériorité morale de l'Europe *était la principale légitimation* de l'orientation de la Russie vers l'Occident. *« Maintenant, cette illusion s'est définitivement envolée »*, écrit-elle ; et elle conclut en affirmant : *« Les bonnes intentions conduisent à une politique suicidaire »*.

On a exclu l'ONU, le droit international et les principes de droit contenus dans la plupart des Constitutions des pays d'Europe, pour se soumettre à la stratégie des Etats-Unis dans l'Europe du Sud-Est. Le droit du plus fort est un crime contre la force du droit, et les Etats-Unis se sont approprié le monopole de la violence de manière illégitime. Personne n'a concédé à Washington licence de tuer. Samuel Huntington, le gourou des géopoliticiens américains, écrit à ce sujet dans la dernière livraison de la revue *Foreign Affairs* : *« Alors que les Etats-Unis dénoncent plusieurs pays comme des Etats voyous, ils sont en train de devenir pour de nombreux pays une superpuissance voyoute. »* Il prédit que, bientôt, des coalitions vont se former pour tenter de repousser l'étouffante hégémonie *américaine*.

La guerre contre la Yougoslavie risque de provoquer des changements au sein de l'Alliance occidentale, à son détriment. Il y aura aussi des changements dans les Balkans. Si, dans quelques jours, on parvient à un cessez-le feu et à l'installation de forces de l'OTAN au Kosovo, les scénarios les plus apocalyptiques *sont vraisemblables. Les* premières victimes en seront les habitants du Kosovo et de Serbie, quelle que soit leur appartenance ethnique. Il n'y aura plus de Kosovo. Il sera soit partagé entre l'Albanie et la Serbie, soit occupé par l'OTAN et transformé en protectorat. Les Etats-Unis, superpuissance de plus en plus solitaire, seront de tous côtés objet de méfiance, de rejet et de crainte. Eh oui ! Avec eux restera encore longtemps Slobodan Milosevic, l'homme qui aura réussi à faire perdre à l'Occident une chose essentielle : la conscience de sa supériorité morale.

Dusan Reljic
(Traduit de l'allemand par Luc Rosenzweig.)

QG OTAN recherche Clausewitz *par Olivier Todd*

AVEC l'aide (involontaire ?) d'une armada aérienne de l'OTAN, un micro-Etat post-communiste et néostalinien, la Serbie, applique sa politique des nationalités : Slobodan Milosevic et ses prétoriens déportent en masse, semble-t-il, et liquident, en les sélectionnant, les Kosovars, encombrante minorité. Un expert, le regretté Joseph Staline, aurait apprécié cette situation assez originale mais pas tout à fait inédite ou imprévisible.

Responsables et irresponsables, de Washington à Moscou et de Bruxelles à Paris, soufflent dans des clichés porteurs de fantasmes historiques et de peurs paralysantes. A défaut de frappes « chirurgicales » convaincantes, ministères et états-majors pratiquent l'autoanesthésie par les formules.

Le président américain invoque Churchill et Hitler : hélas !, une des erreurs du génial premier ministre britannique fut de croire que des *bombardements casseraient la* machine militaire nazie et le moral du « peuple » allemand. Si l'on veut trouver des ascendants politiques, des protecteurs idéologiques à Milosevic, il faudrait fouiller les poubelles de Lénine. Mille regrets : le président serbe, aussi brutal et borné soit-il, n'est pas un « fasciste ». Après la chute du mur, c'est un communiste du troisième type. Savourez les émissions de la télévision serbe, vous retrouverez un charabia familier : les communistes vietnamiens dénonçaient les *« pirates agresseurs américains »*. A peine camouflés, leurs homologues serbes menacent les *« criminels »* ou les *« gangsters »* américains et européens. La propagande de Belgrade, aujourd'hui, a des liens fraternels avec celle de *Hanoï hier. Le* vocabulaire et la rhétorique bégaient.

Pas l'histoire. Le président du Sénat, deuxième personnage de la République française, explique au premier, M. Chirac, qu'il craint un nouveau Vietnam dans les Balkans. Le parallèle ne tient pas. La Serbie demeure isolée. Le Vietnam du Nord, au-delà d'appuis politiques et diplomatiques, disposait de la prodigieuse aide militaire de l'URSS, de la Chine et des malheureuses républiques *dites « populaires » et « dé*mocratiques ». Moscou et Pékin n'ont même pas lancé un pont aérien humanitaire vers Belgrade. Assez de difficultés surgissent au coin de chaque semaine pour ne pas utiliser dans les guérillas verbales en cours des images fausses.

La guerre du Vietnam et la demi-guerre du Kosovo ne furent, ni l'une ni l'autre, « déclarées ». Au-delà de cette précision juridique, elles ont un seul point commun ; elles posent, aux historiens, *aux stratèges et* aux hommes d'Etat, une double question rétroactive et rétrospective : les Etats-Unis devaient-ils s'impliquer au Vietnam en 1963 et les Occidentaux trente ans après dans l'ex-Yougoslavie ? On peut en débattre avec profit pendant que Pristina brûle.

Surtout, une question moins académique, d'une actualité sanglante, *s'impose* à répétition avant le joli mois d'avril promis par le secrétaire général de l'OTAN : un engagement militaire peut-il être efficace en se limitant – ce que firent les Américains au Vietnam, on l'oublie. Ce que fait, en Serbie, l'Alliance *« déterminée »* mais pas vraiment résolue. Pendant leurs *briefings*, agrémentés de cartes et de films, les porte-parole de l'OTAN dansent autour de la double question. Pour le moment.

Le quartier général de Bruxelles cherche son Clauzewitz.

Olivier Todd *est journaliste et écrivain.*

Kosovo

par Alain

QG OTAN recherche Clausewitz

par Olivier

Le réalisme et la morale *par Pascal Boniface*

L'INTERVENTION militaire de l'OTAN en Yougoslavie met en lumière les difficultés politiques de ce type d'opérations pour les démocraties.

Les armées des différents Etats occidentaux sont de plus en plus formatées pour intervenir à l'extérieur, pour se « projeter ». Cependant, politiquement, ce type d'intervention est de plus en plus délicat à mettre en œuvre. Il n'est plus possible aujourd'hui de mener une opération militaire durable sans le soutien des opinions publiques. Or, ces dernières, si elles sont révulsées par les massacres auxquels se livre Slobodan Milosevic, sont néanmoins réticentes à voir leurs pays engagés dans un conflit, si la vie de leurs soldats doit être massivement mise en danger.

Les frappes aériennes, à ce rythme, prendront très longtemps pour faire tomber Milosevic ou pour le contraindre d'arrêter la répression qu'il mène au Kosovo. Il faudrait, pour obtenir une solution militaire, intervenir massivement avec des troupes au sol.

Pour le moment, l'emploi massif de la force ne se conçoit que pour protéger la sécurité directe du pays concerné. Personne ne risquera la vie de dizaines de milliers de soldats pour promouvoir des valeurs universelles.

Les frappes aériennes peuvent apparaître comme le bon compromis entre la nécessité d'intervenir et celle de ne pas prendre de risque. Elles ont pour seul défaut de ne pas permettre l'apparition à court terme d'une solution politique.

Dans un premier temps, Milosevic a plutôt bénéficié des frappes en consolidant son pouvoir et en réunissant la population yougoslave autour de la défense du pays. Dans les jours qui viennent, il est en position de force et peut tenir encore quelque temps sous les bombardements.

Cela lui laisse suffisamment de temps pour poursuivre le « nettoyage ethnique » du Kosovo et procéder à une partition de fait.

Dans un monde idéal, Milosevic devrait être traîné devant les tribunaux, jugé et très probablement condamné pour crimes contre l'humanité. Dans un monde idéal, puisqu'il refuse en procédant à des massacres l'indépendance du Kosovo, nous devrions la reconnaître aux Kosovars. Dans un monde idéal, les nations démocratiques se lanceraient sans hésiter et avec toute la force nécessaire pour faire respecter partout dans le monde, ou du moins en Europe, les valeurs universelles dont elles se réclament.

Le seul problème est que nous ne vivons pas dans un monde idéal et qu'il faut bien faire face à des réalités moins glorieuses. Promettre aux Kosovars l'indépendance équivaut à les pousser au suicide puisque, de toute façon, nous n'aurons pas la volonté de leur donner les moyens de la garantir.

Nous avons aujourd'hui le choix entre deux attitudes. L'une d'elles, l'attitude morale, consiste à mettre en avant des solutions idéales sur le papier. Lesquelles conduisent, en fait, à l'aggravation de la situation du fait de leur caractère inapplicable.

> Promettre aux Kosovars l'indépendance équivaut à les pousser au suicide

On peut camper sur des positions de principe jusqu'à la mort du dernier Kosovar. On peut aussi être suffisamment réaliste pour comprendre qu'à court terme il n'y aura pas d'intervention terrestre massive, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, et que, à moyen terme, elle demeure très incertaine.

L'attitude réaliste consiste à trouver des compromis qui puissent être effectivement mis en œuvre. Ce sont les seuls qui peuvent arrêter les massacres rapidement. La crédibilité de l'OTAN passe par la poursuite des opérations aériennes tant que Milosevic ne cède pas. Et ce dernier n'a pas de motif de le faire dans les circonstances présentes sans obtenir au moins une concession.

La nature de nos sociétés nous empêche de mettre en œuvre un déploiement de troupes au sol. Nous avons donc pour seul choix de continuer les frappes aériennes au risque de ne triompher que lorsque le Kosovo sera « nettoyé ethniquement », ou d'offrir de nouveau une chance à la négociation sur la base de l'arrêt immédiat des frappes contre l'arrêt des combats au Kosovo.

A terme, on peut envisager une grande conférence internationale sur les Balkans qui porterait, entre autres, sur l'autodétermination des populations. Mais elle devrait concerner l'ensemble des populations. Peut-on prôner pour les Kosovars ce qu'on refuse aux Serbes de Bosnie ?

Il ne faut pas refuser aujourd'hui des solutions bancales mais applicables qui risquent peut-être, par ailleurs, d'être mises en œuvre plusieurs milliers de morts plus tard, comme on l'a vu en Bosnie, où les accords de Dayton, en 1995, ont repris l'architecture des plans de paix proposés dès 1992. Une solution rapide, même imparfaite, est préférable à une solution idéale qui ne sera jamais appliquée.

***Pascal Boniface** est directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS).*

AU COURRIER DU « MONDE »

La boule de pétanque

Il y a deux leçons à tirer de l'expérience (fausse) de la balle de tennis et de la boule de pétanque, telle que proposée sur nos écrans de par le ministre de l'éducation nationale, pédagogue des pédagogues.

La première : M. Allègre n'a pas assimilé les lois élémentaires de la résistance de l'air, et n'a donc pas dépassé le niveau de physique de la classe de première. Les jurys du concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure et de l'agrégation n'ont donc peut-être pas fait une si grosse erreur d'appréciation en refusant ce grand scientifique parmi leurs lauréats ; de plus, cela donne une explication psychologique à l'acharnement dudit ministre à dévaloriser cette grande école et à bouter les agrégés hors de l'enseignement secondaire...

La deuxième leçon prête plus à conséquence. *« Toute chose peut-elle être objet de délibération ? »*, demandait Aristote dans l'*Ethique à Nicomaque*. Non, répondait-il, en substance, les propositions mathématiques et les lois physiques doivent échapper à la discussion parce qu'elles ont fait l'objet d'une démonstration. Or, on vient d'assister à toutes sortes de débats pour savoir si les lois de la chute des corps étaient plutôt vraies ou plutôt fausses. (...) Nous voici donc entrés dans l'ère du relativisme démocratique intégral : tout peut être contesté, discuté, infirmé, y compris le principe d'une nature régie par des lois indépendantes de notre volonté. (...)

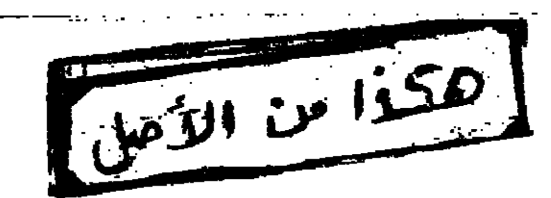
Hubert Aupetit
Thomery (Seine-et-Marne)

Sous-administrés

Les Français étaient administrés jusqu'ici par la commune, le canton, le département. Le département n'étant plus à l'échelle de notre monde, la République a regroupé plusieurs départements en une région, avec bureaux, personnels, et conseillers régionaux dont certains, pour améliorer la qualité de leurs travaux, n'hésitent pas à faire de temps en temps des voyages d'études, de préférence dans quelque paradis tropical. Mais le département subsiste. La commune, ou plutôt certaines communes, étant trop petites, il a été décidé de les regrouper par le biais de l'intercommunalité, avec fonctionnaires intercommunaux, bureaux et, déjà, ici ou là, quelques modestes abus. Mais, en-deçà de l'intercommunalité, la commune subsiste. Le canton ne correspondant plus, paraît-il, à notre réalité territoriale, il a été décidé de regrouper les cantons en pays, avec probablement un président de pays, et des bureaux où chacun casera ses *« pays »*. Et, naturellement, le canton subsiste.

Me sentant sous-administré avec un conseil municipal, un conseil intercommunal, un prochain conseil *« paysan »*, un conseil général, un conseil régional, j'attends avec impatience l'avènement d'une contrée, d'une province ou d'un territoire. Je serais heureux de contribuer ainsi à l'emploi, quitte à ajouter une demi-douzaine de lignes à ma feuille d'impôts locaux.

Jacques Jaubert
Le Vésinet (Yvelines)



Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Un crime contre les civils

COMBIEN ? La bataille des chiffres viendra plus tard. Pour l'heure, une réalité s'impose, celle d'une campagne massive d'épuration ethnique. La population d'origine albanaise du Kosovo est chaque jour, par dizaines de milliers de personnes, chassée de chez elle. De misérables cohortes de réfugiés franchissent, de jour et de nuit, les frontières de la Macédoine, du Monténégro ou de l'Albanie. On parle de *« catastrophe humanitaire »*. L'expression est certes vraie, mais elle est imparfaite. Car elle pourrait laisser croire que les Kosovars fuient d'abord la guerre et les bombardements de l'OTAN. Or, tous les témoignages recueillis aux frontières du Kosovo convergent : le gros de l'exode se fait sous la pression – et le mot est faible – des troupes serbes.

Il est clair que les dirigeants de la Serbie ont organisé et planifié à l'avance ces transferts forcés de population. Les troupes qui y procèdent ont été acheminées quelques semaines avant les négociations de Rambouillet : *40 000 hommes, notamment déployés dans le nord et le nord-est du Kosovo.* Rapporté dans nos éditions du 2 avril par notre envoyé spécial au Monténégro, Rémy Ourdan, le méticuleux scénario suivi par les forces serbes marque une nouvelle forme de violences contre les populations civiles. La police, l'armée et les unités paramilitaires obligent les habitants à embarquer dans des autobus, des camions ou des trains réquisitionnés. Personne n'a d'autre choix que l'exode ou la mort. Une fois les populations parties vers l'une des frontières, les habitations sont saccagées, brûlées, détruites.

Ayant couvert pour *Le Monde* les cinq années de la guerre en Bosnie, Rémy Ourdan peut comparer avec les horreurs dont il fut déjà le témoin : *« L'épuration ethnique au Kosovo,* écrivait-il jeudi, *si elle semble moins sauvage que les opérations de Bosnie orientale, est d'une efficacité redoutable et paraît avoir été soigneusement planifiée. »* Cette fois, on ne tue pas en masse. Mais on raye de la carte une population, ses villages, ses habitudes, sa culture et même son passé. Car on ne chasse pas seulement les gens de chez eux ; on ne se contente pas de brûler leurs fermes ou leurs champs, leurs immeubles ou leurs commerces ; on détruit aussi les registres d'état-civil ; on brûle les actes de naissance, les certificats de mariage, les titres de propriété. Par cet autodafé, les purificateurs veulent effacer jusqu'à la mémoire de l'autre. « Nettoyer » le Kosovo, le vider de sa population albanaise, c'est gommer jusqu'au souvenir administratif du peuple kosovar.

Cette « catastrophe humanitaire » est une action de guerre, un crime contre les civils. Elle constitue le plus rapide transfert forcé de population qu'ait connu l'ex-Yougoslavie depuis son éclatement. Les critiques formulées à l'égard des frappes de l'OTAN ne sauraient faire oublier cette réalité-là : la mise en œuvre de la dernière phase d'une épuration ethnique, commencée durant l'été 1998 et ayant alors déjà conduit sur les routes de l'exode – sans bombardements de l'OTAN ! – 200 000 Kosovars.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz *(Editoriaux et analyses)* ;
Laurent Greilsamer *(Suppléments et cahiers spéciaux)* ; Michel Kajman *(Débats)* ;
Eric Le Boucher *(International)* ; Patrick Jarreau *(France)* ; Franck Nouchi *(Société)* ; Claire Blandin *(Entreprises)* ;
Jacques Buob *(Aujourd'hui)* ; Josyane Savigneau *(Culture)* ; Christian Massol *(Secrétariat de rédaction)*
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels du *Monde*,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Coups de force en Amérique latine

LE 28 FÉVRIER au matin, la population du Paraguay apprenait que le gouvernement provisoire du général Raimundo Rolon avait été renversé et qu'*« une révolution civile et militaire triomphante »* venait de porter au pouvoir M. Felipe Molas Lopez. Ce coup d'Etat remarquablement pacifique s'était effectué pendant que les ministres étaient en train de veiller la dépouille mortelle de l'archevêque d'Assomption. C'est la quatrième « révolution » qui éclate dans cette République en l'espace d'un an. Le gouvernement du président Gonzalès, élu le 15 août 1948, que Rolon a renversé à la fin de janvier, n'a guère vécu plus de cinq mois. Rolon lui-même n'est resté au pouvoir que vingt-six jours.

A Washington, on se montre d'autant plus préoccupé que le cas du Paraguay n'est malheureusement pas isolé. Depuis le mois d'octobre, les « coups de force » se sont succédé presque sans interruption dans l'Amérique latine. Certains ont pu être étouffés dans l'œuf : par exemple en Bolivie, à Panama, au Chili, au Guatemala, en Equateur. D'autres ont abouti sans effusion de sang – comme ce fut le cas au Paraguay – ou bien en ne causant qu'un petit nombre de victimes : il en a été ainsi au Pérou, au Venezuela, au Salvador.

Washington ne saurait voir d'un œil indifférent l'agitation politique se poursuivre et s'étendre dans les pays du Sud, principalement à proximité du canal de Panama et dans les territoires pétrolifères. Il y va non seulement des intérêts particuliers des Etats-Unis, mais aussi de la stabilité et de la sécurité du continent tout entier.

Angel Marvaud
(3-4 avril 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du *Monde* : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http ://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

OTAN : le rendez-vous du 23 avril

L'ACTION en cours en République fédérale de Yougoslavie requiert *« du temps »*, a dit Jacques Chirac ; le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, parle d'une affaire de *« jours »*, pas de semaines ; l'état-major de l'OTAN réclame de la patience. A vrai dire, personne n'ose avancer une date pour la fin de l'opération « Force alliée », tant sont nombreux les paramètres qui peuvent en décider – politiques, militaires, humanitaires. Il y a pourtant sinon une date, du moins un rendez-vous, précis, inévitable, qui pèse sur les Occidentaux : celui du 23 avril.

Ce jour-là, à Washington, doit se tenir, en fanfare, le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des dix-neuf membres de l'OTAN, qui doit célébrer le cinquantième anniversaire de l'organisation. L'âge mûr. Les Etats-Unis veulent en faire une fête, celle de l'Alliance qui, depuis 1949, incarne le lien transatlantique, qui a soudé l'Amérique et l'Europe de l'Ouest contre l'URSS. Les Etats-Unis veulent en profiter pour dire que l'OTAN a un avenir après la menace soviétique. Ils souhaitent insuffler une nouvelle vie à une organisation politico-militaire issue de la guerre froide. On imagine mal le sommet de Washington autocélébrer l'OTAN sans que celle-ci ait, d'une manière ou d'une autre, manifesté sa pertinence dans l'affaire yougoslave. *« Washington aurait bien aimé avoir à son char romain la dépouille de Milosevic »*, dit un diplomate occidental à Bruxelles ; un échec de « Force alliée », en revanche, serait du plus mauvais effet.

C'est dire que l'OTAN joue une partie de sa crédibilité et de son avenir au Kosovo, l'honnêteté imposant d'ajouter, dans le même souffle, que l'on aurait eu de forts *désobligeants commentaires à son* égard si elle n'était pas intervenue au Kosovo...

Au départ, c'est d'ailleurs pour cette raison – la crédibilité et l'avenir de l'OTAN – que les Etats-Unis se sont autant impliqués dans la crise. Car si la lutte contre l'expansion soviétique n'a plus d'objet, il faut donner une autre mission à l'OTAN. Sauf pour l'organisation incarnant la présence militaire et politique des Etats-Unis en Europe à se retrouver en mal de raison d'être. Ce souci-là n'est pas seulement celui des Etats-Unis. Il est largement partagé par leurs partenaires européens au sein de l'organisation, et notamment par les trois derniers venus – la Pologne, la Hongrie, la République tchèque. Il n'y a véritablement *qu'en France où, sans revenir sur* l'appartenance du pays à l'Alliance, se manifeste, avec plus ou moins d'acuité selon les périodes, une ambivalence certaine sur l'importance à accorder au lien transatlantique.

LE TERRAIN « IDÉAL »

Pour justifier la deuxième vie qu'ils entendent prêter à l'Alliance, les Etats-Unis – et, encore une fois, nombre de leurs alliés européens – souhaitent la doter d'autres missions que celle que lui attribue formellement sa Charte : l'organisation de la défense collective de ses membres contre toute menace extérieure. On ne peut exclure le retour de pareille menace ; mais, à l'évidence, cela ne suffit plus.

D'où l'idée – le nouveau *« concept stratégique »*, qui doit être adopté à Washington – de confier une seconde tâche à l'OTAN. Elle deviendrait la principale organisation de maintien de la paix en Europe : la gestion des conflits d'après-guerre froide sur le Vieux Continent *lui* reviendrait très largement, sinon prioritairement (il y a d'autres organisations régionales) – et cela que la sécurité de ses membres soit ou non directement menacée par lesdits conflits.

Du moins est-ce ce que l'on entend ces jours-ci à Washington. Et qui justifie toute l'importance que l'on attache à la crise du Kosovo – cette petite province méridionale de la Serbie dont la plupart des Américains ignorent l'emplacement sur une carte, quand ils ne confondent pas le mot avec une chaîne de stations-service. Car le Kosovo devait – devrait – fournir le terrain « idéal » pour tester la pertinence de l'OTAN dans la gestion des crises d'après-guerre froide. La négociation y a été menée sous la menace du recours à la force par l'OTAN ; l'échec des pourparlers a entraîné les bombardements de l'OTAN ; il y en allait de la crédibilité de l'OTAN.

D'une façon ou d'une autre, le 23 avril sera l'examen de passage : le moment de juger sur pièces la manière dont l'OTAN a su ou n'a pas su montrer sa pertinence dans cette crise du Kosovo. La perspective du sommet n'est peut-être pas un élément déterminant dans la conduite des opérations sur le terrain, comme on le dit au département d'Etat. Elle est néanmoins dans l'esprit de tous ceux qui spéculent sur la meilleure sortie de crise possible d'ici au 23 avril.

Il n'y a pas pléthore de scénarios. *Les frappes peuvent amener* Slobodan Milosevic à accepter la solution qu'il a refusée à Rambouillet et à Paris. Si elles n'y parviennent pas, l'arrêt de la campagne de bombardements sera décidé par les militaires, quand ils estimeront avoir suffisamment « cassé » l'appareil militaire et policier de M. Milosevic. Enfin, dernière option, les Occidentaux peuvent passer à l'offensive terrestre, jugée seule en mesure de remplir leurs objectifs : le contrôle du Kosovo pour faire cesser l'« épuration ethnique » et assurer le retour des réfugiés.

Si Belgrade ne cède pas à l'offensive aérienne, explique Henry Kissinger à *Newsweek*, *« il n'y a pas d'autre solution que de poursuivre et d'intensifier la guerre, si nécessaire en introduisant des forces terrestres de l'OTAN ». « C'est une solution que je rejetais jusqu'à présent avec énergie, mais qui devra être envisagée pour préserver la crédibilité de l'OTAN »*, ajoute-t-il. L'enjeu est le même pour Zbigniew Brzezinski qui, dans le *Washington Post*, dit que l'unité de l'OTAN volera en éclats si l'organisation n'arrive pas à arrêter l'épuration ethnique et le *« mini-génocide »* en cours au Kosovo.

Alain Frachon

Les gens *par Kerleroux*

Kosovo : le retour de Laurent Fabius

MOINS de trois semaines après son acquittement, le 9 mars, par la Cour de justice de la République, dans le procès du sang contaminé, Laurent Fabius est de retour au Parti socialiste. Le 27 mars, devant la convention « nation-Europe » du PS, le président de l'Assemblée nationale a, pour la première fois depuis sa « réhabilitation », pris la parole devant ses amis. Comme il en a pris l'habitude depuis 1995, quand Lionel Jospin avait emporté la première manche de la bataille des héritiers de François Mitterrand, l'ancien premier ministre a distillé, avec une conviction européenne que nul ne lui conteste, conseils et leçons, mises en garde à peine voilées – sur la cohabitation ou la capacité de mobilisation pour les élections européennes – et propositions. Un registre classique.

Mais dans un parti pacifié depuis quatre ans, où les courants ont cessé, du moins en surface, de se livrer *à leurs petits jeux belliqueux*, M. Fabius ne s'est pas contenté de sa musique habituelle. Il a ajouté quelques notes qui ont aussitôt été traduites par les amis de M. Jospin comme l'annonce d'une offensive en bonne et due forme. Au-delà de son *« inquiétude pour le futur »*, à propos du Kosovo (*Le Monde* du 30 mars), le député de Seine-Maritime a fait quelques omissions lourdement significatives. A la différence de ses interventions précédentes, il s'est abstenu de toute référence à l'action du premier *ministre, dont le nom n'a même pas* été cité, ou au choix de François Hollande comme tête de liste du PS aux européennes. Pis, il a marqué ses distances vis-à-vis du programme socialiste en souhaitant *« un message non pas à moitié européen »*, mais qui fasse des socialistes *« les champions de l'Europe de l'avenir »*. Façon de dire qu'il reste du chemin à parcourir.

Les amis de M. Fabius ne se sont pas contentés de sonner l'heure du retour de leur champion en renouant avec l'habitude, oubliée ces temps derniers, de distribuer le lendemain son intervention à tous les délégués. Ils ont fait connaître leur insatisfaction au sujet de la liste que venait de présenter M. Hollande pour les européennes. Tant pis si le directeur de campagne, Alain Claeys, chargé de la trésorerie et de l'organisation au secrétariat national, est un proche de M. Fabius ! Tant pis si la numéro deux de la liste, Pervenche Berès, a toutes les chances, en l'absence d'Henri Nallet, de conserver la présidence de la délégation des eurodéputés socialistes à Strasbourg ! Tant pis si, sur les vingt premiers socialistes éligibles, il y quatre fabiusiens : Mme Berès, Danielle Darras, autre sortante (6e), Gilles Savary, chef de file des socialistes bordelais (14e), François Zimeray, maire de Petit-Quevilly (21e). Les proches de M. Fabius, représentés à la commission électorale par Henri Weber, plutôt conciliant, en auraient voulu un cinquième, en la personne de Géraud Guibert, chargé de l'environnement au secrétariat national, en trente-troisième place.

Cette attitude de M. Fabius a été d'autant plus mal perçue par les amis de M. Jospin – dont certains critiquent sous cape la non-résistance de M. Hollande, qui a pourtant écarté de la liste François Bernardini, premier fédéral des Bouches-du-Rhône, en raison de *ses ennuis avec la justice* – que deux autres signes ont accrédité l'idée d'un retour offensif. M. Fabius s'est abstenu, le 27 mars, de tout remerciement à son parti, qui ne lui avait pourtant pas ménagé sa solidarité lors du procès du sang contaminé. Il a *surtout réitéré* ses distances à propos du Kosovo, le 30 mars, sur le perron de l'Elysée, à l'issue d'un entretien avec Jacques Chirac.

Cette remise en mouvement du président de l'Assemblée, accompagnée d'une réactivation de ses réseaux locaux, d'une réanimation de son courant – qui n'avait jamais cessé d'exister, mais était *de facto* en veilleuse – et d'initiatives très médiatisées de députés fabiusiens, qu'il s'agisse de l'amendement de Frédérique Bredin sur la présomption d'innocence ou du plan de paix de Paul Quilès sur le Kosovo, fait craindre aux amis de M. Jospin l'émergence d'une nouvelle opposition interne, campant sur le créneau de la modernité social-démocrate et pariant à terme sur l'échec de la gauche « plurielle ». Les proches de M. Fabius nient farouchement une telle analyse. *« Pour le feuilleton médiatique*, dit l'un d'eux, réfugié dans l'anonymat, *c'est tentant de rouvrir un front, mais il ne va pas rejouer l'opposition. » « Si Fabius soutient Jospin et Hollande*, plaide-t-il, *il n'existe pas. S'il fait entendre sa petite musique, il déterre la hache de guerre ! »*

De fait, depuis son discours du 27 mars, M. Fabius a corrigé le tir. Le 1er avril, reçu par M. Jospin, il a proclamé qu'il faut *« être totalement solidaire de ce qui se fait »* en Yougoslavie, *« parce que, quand on a une situation aussi lourde, aussi difficile, il faut faire bloc »*. Rappelant qu'il avait été un des premiers, en 1992, à préconiser des frappes aériennes contre le dirigeant serbe, il a soutenu l'idée d'une force d'interposition, sous l'égide de l'ONU, suggérée par M. Quilès, mais à condition que l'objectif soit bien de *« faire cesser les exactions de Milosevic »*.

Retour dans le rang ? M. Fabius n'a visiblement pas fait le choix d'une opposition déclarée à M. Jospin. Enfin libéré du procès du sang contaminé, il a vu dans le jugement du 9 mars le signal de sa réhabilitation politique, même si la démonstration reste à faire aux yeux de l'opinion. Il se réinstalle donc pleinement dans le paysage socialiste, en recours possible d'un après-Jospin dont nul ne peut deviner le moment et dont chacun sait que la compétition y sera rude entre les prétendants potentiels, de Martine Aubry à Dominique Strauss-Kahn, en passant par M. Hollande. Si M. Fabius a retrouvé sa liberté de parole, encore doit-il en user sans qu'elle soit déjà entendue comme dissonante.

Michel Noblecourt

RECTIFICATIFS

NISSAN

C'est par erreur que nous avons écrit, dans l'article titré « Le Japon attend avec scepticisme l'alliance entre Renault et Nissan » (*Le Monde* du 24 mars), que la part des capitaux étrangers dans l'industrie automobile japonaise s'élèverait à 37 % après la prise de participation de Renault dans le capital de Nissan. Ce pourcentage représente en réalité la part du marché automobile japonais qui sera détenue par les quatre entreprises (Mazda, Isuzu, Suzuki et Nissan) à participation étrangère.

SLOVAQUIE

La carte qui illustrait la page « Horizons - Histoire » sur l'OTAN (*Le Monde* daté 28-29 mars) comportait une erreur de légende : la Slovaquie fait partie des pays candidats à l'entrée dans l'OTAN.

CÂBLO-OPÉRATEUR

Une erreur s'est glissée dans notre analyse titrée « Le nouvel accès de nervosité de l'audiovisuel » (*Le Monde* du 18 mars). Liberty Media est une filiale de TCI, le premier câblo-opérateur américain et non pas de Time Warner. Liberty Media détient en revanche une participation minoritaire dans Time Warner.

(Publicité)

10 JOURS POSITIFS

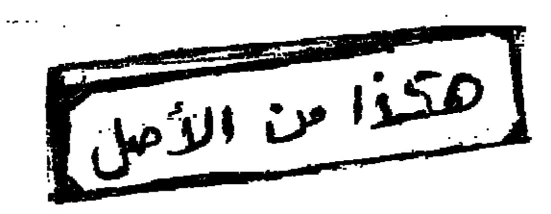
A SAISIR CHEZ CARREFOUR,

Samedi 3 avril
80 000 foies gras de Canard,
et pas un de plus.



Origine Sud-Ouest.
199 F le kg.

Avec Carrefour
je positive!



PRIVATISATION Le cahier des charges définissant les conditions de la privatisation du Crédit lyonnais est disponible, comme l'indique un arrêté paru au *Journal officiel* du 2 avril, après avis de la Commission des participations et des transferts (CPT), ex-commission de privatisation. ● LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE a décidé de la mise en vente de gré à gré d'un pourcentage du capital égal au plus à 33 % du capital du Crédit lyonnais, en vue de la constitution d'un groupe d'actionnaires partenaires (GAP), engagé pour quatre ans aux côtés du Lyonnais. ● LES CANDIDATS INTÉRESSÉS devront présenter une offre, déposée au plus tard le 28 avril 1999 au ministère de l'économie, ainsi qu'à la CPT. ● LE CRÉDIT AGRICOLE, les assureurs AGF-Allianz et AXA, ainsi que plusieurs banques étrangères, ont manifesté leur intérêt. L'Etat conservera 10 %.

L'introduction en Bourse du Crédit lyonnais est programmée pour juin

La méthode de privatisation, autour d'un groupe d'actionnaires partenaires, vise à assurer une stabilité au capital de la banque publique pendant quatre ans, le temps que la banque poursuive son redressement. Ses salariés pourront détenir jusqu'à 10 % des actions

LE CAHIER des charges, qui définit les modalités de privatisation du Crédit lyonnais et les critères de sélection des entreprises qui entreront au noyau dur de la banque, est disponible. Il a été étudié par la *Commission des participations et* des transferts (ex-commission de privatisation) et un avis a été publié au *Journal officiel* du vendredi 2 avril.

Ce document, indique un communiqué du ministère de l'économie, « a *recueilli l'accord de la Commission européenne et a fait l'objet d'une concertation approfondie avec les organisations syndicales du Crédit lyonnais* ». La majorité du capital sera introduite en Bourse, mais un groupe d'actionnaires partenaires (GAP), engagés pour quatre ans, détiendra une minorité de blocage (33 %). Les salariés pourront avoir jusqu'à 10 % du capital et l'Etat en conservera 10 %.

« Cette méthode permettra au Crédit lyonnais d'achever la restructuration qu'il a engagée alors qu'un adossement précipité ou une mise brutale sur le marché aurait pu réduire ses efforts à néant », plaide Bercy, à qui certains reprochent de n'avoir pas choisi la solution qui aurait rapporté le plus d'argent au contribuable. Face à la bataille boursière qui opposent la BNP et SG Paribas, les voix se font toutefois moins fortes pour contester une méthode qui peut faire du Lyonnais un pôle de stabilité dans le paysage *bancaire français* !

Comment s'organise cette stabilité ? Par quatre mots-clés : *« Inaliénabilité, plafonnement, droit de préemption, droit de rachat. »* Le cahier des charges précise que, pendant deux ans, les actions acquises par un membre du GAP ne peuvent être revendues, *« sous réserve d'un droit de rachat en cas de changement de contrôle d'un membre du GAP »*. La participation de chacun est plafonnée pendant deux ans au niveau auquel le partenaire est entré dans le GAP. A deux exceptions près. Première exception : *si* une tentative de prise de contrôle du Lyonnais se dessine, notamment si un nouvel actionnaire franchit la barre des 8 % du capital de la banque, les membres du GAP pourront renforcer leur position. Deuxième exception : un actionnaire partenaire pourra consolider sa coopération avec le Crédit lyonnais en lui apportant des actifs, rémunérés en capital, et monter ainsi en puissance amicalement dans le capital de la banque.

Cette période de deux années est prolongée par une période de la même durée, pendant laquelle les membres du GAP s'engagent dans un pacte d'actionnaires, *« qui prévoira notamment*, précise-t-on à Bercy, *un droit de préemption, d'une durée de vingt-quatre mois, en faveur des autres membres du GAP, au prorata de leur participation »*.

Pour être sélectionnés dans le GAP, les candidats devront démontrer le potentiel de création de valeur du partenariat qu'ils proposent au Lyonnais, son impact positif sur l'emploi, ainsi que sur le positionnement concurrentiel de la banque. Le prix, lui, est ramené au rang d'un critère secondaire. Il sera calculé en fonction de la moyenne des prix proposés par chacun des candidats. Ce prix ne sera pas exprimé en valeur absolue, mais sous la forme d'une prime que les membres du GAP sont prêts à payer par rapport aux particuliers et investisseurs institutionnels français ou étrangers qui seront servis lors de l'introduction en Bourse de la banque.

Les porteurs de certificats d'investissement (CI) du Crédit lyonnais se verront proposer, *lorsque* les actions de la banque seront cotées, une offre d'échange en action. D'ici là, la valeur des certificats d'investissement sera diluée lorsque le GAP souscrira une augmentation de capital de 8 milliards de francs pour entrer dans le capital du Lyonnais.

DEUX GROUPES

Les membres du GAP se répartiront en deux groupes : ceux qui auront entre 1 % et 4 % du capital et ceux qui seront entre 4 % et 10 %. Ces derniers paieront un peu plus cher leur participation. Batailleront *pour être dans les poids lourds*, le Crédit agricole ainsi que les assureurs AXA et Allianz. D'autres candidats ont dévoilé leur intérêt : la banque allemande Commerzbank, dont le président, Martin Kolhaussen, s'entend très bien avec Jean Peyrelevade, le PDG du Lyonnais, le groupe italien IMI-SanPaolo, candidat à une fusion avec Banca di Roma, et son concurrent Banca Intesa, partenaire du Crédit agricole, le groupe américain Mellon Bank, qui défend un partenariat dans la gestion d'actifs (il n'est toutefois pas le seul dans ce cas), le groupe de François Pinault, fidèle *client du Lyonnais qui veut développer des partenariats dans la grande distribution*...

Beaucoup vont retirer le cahier des charges. Les banques étrangères risquent d'être découragées par le côté franco-français du dossier et se contenter d'un petit ticket. Quant aux candidats BNP et SG Paribas, ils sont désormais assez mal placés. Le Crédit agricole, qui peut en revanche aligner moult partenariats possibles, voire esquisser des apports d'actifs ultérieurs à la banque (Indosuez, Sofinco), est très bien placé, même si pour l'heure, ses dirigeants *prônent une approche prudente* du dossier. Cette candidature plaît à Bercy, où les groupes mutualistes sont très appréciés pour la qualité de leur gestion et leur non-opéabilité !

En outre, il n'est pas dans la nature du Crédit agricole de laisser la bride sur le cou aux banques auxquelles il s'intéresse. L'autonomie du Lyonnais risque donc de devenir très relative. Ce qu'apprécient les pouvoirs publics, pas mécontents d'encadrer Jean Peyrelevade et sa farouche indépendance.

Sophie Fay

Le calendrier

● **2 avril** : le cahier des charges est mis à la disposition des candidats intéressés par la privatisation.

● **Courant avril** : les candidats au groupe d'actionnaires partenaires (GAP), qui doivent avoir au moins 10 milliards de francs de fonds propres, déposent une proposition de candidature.

● **28 avril** : remise des offres d'achats des candidats au GAP précisant la part du capital souhaitée, la prime proposée, le ou les projets ou accords de partenariat.

● **Mai** : analyse des offres par le ministre et la Commission des participations et des transferts (CPT).

● **Fin mai** : sélection du GAP, sur avis conforme de la CPT.

● **Mi-juin** : annonce de la fourchette de prix pour l'introduction en Bourse et la vente des actions Crédit lyonnais. Les candidats au GAP ont une heure pour se rétracter.

● **Deuxième quinzaine de juin** : lancement de l'opération de marché, si les conditions boursières le permettent.

Les fusions bancaires divisent et inquiètent les syndicats

LES ORGANISATIONS syndicales de la Société générale et de la Banque nationale de Paris (BNP) se retrouvent face à face. Dans un communiqué, le délégué national du SNB-CFE/CGC – syndicat de l'encadrement – de la BNP a salué l'initiative de sa direction, à l'origine d'une double offre publique d'échange sur Paribas et la Société générale : *« Le personnel de la BNP, dans son ensemble, accueille favorablement ce rapprochement. En proposant le maintien des enseignes bancaires existantes, les dirigeants de la BNP se sont formellement engagés à ne procéder à aucun départ contraint. »* Et de rappeler que *« les engagements pris par la BNP, particulièrement en matière d'emploi, ont toujours été respectés »*.

A la Société générale, on a du mal à se ranger à cet avis. Le SNB, qui n'avait pas été mis au courant par son homologue de la BNP de cette déclaration, en a pris ombrage. La CFDT, elle, refuse de prendre position. *« Nous réitérons notre opposition aux deux projets »*, assure Alain Treviglio, de la CFDT Société générale, tout en reconnaissant que le projet BNP fait peur dans la maison davantage à cause de la fusion des réseaux d'agences. *« Mais dans les deux cas il y aura des réductions d'emplois, plus ou moins rapides, mais toujours réelles »*, poursuit-il. Dans son projet SG Paribas, la direction prévoyait initialement 4 000 suppressions de postes ; ce nombre serait aujourd'hui porté à plus de 5 000, dont les deux tiers hors de France. *« Cela tombe à un moment où la profession bancaire n'a plus de convention collective »*, s'inquiète M. Treviglio. FO est plus tranchée : lors de la dernière séance plénière du comité central d'entreprise de la Société générale, le 30 mars, elle a pris parti pour le projet SG Paribas. *« Le projet revisité n'est pas très convaincant, ni en terme d'emplois maintenus ni en terme d'emplois supprimés, mais semble rester en deçà du risque BNP »*, affirme FO.

DES EFFETS VARIÉS

L'inquiétude des syndicats est nourrie par un rapport de l'expert-comptable du comité d'entreprise de la SG. Chargé d'analyser chaque année les comptes de la banque, le cabinet Sécafi-Alpha a ajouté, à son rapport pour 1998, une annexe d'une trentaine de pages qui examine les conséquences des projets *de rapprochement SG/Paribas* et BNP/SG/Paribas. Sur le front de l'emploi, l'expert rappelle quelques réalités. Les effets des rapprochements bancaires sont variés selon le type de projet industriel, et c'est dans le cas de fusion de réseaux qu'ils sont le plus élevés. En Suisse, *« la fusion UBS/SBS devrait aboutir à une réduction de 21 % de l'effectif, soit 12 000 personnes dont 7 000 en Suisse »*. La fusion récente des deux banques bavaroises BVB et BH a également montré que l'intégration des réseaux se faisait généralement plus vite qu'annoncé (quatre années plutôt que cinq en l'occurrence). En outre, le nombre d'emplois supprimés peut dépasser largement le chiffre annoncé : les banques américaines Bank America et NationsBank avaient annoncé *entre 5 000 et 8 000 réductions de* postes et ont porté ce nombre à 18 000 (10 %).

Pour l'expert, le projet BNP, plus exigeant en matière de rentabilité pour les réseaux d'agences que le *projet SG Paribas, est le plus menaçant*. Même si la BNP poursuit sa politique de gestion solidaire de l'emploi. Avec celle-ci, elle *« a réduit ses effectifs du réseau de 15 % en cinq ans, soit sensiblement plus vite que la Société générale avec son plan social de 1993 (– 11 %). La poursuite d'un tel rythme de réduction aboutirait à la suppression d'un peu plus de 12 % des effectifs de l'ensemble des réseaux du nouveau groupe (7 000 personnes) d'ici à la fin 2 002 »*. S'y ajoutent au moins 3 000 suppressions de postes supplémentaires programmées. *« Au total, l'ensemble des réseaux perdrait au moins 10 000 personnes d'ici à 2002, soit quelque 17 % des effectifs. »* Si SG Paribas résiste face à la BNP – ce qui est clairement le cas –, la situation ne serait guère meilleure : le risque, pour Alpha, serait que le groupe passe sous pavillon étranger, avec un déplacement des centres de décision et la délocalisation de back office. Le cabinet rappelle quelques réalités plus générales observées lors de fusions. *Premièrement, il n'y a pas de corrélation* dans le domaine bancaire entre la taille des établisssements et leur rentabilité. Deuxième point, le cabinet reconnaît que les actionnaires des sociétés cibles sortent généralement plus riches d'une fusion, mais, pour ceux de l'acquéreur, le taux d'échec est plus élevé (un sur deux). Les risques d'échec augmentent avec la taille des fusions et l'hostilité du personnel. Troisième point, pour le client *« la concentration ne se traduit pas forcément par des baisses de tarifs et/ou une amélioration de la qualité de l'offre »*. En Grande-Bretagne, le ministère des finances s'inquiète de la trop forte concentration bancaire. Quant au gouvernement canadien, il s'est opposé à une opération de fusion entre les plus grandes banques du pays pour cette raison.

S. F.

Michel Pébereau prêt au dialogue

Le président de la BNP, Michel Pébereau, s'est déclaré, dans un entretien au *Figaro* du vendredi 2 avril, prêt à dialoguer avec les dirigeants de la Société générale et de Paribas pour faire évoluer son projet de rapprochement des trois banques. Il indique qu'il était parvenu, avec le président de la Société générale, Daniel Bouton, *« à un accord de principe sur la fusion de la Société générale avec la BNP, même si certaines modalités restaient à définir »*, avant que celui-ci ne choisisse de s'allier avec Paribas. *« Sur le fond, tout le monde est bien conscient de la nécessité de travailler ensemble »*, poursuit-il.

La Société générale et Paribas, qui tiennent leurs conseils mardi 6 avril, restent fermes sur leur opposition au projet BNP. Revenant sur ses engagements de ne pas procéder à des licenciements collectifs en France, M. Pébereau a indiqué : *« Le souci de l'emploi est un élément constitutif de notre projet. Il a toujours été une priorité pour moi. »*

Abandons en série sur le marché allemand du téléphone

FRANCFORT
de notre correspondant

A peine plus d'un an après l'ouverture totale du marché européen des télécommunications, le 1er janvier 1998, certains des industriels allemands qui avaient cru y voir un eldorado commencent à déchanter. Après Thyssen, qui a déjà amorcé un mouvement de recul, c'est au tour de Veba et de RWE de réviser leurs ambitions à la baisse. Les deux électriciens, associés dans le *téléphone* – à *51,25 %* pour Veba et 49,75 % pour RWE – ont annoncé jeudi 1er avril la cession de leur réseau fixe Otelo à Mannesmann Arcor, filiale du groupe industriel Mannesmann et des chemins de fer allemands. Ils conservent en revanche leurs activités de téléphonie mobile (le réseau E+) et de télévision câblée.

Cédé pour 2,25 milliards de deutschemarks (1,15 milliard d'euros), Otelo emploie 2 800 personnes, et son réseau de 11 000 kilomètres a absorbé environ 3 milliards de deutschemarks d'investissements en cinq ans, selon Veba. Ses services de téléphonie fixe, qui comptent 400 000 abonnés, n'ont pas suffisamment séduit les entreprises, à la différence du réseau concurrent de Mannesmann. Du coup, les pertes des activités de télécommunications de Veba *(51,25 %) et de RWE (49,75 %) se* sont accentuées au fil des exercices pour atteindre 2,2 milliards de deutschemarks en 1998.

Cette cession survient dans le cadre d'une lutte impitoyable entre les différents opérateurs. En Allemagne, la libéralisation a pris une tournure beaucoup plus agressive que partout ailleurs en Europe. Deutsche Telekom, qui avait le monopole, actuellement en voie de privatisation, s'est lancé dans une stratégie de baisse des prix afin d'endiguer ses pertes de marché, évaluées par Goldman Sachs *« entre 20 % et 30 % »*, sur un secteur qui reste toutefois en forte croissance, ce qui explique que le chiffre d'affaires et le résultat de l'opérateur continuent de progresser. Les analystes de la banque Goldman Sachs notent que *« le chaos semble s'être installé sur le marché des télécommunications vocales longue distance »*.

Les concurrents, une douzaine au total, ont proliféré : outre les grands groupes privés, des sociétés de création récente et en forte croissance ont généré de véritables *success stories*. L'un de ces nouveaux venus, Mobilcom, est devenu une des vedettes du nouveau marché allemand. Beaucoup d'observateurs pensaient d'ailleurs cette société en mesure de reprendre le réseau d'Otelo ces derniers jours. C'est dans ce contexte que Veba et RWE ont choisi de limiter leurs pertes. Voici à peine deux ans, ils affichaient haut leurs ambitions et espéraient, à coup de milliards de deutschemarks, devenir les *« premiers concurrents de Deutsche Telekom »*. Le réseau fixe avait commencé a être commercialisé en mars 1998. Un an après, le retrait est brutal : la chute des prix, dans des proportions *« inattendues »* d'après Veba, et les coûts de lancement d'un réseau à vocation nationale ont conduit à une *« situation insatisfaisante »*.

LE MOBILE PLUS PROMETTEUR

RWE et Veba n'abandonnent pas pour autant les télécommunications. *« Nous voulons nous concentrer sur la téléphonie mobile »*, indique Marie-Luise Wolff, porte-parole de Veba. Ce créneau est plus prometteur, même si le réseau des deux groupes, E+, avec plus de 2 millions de clients, prévoit des pertes jusqu'à l'an 2000. Les réseaux D1 (Deutsche Telekom) et D2 (Mannesmann) caracolent en tête, alors qu'un quatrième réseau mobile, celui de Viag, a démarré à la fin de 1998. Veba, qui possède 17,5 % de Bouygues Télécom, se verrait bien exercer son option d'achat après le retrait de Cable & Wireless *dans la société française*.

C'est Mannesmann qui tire le mieux son épingle du jeu, tandis que le dernier grand opérateur privé, le munichois Viag, continue d'investir à perte dans des projets plus modestes. Mannesmann est devenu le deuxième acteur du pays, loin derrière Deutsche Telekom. Et ses ambitions ne se limitent pas à l'Allemagne : actionnaire de Cegetel en France, Mannesmann est le partenaire d'Omnitel en Italie, dont il pourrait prendre le contrôle total en cas de succès de l'OPA lancée par Olivetti sur Telecom Italia.

« La palette des services téléphoniques et la couverture géographique des offres de Mannesmann représentent, à notre avis, le profil de l'opérateur téléphonique à succès du futur », estiment les analystes de Goldman Sachs. Les *« structures des réseaux et de la clientèle de Mannesman Arcor et d'Otelo se complètent bien »*, affirme-t-on chez Veba. Manneseman gère un volume d'appels de plus de 40 millions de minutes par jour contre 130 à Deutsche Telekom. Et ses activités mobiles amassent des bénéfices depuis 1994, qui seront de plus en plus réinvestis dans la téléphonie fixe.

Philippe Ricard

Accord sur les 35 heures chez Renault

LES SYNDICATS CFDT, FO, CFTC et CFE-CGC, représentant 60 % des *salariés de Renault, ont annoncé, jeudi 1er avril, qu'ils allaient signer* l'accord sur les 35 heures. A la CFDT, de vives tensions sont apparues. Sept sections sur dix auraient voté contre le texte, mais les trois sections favorables à la signature représentent 52,4 % des mandats. La CGT a émis un « avis défavorable » mais devait annoncer sa réponse définitive vendredi.

Les signataires ont mis en avant les 6 000 embauches prévues par l'accord. Les effectifs devraient cependant continuer à décroître. Pour compenser la réduction du temps de travail, Renault va embaucher 2 100 jeunes. Parallèlement, l'accord prévoit le départ, sur cinq ans, de 10 500 salariés à partir de 57 ans, compensé par 3 900 embauches. En outre, le texte prévoit le maintien des rémunérations ainsi que l'octroi de 10 à 18 jours de repos supplémentaires par an. Le projet d'accord instaure également une annualisation du temps de travail, avec possibilité de semaines de six jours durant quatre mois sur l'année (*Le Monde* du 27 mars).

Les prévisions du marché automobile révisées à la hausse

LES VENTES de voitures neuves en France ont progressé de 12,9 % en mars par rapport au même mois de l'année dernière, à 206 307 unités. C'est le meilleur résultat sur ce mois depuis 1990. Cette progression permet au Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA) de relever ses prévisions sur 1999. La hausse devrait être supérieure aux 2 % à 3 % initialement escomptés.

Parmi les marques françaises, la plus forte croissance est enregistrée par Peugeot, qui a vu ses ventes progresser de 12,3 % (soit une part de marché de 16,4 %). La hausse s'élève à 8,5 % pour Citroën (11,9 % de part de marché) et à 9,9 % pour Renault (28,3 % de part de marché). Mercedes a quasiment doublé ses ventes (+ 97 %, à 4 345 véhicules), tandis que la hausse pour les marques japonaises est de 33 %, à 12 161 unités. Tous les étrangers ont progressé, à l'exception de Fiat (– 13,5 %, à 13 072 unités).

■ LE CRÉDIT AGRICOLE, les assureurs AGF-Allianz et AXA ... plusieurs banques étrangères ... manifesté leur intérêt ... l'État ... servera 10 %.

ée pour juin

banque publique ... des actions

yndicats

ures chez Renault

arché automobile

L'intégration d'Amoco à peine réalisée, BP mise sur une absorption rapide d'Arco

Le nouvel ensemble sera le premier producteur mondial de pétrole

BP Amoco a présenté le 1er avril les conditions du rachat, pour 26,8 milliards de dollars (25 milliards d'euros), de la compagnie américaine Arco, qui lui permet de devenir le premier producteur mondial de pétrole. Troisième par le chiffre d'affaires, derrière l'américain Exxon-Mobil et l'anglo-néerlandais Shell, le groupe britannique se hisse au deuxième rang en valorisation boursière.

LE DÉCOR de la scène ? Couleur grise, celle de la société acquise, l'américain Arco, dont le sigle apparaît en plus gros caractères que celui de l'acquéreur, le britannique BP-Amoco. Le lieu ? Le Mermaid Theatre de Londres, désaffecté depuis des lustres, un endroit lugubre qui paraît totalement incongru, comparé au siège chic de la major britannique situé à Finsbury Circus, dans la City. Le héros du jour ? John Browne, directeur général de BP Amoco, flanqué de son grand argentier, précis comme un robot, mais sans l'habituel cortège de relations publiques, de conseillers financiers, d'agents de sécurité. De musique à la guimauve ou de composition laser pour agrémenter l'austère présentation ? Point. Lors de la conférence de presse, jeudi 1er avril, annonçant la création du premier groupe privé pétrolier du monde, une acquisition de 26,8 milliards de dollars (25 milliards d'euros), Sir John Browne ne s'est pas poussé du col. Il n'en avait nul besoin : il s'inquiète peu des apparences du pouvoir, ce lutin toujours sur la brèche que le quidam non averti pourrait aisément confondre avec un expert-comptable couleur muraille.

« C'est un événement excitant pour notre compagnie », a-t-il déclaré en guise de préambule, arrondissant ses lèvres minces autour du mot *« excitant »*. Sa seule fantaisie était sa cravate en soie couleur rose-mauve. Où s'arrêtera-t-il ? Le pétrolier dodeline de la tête, ferme un instant les yeux et déclare en pointant ses yeux dans ceux de son interlocuteur : *« Nous voulons aller de l'avant. La fusion BP Amoco-Arco va dans ce sens. Mais je vous assure que nous ne sommes pas motivés par la course à la taille. Une entreprise gigantesque a tendance à devenir bureaucratique, maladroite, froide et inhumaine. »*

Les trois majors creusent l'écart

CLASSEMENT DES HUIT PREMIERS PRODUCTEURS DE PÉTROLE BRUT

	PRODUCTION en millions de barils par jour	RÉSERVES en milliards de barils éq. pétrole
1 BP-AMOCO-ARCO (G.-B.)	2,587	19,5
2 EXXON-MOBIL (É.-U.)	2,526	21,1
3 SHELL (G.-B./Pays-Bas)	2,328	20,4
4 CHEVRON (É.-U.)	1,071	6,3
5 TEXACO (É.-U.)	0,833	4,7
6 ELF (France)	0,795	3,6
7 TOTAL-FINA (France)	0,675	6,0
8 ENI (Italie)	0,646	5,2

Il est visiblement content, Sir John, à la perspective de dépasser, en capitalisation boursière, son éternel rival, Shell.

Le nouvel ensemble *« sera le premier producteur de pétrole dans les pays non-OPEP »* (Organisation des pays exportateurs de pétrole), a souligné M. Browne. Troisième producteur mondial de gaz mondial, il sera leader aux Etats-Unis et en mer du Nord, deuxième au Proche-Orient et troisième en Asie.

PROCESSUS SÉPARÉ

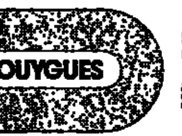
« Il est gourmand », entendait-on chez ses concurrents en début de semaine à l'annonce du projet d'acquisition d'Arco, le deuxième achat en l'espace de huit mois après Amoco. *« BP pourra-t-il intégrer ce groupe sans problème et aussi rapidement que prévu ? »*, s'interrogent les analystes, espérant que le groupe n'ait pas eu les yeux plus gros que le ventre en absorbant consécutivement les septième et neuvième pétroliers mondiaux. M. Browne a répondu indirectement en rappelant que l'intégration d'Amoco est *« presque terminée »*. Avec Arco le processus de fusion sera géré *« de manière séparée »*. Il est d'ores et déjà acquis que *« tous les directeurs d'Arco partiront »*. Concernant les 2 000 suppressions d'emplois annoncées avec la fusion, *« 15 % à 20 % »* s'effectueront en Alaska, où BP Amoco et Arco occuperont une position dominante en contrôlant les deux tiers de l'exploitation.

Evoquant les conditions du rachat d'Arco que sont venus lui proposer les dirigeants de la compagnie américaine en janvier, M. Browne a indiqué que la négociation s'est faite sur un cours du baril à 11 dollars. Cette faiblesse des prix, amplifiée par le contre-choc de 1998, où les cours ont perdu près de 40 %, contribue au mouvement de restructuration en cours dans l'industrie pétrolière. Confrontés à une chute de revenus et à des coûts d'exploitation très élevés pour développer de nouveaux gisements, les compagnies n'ont d'autres solutions que de faire des économies internes pour développer au mieux leur propre potentiel ou de réaliser, quand elles en ont l'occasion, des acquisitions.

BP a donné l'exemple, Exxon l'a suivi en se portant acquéreur de Mobil, mais attend encore le feu vert des autorités de la concurrence. Le français Total, ayant obtenu l'accord de Bruxelles, a franchi une nouvelle étape en lançant en Bourse, mercredi, son offre publique d'échange de titres Petrofina.

Des trois majors, BP, Exxon, Shell, le groupe anglo-néerlandais est le seul à ne pas avoir bougé, ayant été le plus touché par la crise pétrolière, avec un recul de 95 % de son bénéfice en 1998. Depuis quelques mois, la compagnie s'est engagée, avec retard, dans une profonde restructuration. Cette faiblesse a été mise à profit par ses concurrents pour lui ravir la première place.

Dominique Gallois avec Marc Roche à la City



Plus de 115 000 salariés

● **BP Amoco** : 96 650 salariés. Chiffre d'affaires de 83 milliards de dollars (77,5 milliards d'euros) et bénéfice de 4,5 milliards de dollars en 1998.
● **Arco** : 18 400 salariés. Chiffre d'affaires de 11 milliards de dollars (10,2 milliards d'euros) et bénéfice de 600 millions de dollars en 1998.
● **Capitalisation boursière** : avec 190 milliards de dollars, le nouveau groupe se classe devant Shell (180 milliards) mais derrière Exxon-Mobil (255 milliards).

PROFIL

« JOHN LE NEUTRON »

« John le neutron » : c'est le nouveau surnom donné à Sir John Browne, directeur général de BP-Amoco, à l'occasion du rachat d'Atlantic-Richfield (Arco). Petit, visage fin, air distingué, voix posée, cet industriel de cinquante et un ans n'a, à première vue, rien d'un superman capable de faire sauter la planète pétrolière. Mais cette suave enveloppe cache le caractère d'acier d'un coupeur de coûts... et de têtes prêt à tout pour valoriser son avoir.

Les cadres d'Amoco, acquis en août 1998, ont rapidement éprouvé la fermeté de leur nouveau patron. Il a, avec une habileté redoutable, supprimé en quelques mois 10 000 postes dans le cadre d'une élimination au scalpel des doubles emplois et autres chevauchements. L'état-major d'Amoco a été décapité, gêneurs et adversaires au sein du conseil d'administration élargi ont été remplacés par des hommes sûrs et dévoués. *« Il n'est pas question de fusionner deux cultures d'entreprise pour former un ensemble hybride »*, déclare ce fort en thème, à la tête du groupe depuis 1995. L'accent sur les résultats financiers, l'attention à la protection de l'environnement, la transparence du processus de décision et l'absence de nostalgie pour l'âge d'or de la British Petroleum, symbole de l'Empire britannique, établi au début du siècle par Winston Churchill : le credo de ce capitaine d'industrie, anobli l'an dernier, le sert aujourd'hui auprès des analystes de la City, admiratifs.

A long terme, Sir John a plusieurs avantages. D'abord, son attachement à une compagnie au sein de laquelle il a fait toute sa carrière après des études – licence de physique à l'université de Cambridge et « Master of Business Administration » à Stanford – qui lui ont été payées par son futur employeur. Ensuite, ses relations personnelles étroites avec Lord Simon, ministre de Tony Blair, ancien président de BP, qui fut son mentor, ainsi que son amitié avec le prince de Galles, qu'il aide dans ses activités caritatives. Les responsabilités et les honneurs semblent ne l'avoir en rien changé, comme le montrent les cigarillos très bon marché que le grand-duc des derricks fumait il y a encore un mois, avant d'arrêter l'un de ses rares vices.

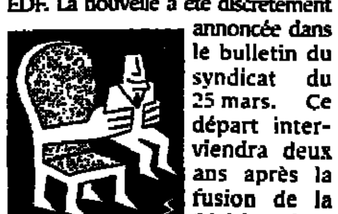
Les points faibles de Sir John ? Une personnalité profonde se dérobant à tous et un célibat qui choque le conservatisme du monde pétrolier américain. « Florentin » est l'épithète péjoratif le plus souvent accolée à cet homme qui, dans une interview récente, s'est déclaré amoureux fou de... Venise.

Marc Roche à la City

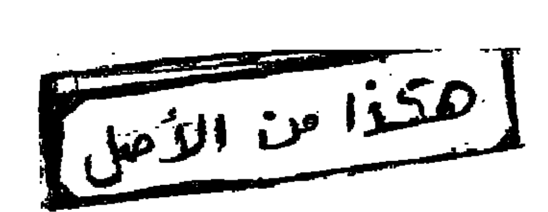
■ **NOMINATIONS**

Bruno Léchevin, de la CFDT à EDF

BRUNO LÉCHEVIN, chef de file charismatique des électriciens-gaziers CFDT, quittera en juin ses responsabilités fédérales pour réintégrer EDF. La nouvelle a été discrètement annoncée dans le bulletin du syndicat du 25 mars. Ce départ interviendra deux ans après la fusion de la fédération CFDT gaz et électricité, que dirigeait Bruno Léchevin, et celle de la chimie, dirigée par Jacques Kheliff. Dès lors que ce dernier présidait la nouvelle Fédération chimie énergie (FCE), le rôle de Bruno Léchevin, qui sera remplacé par Michel Batard, devenait inconfortable. Si ce départ n'est pas le fruit d'un différend politique, les responsables de la FCE reconnaissent que la fusion des chimistes et des électriciens-gaziers est difficile. Ces derniers acceptent mal de n'être qu'une des huit branches du nouvel ensemble. Bruno Léchevin, quarante-sept ans, muni de son seul CAP de menuisier, permanent CFDT depuis 1980, après avoir présidé Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et travaillé seulement un an à EDF, va devoir entamer une nouvelle carrière. Un pari pour lui et un test pour EDF.



■ **UNITED AIRLINES : James Goodwin**, cinquante-quatre ans, a été nommé PDG d'United Airlines, qui, avec 2 300 vols quotidiens, est considérée comme la première compagnie mondiale. James Goodwin est chez United depuis 1967. Pour diriger cette entreprise dont le capital est majoritairement détenu par les salariés, il était en concurrence avec un candidat externe.
■ **CONTINENTAL : Stephan Kessel** (cinquante-quatre ans), membre du directoire de Continental, devrait succéder à Hubertus von Grünberg à la présidence du directoire après la démission surprise de celui-ci.
■ **ANGÉNIEUX : Denis Suveran** a annoncé sa démission du poste de PDG de l'entreprise d'optique de précision Angénieux, rachetée par Thomson-CSF, en 1993.
■ **EUROP ASSISTANCE : Hervé Dumesny** (quarante et un ans, Essec, Insead) devient directeur général d'Europ Assistance France. Il a été directeur financier de PepsiCo France de 1995 à 1997, puis directeur général de la filiale française de Matrixx.
■ **DAIMLERCHRYSLER : Günther Fleig**, président de Mercedes-Benz France, cinquante ans, devient, à compter du 1er mai, président de DaimlerChrysler France Holding, à la suite de la fusion des activités du groupe allemand Daimler et du constructeur automobile américain Chrysler.
Cette rubrique est hebdomadaire. Merci d'envoyer vos informations à Martine Picouet. Fax : 01-42-17-21-67.



La publicité ethnique explose aux Etats-Unis

A New York, les communautés afro-américaine, asiatique et hispanique, constituent la moitié de la population. Pour séduire ces nouveaux consommateurs américains, dont le pouvoir d'achat augmente fortement, les annonceurs doivent concevoir des campagnes spécifiques

NEW YORK
de notre envoyée spéciale

Il faut remonter Park Avenue jusqu'à la 96e Rue, au nord de Central Park, pour prendre le pouls du New York ethnique : les Afro-Américains, Cubains, Dominicains, Portoricains, Mexicains se mélangent au début de Harlem, dans cet ancien quartier coupe-gorge. Ils naviguent entre les *bodegas* – ces petits magasins de fruits et légumes, typiques d'Amérique latine – de la 3e Avenue, les terrains de basket grillagés de la 106e Rue, et l'Apollo Theater sur le Martin Luther King Boulevard.

Si le quartier d'El Barrio – le Harlem hispanique – a toujours triste allure avec ses terrains vagues jonchés de détritus et les sièges de voiture posés devant certaines entrées d'immeubles, la réalité économique de Harlem a changé : les communautés « minoritaires » qui animent ce morceau de ville sont devenues les cibles privilégiées des publicitaires. Depuis deux ans, ils savent qu'il n'est plus possible de toucher tous les consommateurs en faisant l'impasse sur ces groupes ethniques.

Les Hispaniques, les Afro-Américains et les Asiatiques représenteront le tiers de la population américaine d'ici à 2010 : les Hispaniques sont déjà 30,7 millions (11,3 % de la population), les Afro-Américains, 12,7 % de la population, et les Asiatiques seulement 4 %, mais leur pouvoir d'achat est le plus élevé du pays.

Les publicitaires tentent de s'adapter à cette nouvelle structure socio-consumériste puisque les anciennes « niches marketing » ont été transformées, par la grâce d'un récent recensement démographique, en un marché dominant en forte croissance. Depuis novembre 1998, des groupes comme Young & Rubicam, Leo Burnett ou Euro RSCG, acquièrent des agences spécialisées en publicité ethnique. *« Dans les années 70, la grande révélation socio-marketing, c'étaient les Noirs,* raconte Eliot Kang, le président de Kang & Lee, l'une des principales agences de publicité asiatique de New York. *Certaines entreprises ont commencé à mettre des comédiens afro-américains dans leur casting publicitaire, mais c'était plus pour jouer la carte du « politiquement correct » que pour vendre des produits. Les choses ont changé dans les années 80 avec les Hispaniques, dont la croissance démographique est impressionnante ; puis, les Asiatiques arrivés avec leurs dollars dans les années 90 ».*

AVANT-GARDE URBAINE

Le premier client de Kang & Lee fut, en 1986, les pianos Steinway. Dans le show-room installé sur la 57e Rue, les vendeurs avaient l'habitude de voir deux types de clients, raconte M. Kang : *« Les très très riches ou les très très professionnels. Un jour, ils ont vu des Asiatiques acheter leurs pianos alors qu'ils étaient ni très riches ni très professionnels. A partir de là, ils ont réalisé qu'il y avait un marché. »* Après une campagne spécifiquement destinée à la communauté asiatique – en chinois, coréen, vietnamien, japonais, philippin et indien pour couvrir 90 % des Asiatiques américains –, les ventes de Steinway auraient augmenté de 30 %.

La plupart des annonceurs cherchent à développer les ventes d'un produit sur un nouveau marché ou un marché à fort potentiel de croissance. C'est le cas par exemple des opérateurs de télécommunication, comme MCI, qui multiplient les spots en espagnol sur les deux grandes chaînes du pays, Telemundo et Univision. Ils veulent convaincre les Sud-Américains d'utiliser leurs services pour les appels longue distance puisque, selon les publicitaires, ils utilisent *« plus fréquemment et plus longtemps »* le téléphone que les autres, selon les publicitaires : *« Certains dépensent pratiquement le prix de leur loyer en facture de téléphone »*, affirme Denis Glennon, chargé de la publicité de MCI à l'agence MVBMS Euro RSCG.

En 1992, MCI se contentait de traduire en espagnol des publicités conçues en anglais. Aujourd'hui, l'opérateur s'adresse spécifiquement aux Hispaniques avec plusieurs douzaines de films par an en espagnol. Pas question pour autant d'aligner les clichés ou de faire la même publicité qu'au pays. Il faut que la publicité paraisse *« authentique »*. Dans le groupe Bravo, première agence de communication hispanique à New York, une centaine de personnes de vingt et unenationalités sud-américaines inventent et testent des publicités afin d'intégrer la spécificité latino-américaine. Pour les campagnes publicitaires de masse, explique Fernando Fernandez, l'un des dirigeants du groupe, *« nous utilisons des comédiens hispaniques et une langue espagnole la plus neutre possible. On y ajoute un contexte familial fort ».*

Il faut nourrir le rêve américain : *« Les gens sont venus pour vivre mieux »*, ajoute M. Fernandez. Mais les arguments commerciaux ne sont pas transposables d'une communauté à l'autre. Et la tâche est encore plus complexe lorsqu'il devient nécessaire d'affiner les annonces en fonction des différents groupes d'une même communauté. Ainsi, faire de la pub pour du riz ou des haricots est moins facile qu'il n'y paraît : *« Pour les Mexicains, l'annonce doit montrer du riz jaune, pour les Portoricains, il faut du riz blanc présenté avec des haricots rouges, et pour toucher les Cubains, il faut du « congris », du riz blanc mélangé à des haricots noirs »*, précise Fernando Fernandez.

Les Afro-Américains, eux, sont sans barrière de langue et disséminés dans toutes les couches professionnelles de la population. Mais la publicité qui leur est destinée est, elle aussi, spécifique : elle se caractérise par son avant-garde urbaine. *« Ils ont une influence de plus en plus perceptible sur la mode, la musique, les divertissements, le sport »*, affirme Charlee Taylor-Hines, la prêtresse de l'Urban Reality (réalité urbaine) dans le groupe Young & Rubicam. *« C'est un ton, une musique (le rap ou l'acid jazz) qui ne peut plus seulement s'exprimer sur MTV, comme il y a vingt ans »*, précise Jeffrey Marshall, l'un des dirigeants de l'agence créée par le réalisateur noir américain Spike Lee. Le mythe du melting-pot américain a vécu. Pour Daisy Exposito, la présidente de Bravo Group, *« les gens n'abandonnent plus leur identité, ni leur langue ».*

Florence Amalou

Des médias communautaires

Il existe pas moins de 1 479 magazines et chaînes de télévision destinés aux Noirs américains, 1 174 en direction des Hispaniques et 608 pour les Américains d'origine asiatique. Sur le seul marché des médias diffusés en langue espagnole, il existe deux réseaux nationaux de télévision (Telemundo et Univision), 116 chaînes télévisées locales (contre 17 en 1985), 521 stations de radio (contre 170) et 88 magazines différents (contre 19).

Les Américains parlant espagnol disposent également de 25 annuaires téléphoniques propres à leur communauté. La majorité de ces médias sont conçus et fabriqués sur le sol américain.

Grève à « Ouest-France » sur la réduction du temps de travail

NANTES
de notre correspondant

Ouest-France ne devrait pas paraître samedi 3 avril. L'ensemble des syndicats représentés dans l'entreprise, la CGT, la CFDT, la CGC, le SNCTL (cadres) et le Syndicat national des journalistes (SNJ), appelle à un arrêt de travail de vingt-quatre heures, la veille, *« pour imposer une vraie négociation sur la réduction du temps de travail, réductrice de précarité et créatrice d'emplois »*. Sauf travail surprise des rotativistes, qui contredirait l'appel du Syndicat du Livre CGT, la non-parution du quotidien régional basé à Rennes semble acquise. Ce mouvement touchant toutes les catégories de personnel du premier journal français, qui emploie 1 850 personnes, exprime un décalage profond entre la réalité dont font part les salariés, particulièrement au sein de la rédaction où les journalistes vacataires sont très nombreux, et le discours à connotation sociale de la direction.

INCOMPRÉHENSIONS MULTIPLES

Ce malaise s'est cristallisé sur la question du temps de travail ouvert par la loi Aubry. L'intersyndicale juge que la direction *« diabolise »* cette loi et *« refuse d'entendre la voix des salariés »*. Elle estime *« méprisante »* son attitude, et en veut pour preuve que l'unique réunion sur le sujet, tenue le 29 mars, s'est résumée à la lecture d'une déclaration de François-Régis Hutin, PDG de *Ouest-France*, jugeant *« extravagantes et irréalistes les demandes des syndicats »*. La négociation a été renvoyée à six semaines plus tard.

Cette temporisation *« est d'autant plus mal perçue que la direction nous demande d'avancer à marche forcée sur la prise de contrôle des quotidiens Hersant des Pays de la Loire. Quand il faut franchir la barre du million d'exemplaires, tout est préparé et analysé minutieusement. Quand il faut négocier la réduction du temps de travail, on nous oppose des principes idéologiques »*, explique André Thomas, journaliste à Brest et délégué CFDT, pour qui « Ouest-France *ne pourra échapper ni à son contexte législatif ni à son environnement social »*. Habitués à rapporter les accords locaux sur la réduction du temps de travail dans leurs colonnes, les journalistes supportent d'autant moins le blocage de leur situation sur le sujet. *« Une entreprise comme le Crédit mutuel de Bretagne, similaire par sa taille, son organisation et sa culture originelles, a su mettre en œuvre un accord très intéressant »*, explique l'un d'eux, en citant aussi le groupe Bayard, qui a abordé la loi Aubry sans a priori.

La direction de *Ouest-France* jugeait, jeudi soir, que *« l'annonce d'une grève déclenchée par les syndicats de manière soudaine et irresponsable est un mauvais coup porté au journal en cette période de Pâques ne pouvant que ruiner la confiance des lecteurs et des annonceurs »*. Elle fait état, en cas de non-parution, de *« pertes considérables, de l'ordre de 9 millions de francs, qui ne manqueraient pas d'avoir des conséquences profondément négatives sur les négociations entreprises »*. La direction évoque ainsi *« le projet des Pays de la Loire destiné à sauver les 300 emplois de Presse-Océan »*. Faisant appel au *« bon sens »* des personnels, la direction *« s'efforcera de publier, malgré tout, le journal du samedi de Pâques ».*

Dominique Luneau

■ **Le quotidien** *La Montagne*, édité à Clermont-Ferrand, n'est pas paru vendredi 2 avril pour la troisième journée consécutive, les ouvriers du Livre ayant décidé de poursuivre leur mouvement de grève. Le conflit porte sur une nouvelle organisation du travail liée à l'informatisation du journal et sur la titularisation de vacataires.

Nouveau report pour la vente de « France-Soir »

Le tribunal de grande instance de Paris a ordonné, jeudi 1er avril, en référé, le report au 12 avril du conseil d'administration de *France-Soir*, initialement prévu le 2 avril. Le comité d'entreprise de *France-Soir* avait demandé un délai supplémentaire pour donner son avis sur la cession du quotidien à Georges Ghosn. C'est une victoire pour les salariés de *France-Soir*, alors que le PDG de la Socpresse, Yves de Chaisemartin, voulait boucler le processus de vente à la fin du mois de mars. Le Comité intersyndical du Livre parisien estime que les *« actions engagées ont permis de mettre en échec une stratégie de passage en force »*. Il demande que la Socpresse reste présente dans le capital de *France-Soir*. De leur côté, les rotativistes et les correcteurs ont signé, avec MM. de Chaisemartin et Ghosn, des accords qui ont été critiqués par les autres catégories du syndicat et par l'intersyndicale des journalistes de *France-Soir*.

TF 1 et Canal Plus visent les activités satellitaires de Telecom Italia

EN ITALIE, l'horizon se dégage pour Canal Plus. Après le retrait de Murdoch, la chaîne cryptée pouvait encore craindre la menace de TF 1. Patrick Le Lay, PDG de la Une, a, encore récemment, manifesté son intérêt pour la Péninsule. Son projet est d'y lancer une plate-forme numérique concurrente de Di Più, le bouquet de complément de Telepiù, sur la base de Stream, filiale de Telecom Italia. Cette perspective semble s'éloigner, alors que Canal Plus négocie activement avec l'opérateur italien de téléphone.

La chaîne cryptée souhaite céder 45 % du capital de Telepiù, qu'elle contrôle à 90 %. 10 % sont déjà dévolus à la RAI. Cette dernière dispose en outre du droit à présenter à Canal Plus des partenaires italiens pour entrer au tour de table de Telepiù. Favorable au départ à Wind, l'EDF italien, la RAI n'est plus opposée à l'entrée de Telecom Italia. Pour faire face à une offre publique d'achat (OPA) lancée par Olivetti, l'opérateur de téléphone doit se séparer de quelques centres de pertes. Stream fait partie de ceux-là. La plate-forme numérique de Telecom Italia est endettée et les abonnés sont moins de 130 000.

La proposition de Canal Plus passe par la reprise des 50 000 abonnés satellites de Stream avec, en contrepartie pour Telecom Italia, une part de Telepiù comprise entre 2,5 % et 5 %, valorisée 10 milliards de francs (1,5 milliard d'euros). Dans cet échange, les activités câble et satellite de Stream seraient scindées. Le câble resterait dans les mains de Telecom Italia, tandis que la partie satellite passerait sous la houlette de Canal Plus. La chaîne cryptée fournirait, en outre, des programmes aux réseaux câblés de Stream. Pour certains, ce découpage n'aurait que des avantages pour Canal Plus, le câble représentant l'essentiel des pertes de Stream.

En l'état, cette proposition a peu de chances d'être retenue. Il y a quelques semaines, l'opérateur de téléphone a déjà fait connaître son peu d'enthousiasme pour une offre quasi similaire présentée par TF 1. Telecom Italia refuse de séparer le câble du satellite, justement pour ne pas avoir à conserver le principal centre de pertes.

Après avoir mené un audit « musclé » sur les comptes de Stream, la Une avait présenté une offre centrée uniquement sur le satellite, accompagnée d'une proposition de partage des coûts de programmes et de transports des chaînes. Concrètement, TF 1 souhaite acquérir 30 % du capital du bouquet satellitaire Stream, qui serait rebaptisé et relancé à la manière de TPS. Telecom Italia pourrait prendre place au tour de table à hauteur de 30 % à 40 %. Le reliquat serait cédé à des investisseurs financiers italiens. L'équilibre pourrait être atteint en 2002 ou 2003, avec près de 4,5 milliards de pertes cumulées (685 millions d'euros).

A TF 1, où certains estiment un développement en Italie *« trop cher et trop risqué »*, Angelo Codignoni, ancien directeur général de La Cinq version Berlusconi, et aujourd'hui conseiller de Patrick Le Lay, aurait fait connaître ses réticences.

Guy Dutheil

Pour séduire les campagnes spécifiques

avail

rités satellitaires

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **NISSAN : le constructeur automobile japonais renonce à son projet** de développement d'un utilitaire léger destiné aux marchés émergents, lancé en 1998 avec le groupe DaimlerChrysler, en raison de son accord avec *Renault*, selon le quotidien nippon *Sankei Shimbun* du vendredi 2 avril.

● **MITSUBISHI MOTORS : le groupe japonais et Volvo** envisagent de développer en commun des camions de moyen tonnage. La coopération existant dans le domaine du marketing et des ventes pourrait être élargie.

● **FORD : la filiale britannique du constructeur automobile américain** (26 800 salariés) a annoncé jeudi la suppression de 680 emplois, qui s'effectuera par départs volontaires.

● **STRAFOR-FACOM : le Conseil des marchés financiers (CMF)** a déclaré *« recevable »* l'offre publique d'achat de Fimalac sur la société d'outillage, jeudi 1er avril. Le président de Fimalac a mis en garde Strafor contre la recherche d'un chevalier blanc : *« D'autres industriels ne manqueraient pas de supprimer des postes et de fermer des usines. »*

● **OLIVETTI : l'autorité boursière italienne, la Consob, a imposé** jeudi à Olivetti d'indiquer le seuil minimum à partir duquel il considérera que son offre publique d'achat (OPA) sur Telecom Italia est réussie. Jusqu'à présent, le groupe, qui a lancé une OPA sur 100 % de l'opérateur, a indiqué qu'il pourrait se satisfaire de 67 %, et même de moins de 51 % à condition d'être en mesure de mener à bien son plan industriel.

SERVICES

● **LA POSTE : le Conseil d'Etat a** rejeté une requête de La Poste qui visait à empêcher une société privée de transport rouennaise, Pro-Mess, d'acheminer du courrier en raison du monopole postal.

● **AUDIOVISUEL : le réseau de télévision américain CBS** a annoncé jeudi l'acquisition de King World Productions, le plus important producteur de programmes télévisés aux Etats-Unis, pour 2,5 milliards de dollars (2,3 milliards d'euros). King World Productions fournit des jeux, produit des divertissements, des magazines d'informations et détient un important catalogue de films.

● **SWISSAIR : SAIR Group, la holding qui contrôle la compagnie aérienne suisse,** a annoncé jeudi qu'elle allait prendre une participation de 20 % dans le capital de TAP Air Portugal. Cette opération constitue la première étape de la privatisation de TAP.

FINANCE

● **CRÉDIT LYONNAIS : la Commission des participations et des transferts (CPT) a donné un avis conforme** au cahier des charges fixant les modalités de la privatisation du Crédit lyonnais, selon un arrêté paru vendredi au *Journal officiel* *(lire p. 20)*.

● **AXA : le géant français de l'assurance** envisage de céder les cinq sociétés de services immobiliers qui forment le pôle AXA Immobilier, selon *Les Echos* des 2-3 avril. AXA, qui dément l'information, aurait demandé à la Banque Lazard de trouver des acquéreurs, *vraisemblablement* des investisseurs institutionnels, pour ce pôle d'activité.

● **BNP : la banque compte mettre en œuvre un programme de rachat d'actions** portant sur 10 % maximum de son capital avec pour objectif principal la régularisation des cours. Le prix maximum d'achat a été fixé à 120 euros (787,15 francs) par action et le prix minimum de vente à 50 euros (327,98 francs) par action.

RÉSULTATS

■ **COGEMA : le groupe français, numéro un mondial du cycle du combustible nucléaire,** a enregistré en 1998 une hausse de 13 % de son bénéfice net, part du groupe, à 180 millions d'euros. Le chiffre d'affaires a baissé de 3,7 % à 4,793 milliards d'euros (31,437 milliards de francs), dont 40,5 % ont été réalisés à l'étranger.

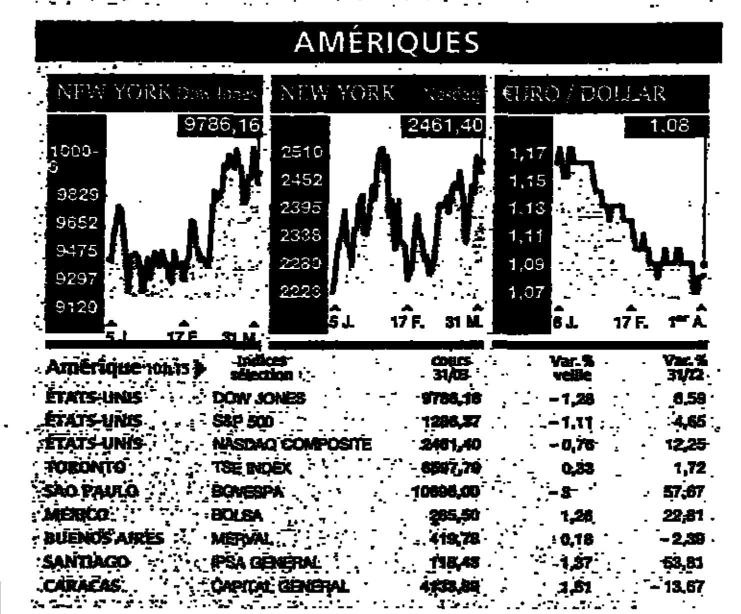
■ **BANQUE WORMS : la filiale bancaire d'AXA** a annoncé jeudi une perte nette de 24,7 millions d'euros (162 millions de francs) en 1998, contre un bénéfice net de 11,28 millions d'euros 1997, du fait d'importantes provisions passées à la demande d'une mission de la Commission bancaire. Ce résultat ne devrait pas faciliter les recherches d'un repreneur, lancées il y a plusieurs mois.

EUROPE

FRANCFORT DAX 30 — 4914,59 | LONDRES FT 100 — 6335,60 | PARIS CAC 40 — 4229,85

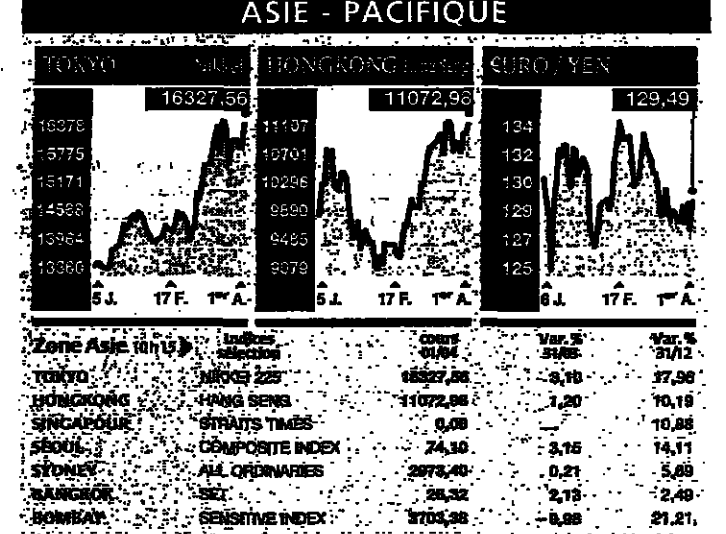
Europe 17h35	Indices sélection	cours 01/04	Var. % 31/03	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3573,80	0,38	6,92
EUROPE	STOXX 50	3589,34	0,08	7,60
EUROPE	EURO STOXX 324	308,98	0,15	8,55
EUROPE	STOXX 653	297,08	−0,03	6,40
PARIS	CAC 40	4229,85	0,76	7,28
PARIS	MIDCAC	1818,10	0,53	−1,80
PARIS	SBF 120	2842,11	0,64	6,39
PARIS	SBF 250	2674,87	0,57	7
PARIS	SECOND MARCHÉ	1881,80	0,04	−7,49
AMSTERDAM	AEX	533,63	−0,81	−0,88
BRUXELLES	BEL 20	3285,25	0,42	−7,09
FRANCFORT	DAX 30	4914,59	0,82	−1,76
LONDRES	FTSE 100	6335,60	0,54	7,70
MADRID	STOCK EXCHANGE	0,00	...	...
MILAN	MIBTEL 30	38611,00	−0,98	4,15
ZURICH	SPI	7132,40	0,03	−0,40

AMÉRIQUES



Amérique 10h15	Indices sélection	cours 31/03	Var. % veille	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	9786,16	−1,28	6,59
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1286,37	−1,11	4,65
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2461,40	−0,76	12,25
TORONTO	TSE INDEX	6597,79	0,33	1,72
SAO PAULO	BOVESPA	10898,00	−3	57,67
MEXICO	BOLSA	285,50	1,28	22,81
BUENOS AIRES	MERVAL	419,78	0,18	−2,39
SANTIAGO	IPSA GENERAL	118,48	−1,37	63,81
CARACAS	CAPITAL GENERAL	4133,88	1,61	−13,67

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 10h15	Indices sélection	cours 01/04	Var. % 31/03	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	16327,56	−3,10	17,98
HONGKONG	HANG SENG	11072,98	1,20	10,19
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	0,00	—	10,88
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	74,10	3,15	14,11
SYDNEY	ALL ORDINARIES	2973,40	0,21	5,69
BANGKOK	SET	26,32	2,13	2,49
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3703,38	−0,98	21,21
WELLINGTON	NZSE-40	2147,78	0,21	3,99

ÉCONOMIE

La crise asiatique affecte également les Etats-Unis et l'Europe

JEAN LEMIERRE, directeur du Trésor français, a estimé à Tokyo, vendredi 2 avril, que l'Europe et les Etats-Unis assument une part équivalente du fardeau de l'ajustement dans les balances des paiements provoqué par la crise économique et financière en Asie orientale. *« Les ordres de grandeur sont comparables si l'on considère l'ajustement pour l'Asean* [Association des nations d'Asie du Sud-Est], *la Corée et le Japon : 30 milliards de dollars US dans le cas de l'Europe, 27 milliards dans le cas des Etats-Unis, ce qui dans les deux cas représente environ 0,3 % du PIB »*, a-t-il précisé. Cette question du partage du fardeau fait l'objet de critiques de la part de Washington, qui accuse les Européens de ne pas importer suffisamment de marchandises en provenance d'Asie.

■ **ÉTATS-UNIS : les dépenses de construction** en février ont progressé de 2,2 %, après une hausse de 1,7 % en janvier, a annoncé jeudi le département du commerce. Sur *un an, les dépenses de construction* sont en progrès de 10,7 %.
■ **Les revenus des ménages américains** ont augmenté de 0,5 % en février, alors que les dépenses de consommation ont progressé de 0,7 %, a indiqué, jeudi, le département du commerce. En janvier, les dépenses ont, selon les chiffres définitifs, progressé de 0,4 %, et les revenus de 0,6 %.

■ **BRÉSIL : 600 millions de dollars (555 millions d'euros) ont été remboursés** aux créditeurs publics du Club de Paris, a annoncé, jeudi, la banque centrale. Le remboursement a été prélevé sur les réserves monétaires du pays, mais cette décision *« n'a pas influé sur le taux de change, car le Brésil a reçu un volume important de devises étrangères via des placements sur titres à taux fixes »*, a indiqué le directeur de la politique monétaire de la banque, Luis Fernando Figueiredo.

■ **FRANCE : l'opinion des grossistes sur leurs ventes s'est dégradé** *« assez sensiblement »* en janvier-février 1999, selon une enquête de l'Insee publiée jeudi. Cette opinion se situe à un niveau légèrement inférieur à la moyenne de longue période, a précisé l'institut. Les intentions de commandes pour les deux prochains mois sont légèrement orientées à la baisse dans la plupart des secteurs, et les stocks sont globalement jugés stables, se situant à un niveau légèrement supérieur à la normale.

■ **Les prix de vente industriels,** hors TVA, des biens intermédiaires ont baissé de 0,3 % en février par rapport à janvier, la baisse sur un an s'établissant à 3 %, selon les indices mensuels publiés jeudi par l'Insee. Ce mouvement provient principalement de la baisse combinée des prix des produits en bois, papier ou carton et des prix des produits chimiques en caoutchouc ou en plastique.

■ **GRANDE-BRETAGNE : l'indice des directeurs d'achats** pour l'industrie manufacturière s'est établi à 47,2 en mars, contre 45,9 en février. Si l'indice général reste au-dessous du niveau des 50 points, au-delà duquel il signale une croissance, il progresse pour le cinquième mois consécutif.
■ **La Confédération de l'industrie britannique** a observé dans sa dernière enquête mensuelle que le volume des ventes de détail a connu en mars sa plus importante progression en glissement annuel depuis septembre 1998. Selon la CBI, les ventes devraient se reprendre *« un peu plus »* en avril.

■ **ALLEMAGNE : la hausse des taxes sur l'énergie** intervenue jeudi *du fait de la « réforme fiscale écologique »* devrait entraîner une hausse de 0,4 ou 0,5 point de pourcentage de l'indice des prix à la consommation, selon l'Office fédéral statistique. En avril, si l'évolution des prix des autres produits reste similaire, l'indice progresserait de 0,6 % à 0,7 % sur un mois et de 0,9 % à 1 % sur un an.

■ **EURO : près d'un consommateur européen sur deux** considère que l'arrivée de l'euro est positive, selon le baromètre européen de la consommation Sofinco-Ipsos rendu public jeudi : 44 % des consommateurs européens considèrent que l'euro présente plus d'avantages que d'inconvénients, tandis que 34 % sont d'un avis contraire. A l'exception de la Grande-Bretagne et de la France, la perception de l'euro progresse partout en Europe, selon le baromètre.

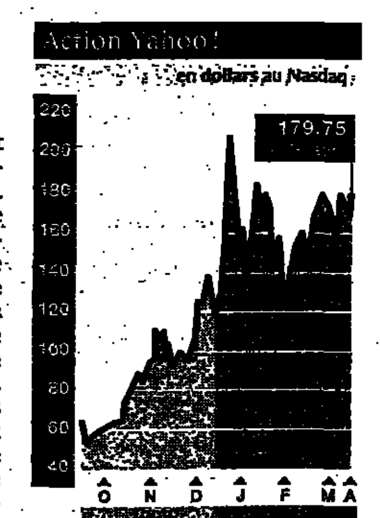
■ **RUSSIE : le prêt financier du Fonds monétaire international** devra servir à renflouer les réserves de la Banque centrale, gravement entamées par le soutien au rouble, a déclaré jeudi le président de la banque, Viktor Gueracht-chenko. Il a précisé qu'à la suite de l'accord-cadre de lundi dernier avec le FMI, qui prévoit une nouvelle aide financière à la Russie, Moscou souhaite voir augmenter ses réserves bancaires, qui, avec un peu plus de 10 milliards de dollars, sont revenues à leur niveau d'il y a trois ans.

VALEUR DU JOUR

Yahoo ! rachète Broadcast.com

LE TROISIÈME portail Internet mondial Yahoo ! poursuit sa croissance externe à marche forcée. Deux mois après avoir acquis le site GeoCities, Yahoo ! propose de racheter Broadcast. *com par échange* d'actions pour un montant de 5,7 milliards de dollars (5,3 milliards d'euros). Ce montant astronomique n'a qu'un *lointain* rapport avec la réalité économique de Broadcast.com. Ce site internet spécialisé dans la diffusion de documents audio et vidéo ne réalise que 22,8 millions de dollars de chiffre d'affaires et perd 14,9 millions de dollars. Il revendique plus de 800 000 visites quotidiennes avec une pointe à 2 millions lorsqu'il a proposé, en février, un défilé de lingerie sur Internet.

Mais le phénomène Internet dépasse les critère classiques d'évaluation financière. Aujourd'hui, il existe plus de 150 millions d'internautes à travers le monde. Et, selon le cabinet d'étude britannique Datamonitor, ce chiffre pourrait dépasser les 300 millions d'ici à 2005 (95 millions aux *Etats-Unis, 88 millions en Europe* et 118 millions dans le reste du monde). Actuellement les sites Internet tirent la majeure partie de leurs faibles revenus des espaces publicitaires. Mais ce mode de financement n'est guère satisfaisant. Après avoir constaté que moins de 1 % des internautes s'intéressaient aux espaces publicitaires, le prix de ce dernier a commencé à décliner. Le véritable *Eldorado pour les sites Internet* proviendra du commerce électronique. Ce type de commerce de détail est



encore embryonnaire : il n'a pas dépassé les 13 milliards de dollars en 1998, mais il croît sur un rythme annuel de 200 %.

Le client électronique est très difficile à satisfaire. Aujourd'hui, seulement 1,6 % des visites sur un site marchand se concluent par un achat, selon l'étude du Boston Consulting Group. Et le client *n'achète que sur un site* ayant une forte notoriété, précise l'étude de l'Idate. Enfin, le client est particulièrement infidèle. Les portails Internet qui ambitionnent d'être de véritables galeries marchandes doivent donc toujours enrichir leur offre afin de retenir les internautes dans leurs filets. La Bourse leur donne la possibilité d'acheter des concurrents pour étoffer leur gamme, sans sortir de liquidités.

Enguérand Renault

SUR LES MARCHÉS

PARIS

VENDREDI 2 AVRIL, le marché des actions de la Bourse de Paris était fermé en raison des fêtes pascales. En Europe, les places boursières d'Allemagne, d'Espagne, de Grande-Bretagne, d'Italie, des Pays-Bas et du Portugal étaient closes. Ces marchés *resteront fermés lundi 5 avril* et reprendront leurs cotations le mardi 6 avril. En revanche, le marché américain, fermé vendredi, sera ouvert lundi, tandis que la Bourse de Tokyo ne prend de son côté aucun congé.

Jeudi 1er avril, l'indice CAC 40 avait terminé la séance sur une hausse de 0,76 %, à 4 229,85 points, clôturant ainsi pour la première fois depuis le 19 mars au-dessus des 4 200 points. L'atmosphère reste cependant à la prudence chez les investisseurs, qui s'interrogeaient à la veille d'un long week-end sur les développements dans la guerre dans les Balkans.

LONDRES

L'INDICE FOOTSIE des cent *principales valeurs de la Bourse* de Londres a clôturé en hausse de 0,55 %, jeudi 1er avril, à 6 330 points, après avoir atteint en cours de séance un nouveau record absolu à 6 399,1 points. Le précédent record établi par le FTSE-100 datait du 12 mars, où l'indice s'était inscrit à 6 365,4 points. Les actions britanniques ont été portées jeudi par *des rumeurs de rachat de sociétés*, mais aussi par les espoirs d'une prochaine baisse des taux.

NEW YORK

L'INDICE DOW JONES de la Bourse de New York a clôturé, jeudi 1er avril, sur un gain de 0,47 %, à 9 832,51 points, dans un marché sans réelle tendance. De son côté, l'indice composite de la Bourse électronique Nasdaq a progressé de 1,30 %, à 2 493,37 points. Le relatif sang-froid des investisseurs face à l'intensification de la guerre a été illustré par une séance assez calme avec 705 millions d'actions échangées.

TOKYO

L'INDICE NIKKEI de la Bourse de Tokyo a terminé vendredi 2 avril en baisse de 0,23 %, à 16 290,19 points après avoir progressé de 0,1 % à la mi-séance, grâce aux gains enregistrés par les valeurs de haute technologie et de l'automobile.

TAUX

LES TAUX D'INTÉRÊT à long terme en France, dont la référence est le rendement de l'OAT à 10 ans, restaient stables à l'ouverture, vendredi 2 avril, à 4,134 %.

MONNAIES

LE DOLLAR se stabilisait contre le yen en début de matinée, vendredi 2 avril, en raison de prises de bénéfice, se négociant à 120,65 yens. La veille, la devise américaine était remontée jusqu'à 120,87 yens, contre 118,75 yens. Lors des premiers échanges, vendredi, l'euro conservait ses niveaux atteints la veille, cotant 1,0774 dollar.

Taux de change fixe zone €uro

€uro contre ▶	Taux	contre franc ▶	Taux
FRANC	6,55957	€URO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35386
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	1,10324

Hors zone €uro

€uro contre ▶	01/04
COURONNE DANOISE	7,4316
COUR. NORVÉGIENNE	8,3425
COUR. SUÉDOISE	8,8890
COURONNE TCHÈQUE	38,482
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6928
DOLLAR CANADIEN	1,6205
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0108
DRACHME GRECQUE	326,75
FLORINT HONGROIS	254,41
ZLOTY POLONAIS	4,3380

Cours de change croisés

01/04 17h35 ▶	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours €URO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	—	0,83546	1,08165	0,16496	1,60610	0,67728
YEN	119,69500	—	129,49000	19,74500	192,26000	81,04500
€URO	0,92451	0,77226	—	0,15245	1,48405	0,62590
FRANC	6,06215	5,06575	6,55957	—	9,73640	4,10575
LIVRE	0,62263	0,52030	0,67385	0,10275	—	0,42170
FRANC SUISSE	1,47650	1,23380	1,59905	0,24355	2,37140	—

Taux d'intérêt (%)

Taux 01/04 ▶	Taux J.J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	2,95	2,78	4,10	5
ALLEMAGNE	2,84	3,12	3,99	4,86
GDE-BRETAG.	4,75	4,97	4,59	4,49
ITALIE	—	2,90	4,24	5,20
JAPON	0,20	0,10	1,69	—
ÉTATS-UNIS	5,58	4,45	5,25	5,64
SUISSE	0,93	1,03	2,46	3,85
PAYS-BAS	2,97	3,25	4,12	5

Matif

Cours 17h35 ▶	Volume 01/04	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
JUIN 99	21775	94,92	95,10
Euribor 3 mois			
JUIN 99	5251	97,20	97,19

Matières premières

En dollars ▶	Cours 31/03	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1403	0,57
ALUMINIUM 3 MOIS	1240	0,40
PLOMB 3 MOIS	510,5	0,10
ÉTAIN 3 MOIS	5270	0,19
ZINC 3 MOIS	1006,5	0,15
NICKEL 3 MOIS	4673	0,89
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	5,08	...
PLATINE A TERME	80933,52	−0,28
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	280	−0,09
MAÏS (CHICAGO)	228,25	0,33
SOJA TOURTEAU (CHG.)	136,3	0,44
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	1192	0,85
CAFÉ (LONDRES)	1530	—
SUCRE BLANC (PARIS)	208	...

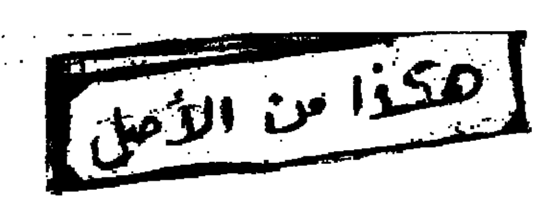
Pétrole

En dollars ▶	Cours 31/03	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	15,24	—
WTI (NEW YORK)	16,5	−1,56
LIGHT SWEET CRUDE	16,68	...

Or

En €uros ▶	Cours 01/04	Var % 31/03
OR FIN KILO BARRE	8390	...
OR FIN LINGOT	8490	—
ONCE D'OR (LO) $	279,80	...
PIÈCE FRANCE 20 F	51,50	—
PIÈCE SUISSE 20 F	51,90	+0,78
PIÈCE UNION LAT. 20 F	52	−0,57
PIÈCE 10 DOLLARS US	298	−0,35
PIÈCE 20 DOLLARS US	490	−0,41
PIÈCE 50 PESOS MEX.	314,25	+0,24

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse



Ce mois-ci dans « Le Monde diplomatique » :

UNION EUROPÉENNE : A Bruxelles, une Commission chasse l'autre *(Bernard Cassen)* ■ **JAPON :** Le couple nippo-américain dans l'impasse *(Bruce Cumings)* - Remise en question du « modèle » occidental *(Philip S. Golub)* ■ **ÉTAT PALESTINIEN :** Inventaire des accords d'Oslo *(Alain Gresh)* - Un titre de propriété inaliénable sur la terre *(Monique Chemillier-Gendreau)* - Enjeux démographiques *(Youssef Courbage)* – Un engagement plus prononcé de l'Union européenne *(Miguel Angel Moratinos)* ■ **AFRIQUE :** Ces guerres qui usent le continent *(Philippe Leymarie)* ■ **« INSÉCURITÉ » :** Les renseignements généraux découvrent les quartiers *(Vincent Laurent)* - Trappes, la ville qui tient *(Nicolas Truong)* - Le « moyennement répressif » des Pays-Bas *(Josine Junger-Tas)*.

AVRIL 1999

GUERRE EN SERBIE, NOUVEAU RÔLE DE L'OTAN – Pages 4 à 7

N° 541 - 46e année — AVRIL 1999

LE MONDE diplomatique

36 pages - 24 F
France métropolitaine : 3,66 €
Abonnements : voir tarif page 15

Publication mensuelle - 21 *bis*, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

Le devoir de paresse
Par THIERRY PAQUOT
(Page 36)

Social-conformisme

Par IGNACIO RAMONET

POUR la première fois depuis sa création en 1949, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) s'engage dans une guerre contre un pays, la République fédérale de Yougoslavie, n'ayant commis aucune agression hors de ses frontières. C'est aussi la première fois, depuis 1945, que des forces européennes bombardent un autre Etat européen souverain. Annoncée le 23 mars 1999, cette décision a été qualifiée de « *devoir moral* » par M. Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN.

M. Solana est un dirigeant historique du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), et il compte, pour cette guerre, sur le soutien principal de MM. Gerhard Schröder, Lionel Jospin, Massimo D'Alema et Anthony Blair, chefs des gouvernements respectifs de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni. Et membres éminents, tous les quatre, de la sociale-démocratie ...

... répression qui a déjà fait, parmi les civils kurdes, des milliers de morts ? Y aurait-il, ici aussi, deux poids et deux mesures ?

Comment les dirigeants sociaux-démocrates, héritiers de Jean Jaurès et d'une longue tradition de légalisme international, ont-ils pu à ce point céder aux pressions de Washington et s'embarquer dans une aventure guerrière qui n'a pas la moindre légitimité internationale ? Aucune résolution des Nations unies concernant cette région n'autorise explicitement le recours à la force. Et le Conseil de sécurité, organe suprême de la planète en matière de conflit, n'avait pas été saisi avant le déclenchement des premières frappes, et n'avait accordé aucun aval à l'emploi des armes contre ...

... départ, un signe supplémentaire de l'effondrement idéologique de la sociale-démocratie ? Celle-ci est sans boussole, naviguant à vue, obsédée par l'urgence et la proximité, et totalement dépourvue d'assise théorique (à moins d'appeler théorie ces catalogues de renoncements et de reniements que sont *La Troisième Voie*, d'Anthony Giddens, conseiller de M. Blair, et *Le Bon Choix*, de Bodo Hombach, inspirateur de M. Schröder).

MAX NEUMANN. – « Autoportrait d'un autre » (1993)

L'IDÉOLOGIE DE L'INSÉCURITÉ

Ce vent punitif qui vient d'Amérique

Ne s'agit-il que d'une coïncidence ? Au moment où, dans l'indifférence apparente des gouvernements, l'annonce d'énormes regroupements industriels ou bancaires se généralise aux Etats-Unis et en Europe, les responsables politiques rivalisent d'imagination et de projets en matière de lutte contre la délinquance. Les grands médias, oubliant trop souvent que les « violences urbaines » ont aussi leur source dans la généralisation de l'insécurité sociale, concourent à cette façon biaisée de définir les menaces qui pèseraient sur nos sociétés. Certains des remèdes proposés couramment (« tolérance zéro », couvre-feux, suppression des allocations familiales versées aux parents des délinquants, durcissement de la répression des mineurs), s'inspirent d'ailleurs de l'exemple américain. Et risquent, comme aux Etats-Unis, de conduire à une généralisation du contrôle social doublée d'un envol du taux d'incarcération.

Par LOÏC WACQUANT *

DEPUIS quelques années monte à travers l'Europe une de ces paniques morales capables, par son ampleur et sa virulence, d'infléchir les politiques étatiques et de redessiner la physionomie des sociétés qu'elle atteint. Son objet apparent, trop apparent justement, puisqu'il tend à envahir le débat public : la délinquance des « jeunes », les « violences urbaines », les désordres dont les « quartiers sensibles » seraient le creuset, et les « incivilités » dont leurs habi-...

Ces notions s'inscrivent dans une constellation de termes et de thèses venus des Etats-Unis, sur le crime, la violence, la justice, l'inégalité et la responsabilité, qui se sont insinués dans le débat européen jusqu'à lui servir de cadre et qui doivent l'essentiel de leur pouvoir de conviction à leur omniprésence et au prestige retrouvé de leurs propagateurs (1). La banalisation de ces analyses dissimule un enjeu qui n'a que peu à voir avec les problèmes auxquels ils se réfèrent ostensiblement : la redéfi-...



Egalement au sommaire

Géopolitique : Les entités chaotiques ingouvernables *(Oswaldo de Rivero)* ■ **Europe :** Décolonisation inachevée en Irlande du Nord *(Robbie Mc Veigh)* - En Italie, la transition politique s'accélère *(Guido Moltedo)* ■ **Caraïbes :** Consensus introuvable à Porto Rico *(James Cohen)* ■ **Développement :** Quand les pauvres séduisent les banques *(Jean-Loup Motchane)*. - Le regard intéressé de Wall Street *(J.-L. M.)* – Les pays du Sud rongés par les pesticides *(Mohamed Larbi Bouguerra)* ■ **Médias :** Misère des journalistes précaires *(Gilles Balbastre)* ■ **Santé :** Vers la sélection génétique des travailleurs *(Annie Thébaud Mondy)* ■ **Civilisation :** La leçon des peuples premiers *(Jean Malaurie)*.

TARIFS	1 AN	2 ANS
■ **France** *(y compris DOM-TOM et pays à accords postaux*)*	[illegible]	[illegible]
Tarif spécial (étudiants, lycéens, chômeurs, RMistes sur présentation d'un justificatif. France métropolitaine uniquement)	[illegible]	[illegible]
■ **Etranger**		
Voie normale *(y compris Union européenne par avion)*	[illegible]	[illegible]
Voie aérienne		
Tunisie	[illegible]	[illegible]
Autres pays d'Europe (sauf Union européenne, Suisse) Algérie, Maroc	[illegible]	[illegible]
DOM, Afrique francophone	[illegible]	[illegible]
Etats-Unis, Canada, Moyen-Orient	[illegible]	[illegible]
Amérique centrale, Amérique du Sud, Mexique Afrique anglophone, Japon, Chine, autres pays d'Asie	[illegible]	[illegible]
TOM	[illegible]	[illegible]
Oceanie, Australie, Nouvelle-Zélande	[illegible]	[illegible]

* Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Rép. centrafricaine, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie.

ET POUR NE MANQUER AUCUN NUMÉRO, ***ABONNEZ-VOUS AVANT AUGMENTATION DE TARIFS !***

Bulletin à renvoyer à : *Le Monde diplomatique*, service abonnements, 24, avenue du Général-Leclerc, 60646 Chantilly Cedex, France

☐ **OUI,** je souhaite m'abonner au *Monde diplomatique* pour :
☐ **1 an** (12 numéros) ☐ **2 ans** (24 numéros)

Nom : ______ Prénom : ______
Adresse : ______
Code postal : ☐☐☐☐☐ Ville : ______ Pays : ______
Je joins mon règlement libellé en francs français de ______ FF, par :
☐ Chèque bancaire ☐ Eurochèque ☐ Mandat international
☐ Carte bancaire internationale n° : ______
☐ Carte American Express n° : ______
Expire fin : ______ Signature obligatoire : ______

901MDMQ

[هكذا من الأصل]

AUJOURD'HUI

LE MONDE / SAMEDI 3 AVRIL 1999

SPORTS **Le juge d'instruction lillois Patrick Keil, chargé de l'affaire Festina depuis le mois de juillet, a auditionné, jeudi 1er avril, le président de la Fédération française de cyclisme (FFC), Daniel Baal, et le directeur de la Société du Tour de France, Jean-Marie Leblanc. ● LE PREMIER a été mis en examen pour *« complicité des délits de facilitation et d'incitation à l'usage et administration à autrui de substances ou de produits dopants »*. Sans formuler de commentaire sur cette décision, le ministère de la jeunesse et des sports a apporté son soutien à la Fédération. ● JEAN-MARIE LEBLANC, quant à lui, n'a pas été mis en examen. ● DE L'AUTRE CÔTÉ de la frontière, la course des Trois Jours de la Panne s'est achevée sans les coureurs de l'équipe Mapei, interpellés par la gendarmerie belge après la découverte d'un colis contenant des ampoules d'amphétamines.**

Le président de la Fédération de cyclisme rattrapé par l'affaire Festina

Soupçonné de « complicité » par le juge lillois Patrick Keil, Daniel Baal est à son tour mis en examen. Le directeur de la Société du Tour de France, Jean-Marie Leblanc, lui aussi interrogé par le magistrat, n'a pas été mis en cause dans ce dossier concernant le dopage des coureurs

MIS EN EXAMEN jeudi 1er avril par le juge Patrick Keil pour *« complicité des délits de facilitation et d'incitation à l'usage et administration à autrui de substances ou de produits dopants »*, Daniel Baal, président de la Fédération française de cyclisme (FFC), n'en conserve pas moins le soutien de Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, et de son ministère.

CYCLISME

Bien que refusant de commenter *« cette décision* [qui] *relève de la seule autorité judiciaire compétente »*, le ministère de tutelle *« tient à souligner* [que] *la FFC a été l'une des fédérations qui ont pris une série d'initiatives destinées à combattre cette tricherie dans le sport que constitue le dopage. »*

Dans la tourmente qui secoue actuellement le sport cycliste et ses principaux dirigeants, Marie-George Buffet n'oublie pas que, le 28 février, elle épinglait les insignes de chevalier de la Légion d'honneur au revers de la veste de Daniel Baal, en le saluant par ces paroles : *« Vous vous placez sur le terrain des valeurs, et, à travers cette décoration, c'est une certaine idée du sport que nous honorons... »* Daniel Baal a quitté peu avant 14 heures, jeudi, le bureau du juge lillois, au terme d'une audition qui a duré près de quatre heures. Cette mise en examen n'étant assortie d'aucun contrôle judiciaire, le président de la FFC a annoncé lui-même la nouvelle aux journalistes présents devant le palais de justice de Lille. Au même moment, non loin de là, Jean-Marie Leblanc, directeur de la Société du Tour de France, répondait aux questions des policiers du SRPJ, qui l'avaient placé en garde à vue dès son arrivée dans les locaux, à 9 h 30. Présenté à son tour au magistrat instructeur à 17 h 30, le directeur du Tour allait ressortir trois quarts d'heure plus tard, lavé de tout soupçon. *« A l'issue de mon audition par les services du SRPJ de Lille, le procès-verbal de mes réponses a été transmis au juge Keil, et celui-ci s'est déclaré satisfait des réponses que je lui avais apportées »*, devait-il déclarer. *« En conséquence, je ne suis pas mis en examen. Et maintenant, au travail. Paris-Roubaix, c'est dans un peu plus d'une semaine »*, lançait-il visiblement soulagé au terme de neuf heures d'audition.

Il faut donc croire que Patrick Keil, ce juge que d'aucuns décrivent comme un personnage au regard acéré, particulièrement méticuleux et dénué d'humour, n'a pas été satisfait des réponses fournies par Daniel Baal aux nombreuses questions qu'il a dû lui poser. *« Aucune des accusations portées contre moi n'a le moindre fondement »*, a déploré le président de la FFC. *« Elles* [ces accusations] *reposent sur la foi de déclarations de personnes mises en examen et d'un témoin »*, a-t-il affirmé.

LA SYMPATHIE DU MINISTÈRE

Daniel Baal est la treizième personne mise en examen dans ce dossier, dit *« affaire Festina »*, mené par le magistrat lillois depuis le 8 juillet 1998, après l'arrestation par les douaniers du soigneur Willy Voet, alors qu'il transportait plus de quatre cents doses de substances interdites à bord d'un véhicule marqué des couleurs de la firme andorrane.

Agé de quarante et un ans, l'Alsacien Daniel Baal dirige la FFC depuis 1993. Plus jeune président de fédération au moment de son élection, c'est, paradoxalement, dans le combat contre le dopage qu'il a gagné la sympathie de son ministre de tutelle et une reconnaissance internationale. Vice-président de l'UCI (Union cycliste internationale), on le crédite volontiers d'ambitions plus importantes au sein de cette instance, vis-à-vis de laquelle il nourrit des divergences.

En septembre 1998, il a institué le suivi médical longitudinal pour l'ensemble des coureurs français de haut niveau, amateurs et professionnels confondus, en imposant le choix du protocole français élaboré par les docteurs Alain Garnier et Géard Dine, plus sévère que celui retenu par l'UCI. Cette démarche lui a valu quelques remontrances à peine voilées, formulées par Hein Verbruggen, le président actuel de l'UCI (*Le Monde* des 28 et 29 mars). Lorsqu'il est arrivé à la tête de la FFC, Daniel Baal, ancien coureur de niveau régional, ne connaissait pas le milieu professionnel. Cadre supérieur au Crédit mutuel du département du Haut-Rhin, c'est au fil des journées éprouvantes de juillet 1998, en plein cœur de l'affaire Festina, qu'il dit avoir découvert l'ampleur du fléau qui ravage le cyclisme.

DES SILENCES COUPABLES ?

Une confession qui ne convainc visiblement pas le juge, lequel lui reproche au minimum une complicité passive aggravée de silences coupables et, au pis, une propension à « enterrer » des cas de dopage avérés. Plusieurs ont été évoqués ces jours derniers – par exemple celui de Laurent Brochard au championnat du monde de 1997, déclaré positif pour injection de lidoquaïne (*Le Monde* du 31 mars) –, que Daniel Baal a contesté. Pourtant, selon des sources proches de l'enquête, il semble bien que, malgré les justifications avancées (une exception thérapeutique), de réelles suspicions pèsent et que les dénégations de Daniel Baal à leur propos ne résistent pas à la lumière des faits établis durant l'instruction.

Avec Daniel Baal et Roger Legeay, président de la Ligue professionnelle et vice-président de la FFC, mis en examen et placé sous contrôle judiciaire lundi 29 mars, le magistrat a donc décidé d'impliquer les deux plus hauts dirigeants du cyclisme français. Contre l'avis du procureur adjoint, Gérald Vinsonneau, le juge instruit dans le but de responsabiliser les principaux acteurs d'un sport intoxiqué par la médicalisation à outrance.

Embarqué désormais sur la même galère que ceux qu'il n'a cessé de dénoncer depuis le début de l'affaire, Daniel Baal n'a pas l'intention, pour autant, d'être accusé avec eux. Il s'est dit prêt à se battre *« pour obtenir le non-lieu le plus rapidement possible »*.

Yves Bordenave

Trafic d'anabolisants à Abbeville

La police d'Abbeville a démantelé un réseau local de trafic de substances interdites, volées dans un entrepôt de produits pharmaceutiques de la ville et destinées au milieu cycliste de Picardie. Dans cette affaire, révélée jeudi 1er avril, un coureur cycliste semi-professionnel, Frédéric Klaes, vingt-sept ans, a reconnu les faits. Il a été mis en examen en janvier pour recel et *placé sous contrôle judiciaire*. Un autre coureur picard a été mis en examen en mars, également pour recel. L'enquête faisait suite à une plainte déposée en novembre 1998 par la direction d'un entrepôt de produits pharmaceutiques, où des amphétamines, des anabolisants et des corticoïdes avaient disparu. Un chauffeur-livreur de la société – cyclotouriste amateur de haut niveau – avait été mis en examen et écroué pour vol. Remis en liberté la semaine dernière, il a reconnu s'être livré à des vols dans l'entrepôt depuis dix ans.

L'équipe italienne Mapei est prise dans la tourmente en Belgique

LES ROUTES de chaque côté de la frontière franco-belge vont finir par devenir maudites au sein du peloton cycliste professionnel. Jeudi 1er avril dans la matinée, alors qu'à Lille le juge Patrick Keil continuait à instruire l'affaire Festina, outre-Quiévrain, à Courtrai, une autre affaire a éclaté. Avec, ici aussi, la découverte de produits dopants et la mise en cause d'une formation de premier plan : l'équipe italienne Mapei, la plus puissante équipe cycliste au monde. Finalement, le soufflé est retombé – du moins dans l'immédiat –, car, jeudi en soirée, coureurs et dirigeants de la formation transalpine ont *été lavés des soupçons qui pesaient sur eux.*

Tout avait commencé à la Panne, à 8 h 57, par l'interpellation par la gendarmerie belge du directeur sportif de Mapei, le Belge Patrick Lefèvère, et de ses coureurs. Réalisée au départ de la troisième étape des Trois Jours de la Panne, à la demande du parquet de Courtrai, cette intervention a provoqué l'annulation de la demi-étape matinale. Ces interpellations, ainsi que les perquisitions qui les ont suivies dans l'hôtel où résidait l'équipe Mapei, à Courtrai, ont été motivées par la découverte, lundi 29 mars, d'un paquet suspect par le service de sécurité de l'entreprise de courrier express DHL, près de Courtrai.

Ce paquet, à destination de l'Italie, avait été expédié de l'hôtel des Mapei. Il contenait un boîtier vidéo avec cinq *« ampoules dont le contenu nous a paru suspect »*, a expliqué la direction générale de DHL Belgique. A la différence de l'affaire Festina, dans laquelle des doses d'EPO avaient été saisies, les ampoules trouvées en Belgique contiennent des amphétamines. C'est ce qu'a indiqué, jeudi, Louis Deneckere, le procureur de Courtrai, qui a ouvert une instruction sur la base de *« détention de produits interdits »*. *« Un seul homme est à l'origine de cette affaire et de l'envoi du colis, il s'agit d'un soigneur italien de l'équipe »*, a précisé, jeudi soir, Louis Deneckere, qui a admis que *l'intéressé n'a pas reconnu les faits.*

VIVES RÉACTIONS CHEZ LES COUREURS

Si les Trois Jours de la Panne ont pu s'achever normalement dans l'après-midi – sans les Mapei – avec un contre-la-montre gagné par le Belge Franck Vandenbroucke (Cofidis) et un classement général final remporté par un autre Belge, Peter Van Petegem (TVM), l'intervention matinale a provoqué de vives réactions. Coureurs, directeurs sportifs et organisateurs ont publié un communiqué marquant leur *« désapprobation »* sur la manière dont sont intervenues les forces de l'ordre. *« Une telle action ne se justifiait pas, c'est de la publicité facile »*, a aussi estimé Tom Van Damme, directeur de la Fédération belge de cyclisme.

Se déclarant *« scandalisé »*, Hein Verbruggen, le président de l'Union cycliste internationale (UCI), a souligné que *« depuis lundi les autorités ont eu suffisamment d'occasions d'intervenir »* et, pointant un article relatif à la découverte de ce fameux paquet, paru dans le journal *Het Laatste Nieuws* dès jeudi matin, a estimé que *« ce procureur avait d'autres motivations que la justice »*. *« Nous ne désirions pas intervenir ce jeudi matin »*, s'est défendu Louis Deneckere, qui prévoyait une intervention jeudi soir. Mais les fuites l'ont obligé à agir plus vite.

Les coureurs de l'équipe Mapei ayant été relâchés jeudi en soirée, ils pourront participer, dimanche 4 avril, au Tour des Flandres. Dans cette célèbre classique de printemps, certains d'entre eux, comme l'Italien Michele Bartoli, actuel numéro un mondial, figurent parmi les favoris.

Reste maintenant à savoir si l'équipe ne risque pas d'être rattrapée par d'éventuelles « confessions » du soigneur sur qui a été reporté l'ensemble des responsabilités dans l'affaire de Courtrai. Même si la nature des produits saisis et leur nombre diffèrent singulièrement, l'affaire Festina a commencé par l'arrestation d'un soigneur.

Philippe Le Cœur



Le capitaine Guy Forget vit sa première Coupe Davis

NÎMES
de notre envoyée spéciale

Son sourire est serein, comme son discours, il parle de plaisir, de bonheur et d'inspiration : Guy Forget est heureux. Il y a certes l'angoisse et cette appréhension liée à la proximité de la rencontre de Nîmes, mais rien ne semble entamer son optimisme. Il est le nouveau capitaine de l'équipe de France de Coupe Davis, et c'est pour lui une belle aventure qui commence. *« Cela fait plaisir, c'est un challenge, le tennis, c'est ce qui m'a fait, depuis tout petit »*, dit ce fils et petit-fils de joueurs de haut niveau.

TENNIS

Il y a deux ans qu'il a quitté le circuit, en effectuant ses adieux lors du Tournoi de Key Biscayne, en Floride. Il avait alors trente-deux ans et tirait un trait sur une carrière magnifique, en simple comme en double, pourtant souvent empoisonnée par les blessures d'un corps un peu trop fragile, d'une tête un brin trop angoissée. Appartenant à la génération de Yannick Noah et d'Henri Leconte, il avait sans doute un peu vécu dans leur ombre, mais personne ne pourrait oublier son jeu offensif d'escrimeur, ses feintes à la volée derrière son grand service de gaucher.

Après le talent charismatique de Yannick Noah ou les relations passionnelles avec le tonitruant Henri Leconte, les Français avaient appris à aimer ce grand échalas aux airs timides. Depuis longtemps, les Anglais l'avaient adopté pour son élégance. C'est sur leur gazon que Guy Forget avait réalisé quelques-uns de ses plus beaux exploits dans les tournois du Grand Chelem, en s'y hissant, notamment, en quarts de finale en 1994, alors qu'il sortait d'une opération au genou.

Quatrième joueur mondial en mars 1991, vainqueur cette année-là de l'Open de Paris, il était surtout devenu le héros de la Coupe Davis 1991. Alors sélectionné en simple et en double, il avait rapporté le point de la victoire face à Pete Sampras, à Lyon, le 1er décembre 1991. Le capitaine s'appelait Yannick Noah, il était son ami. Engagé en double à Malmö, lors d'une nouvelle finale de Coupe Davis, il avait contribué à la victoire contre la Suède en 1996.

PLÉBISCITÉ

Après sa retraite, Guy Forget ne s'est pas complètement éloigné du tennis. Commentateur pour Eurosport, il a suivi les joueurs et parfois les joueuses tout au long de la saison 1998. Grâce à son passé, grâce à sa présence bienveillante sur le circuit, il s'est attaché leur sympathie. Quand Yannick Noah annonce qu'il quitte le poste de capitaine de Coupe Davis, à l'automne 1998, Guy Forget est plébiscité par les joueurs comme par les joueuses. En septembre 1998, après la victoire de la France sur Israël, qui marque sa réintégration dans le groupe mondial, Yannick Noah intronise Guy Forget. Le 10 octobre, il est capitaine : *« Tout cela est venu un peu tôt*, a souvent expliqué Guy Forget. *J'ai eu plus de facilité à accepter, car les joueurs et les joueuses me l'avaient demandé. »* Il est à Nîmes pour le premier tour de Coupe Davis, il sera dans dix jours à Moscou pour le premier tour de la Fed Cup, l'épreuve des femmes. *« Ma petite vie de ces quelques mois, qui me paraissait si routinière, est chamboulée*, explique-t-il avant d'ajouter, *mais c'est bien. »*

Succéder à Yannick Noah, capitaine de deux victoires de Coupe Davis et d'une victoire en Fed Cup (1997), n'est pas chose facile. *« C'est un honneur et un plaisir*, lance Guy Forget. *J'ai vécu beaucoup de choses avec lui, c'est passionnant, je vais m'inspirer de ce qu'il a fait avec nous. »* Ce qu'il souhaiterait aussi, c'est apporter son expérience de joueur de Coupe Davis.

Son rôle de capitaine, il l'assume avec joie. Les joueurs l'écoutent et le respectent, il a l'impression d'être un grand frère. Depuis quelques jours, il a joué les intendants, le receveur de plaintes universelles pour une minute de retard ou de l'eau qui manque dans le réfrigérateur. Il rit : *« Je voyais la nervosité de Yannick qui explosait en fin de journée. Il disait* : "Faut que je fume une clope" *ou* "Faut que j'aille faire un tour". *Je me disais* : "Qu'est-ce qu'il raconte, il n'a rien foutu de la journée !" *Et maintenant, je le vois. Le capitaine vit avec les angoisses des joueurs. »*

Le poste de capitaine semble convenir à Guy Forget, la complicité avec ses joueurs est évidente. *« Le jour où je n'aurai plus cette marque de respect et cette écoute, je m'en irai. »* Pourtant, il sait qu'il vit un premier tour difficile en Coupe Davis. Même sur terre battue, les Néerlandais emmenés par Richard Krajicek, quatrième joueur mondial, sont dangereux. *« Il faut aussi savoir accepter la défaite. Quoi qu'il arrive, je serai toujours derrière mes joueurs. »*

Bénédicte Mathieu

■ **Les autres rencontres du premier tour du groupe mondial :** Suède-Slovaquie, Allemagne-Russie, Grande-Bretagne - Etats-Unis, Zimbabwe-Australie, Espagne-Brésil, Belgique-République tchèque et Suisse-Italie.

Jérôme Golmard en simple et en double

Jérôme Golmard, qui devait jouer le match d'ouverture, vendredi 2 avril, contre Richard Krajicek, est également prévu dans le double, associé à Guillaume Raoux, samedi. Récent vainqueur du Tournoi de Dubaï et quart de finaliste à celui de Key Biscayne, le gaucher est l'un des joueurs français en forme du moment. Son nom s'est imposé, mercredi, dans les deux disciplines, après le forfait de Fabrice Santoro, qui souffre d'une fracture de fatigue à une côte. Après de longues conversations avec l'encadrement et les joueurs, Guy Forget a écarté Olivier Delaitre, le meilleur partenaire de Santoro en double, pour lui préférer Sébastien Grosjean, finaliste, dimanche 28 mars, du Tournoi de Key Biscayne : *« Je préfère avoir un troisième joueur de simple en cas de blessure »*, a expliqué le capitaine.

COMMENTAIRE

POUR SAUVER LE CYCLISME

Le cyclisme ne peut plus longtemps continuer à supporter le soupçon permanent qui est son lot depuis l'été, quand a éclaté, au cœur du Tour de France, l'« affaire Festina ». La mise en examen du président de la Fédération française de cyclisme (FFC), Daniel Baal, après celle de son vice-président, Roger Legeay, a situé la responsabilité à son plus haut niveau. On peut penser que la décision du juge Keil fait peu de cas des efforts fédéraux pour tenter d'enrayer le dopage, et fragilise un homme – Daniel Baal – sur lequel la ministre des sports, Marie-George Buffet, souhaitait s'appuyer pour imposer sa politique antidopage et restaurer la crédibilité de ce sport.

Mais ce serait oublier que, pendant des décennies, toutes les autorités qui se sont succédé à sa tête ont lâchement fermé les yeux et les auraient sans doute conservés clos encore longtemps sans l'« affaire Festina ». Cet aveuglement a mené là où on se trouve aujourd'hui. En réclamant l'arrêt du Tour de France 1998, *Le Monde* avait, le premier, mesuré le danger qui pesait sur le cyclisme si des mesures radicales n'étaient prises pour sauver ce sport superbe d'une fatale décrédibilisation. Sans doute Daniel Baal en a-t-il pris conscience, mieux que bien d'autres. Mais trop tard. Il paye aujourd'hui trop d'années de laxisme complice et d'impérities.

Il fallait frapper fort pour qu'enfin on mesure l'étendue du problème, ses dangers pour l'éthique sportive et la santé des coureurs, et pour cesser de s'en tenir à d'hypocrites professions de foi. Il faudra maintenant, et c'est le plus ardu, qu'au-delà du cas des hommes se transforment les consciences dans un milieu perverti par tant de mensonges et d'*omerta* coupables. Ce sport qui, plus que tout autre, a su, depuis un siècle, se bâtir une légende épique, mérite bien de renaître débarrassé du soupçon qui pèse désormais sur les performances de ses plus populaires champions. C'est aimer le cyclisme que le souhaiter, car sinon, c'est l'indifférence, d'une certaine façon la mort, qui le menace.

Fasse que la mise en examen de Daniel Baal et de Roger Legeay serve la cause du cyclisme. Et au-delà, ne l'oublions pas, du sport en général.

Jacques Buob

DÉPÊCHE

■ **BASKET : le club italien Kinder Bologne, tenant du titre, s'est qualifié** pour la finale à quatre de l'Euroligue masculine de basket, en s'imposant, jeudi 1er avril à Pau, face à Pau-Orthez (70-54). Kinder Bologne affrontera Teamsystem Bologne, l'autre club de la ville italienne, lors de la première journée de la finale à quatre, le 20 avril à Munich.

Le télescope spatial Hubble filme le printemps d'Uranus

Une « première » visible sur Internet

UN PETIT FILM illustrant les perturbations climatiques d'Uranus au sortir de sa longue période hivernale a été réalisé par le télescope spatial Hubble, annonce la NASA. Il s'agit d'une animation montée à partir d'une série d'images fixes.

Elle montre des vagues de nuages brillants qui déferlent dans l'atmosphère de la septième planète du système solaire, gigantesques tempêtes d'une surface équivalente à la moitié de la superficie des Etats-Unis.

Comme pour la Terre, les variations saisonnières d'Uranus ont pour origine l'inclinaison de son axe de rotation par rapport à son plan orbital. La planète effectuant un tour complet du Soleil en quatre-vingt-quatre ans, ses quatre saisons durent plus de vingt ans chacune. Elle est quasiment couchée sur son orbite et, pendant un quart de l'année uranienne, le Soleil brille donc à la verticale d'un pôle, plongeant l'autre moitié de la planète dans un hiver froid et sombre. L'hémisphère nord d'Uranus vient juste de sortir de cette longue période d'hibernation forcée. Au fur et à mesure que le Soleil illumine l'atmosphère, le « réchauffement » des gaz qui la composent provoque la formation des nuages composés probablement de cristaux de méthane à une température de 185 degrés au-dessous de zéro.

Ces images ont également permis aux scientifiques d'observer que le lent réveil à la vie de la planète se traduisait par des séries de secousses dans les anneaux qui l'entourent.

Découverte en 1781 par l'astronome anglais d'origine allemande William Herschel, Uranus est une boule gazeuse composée principalement d'hydrogène et d'hélium, quatre fois grande comme la Terre, mais quasi invisible à l'œil nu. La sonde américaine Voyager 2, qui l'a survolée en 1986, n'y a distingué que très peu de détails et ce film constitue donc une première. Il est visible sur Internet : oposite.stsci.edu/pubinfo/pr/1999/11/animations.html

J.-P. D.

Le surgénérateur expérimental Phénix poursuit sa coûteuse cure de jouvence

Les essais de transmutation des déchets reprendront en 2000

Les travaux de rénovation du surgénérateur Phénix se poursuivent à Marcoule (Gard). Moyennant 650 millions de francs (99 millions d'euros), l'installation devrait être remise en service en avril 2000. Après l'arrêt de Superphénix, Phénix demeure l'unique outil de recherche sur la transmutation des radioéléments, l'un des modes de gestion des déchets radioactifs sur lesquels le Parlement se prononcera en 2006.

MARCOULE
de notre envoyé spécial

S'agitant au-dessus de la cuve du réacteur surgénérateur Phénix, des ingénieurs préparent une des multiples opérations de révision de l'ancêtre de Superphénix. Les 800 tonnes de sodium fondu qui baignent le cœur, actuellement désactivé, vont être partiellement vidangées durant la nuit et remplacées par un gaz inerte, l'argon. Cela permettra à des périscopes d'inspecter le « bouchon couvercle » du cœur et de vérifier s'il est bon pour le service.

Il ne s'agit là que de l'un des chantiers menés en parallèle avant la remise en service d'une installation qui doit pour beaucoup son salut à l'arrêt de Superphénix. Ces travaux *« gigantesques »* prévoient aussi l'inspection d'une virole qui solidarise le bloc réacteur à la cuve, la rénovation des protections antisismiques et de tenue au feu – le sodium est en effet très inflammable –, l'étude de défauts observés sur un générateur de vapeur, énumère Alain Lafon, le chef de ce réacteur expérimental géré par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Sans compter *« 300 lots de travaux »* prévus au titre de la visite décennale de l'installation.

Le tout est mené sous l'œil inquisiteur des inspecteurs de la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN), qui a ordonné cette cure de jouvence généralisée.

DES DÉLAIS SERRÉS

Au total, 650 millions de francs (99 millions d'euros) seront nécessaires pour boucler la révision, qui doit s'achever en avril 2000, rappelle Alain Lafon. Les délais sont serrés. Avec l'arrêt de Superphénix, Phénix est désormais le seul surgénérateur français permettant d'étudier la transmutation des radioéléments à vie longue, une des voies de recherche prévues par la loi de 1991 sur la gestion des déchets.

Les expérimentations devront être conduites entre 2000 et 2004. Leur interprétation sera rendue dans la foulée, pour que le Parlement puisse se prononcer en 2006 sur la meilleure façon de se débarrasser de cet héritage : séparation et transmutation des radioéléments, stockage en profondeur, entreposage en surface, ou combinaison de ces solutions.

La transmutation consiste à transformer, par le biais d'une réaction nucléaire, des éléments à vie longue en éléments à vie plus courte, voire, dans le meilleur des cas, en éléments stables non radioactifs. Un réacteur de 1 000 mégawatts produit chaque année 200 kilogrammes de plutonium, 31 kilogrammes d'actinides et 750 kilogrammes de produits de fission. La durée de vie de tous ces éléments se compte parfois en millions d'années. Les réacteurs à neutrons rapides (RNR), comme Phénix, où le flux de neutrons est dix fois plus élevé que dans les réacteurs classiques, permettent d'explorer cette technologie. Les résultats les plus probants ont été obtenus en 1986, à l'occasion de l'expérience Superfact 1, dans laquelle un taux de 30 % de transmutation du neptunium 237 avait été obtenu, donnant 20 % de plutonium 238 et 10 % de produits de fission. Reste tout de même encore 70 % de l'élément indésirable...

Pour absorber les déchets du parc actuel, il faudrait, disent les modèles, construire des surgénérateurs représentant 30 % de la puissance installée (63 000 mégawatts). Soit treize Superphénix ou soixante-quinze Phénix ! L'intérêt de cette voie de recherche semble donc, pour l'heure, hypothétique.

« CHOIX IDÉOLOGIQUES »

D'autant que l'arrêt de Superphénix a sonné le glas des surgénérateurs en France pour longtemps et que les projets de réacteurs hybrides, tels le Rubbiatron, dont leurs concepteurs vantent les vertus transmutatrices, restent lointains.

Phénix pourra-t-il d'ailleurs mener à bien son programme de recherche dans les délais ? Le groupe permanent réacteur, chargé d'évaluer l'intérêt de Phénix comme outil de recherche, avait souligné, dans un avis rendu public par le député (UDF) Claude Birraux, que Superphénix aurait été plus satisfaisant. Fallait-il investir 650 millions de francs pour relancer un réacteur à bout de souffle ? *« Les choix idéologiques ont un prix »*, note le député de Haute-Savoie.

Comme nombre d'observateurs, il considère que le redémarrage de Phénix n'est que *« la contrepartie à l'arrêt de Superphénix »*, obtenu de haute lutte par la ministre de l'environnement, Dominique Voynet.

Hervé Morin

Un fonctionnement chaotique

Construit à partir de 1968, le surgénérateur expérimental Phénix, d'une puissance nominale de 250 MW électriques, a produit ses premiers kilowatts en 1973. Dès 1975, il connaît une fuite d'eau dans un générateur de vapeur. L'année suivante, c'est le circuit de sodium qui est concerné. En 1982 et 1983, de nouvelles fuites de sodium entravent son fonctionnement. En 1989, une bulle d'argon baladeuse entraîne l'arrêt du réacteur. Elle réapparaît l'année suivante, mais est finalement mise hors de cause dans les baisses rapides de réactivité observées dans le cœur, baisses qui lui avaient d'abord été attribuées et qui restent, à ce jour, inexpliquées. Des défauts dans le circuit secondaire de sodium imposent un fonctionnement sporadique jusqu'en 1994. L'autorité de sûreté exige alors d'importants travaux, qui sont toujours en cours.

En 1998, Phénix avait été autorisé à fonctionner à puissance réduite afin d'achever la « combustion » de son cœur, mais l'installation a été stoppée prématurément après la découverte, en novembre, d'une nouvelle fuite sur un échangeur de chaleur...

La contamination mère-fœtus par le virus du sida diminue

COMMENT diminuer le risque couru par les femmes séropositives de donner naissance à un enfant contaminé ? En 1994, un essai montra qu'en administrant de l'AZT pendant la grossesse, au moment de l'accouchement et, au nouveau-né, pendant ses six premières semaines, il était possible de faire passer le taux de contamination de près de 20 % à environ 8 %. Aujourd'hui, mais à condition d'associer à l'AZT un accouchement programmé par césarienne, il est possible de réduire encore ce risque, à environ 2 %. C'est ce que montre une étude, réalisée à la fois en Europe et aux Etats-Unis par quinze équipes sur 8 533 couples mère-enfant, et publiée dans l'édition du 1er avril du *New England Journal of Medicine*.

Au fil des années, on a appris de quelle manière se produit cette contamination, essentiellement au moment de l'accouchement lorsqu'il a lieu par les voies naturelles. Elle peut intervenir à différentes étapes de l'accouchement : au moment où se déclenchent les contractions utérines quand se produisent des microtransfusions de sang de la mère à l'enfant ; après la rupture de la poche des eaux ; lors du passage dans les voies génitales infectées. La programmation d'une césarienne permet, d'une part, de mettre en route une perfusion d'AZT dans les heures qui précèdent l'intervention et, d'autre part, d'éviter au maximum le contact de l'enfant avec le virus. De plus, l'absence de contraction utérine évite les microtransfusions.

Selon le docteur Laurent Mandelbrot, qui, dans le service de gynécologie-obstétrique de l'hôpital Cochin, a participé à différents essais de prévention de la transmission materno-fœtale, la proposition d'une césarienne est le plus souvent bien reçue. Actuellement, à la maternité Baudelocque, environ 70 % des naissances se font par césarienne chez les femmes soignées par l'AZT dès le troisième trimestre de grossesse.

DES RISQUES MAL CONNUS

Mais l'obtention d'une diminution de la virémie (la concentration sanguine des virus) au moyen de la bi ou de la trithérapie modifiera sans doute ces schémas. En effet, plus la charge virale est faible, plus diminuent les risques de contamination de l'enfant. Il ne sera alors peut-être plus nécessaire de proposer la césarienne en dehors des nécessités obstétricales habituelles. La césarienne est un acte chirurgical qui, comme tous les actes chirurgicaux, n'est pas anodin et peut mettre en danger la vie de la mère. En outre, cet acte ne peut être proposé partout. Il est, en particulier, beaucoup trop dangereux dans la plupart des pays en développement.

Il faut noter, enfin, que les risques courus par le fœtus du fait des traitements antiviraux sont encore mal connus, que ce soit pour l'AZT seul ou les multithérapies. Il reste aussi que les femmes séropositives vivent très souvent dans des conditions de précarité sociale et de santé telles qu'elles nécessitent un soutien médical, psychologique et social lourd, seul à même de préserver au mieux les chances de l'enfant à naître.

Elisabeth Bursaux

rimental Phénix
ure de jouvence
ts reprendront en 2000

a contamination mère-fœtu
par le virus du sida diminue

Les tapis au naturel, la création en plus

Les fibres végétales ont connu, ces dix dernières années, une explosion considérable dans le revêtement de sol. Contemporain, ce support « authentique » permet toutes les décorations

DEPUIS quelques années, le marché de la moquette traditionnelle est en perte de vitesse. Mais le parquet fait fureur, bénéficiant de la vague du *« retour aux valeurs authentiques »* qui profite aux matières naturelles. Une chance pour les fabricants de tapis qui ont élargi l'offre, étendu la gamme des motifs et des couleurs, et surtout exploité de nouvelles fibres. Certains se sont appuyés sur des modes de fabrication artisanale, d'autres ont préféré profiter des techniques de production modernes pour proposer des collections capables de répondre à tous les besoins, toutes les surfaces et tous les styles.

La nature est au coeur du débat de ce marché. L'explosion qu'ont connue les fibres végétales en témoigne. Peu de fabricants peuvent aujourd'hui ignorer cette tendance qui met à mal le revêtement traditionnel, notamment les moquettes et tapis de laine, *« ces royaumes d'acariens »*. Symbole de cet engouement : Crucial Trading dont le succès repose justement sur une tradition d'exploitation de ces matières. Cette entreprise doit sa création à David Green qui, dans les années 80, découvre le jonc de mer. A l'époque, on connaît et travaille le coco (une fibre décortiquée provenant de la noix du même nom). Le jonc de mer, qui présente l'avantage d'être imperméable donc résistant aux taches, détrône rapidement le coco qui ne possède pas cette qualité. A partir de là, Crucial Trading ne cessera d'exploiter de nouvelles fibres naturelles et d'élargir sa gamme de produits.

UNE PERSONNALITÉ

Le sisal est fabriqué à partir des feuilles de l'agave sisalana. Facile à teindre, contrairement au jonc de mer, il permet d'introduire la couleur dans la gamme de revêtements de l'enseigne. Quant au jute, il apporte une douceur au toucher que les autres fibres n'offraient pas. Aujourd'hui, Crucial Trading continue sur sa lancée en exploitant une nouvelle venue, la fibre de papier.

La manufacture des tapis de Cogolin, société dont l'origine remonte aux années 20, revendique elle aussi des valeurs d'authenticité qui sont à la source de son histoire et rencontrent l'adhésion du public. *« Cogolin, ce n'est pas seulement un tapis de laine écru ou blanc*, précise Olivier Bosquillon, directeur général. *C'est la possibilité, par notre teinturerie intégrée, de reproduire toute couleur désirée et de jouer avec les différentes matières et textures : laine bien sûr, mais également coton, raphia, lin ou soie. »*

Attachée à être artisanale, cette entreprise s'appuie sur des modèles existants – une cinquantaine de motifs – qu'elle décline en tapis ras, épais ou bouclé. Les couleurs font le reste, donnant à chaque modèle son allure, classique ou contemporaine.

La tradition artisanale constitue aussi le credo de la maison Hartley's qui réalise des tapis sur des métiers datant du XVIIIe siècle. Spécialiste des revêtements en laine, coton et jute, mais avant-gardiste dans un domaine traditionnel, *Hartley's a trouvé une voie* originale. Les séries de rayures multicolores en coton ou en laine, déclinées dans des camaïeux de tons naturels ou grisés de brun jusqu'au noir ébène et réhaussés d'une touche fushia ou bordeaux, sont devenues une référence reconnaissable de cette enseigne anglaise.

La culture d'entreprise de Casa Lopez, c'est le piqué de laine espagnol réalisé avec les couleurs désirées par chaque client. Cette technique, associée à un travail de décoration, est à l'origine de la marque. Elle est aussi son identité. Même si d'autres choix sont, depuis, venus élargir l'offre de cette boutique dont le fondateur, Bernard Magniant, signe aussi toutes les collections. *« Ce piqué nous cantonnait à une clientèle de cinquante ans. Pour toucher un public plus junior, nous avons créé une ligne en synthétique dont les dessins sont copiés sur le prêt-à-porter »*, explique-t-il.

Ainsi sont nées les séries d'imprimés tout en nuances de brun, d'ocre et de beige : *« café »*, *« noisette »*, les animaliers (*« écureuil »*, *« crocodile »*) et surtout *« panthère »*. Enfin, le naturel, qui s'exprime à travers des tapis en jute, en coco, et la gamme des *« ficelles »* constituent le troisième axe d'orientation de cette boutique. Bernard Magniant supprime les séparations entre l'intérieur et l'extérieur.

« Il y a quinze ans, dit-il, *les maisons sont devenues de vastes bureaux : des univers noir et blanc, écrans et matériel éléctronique. Aujourd'hui, on fait entrer les jardins dans les maisons. Une sensibilité qui me correspond parfaitement. C'est pourquoi je donne un air d'orangerie à tous les appartements. »* Au service de cette démarche : des motifs d'églantines, de treillages, de feuillages, de balustres... et bien sûr d'orangers.

AVEC DES ARTISTES

Les créateurs n'ignorent pas ce support de décoration qui leur fournit un terrain propice d'expression, capable de donner une tonalité, voire une personnalité à une pièce. Certaines enseignes ont choisi de les diffuser et parfois de leur consacrer un département. Toulemonde Bochart, qui proposait déjà des tapis signés, vient d'étendre cette collaboration sur les objets.

Objets et revêtements créent ainsi des jeux de correspondances et révèlent des ambiances : arôme café (tapis en laine *poisson d'avril* de Hilton McConnico, tufté main, couleur café ; coussins torsades tricotés, écorce et écru ; plaids en coton gansé chanvre, camel ou écru ; tasses à café de Hilton McConnico toujours), l'heure bleue (tapis azur *Bora* en laine, plaid *Rama*, couleur de ciel d'été comme le vase de Catherine Gouny et Juliette Marange).

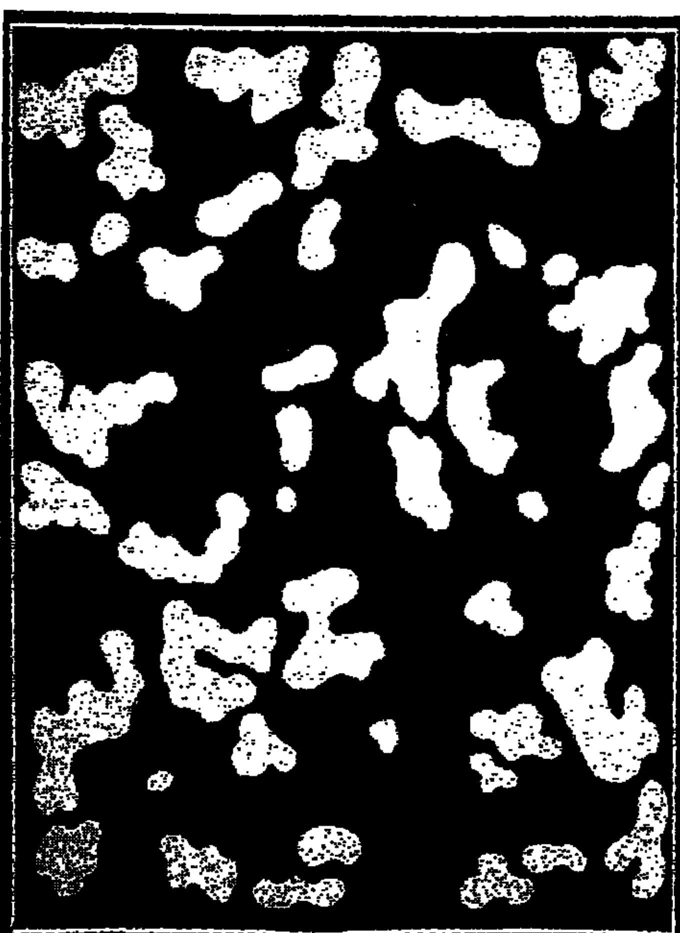
Sam Laïk, entreprise de tissage fondée en 1954 dont le savoir-faire reposait sur une tradition artisanale d'Afrique du Nord, a amorcé un virage, il y a une quinzaine d'années, en faisant appel à des signatures. Sans renier ses origines mais avec une volonté d'insuffler un esprit nouveau aux collections, l'entreprise s'est ouverte à la modernité. *« Tout en utilisant les mêmes techniques*, précise Philippe Laïk, *nous sommes passés d'une forte tradition classique et intemporelle à un style plus contemporain. »*

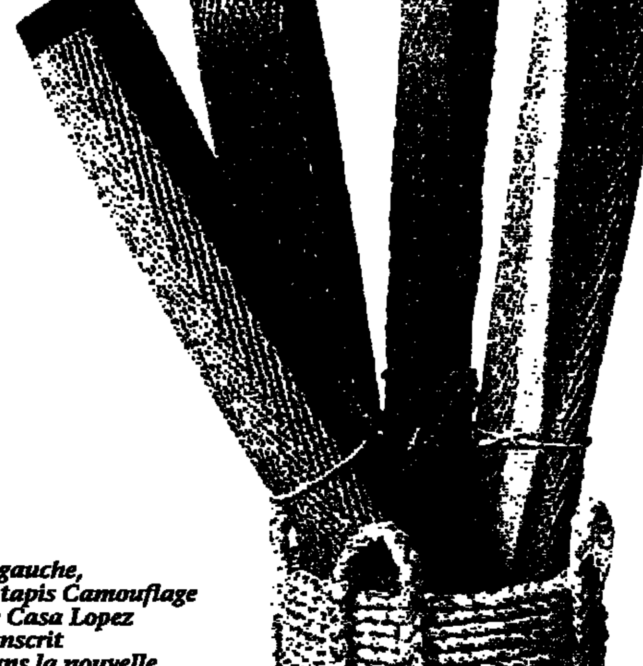
L'aventure commence en 1984 avec une première collection réunissant des jeunes talents et connaît son point culminant en 1990 avec des tapis signés Garouste et Bonetti, qui sont vendus chez Habitat. Depuis, Sam Laïk est resté fidèle à cette démarche. La dernière collection réunissait notamment Robert le Héros – pour des compositions graphiques très colorées, à la fois gaies et finement structurées – et Donna Sienne, dont l'univers scandinave est interprété dans des tons chaleureux. C'est une qualité de rencontre qui détermine les choix de l'entreprise sur tel ou tel créateur.

« Nous travaillons avec des artistes dont le style mais aussi la personnalité correspondent à nos goûts, remarque Philippe Laïk. *Les uns et les autres doivent se reconnaître dans le partenaire qu'ils ont en face d'eux : le style des créateurs ne doit pas nous être étranger et ce que l'on fait ne doit pas paraître étranger aux artistes. De cette reconnaissance mutuelle naît une relation qui aboutit à une collaboration harmonieuse. »*

La production de Sam Laïk réunit les tendances d'aujourd'hui, la création et le naturel, qui correspondent toutes deux aux attentes d'un public en quête, à la fois, d'éléments décoratifs forts – personnalisés – et de valeurs simples.

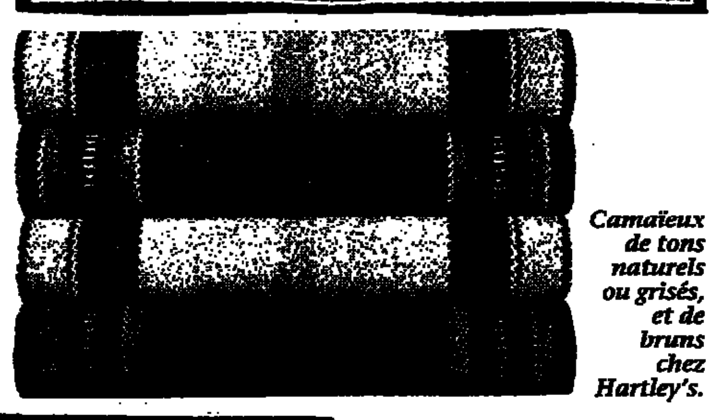
Véronique Cauhapé



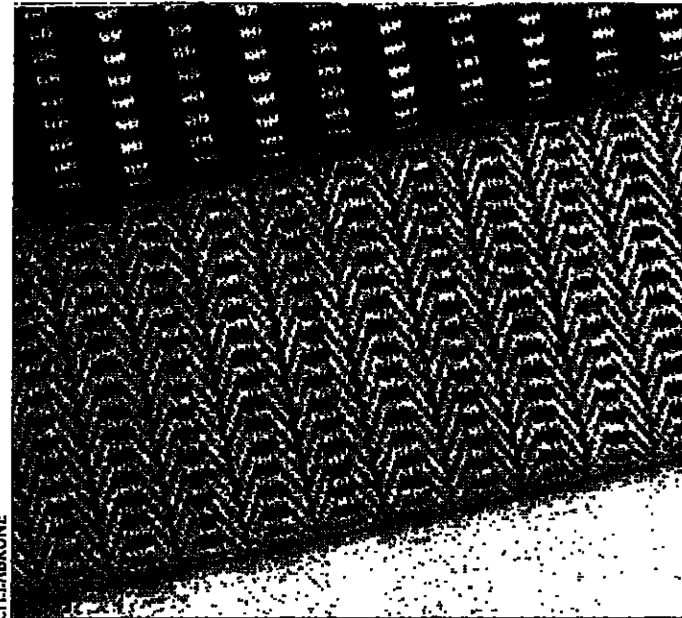


A gauche, le tapis Camouflage de Casa Lopez s'inscrit dans la nouvelle gamme 1999, simple et raffinée.

A droite. Sisal, jonc de mer, coco ou laine : l'ensemble de la gamme Crucial Trading en fibres naturelles.

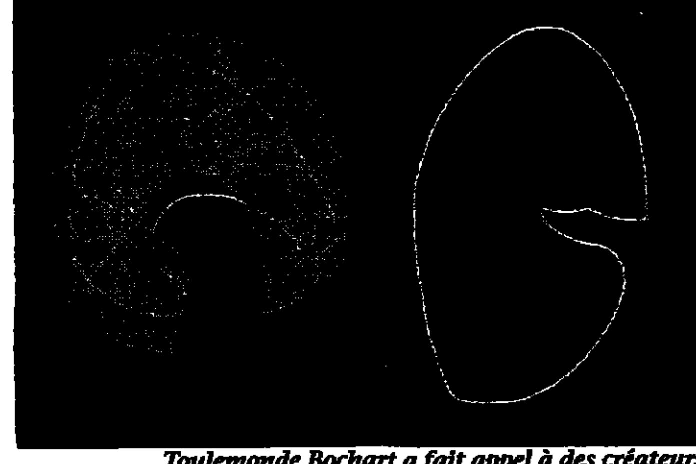


Camaïeux de tons naturels ou grisés, et de bruns chez Hartley's.



CH.LABRUNE

En 100 % laine, les Stripes Malton de Hartley's.



ACCORD TONIQUE

Toulemonde Bochart a fait appel à des créateurs pour l'imprimé de ses tapis. Ici, « Arc brun » d'Helen Yardley.

Guide

● **Crucial Trading**, 35, boulevard Saint-Germain, 75 005 Paris. Tél. : 01-40-51-05-66.
● **Manufacture des tapis de Cogolin** (showroom), 42, rue de Bourgogne. 75 007 Paris. Tél. : 01-40-62-77-00.
● **Casa Lopez**, 32-36, galerie Vivienne, 75 002 Paris (tél. : 01-42-60-46-85) ; 27, boulevard Raspail, 75 007 Paris (tél. : 01-45-48-30-97) ; 58, avenue Paul-Doumer, 75 016 Paris (tél. : 01-45-03-42-75). Points de vente en province sur demande au 01-42-60-46-85.
● **Toulemonde Bochart**, 10, rue du Mail, 75 002 Paris. Tél. : 01-40-26-68-83 ; 29, boulevard Raspail, 75 007 Paris (tél. : 01-45-48-05-71) ; 1, rue Violet, 75 015 Paris (tél. : 01-45-75-97-88). Points de vente en province sur demande au 01-69-20-40-30.
● **Sam Laïk** (showroom), 18, rue Yves-Toudic, 75 010 Paris. Tél. : 01-42-41-13-63. Dans la plupart des grands magasins (Bon Marché, Printemps, BHV), et certains magasins de meubles (notamment Roche Bobois).

La ceinture redevient utile

EN CRÉANT cette saison pour Hermès une ceinture double-tour, Martin Margiela n'a fait que ranimer une mode en vigueur chez les châtelaines du XIIe siècle... Plus encore que l'anneau, le collier ou le bracelet, la ceinture est un lien corporel traversant les pays et les siècles. Sa symbolique est lourde : séparant les deux moitiés du corps, cet autre ombilic cadenasse le siège des forces vitales, autant qu'il le partage.

Le Moyen Age en fit un signe masculin, et même l'un des attributs de la chevalerie. Du Siècle d'or à celui des Lumières, la longueur des robes et des habits lui fit préférer l'écharpe. Et la ceinture attendit la Restauration pour refaire surface en marquant la taille, avant de s'éclipser à nouveau sous les gilets du Second Empire. Si quelques dandys ceignent leur taille d'un foulard de soie, la première moitié du siècle la réserve aux vêtements de sport.

« Les ceintures n'étaient jamais faites, dit-on aux ateliers Hermès, *pour accompagner les tenues élégantes. »* Et c'est presque un scandale lorsqu'une excentrique, entrant chez l'illustre sellier, commande en version ceinture le collier à grelots de son chien – un objet devenu, avec le temps, un classique d'Hermès.

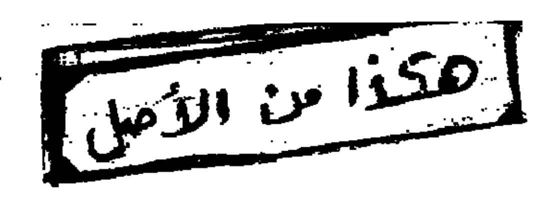
Si l'après-guerre exhume la ceinture, ce sont les années 50 qui la restaurent comme attribut viril, un peu canaille, ouvrant la voie aux larges ceintures des années pop, pourvues de boucles avantageuses, et qui couronnent – plus qu'elles ne soutiennent – des pantalons étroits aux hanches. Las de jouer les utilités, la ceinture est devenue parure. La danseuse disco des années 80 surligne son caleçon d'une lanière, tandis que le *golden boy*, las des bretelles à fleurs, succombe au machisme discret des belles mexicaines à boucles d'argent.

RETOUR DES SENS

A défaut d'être toujours démonstratives – sinon par leur fermoir au sigle de la marque –, les ceintures ont gagné, durant notre décennie, en intelligence (modèles réversibles) et en saisonnalité. La placide ceinture des boy-scouts, proposée l'an dernier aux hommes, a évolué en ceinturon militaire, sobrement fermé chez Gucci par un rectangle de métal. Côté femmes, elles s'affinent pour devenir – chez Louis Vuitton – un fin lien qui se noue.

Enfin, signe du retour des sens, la boucle le cède aujourd'hui au clic-clac de fermoirs élégants. Mieux, la ceinture redevient utile. Non pas en soutenant un pantalon mais en libérant les mains. La « banane » est désormais adoptée par les maisons de luxe et la ceinture de voyage porte-billets se voit refaite en chic par Etro et Claudie Pierlot. Plus sophistiqué, Trussardi propose dans de somptueux poulain des ceintures à pochettes coulissantes. Prada lance des sacs « mains libres » inspirés des ceintures de sécurité, à cliquer autour de la taille, tandis que Miù-Miù, sa seconde marque, ose le holster porte-documents, dont les Velcro se règlent sur la taille. Comme si le lien contraignant d'hier devenait, cette fois, un agent de libération.

Jacques Brunel



Nuages et pluies faibles

SAMEDI. Une dépression assez creuse est centrée sur l'Atlantique. Une perturbation abordera les régions de l'ouest en début de matinée et progressera vers l'est en cours de journée. Elle donnera des pluies généralement faibles, en particulier sur la moitié nord. Seules les régions de la façade est et les régions méditerranéennes bénéficieront de belles périodes ensoleillées.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Les nuages seront présents tout au long de la journée. Ils seront parfois accompagnés de pluies faibles. Il fera de 15 à 16 degrés.

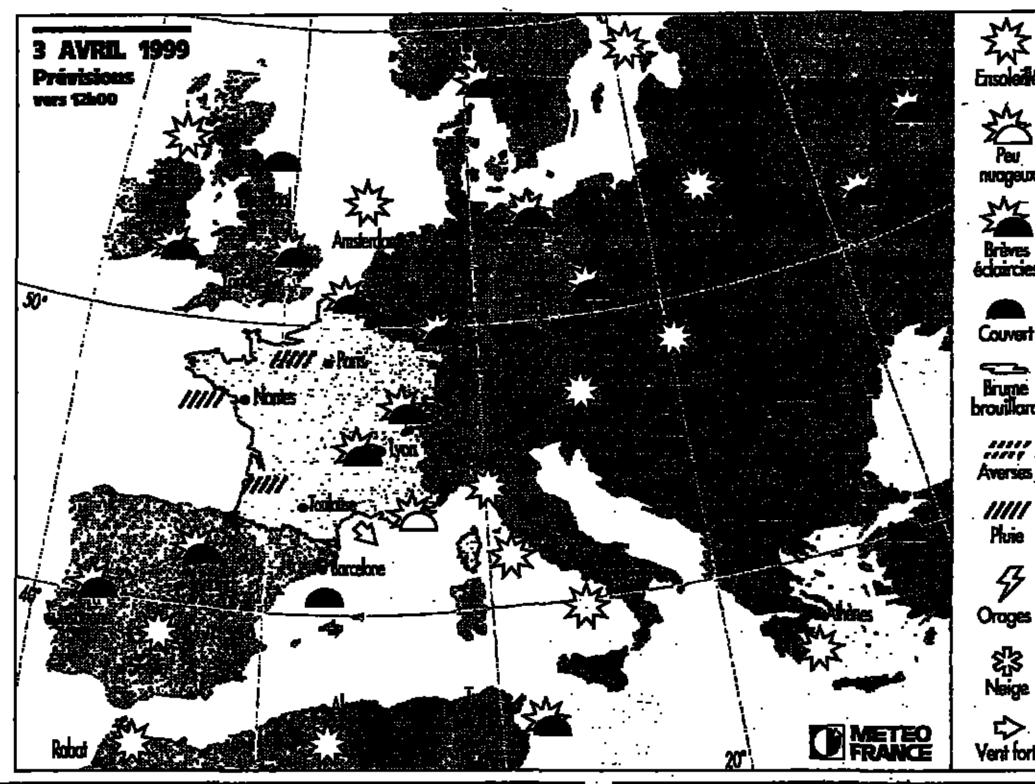
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – *En début de matinée*, le ciel sera très nuageux. Rapidement, des pluies arriveront par l'ouest et gagneront l'ensemble des régions. Il fera de 14 à 17 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Malgré un ciel souvent chargé, le soleil fera quelques apparitions. Des averses tomberont le matin. L'après-midi, le temps sera plus sec mais des pluies faibles aborderont la Bourgogne en soirée. Il fera de 15 à 18 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Le matin, le ciel sera couvert et faiblement pluvieux sur Poitou-Charentes. Ces pluies souvent éparses gagneront progressivement Aquitaine et Midi-Pyrénées. Il fera de 15 à 18 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Sur le Limousin et l'Auvergne, le ciel, nuageux au petit matin, se couvrira rapidement et il pleuvra faiblement. Sur Rhône-Alpes, le ciel sera partagé entre nuages et belles éclaircies. Il fera de 15 à 20 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Malgré un ciel parfois voilé, la journée sera bien ensoleillée. Le mistral et la tramontane souffleront jusqu'à 50 ou 60 km/h. Il fera de 18 à 22 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **PORTUGAL.** Au moins 80 % des musées publics portugais (dont le Musée d'art ancien et le monastère Jeronimos de Lisbonne) devraient être fermés pour le week-end de Pâques en raison du préavis de grève du personnel de ces établissements qui dénonce l'ouverture des musées les jours fériés.

■ **AUSTRALIE.** La compagnie australienne Qantas a décidé de réduire son trafic pendant la période de passage à l'an 2000 afin, a-t-elle précisé, de mieux mettre en place ses procédures de sécurité anti-bogue. Ces perturbations devraient durer 24 heures, entre le 31 décembre et le 1er janvier. La compagnie n'a pas précisé les lignes qui seraient concernées par cette mesure.

■ **AVION.** Depuis lundi 29 mars, Thaï Airways a étendu à tous ses vols internationaux l'interdiction de fumer déjà en vigueur, depuis 1989, sur ses lignes intérieures.

PRÉVISIONS POUR LE 3 AVRIL 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé ; N : nuageux ; C : couvert ; P : pluie ; * : neige.

				PAPEETE	25/31 P	KIEV	4/13 N	VENISE	9/19 S	LE CAIRE	14/23 S
				POINTE-A-PIT.	21/29 C	LISBONNE	13/21 N	VIENNE	5/17 S	MARRAKECH	14/28 S
				ST-DENIS-RÉ.	23/27 C	LIVERPOOL	8/15 C	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	17/26 C
				EUROPE		LONDRES	9/17 N	BRASILIA	20/29 S	PRETORIA	17/26 N
				AMSTERDAM	9/18 S	LUXEMBOURG	7/17 N	BUENOS AIR.	15/21 C	RABAT	10/22 S
FRANCE métropole		NANCY	7/16 N	ATHENES	11/17 S	MADRID	7/24 N	CARACAS	23/26 P	TUNIS	10/18 N
AJACCIO	6/18 S	NANTES	9/18 P	BARCELONE	13/20 C	MILAN	6/22 S	CHICAGO	13/22 N	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	11/16 P	NICE	11/18 S	BELFAST	6/14 S	MOSCOU	1/8 N	LIMA	20/24 C	BANGKOK	26/33 P
BORDEAUX	9/17 P	PARIS	9/15 P	BELGRADE	5/13 C	MUNICH	3/15 C	LOS ANGELES	7/14 N	BOMBAY	23/32 S
BOURGES	7/16 P	PAU	7/16 P	BERLIN	5/17 N	NAPLES	10/18 S	MEXICO	11/28 S	DJAKARTA	26/31 N
BREST	10/17 P	PERPIGNAN	13/19 S	BERNE	2/17 N	OSLO	0/3 N	MONTREAL	1/7 P	DUBAI	25/36 S
CAEN	10/15 P	RENNES	10/20 P	BRUXELLES	10/18 N	PALMA DE M.	9/22 C	NEW YORK	7/13 C	HANOI	21/24 C
CHERBOURG	9/15 P	ST-ETIENNE	6/14 N	BUCAREST	5/11 C	PRAGUE	3/16 N	SAN FRANCIS.	8/10 S	HONGKONG	20/24 N
CLERMONT-F.	8/16 N	STRASBOURG	7/16 N	BUDAPEST	6/18 S	ROME	7/18 S	SANTIAGO/CHI	10/22 S	JERUSALEM	11/20 S
DIJON	5/15 N	TOULOUSE	8/17 P	COPENHAGUE	4/12 S	SEVILLE	12/28 S	TORONTO	5/18 P	NEW DEHLI	22/36 S
GRENOBLE	5/20 N	TOURS	8/17 P	DUBLIN	6/13 N	SOFIA	4/10 C	WASHINGTON	11/19 C	PEKIN	5/16 N
LILLE	8/14 N	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	6/19 S	ST-PETERSB.	-4/5 N	**AFRIQUE**		SEOUL	5/11 S
LIMOGES	7/15 P	CAYENNE	24/30 P	GENEVE	7/16 C	STOCKHOLM	0/9 S	ALGER	8/21 S	SINGAPOUR	25/29 C
LYON	7/16 N	FORT-DE-FR.	24/29 C	HELSINKI	-6/4 N	TENERIFE	9/15 S	DAKAR	18/23 S	SYDNEY	18/21 C
MARSEILLE	9/20 S	NOUMEA	25/30 S	ISTANBUL	8/12 C	VARSOVIE	3/16 S	KINSHASA	23/31 P	TOKYO	8/14 N

Situation le 2 avril à 0 heure TU

Prévisions pour le 4 avril à 0 heure TU

PÂQUES

Les offices de la Semaine sainte à Paris

HORAIRES des offices de la Semaine sainte, dans quelques-uns des principaux lieux de culte du centre de Paris.

● Culte catholique

Notre-Dame de Paris (4e arrondissement) : vendredi 2 avril, *célébration de la Passion* à 18 h 30 ; samedi 3, vigile pascale à 21 heures ; dimanche 4, messes à 10 heures, 11 h 30, 18 h 30 ; lundi 5, messes à 8 heures, 9 heures, 12 heures et 18 h 15. **Saint-Eustache**, place du Jour (1er) : vendredi 2, 19 heures ; samedi 3, 22 heures ; dimanche 4, 11 heures ; lundi 5, 18 heures. **Saint-Germain-l'Auxerrois**, place du Louvre (1er) : vendredi 2, 19 heures ; samedi 3, 21 eures ; dimanche 4, 11 h 5 ; lundi 5, 8 h 30, 12 heures, 18 h 30. **Saint-Gervais**, place Saint-Gervais (4e) : vendredi 2, 18 heures ; samedi 3, 21 h 30 ; dimanche 4, 11 heures. **Saint-Louis-en-l'Ile**, rue Saint-Louis-en-l'Ile (4e) : vendredi 2, 19 heures ; samedi 3, 21 h 30 ; dimanche, 11 heures ; lundi 5, 11 heures. **Saint-Etienne-du-Mont**, place Sainte-Geneviève (5e) : vendredi 2, 19 heures ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4 et lundi 5 : 11 heures. **Saint-Médard**, rue Mouffetard (5e) : vendredi 2, 20 heures ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4, 11 h 15 ; lundi 5, 12 heures. **Saint-Séverin-Saint-Nicolas**, rue des Prêtres-Saint-Sèverin (5e) : vendredi 2, 19 h 30 ; samedi 3, 21 heures ; *dimanche* 4, 10 heures, 12 heures, 18 heures et 19 h 30 ; lundi 5, 12 h 5, 19 heures. **Notre-Dame-des-Champs**, 91, boulevard Montparnasse (6e) : vendredi 2, 20 heures ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4, 11 heures, 17 h 30 ; lundi 5, 11 heures. **Saint-Sulpice**, place Saint-Sulpice (6e) : vendredi 2, 19 heures ; samedi 3, 21 h 30 ; dimanche 4, 10 h 30 ; lundi 5, 9 heures, 12 heures et 18 h 45. **Saint François-Xavier**, place du président-Mithouard (7e) : vendredi 2, 19 heures ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4, 9 heures, 10 h 15, 11 h 30, 18 h 30. **Saint-Augustin**, place saint-Augustin (8e) : vendredi 2, 19 h 30 ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4, 11 heures ; lundi 5, 11 heures. **Sainte-Madeleine**, place de la Madeleine (8e) : vendredi 2, 19 heures ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4, 11 heures ; lundi 5, 11 heures, 18 h 30. **Notre-Dame-de-la-Gare**, place Jeanne-d'Arc (13e) : vendredi 2, 20 h 30 ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4, 9 heures et 11 heures ; lundi 5, 9 h 30. **Saint-Hippolyte**, 7, avenue de Choisy (13e) : vendredi 2, 19 heures ; samedi 3, 21 h 30 ; dimanche 4, 10 h 30 ; lundi 5, 12 h 15. **Saint-Lambert-de-Vaugirard** : place Gerbert (15e) ; vendredi 2, 20 heures ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4, 11 heures ; lundi 5, 19 heures. **Saint-Honoré-d'Eylau** : 66 *bis*, avenue Raymond-Poincaré (16e) : vendredi 2, 19 h 15 ; samedi 3, 21 h 30 ; dimanche 4, 9 h 30, 11 heures ; lundi 5, 9 heures et 11 heures. **Saint-Ferdinand**, 27, rue d'Armaillé (17e) : vendredi 2, 19 heures ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4, 11 h 15 ; lundi 5, 11 heures.

● Culte luthérien

Les Billettes, 24, rue des Archives (4e) : vendredi 2, 19 heures ; samedi 3, 21 heures ; dimanche 4, 10 h 30.

● Culte anglican

Saint-Georges, 7, rue Auguste-Vacquerie (16e) : vendredi 2, 19 h 30 ; samedi 3, 22 heures ; dimanche 4, 8 h 30 et 10 h 30.

SPORTS D'HIVER

Les hauteurs de neige dans les stations

VOICI les hauteurs d'enneigement du jeudi 1er avril. Elles nous sont communiquées par l'Association des maires et stations françaises de sports d'hiver, qui diffusent aussi ces renseignements sur répondeur au 08-36-68-64-04, *par Minitel sur le* 3615 EN MONTAGNE, et sur Internet, http://www.skifrance.fr

Le premier chiffre indique, en centimètres, la hauteur de neige en bas des pistes ; le second, en haut des pistes ; n.c. signifie non communiqué.

DAUPHINÉ-ISÈRE

L'Alpe-d'Huez : 148-340 ; Alpe-du-Grand-Serre : 90-190 ; Auris-en-Oisans : 75-120 ; Autrans : 60-130 ; Chamrousse : 90-130 ; Le Collet-d'Allevard : 60-110 ; Les Deux-Alpes : 100-400 ; Lans-en-Vercors : 100-110 ; Méaudre : n.c. ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 00-00 ; Les Sept-Laux : 110-190 ; Villard-de-Lans : 100-240.

HAUTE-SAVOIE

Avoriaz : 150-245 ; Les Carroz-d'Arâches : 85-570 ; Chamonix : 80-300 ; Châtel : 70-220 ; La Clusaz : 30-260 ; Combloux : 70-220 ; Les Contamines-Montjoie : 30-200 ; Flaine : 122-570 ; Les Gets : 70-220 ; Le Grand-Bornand : 140-210 ; Les Houches : 60-80 ; Megève : 80-250 ; Morillon : 20-570 ; Morzine-Avoriaz : 50-245 ; Praz-de-Lys-Sommand : 110-190 ; Praz-sur-Arly : 80-180 ; Saint-Gervais : 65-250 ; Samoëns : 10-550 ; Thollon-les-Mémises : 70-160.

SAVOIE

Les Aillons : 10-208 ; Les Arcs : 116-320 ; Arêches-Beaufort : 60-250 ; Aussois : 60-70 ; Bonneval-sur-Arc : 125-205 ; Bessans : 97-115 ; Le Corbier : 70-120 ; Courchevel : 124-247 ; La Tania : 105-259 ; Crest-Voland-Cohennoz : 100-200 ; Flumet : 70-190 ; Les Karellis : n.c. ; Les Menuires : 80-230 ; Saint-Martin-Belleville : 40-230 ; Méribel : 60-230 ; La Norma : 50-110 ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 85-230 ; La Plagne : 150-300 ; La Rosière 1850 : 162-325 ; Saint-François-Longchamp : n.c. ; Saint-Sorlin-d'Arves : 80-160 ; Les Saisies : 70-220 ; Tignes : 138-280 ; La Toussuire : 80-120 ; Val-Cenis : 50-180 ; Val-Fréjus : 50-100 ; Val-d'Isère : 126-250 ; Valloire : 50-190 ; Valmeinier : 35-190 ; Valmorel : 95-210 ; Val-Thorens : 120-250.

ALPES-DU-SUD

Auron : 70-110 ; Beuil-les-Launes : n.c. ; Isola 2000 : 55-65 ; Montgenèvre : 50-60 ; Orcières-Merlette : 40-160 ; Les Orres : 80-150 ; Pra-Loup : 60-160 ; Puy-Saint-Vincent : 50-150 ; Risoul 1850 : 50-90 ; Le Sauze-Super-Sauze : 30-160 ; Serre-Chevalier : 20-110 ; Superdévoluy : 80-170 ; Valberg : n.c. ; Val d'Allos/Le Seignus : 60-100 ; Val d'Allos/La Foux : 105-120 ; Vars : 50-90.

PYRÉNÉES

Ax-les-Thermes : 30-100 ; Font-Romeu : 75-90 ; Gourette : 40-200 ; Luchon-Superbagnères : 40-100 ; Luz-Ardiden : 80-145 ; La Mongie : 60-160 ; Piau-Engaly : 60-90 ; Saint-Lary-Soulan : 45-75.

AUVERGNE

Besse/Superbesse : 30-130 ; Le Mont-Dore : 40-165 ; Superlioran : n.c.

JURA

Métabief : 10-105 ; Mijoux-Lélex-la-Faucille : 80-130 ; Les Rousses : 30-120.

VOSGES

Le Bonhomme : 30-70 ; La Bresse-Hohneck : 50-120 ; Gérardmer : 40-100 ; Saint-Maurice-sur-Moselle : n.c. ; Ventron : n.c.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99079

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												■
III						■						
IV								■			■	
V			■		■							
VI							■			■		
VII						■			■			
VIII				■				■				
IX												
X		■						■				

HORIZONTALEMENT

I. C'est en fermant les chaînes qu'elle nous libère, pas en les ouvrant. – II. Ne sont qu'inventions et affabulations. – III. Crier comme un porteur de bois. A prendre entre amis au pub. – IV. Faire des provisions pour l'hiver. Un grand tour. – V. Note. Prend les mesures comme un pied. – VI. Vaporeux. Voyelles. Démonstratif. – VII. Conviendra, bien qu'un peu vieux. Le titane. Peut s'échanger. – VIII. Il va falloir le convertir en euro. Cap d'Espagne. Génie persan. – IX. Fixation en sous-sol. – X. Les provisions du percepteur. Bonne à jeter.

VERTICALEMENT

1. Vous font atteindre des sommets. – 2. Sortie plus ou moins délicate. – 3. Ouverts à tous, quand la mer se retire. Rencontre imprévue. – 4. Apporter la finition. Petit paresseux. – 5. Peut apporter son aide. Gras et désagréable. – 6. Informateur masqué. Fit des enfants avec le premier venu. Autre genre. – 7. Plus malin qu'il n'en a l'air. En couleurs et en musique. – 8. Assemblée russe. Musique populaire aujourd'hui. – 9. Heureusement, elle avait du fil sous la main. Redistribue selon l'arrivée. – 10. Refus d'hier. Bien ouvertes. – 11. Grand argentier. Plié dans un coin. – 12. Permet d'envisager l'avenir calmement.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99078

HORIZONTALEMENT

I. Ergothérapie. – II. Dauphine. RAF. – III. Uræus. Neuf. – IV. Lei. Ysopet. – V. Cf. Maelström. – VI. Oise. Ria. Epi. – VII. Reine. Vus. Hn. – VIII. Suprématie. – IX. Nuée. Epate. – X. Tissée. Sénés.

VERTICALEMENT

1. Edulcorant. – 2. Raréfie. Ul. – 3. Guai. Sises. – 4. OPE. Menues. – 5. Thuya. Ep. – 6. Hisser. Rue. – 7. En. Olive. – 8. Rê. Psaumes. – 9. Net. Sape. – 10. Prêtre. Tan. – 11. Iau. Ophite. – 12. Efféminées.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PHILATÉLIE

Avant-première au « Monde »

SERGE MARKÓ signe un très beau carnet de voyage, le premier émis par les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF). Ce carnet de douze timbres (format 220 × 160 mm, vendu 100 F, 15,24 €) a été tiré à 50 000 exemplaires. Il a été conçu à l'occasion d'une tournée effectuée en 1998 à bord du *Marion-Dufresne*, qui a conduit Serge Markó à Crozet, à Kerguelen et à Saint-Paul-et-Amsterdam. *Le Monde* accueillera (21 *bis*, rue Claude-Bernard, 75005 Paris) la vente anticipée de ce carnet, samedi 10 avril, de 14 à 17 heures, en présence, pour une séance de dédicaces, de Serge Markó, Brigitte Girardin, administratrice supérieure des TAAF et auteur de la préface, et Jean-Marie Jaguenaud, chef des services postaux et de transmissions du territoire.

Les élections au Parlement européen

3,00 — 13 JUIN 1999 — ÉLECTIONS AU PARLEMENT EUROPÉEN

JEAN-MICHEL FOLON signe un timbre à 3 F, mis en vente générale le 29 mars, annonçant les élections au Parlement européen, le 13 juin prochain.

Ce timbre succède à ceux émis régulièrement sur ce sujet depuis les deuxièmes élections au Parlement européen, en 1984, ou représentant le Palais des droits de l'homme de Strasbourg (1996, 1998).

Jean-Michel Folon a réalisé ses premiers timbres pour la France en 1982, puis en a dessiné, entre autres, pour la Grande-Bretagne (1991, 1995).

Le timbre, au format horizontal 36 × 22 mm, mis en page par Jean-Paul Cousin, est imprimé en héliogravure en feuilles de cinquante. Les philatélistes peuvent obtenir l'oblitération « premier jour » par correspondance pendant huit semaines auprès du Bureau des oblitérations philatéliques, 61-63, rue de Douai, 75436 Paris Cedex 09.

P. J.

EN FILIGRANE

■ **Vente.** La maison Behr s'installe à une nouvelle adresse : elle quitte le 26 pour le 30, avenue de l'Opéra, à Paris (tél. : 01-43-12-37-67). Le catalogue de sa soixantième vente à prix nets propose plus de 3 400 lots, dont une collection sur la Sarre comprenant lettres, variétés, feuilles, blocs, essais, et une sélection de raretés du monde entier. A noter une « boule de Moulins », lettre expédiée en 1871 de Genève pour Paris assiégée, par Moulins ; repêchée sur les bords de la Seine, à Saint-Wandrille, en 1968, elle fut remise aux ayants droit en 1970...

■ **Tour du monde en ballon.** La Poste suisse a émis, le 24 mars, un timbre à 90 c pour célébrer le tour du monde en ballon sans escale bouclé par le Suisse Bertrand Piccard et le Britannique Brian Jones quatre jours plus tôt (La Poste suisse, timbres-poste et philatélie, CH – 3030 Berne, Suisse. Tél. : 0-31-338-06-07).

ARCHITECTURE L'Institut français d'architecture, à Paris, consacre à François Seigneur son exposition de printemps. Artiste et scénographe récemment homologué architecte, peu connu du public, Seigneur a longtemps été le « nègre » dessinateur préféré des concepteurs français. ● UNE IMPORTANTE part de l'exposition est consacrée à son travail de plasticien, peintures ou papiers, avec ou sans support, dans la liberté duquel il ancre sa pensée d'architecte et une part de son imagination. ● PRINCIPAL auteur du pavillon français de l'Exposition de Séville (1992), dont il a récusé ensuite le programme, François Seigneur s'affirme comme un homme aux idées fortes qui prône une architecture attentive aux objets « faibles » de la vie quotidienne. Une trentaine de projets restés dans les cartons et de réalisations en cours d'achèvement témoignent de son inventivité.

François Seigneur, loup solitaire sur les terres balisées de l'architecture

Peintre, scénographe, dessinateur, cet artiste hors classe n'a obtenu son diplôme d'architecte qu'à l'âge de cinquante ans après avoir, dans l'ombre, dessiné de nombreuses perspectives pour les plus grands bâtisseurs

C'EST UNE EXPOSITION peu banale que propose l'Institut français d'architecture (IFA) – officine étatique de la « maîtrise d'œuvre » appelée à devenir grande surface en 2001 au palais de Chaillot. On y voit d'abord une série de peintures, œuvres d'un plasticien qu'on voit peu à peu se convertir à l'architecture. Apparaissent le Pavillon de l'Exposition universelle de Séville, le Musée du Chemin de fer à Mulhouse, un stade surprise sous un échangeur autoroutier de Marseille, l'aménagement consensuel du Théâtre antique d'Arles, le réaménagement de la base sous-marine de Saint-Nazaire, et un projet coup de poing pour faire revivre le château de Foix en Ariège. Tout cet ensemble hétéroclite est la patrie d'un architecte, François Seigneur, loup solitaire sur les terres balisées de l'architecture, où il a longtemps encouragé les moutons à courir, et qui est aujourd'hui associée à Sylvie de La Dure.

« Pour ne pas mourir, je ne finirai jamais ma maison. Pourquoi finir celle des autres ? » Tel est le titre de cette exposition. Titre de froussard, et qui plus est de cossard. François Seigneur, né à Rémalard, dans l'Orne, n'a même pas achevé sa quatrième au lycée. L'Ecole Boule (diplôme en 1961), puis les Arts déco (diplôme en 1964) l'ont-elles davantage fatigué ? On en douterait à voir et entendre cet homme brun qui fêtera ses cinquante-sept ans le 12 avril : sauvage et incertain comme les temps qu'il invoquait avec Patrice Goulet, à l'IFA déjà, en 1989. Humain et sincère, aussi, poète et convaincu comme un adolescent en stage au Quai d'Orsay.

Après les Arts déco, il oblique en coup de vent vers l'agence de Claude Parent, où il rencontre Jean Nouvel au coin d'une table à dessin. Nouvel et Seigneur font un bout de route ensemble, à leur propre enseigne de 1970 à 1974. *« Trop jeune pour faire ce métier,* lâche-t-il, *pas suffisammment construit. J'ai subi la personnalité de Jean. Alors je me suis tiré pendant huit ans dans les Cévennes, et je me suis remis à peindre. C'était la grande période baba cool-fromage de chèvre. »* Il fait aussi, pour becqueter, les dessins d'une chaîne de fast-food français : Chicken-Shop.

OCCULTE ET OCCULTÉ

François Seigneur, peintre, scénographe, dessinateur, a lui-même obtenu son diplôme en 1992, au tour extérieur qui s'appelle, dans le métier, l'article 10-2. C'est alors un élève quinquagénaire, nègre porte-bonheur des concours, auquel ses maîtres demandaient de corriger leur copie. Pendant des années, il s'est ainsi imposé comme conseiller plus ou moins occulte et parfois occulté : *« Je venais souvent arranger un peu les projets. J'apportais un peu d'architecture, pas seulement mon dessin. Je restais assez proche de Jean et l'on m'appelait un peu pour tirer les projets vers l'esprit Nouvel. Mais je ne voyais pas trop ce qu'était mon rôle. Je gagnais ma vie en travaillant une semaine par mois. Maintenant, je la perds peut-être en travaillant douze heures par jour. »*

Au compteur, il aura exécuté sept cent cinquante-deux perspectives et dessins pour Parent, Nouvel, Sarfati, Chemetov, Architecture Studio, Clément, Devillers, Hauvette, Gazeau... Des projets mentionnés pour mémoire, ils n'ont pas été sortis des cartons à l'IFA. Jusqu'à son diplôme, Seigneur avait tourné autour de l'architecture comme un ours autour d'une ruche. Toujours méfiant sur sa propre capacité : *« J'ai enfin pu faire de l'archi quand j'ai rencontré Sylvie de La Dure, qui s'occupe de mes étourderies et de mes humeurs. C'est elle qui gère l'agence. Seul, cela me serait impossible. Je peux constuire en termes abstraits et physiques, mais je n'ai pas la capacité d'organiser le travail, de faire face aux difficultés administratives. Je suis resté un solitaire sorti de la peinture ».*

« Je continue le même travail, dit-il, *en passant de deux à trois dimensions et en transposant à l'architecture les idées que j'ai pu avoir comme artiste, sur l'usure ou le temps. Je n'ai pas changé de registre. Mais entre la peinture et l'architecture, il y a un énorme pas à sauter : il faut introduire l'usage. Mon travail de peintre était très critique sur l'état de la société. Elle est nickel-chrome et cache un tas de boue. J'essaie de tirer mon architecture vers le faible, vers une esthétique ordinairement refusée par l'immense majorité des architectes qui sont sur une tendance "fort" : record du monde, performances, trucs inusables. Je trouve terrifiante cette pratique du métier ».*


GASTON BERGERET
François Seigneur : « Je n'ai pas mis d'eau dans mon vin en termes de pensée, mais en termes de discours. »

Le Pavillon de la France à Séville sera donc pour lui un concept artistique pur, un travail sur le temps relatif. *« Au départ, une semaine avant le rendu, Viguier avait en tête un machin qui partait dans tous les sens, un peu à la Castro, et dont il voulait que je fasse le dessin. J'étais sûr que ça ne marcherait pas. J'ai proposé de faire le projet à mon idée à la condition que nous signons ensemble. Il m'a donné carte blanche. Je travaillais alors sur ce que j'appelais les peintures absentes : j'enlevais la matière jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien sauf la frange du tableau. »*

Une exposition universelle, constate vite Seigneur, ce n'est pas un lieu de culture. Il va chercher à réduire la matiere a rien, sauf un toit pour abriter les visiteurs. Dans son projet initial, il y avait juste sur la dalle un téléphone, des fontaines, des ventilateurs. Une installation minimaliste. La seule action, c'était une caméra qui devait tourner en permanence l'état du ciel et le renvoyer dans un puits d'images avec un décalage de douze heures. *« Le temps pour moi était universel. Tout cela s'est fracasse contre un pragmatisme d'Etat pas tres reluisant : la culture officielle devait vendre l'Aérospatiale. L'objet est resté dans sa forme initiale mais pour servir à tout autre chose. Dès que le Pavillon a été fini, je me suis tiré. »*

« RÉSISTANCE NATURELLE »

« Ce que je reproche surtout au métier, c'est d'avoir abandonné tout esprit critique, à quelques exceptions près. Je critique peut-être tout et, sans discernement, mais c'est logique puisque la société ne me convient pas. Sans faire de philosophie. Les architectes ne sont pas résistants. Ils sont portés vers le pouvoir, l'argent, l'économie, la complaisance... Et après ils se plaignent d'être pris pour des paillassons. Venant d'un univers de peintre, de chanteurs, de poètes, la résistance m'était devenue naturelle. »

Entrer dans la carrière, n'est-ce pas aussi entrer dans le système ?

« Pour moi, renchérit Seigneur, *il n'y a pas d'architecture sans critique. Il y a vingt ans, j'étais passablement irritable. Je n'ai pas mis d'eau dans mon vin en terme de pensée mais en terme de discours. Je suis devenu diplomate pour formuler la même chose. Il y a une place pour une architecture qui soit critique, pourvu qu'elle propose de véritables alternatives ».*

Frédéric Edelmann

Les quatre vérités d'un homme en résistance

● **L'apologie du faible.** L'architecture selon Seigneur passe d'abord par l'apologie de ce qu'il appelle le « faible ». Les architectes, à ses yeux, se sont rangés du côté de la force, et ne savent plus regarder ni intégrer tous ces éléments « faibles » à l'esthétique forte qui entourent la vie quotidienne : sacs ou objets en plastique, éponges, etc. *« Ce ne sont pas seulement des détritus. Les archis n'ont aucun regard là-dessus et laissent donc l'hygiénisme bouffer le territoire : la norme, la propreté, la mécanique, la sécurité, les assurances... On n'a plus droit à l'usure, à la tâche, à la fissure. Les gens souffrent de cela. Il faut qu'ils trouvent leur liberté là où ils vivent, sans diktats. »*

● **Laisser vivre les bâtiments.** L'architecture selon Seigneur, ce devrait être le contraire de ces objets intouchables, fermés, verouillés par leurs concepteurs. Lorsqu'il se veut diplomate, il voit dans cette tendance le résultat d'une volonté collective contre laquelle l'architecte se défend, mettant en avant les efforts qu'il a mis en « œuvre » pour répondre à la demande. *« Certains architectes se laissent griser par le mot même : je suis maître d'œuvre, ne touchez pas à l'œuvre de ma vie. »* Pour Seigneur, la notion d'œuvre est un poids mort à laquelle il préfère celle de travail, de mouvement d'accumulation. *« Les couches, c'est bien, même si elles sont contradictoires, même bourrées d'erreurs. C'est toujours mieux que le chef-d'œuvre intouchable. C'est ce que je regrette par exemple à Venise, que le logement lui-même soit devenu monument. C'est une erreur contre l'humanité, contre la vie. »*

● **L'écolo-urbanisme.** Comment inciter les gens à revenir en centre-ville ? En imaginant par exemple un immeuble-garage où chacun peut monter sa voiture dans la pièce à côté de sa chambre. Des voitures qu'il voit évidemment silencieuses, électriques : *« On va vers cela, c'est inévitable, tous les constructeurs sont branchés là-dessus. L'architecture suivra avec l'arrivée de technologies faibles de plus en plus fiables. Or tout bric-à-brac n'a pas vraiment de forme : éoliennes, panneaux solaires, informatique. Cela conduira inévitablement à repenser l'habitat, comme les bureaux. Réhabiliter ces formes pour les faire entrer dans l'architecture, c'est un peu ce que j'essaie de faire dans l'exposition. »*

● **Redonner vie aux monuments.** Effleurer le monument ou le prendre à bras le corps, il n'y a pas de mauvaise approche pour Seigneur. C'est toujours un processus de stratification. *« A Arles, elle est aussi légère que possible parce que l'usage ajouté qui nous a été demandé est faible. L'essentiel est déjà là et marche toujours. On ajoute seulement la possibilité d'y faire intervenir en été la photo, le cinéma et la chanson. Il fallait associer l'existant, lourd, et une technologie libellule, qui fait pouët-pouët. »*

A Foix, ancien site dominant, rayonnant, et devenu prison, le nombre des visiteurs du château était passé de 150 000 à 70 000 visiteurs en cinq ans. Pour faciliter les visites, Seigneur propose d'abord un téléphérique, qui lui-même suppose une tour plus résistante que les anciennes fortifications de pierre. *« Pour nous, faire revivre le château, c'était tout bêtement ajouter une quatrième tour aux trois autres, toutes construites à des époques différentes. Mais les Monuments historiques, comme la plupart des gens, estiment que l'architecture ne doit plus bouger, même malade, et doit mourir plutôt que d'absorber un gros médicament. Effectivement, beaucoup de monuments deviennent des objets morts. Toucher aux icônes ou aux cartes postales, ça rend les gens malades. »*

F. E.

Repères

● **Exposition.** « François Seigneur, "pour ne pas mourir..." ». Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon, Paris-6e. Mo Odéon. Du mardi au samedi, de 12 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 29 mai. Entrée libre. Catalogue : 100 p., 50 F. Tél. : 01-46-33-90-36.

● **Principales réalisations.** 1989-1992 : pavillon de la France à l'Exposition universelle de Séville, avec Jean-Paul Viguier et Jean-François Jodry. 1993 : exposition Design, miroir du siècle au Grand Palais à Paris. 1996 : lauréat du concours pour le Musée du chemin de fer de Mulhouse (achèvement 2001). 1996-1998 : station d'aération du tunnel du Somport (Pyrenees-Atlantiques). 1998-1999 : réaménagement du théâtre antique d'Arles (Bouches-du-Rhône). 1997-1999 : exposition-spectacle « Escale Atlantique », avec François Confino. 1997-1999 : Espaces délaissés à Marseille (Bouches-du-Rhône). 1998 : étude pour la valorisation culturelle et touristique du château de Foix (Ariège).

Architecte-plasticien ? Plasticien-architecte ?

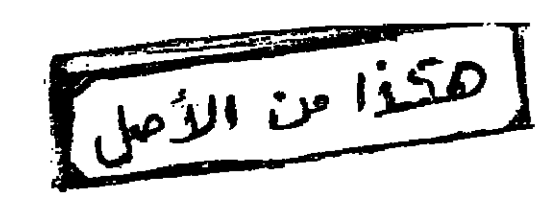
DES COLLECTIONS de sachets transparents où sont enfermés de petits objets, des débris de toutes sortes ou des poudres de couleur ; des monochromes obtenus par photocopie ; des papiers déchirés ; d'autres imprimés de motifs réguliers ou irréguliers : autant d'éléments qui, d'ordinaire, ne se rencontrent pas dans les expositions d'architecture. Elles cultivent la perfection technique dans l'art de la maquette et du dessin quand François Seigneur, à l'inverse, ne dissimule rien du désordre des inspirations et des références à partir desquelles il travaille.

Ce serait assez pour le distinguer de la plupart de ses confrères . Peut-être faudrait-il le tenir pour un architecte-plasticien (ou un plasticien-architecte) plutôt que pour un architecte au sens habituel du mot. Du reste, Seigneur a plusieurs fois exposé dans une galerie – celle d'Isabelle Bongard – et, en 1994, ses *2 500 monochromes* avaient pris possession de l'école des Beaux-Arts d'Angers. A l'IFA, les œuvres non architecturales tiennent moins de place, mais elles affirment nettement leur présence dès l'entrée, puis sur les murs et dans l'escalier. Elles affirment aussi la dextérité de leur auteur, qui est de ceux qui excellent et aiment à fabriquer des objets inutiles, à inventer des formes, à jouer avec trois canettes métalliques, des bouts de carton et de la gouache. Il récupère, il recycle, il assemble, il détruit, il recommence.

Cette pratique s'inscrit dans l'histoire des avant-gardes françaises des années 60 et 70. Au début étaient les Nouveaux Réalistes, le monochrome de Klein, les « *hygiènes de la vision* » de Raysse, les collections d'objets d'Arman et de Spoerri. Au début était le plaisir de travailler avec du quotidien, des choses sans qualité – du vernaculaire. De la peinture, il n'est plus resté que ses éléments constitutifs, ou des vestiges. Seigneur est de la génération de ceux qui ont fondé le groupe Support-Surface pour mettre le tableau en pièces détachées. Comme eux, il a regardé avec attention les gouaches découpées de Matisse et les pliages de Simon Hantaï. Comme eux aussi, il n'est pas allé jusqu'à sacrifier le plaisir à l'idée critique, ni jusqu'à se priver des délices du chromatisme sensuel. Il est le contemporain de François Rouan, lequel, dans les années 60 justement, découpait la couleur vive et la tressait par bandes entrecroisées. Ces voisinages se reconnaissent. Dans l'exposition, ils aident à reconstituer ce que les historiens appellent le contexte.

Ils rappellent aussi ce qu'on pourrait tenir pour une évidence, si le culte des spécialistes ne s'y opposait : que rien n'interdit à un architecte de se vouloir plus qu'un technicien de la construction, qu'il n'a rien à perdre à côtoyer les artistes de son temps et tous ceux qui bricolent matériaux et formes, qu'il y gagne en liberté et en nouveauté – la preuve, les projets de Seigneur lui-même –, que la création n'est pas une affaire de métiers indifférents les uns aux autres mais une question de rencontres, d'incongruités, de greffes et de mélange des genres. Au Bauhaus, quand Gropius et Mies Van der Rohe s'y trouvaient, cette idée relevait du truisme. Et aujourd'hui ?

Philippe Dagen



L'art du collage musical selon Hal Willner

Grand collectionneur de disques, le producteur américain a enregistré, avec l'aide du DJ écossais Howie B, un album étonnant et réjouissant

NÉ à Philadelphie en 1956, « *au milieu de nulle part, trop jeune pour avoir vécu les années Presley, trop vieux pour les années 80* », comme il s'en amuse, l'Américain Hal Willner possède une importante collection de disques dont son premier album, *Whoops, I'm an Indian*, reflète l'éclectisme. Celui qui fut l'assistant de Joel Dorn, producteur de nombreuses séances de jazz de la compagnie Atlantic dans les années 70 (dont celles de Roland Kirk), s'est fait connaître en 1981 avec un projet autour de la musique de Nino Rota (*Amarcord* Nino Rota) qui a posé les bases d'une partie de son travail comme producteur et organisateur de rencontres souvent inattendues entre musiciens. Jaky Byard, Deborah Harry (la chanteuse de Blondie), Wynton Marsalis ou Carla Bley s'y côtoyaient dans un album, qui plus qu'un hommage au compositeur italien, était d'abord une réflexion musicale d'artistes à propos de l'un des leurs.

Sur le même modèle succédèrent à Rota, Thelonious Monk, les chansons de Kurt Weill (à deux reprises, en 1985 et 1997), les musiques des films de Walt Disney, Charles Mingus, des textes d'Allan Ginsberg, William Burroughs, Edgar Allan Poe... au risque de cantonner Willner à ce seul rôle d'agitateur d'idées. Une telle « marque de fabrique » ne rendrait pas compte du Willner producteur artistique plus traditionnel, responsable d'événements pluridisciplinaires et directeur musical, depuis 1980, de l'institution télévisée qu'est devenue l'émission « Saturday Night Live ».

INCANTATIONS HYPNOTIQUES

Cette fois, Hal Willner passe de l'autre côté du miroir avec l'aide du DJ écossais Howie B, référence du trip-hop, devenu lui aussi, depuis sa participation à l'évolution du groupe U2, un producteur réputé. Tous deux, accompagnés de Martin Brumbach et Adam Dorn, auteurs de la plupart des boucles rythmiques, avec quelques claviers et machines à sons, deux ou trois instruments et des piles de disques, ont conçu ce *Whoops, I'm an Indian* où pas un morceau ne ressemble à l'autre sans que cette utopie d'un assemblage des genres, des styles, des époques et des techniques ne ressortisse de l'exercice de style mais bien d'une collection de chansons ouvertes à l'imaginaire.

Hal Willner, sans recourir à l'humour comme béquille, s'inscrit ici dans la lignée de déjantés comme Spike Jones, Carl Stalling ou Raymond Scott, dont les inventions sont l'équivalent musical des dessins animés de Tex Avery. Mais s'il y a dans cet enregistrement une fantaisie permanente, ce n'est pas pour mettre au second plan la musique. On pourra ainsi considérer certains thèmes comme des succès potentiels sur les pistes de danse, d'autres sont directement issus des codes du jazz (du New Orleans à Sun Ra), des musiques latines avec par exemple Sango Montamaria où se mêlent tango et salsa sous la haute bienveillance de... Mongo Santamaria, de la country ou du rock, le tout zébré de couleurs musicales hawaïennes, de chants indiens, de chorales gospel des églises baptistes et d'une multitude de sons naturels et de voix échappés de discours enflammés ou d'incantations hypnotiques.

Il est bien sûr impossible de dresser la liste complète de toutes les sources – musicales ou non – qui sont mises en œuvre dans *Whoops, I'm an Indian*. Quand Willner et Howie B mixent Toscanini, des boucles rythmiques et des éclats de rires tonitruants, ils font d'abord de la musique, en compositeurs. C'est là l'un des paris réussis et tout l'intérêt de cet enregistrement qui n'a ni l'aspect daté des premières expériences des Beatles (*Revolution 9*) ni celui plus systématiquement expérimental du saxophoniste John Zorn, catalogué avant-gardiste. C'est bien de compositions autonomes et cohérentes qu'il s'agit ici, avec un début, un milieu et une fin, comme autant de petites histoires pop. Au-delà, c'est un peu comme si le sujet de ce disque était Hal Willner et sa mémoire. Celle d'un homme qui, au contraire des collectionneurs égoïstes qui enferment leurs trésors sous clé, veut partager avec le plus grand nombre la diversité de ses intérêts.

Sylvain Siclier

★ ***Whoops, I'm an Indian*, d'Hal Willner, 1 CD Pussyfoot Records CDLP 012. Distribué par Delabel.**



PHILIPPE MAZZONI/TRAX

Hal Willner, de la musique avec l'humour de Tex Avery.

DÉPÊCHES

■ **MUSIQUES ÉLECTRONIQUES** : *le duo Coldcut (chez Ninjatune)* a enregistré *via* Internet une reprise d'une chanson de Bob Marley, *Them Belly Full (But We Hungry)* avec Sinead O'Connor et Thomas Dolby. Installés dans trois studios différents, les artistes ont terminé le morceau en moins d'une heure, grâce à une technique, Virtual Studio, mise au point par Coldcut.

■ **INDUSTRIES MUSICALES** : la **Recording Industry Association of America (RIAA)** a établi un nouveau seuil de certification, le « disque de diamant », qui s'ajoute au « disque d'or » qui récompense 500 000 exemplaires d'un même disque vendu, au « disque de platine » pour un million de ventes, et au « multi-platine » au-elà, par tranches de un million. Le « diamant » sera décerné aux artistes ayant vendu plus de 10 millions d'exemplaires d'un même titre.

■ **MUSIQUES DU MONDE** : le **chanteur Pépé Kallé**, mort du sida en décembre 1998, fut l'un des piliers de la rumba zaïroise. Tous originaires de la République démocratique du Congo (ex-Zaïre), Koffi Olomidé, Papa Wemba, Lokua Kanza et d'autres ont enregistré un single sous la direction de Maïka Munan intitulé *Pépé Kallé for Ever* chez Sono/Musisoft qui sort par ailleurs une compilation « best of ».

■ **JAZZ** : **le pianiste d'origine serbe, Bojan Zulfikarpasic**, vient de publier *Koreni* (Label bleu), où il est entouré de musiciens macédonien, turc, malgache, français ou serbe.

SÉLECTION DISQUES

WILHELM KEMPFF
Œuvres de Bach, Beethoven, Liszt, Mozart et Schubert

Plus les années passent et plus la figure singulière de Wilhelm Kempff s'impose. Singulière car ce pianiste allemand ne correspond pas à l'idée répandue d'un style allemand fait de rigueur et de pédanterie – l'une de ces idées reçues qui hantent le discours sur l'interprétation. Kempff était un pianiste inspiré, individualiste, sensible, rêveur qui jouait la tête dans les étoiles : un Guiomar Novaes en pantalon ! Célèbre pour ses interprétations beethovéniennes et schubertiennes, il est moins connu pour son Bach, pour son Mozart, pour son Liszt. Pourtant voici réédités pour la première fois en CD et pour la première fois par PolyGram depuis sa première publication un récital consacré à ce dernier compositeur : les deux légendes et des extraits des première et deuxième années de pèlerinage dans des interprétations qu'un Alfred Brendel, un Radu Lupu, un Nelson Freire, une Martha Argerich vénèrent à juste titre car il s'agit de l'une des plus géniales interprétations lisztiennes fixées par le disque. Kempff y est démiurge, poète, chanteur, philosophe. Ce n'est plus du piano (et cependant !), ce n'est pas de la musique en conserve, c'est de l'émotion pure ; presque une révélation divine.

Alain Lompech

★ **2 CD Philips « Great Pianists of The 20th Century » 456 865-2.**

GUILLAUME DE MACHAUT
Le Jugement du roi de Navarre (1349)
Ensemble Gilles Binchois,
Dominique Vellard (direction)

Rarement datation n'a eu autant de sens. Suite du *Dit du roi de Bohême*, qui mettait en scène Jean de Luxembourg, patron de Guillaume de Machaut et arbitre d'un débat poétique typique de l'idéal courtois (« *qui, d'une dame dont l'amant est mort ou d'un chevalier trahi par son amie, est le plus malheureux ?* »), *Le Jugement du roi de Navarre* n'en modifie pas la sentence : Charles II tranche lui aussi, avec une prévisible misogynie, en faveur du chevalier. Mais la singularité de ce somptueux poème que rend avec une savoureuse intensité le récitant Jean-Paul Racodon, tient à la lente ouverture qui plonge l'auditeur dans un monde de « *grande desordenance* » : désordres cosmique, météorologique, politique et social – c'est tout un, quand la peste noire aggrave la mélancolie née des premiers désastres de la guerre de Cent Ans. Les images saisissantes, dévastatrices même, sont émaillées de ballades, motets et virelais, qui forment la tentative de restitution de la couleur poétique de Machaut la plus passionnante qui soit. Irréprochable comme à son habitude l'ensemble Gilles Binchois signe là l'un de ses paris discographiques les plus audacieux.

Philippe-Jean Catinchi

★ **1 CD Cantus C 9626.**

JEAN-MARC PADOVANI
Chants du monde

Sans vouloir se voir ramener à un « *Tintin reporter du jazz au pays des musiques traditionnelles* », selon ses termes, le saxophoniste Jean-Marc Padovani s'est régulièrement intéressé aux sons et aux voix de la planète. *Chants du monde*, nom d'un des groupes qu'il dirige et titre de son nouvel enregistrement, l'indique clairement. Se défiant de tout exotisme facile, le quartette de Padovani prend autant qu'il rend aux mélodies et aux rythmes du Bassin méditerranéen, d'Europe de l'Est ou d'Argentine. Avec le violoniste Jacob Maciuca, l'accordéoniste Alain Brel et le percussionniste Keyvan Chemirani, Padovani a enregistré là l'un de ses albums les plus directs. C'est aussi l'occasion de redire que Padovani est un saxophoniste au son généreux, ample et vrai dont l'énergie rejaillit sur l'ensemble de la formation.

S. Si.

★ **1 CD Label Hopi HOP 200022. Distribué par Harmonia Mundi.**

PRINCE PAUL
A Prince Among Thieves

Au sein de Stetsasonic, et surtout comme producteur des Gravediggaz ou de De La Soul (le phénoménal *3 Feet High And Rising* en 1989), Prince Paul s'est imposé comme l'une des têtes chercheuses les plus novatrices du rap. Spécialiste des sketches et interludes morcellant les albums de ses protégés, il a cette fois ordonné les morceaux et dialogues de cet album-concept en un scénario de comédie musicale : un jeune rappeur s'associe avec un copain dealer pour produire une maquette, puis tombe dans l'engrenage de la délinquance... L'histoire n'est pas d'une folle originalité, le drame des ghettos afro-américains enfante son lot de clichés. Au-delà de cette naïveté, comparable à celle du cinéma *blaxploitation* des années 70, le projet rayonne d'une force narrative et musicale. Grâce à la conviction de rappeurs-acteurs invités à entrer dans la peau des différents personnages (Kool Keith en armurier, le groupe De La Soul en junkies, Everlast en flic, Big Daddy Kane en maquereau, Chubb Rock en parrain et Breeze, talentueux inconnu, dans le rôle du héros), grâce surtout à une bande-son, distillée par Prince Paul, parmi les plus excitantes et variées (capable d'évoquer le suspens, l'optimisme, le drame, le romantisme...) qu'on ait entendu depuis longtemps dans le hip-hop.

Stéphane Davet

★ **1 CD Tommy Boy TBCD 1210. Distribué par PIAS.**

ELTON JOHN/TIM RICE
Aida

Reformation du duo à succès qui avait enfanté la musique et les chansons du dessin animé *Le Roi Lion*. Toujours sous l'impulsion des productions Disney – mais cette fois leur section théâtrale –, le pianiste milliardaire et l'auteur, entre autres, du livret d'*Evita*, ont adapté le récit d'*Aida* sans tenir compte de la musique de l'opéra de Verdi. Avant que le spectacle ne soit monté à Broadway, Elton John et Tim Rice ont enregistré un album agencé comme une production pop. Les titres ne suivent plus l'ordre de l'histoire et les rôles sont confiés, de manière aléatoire, à une pléiade de stars. Alors qu'Elton John apparaît en duo (avec LeAnn Rimes, Janet Jackson, Heather Headley et Lulu) sur quatre chansons, Sting, les Spice Girls, Boyz II Men, Shania Twain, Lenny Kravitz, Heather Headley, James Taylor, Kelly Price et Dru Hill interprètent à leur façon les amours tragiques du prince égyptien et de l'esclave nubienne. Avec le savoir-faire des pontes de la variété internationale, Elton John et Tim Rice saupoudrent leur mélodrame de reggae, pop, soul et rhythm'n'blues, en prenant soin de ne donner de ces genres que leur version la plus aseptisée et la plus sirupeuse. Rien dans cette comédie musicale ne devrait perturber le public familial.

S. D.

★ **1 CD Rocket/Mercury 524 651-2. Distribué par Universal.**

PETER KRONER
Où les filles vont

Peter Kröner a vécu la difficile ascension du jeune chanteur en butte aux exigences de succès à brève échéance imposés par les lois du marché. Mais Peter Kröner n'aime que les intimités réhaussées en famille (guitares jouées sur canapé, machines électroniques bricolées). Pas le format imposé. Il a claqué la porte et repris une indépendance qui passe par *Où les filles sont*, album pris dans tous les feux (la clarinette centre-européenne, la trompette bouchée du jazz, la guitare en distorsion libre ou guaracha, les avancées électroniques, le piano bastringue) et drôle car distant. Peter Kröner n'est pas un héros, ni un champion de l'émotion, mais « *un ami où les filles vont, qui croit à la lutte des classes et au temps indivisible,... pense tout le temps à la libération de la femme* » (*Où les filles vont*). Allemand installé en France depuis plus de dix ans, Peter Kröner tourbillonne en toute rigueur, avec aisance dans la langue française.

Véronique Mortaigne

★ **1 CD Musidisc 122482.**

FRANCE CARTIGNY
France Cartigny

Batteuse, planquée derrière des cymbales sur la photo de couverture, France Cartigny, qui avait déjà tenté il y a sept ans une percée dans la variété avec *Miss du château*, à la manière de Mylène Farmer, s'en prend aujourd'hui d'entrée à Brigitte Fontaine, impératrice du non-sens poétique, qu'elle édulcore en promettant d'une voix défaillante quelques imbécilités du genre « *un jour je m'ferais pousser les os... un jour je ferai bien l'amour... un jour je ferai du yoga... un jour je serai morte... un jour je ferai une blanquette... un jour je pourrai faire caca n'importe où* ». C'est paraît-il du rock. Une attitude rock. Taper sur une batterie. N'avoir rien à dire qui ne soit fabriqué. Malmener une guitare comme si c'était pain à battre. Prétendre qu'on a encore vingt ans quand on en a dix de plus. Se dire femme libérée quand on colle aux fantasmes primesautiers de garçons non libérés. Vouloir chanter comme Patti Smith quand on n'a pas de voix. Affirmer qu'on parle de sexe parce qu'on a dit « *baiser* ». Et tout ça pour finir sur une radio jeune.

V. Mo.

★ **1 CD Rosebud 559 999-2**

AFRICA FOLK MUSIC ATLAS
Volume 1

Trois disques, un CD-ROM, un livre d'une centaine de pages, ce volume 1 de la série Folk Music Atlas a l'avantage de disloquer l'habituelle géopolitique de l'Afrique musicale : on y entendra en effet des chants et des rythmes venus tant du Maghreb, d'Egypte, que de l'Afrique sub-saharienne et australe – la grande Afrique. Ce mélange n'est ni déplaisant (le premier CD, *Voices of Africa*, très rythmé, élégant, s'écoute dans un confort absolu) ni dépourvu d'intérêt musicologique. Les passerelles entre les musiques tradionnelles modernes (acoustiques) des Comores, du Nigeria, du Rwanda et de Tunisie, *a priori* non évidentes, sautent ici à l'oreille. Tambourinaires et instrumentistes (vents et cordes) sont triés à l'aune du bon goût musical. Ce n'est pas tout à fait une démarche d'ethnologue, mais l'équipe italienne qui a conçu, en anglais, cet Atlas (qui comporte d'autres volets, la Méditerranée, l'Asie mineure, etc.) a créé ici le support multimédia, livresque (explications historico-politiques, musicales, photos, discographie) et sonore apte à la conservation de la mémoire. Il devrait inciter les autorités françaises à aligner le taux de TVA du disque (20,6 %) sur celui du livre (5,5 %) : les éditeurs de musiques du monde ne sont pas en manque d'idées, mais renoncent à la seule pensée d'une double comptabilité. Et où le mettre en rayon ? Aux livres, aux disques ? Les deux ?

V. Mo.

★ **1 livre-CD Amarshi. Distribué par Night & Day.**

LOBI TRAORÉ
Duga

Né en 1961 aux alentours de Ségou, Lobi Traoré s'inscrit dans la tradition des sociétés secrètes et des castes de l'Afrique sub-saharienne. Fils de chanteurs, Lobi Traoré a vécu le passage de la musique africaine dans la modernité électrifiée avec un certain recul, en intégrant même des formations à la mode telle que l'Orchestre de Zani Diabaté très en vogue à Bamako dans les années 80. Tout comme son homologue guitariste et chanteur Ali Farka Touré, Lobi Traoré a repris les chemins du blues, revenu à la maison mère après un long brassage de l'autre côté de l'Atlantique via les champs de coton et les ghettos urbains de l'Amérique noire. Mélopées enveloppantes, sans prétention autre que celle de décrire le quotidien imaginaire d'un bambara pacifique, les chants de Lobi Traoré sont portés par l'harmonica du Français Vincent Bucher (plus souvent entendu en duo avec le Malgache Tao Ravao). Le mariage est subtil, la voix de Lobi Traoré, parfois linéaire aux oreilles occidentales, trouve un répondant en mouvement constant – mais il y a aussi la guitare de Lobi Traoré, le *n'goni* de *Mama Diabaté*, le *djembé* de Bkary Traoré, les chœurs de femmes...

V. Mo.

★ **1 CD Cobalt 09289-2. Distribué par Mélodie.**

ENDANGERED MUSIC PROJECT
The Yoruba/Dahomean connexion : Orishas across the Ocean

A l'heure où Barclay réédite la quasi-intégralité de l'oeuvre discographique de Fela – deux coffrets de six 33-tours vinyle, en attendant dix double CD en mai –, il est bon de se remémorer les racines de l'*african beat* du géant de Lagos. Yoruba, Fela portait en lui les rythmiques de son peuple, batteur de tambours et de fers forgés. A l'Amérique, Fela avait emprunté le saxophone, le jazz et le rhythm'n'blues. Mais le « *beat* », la pulsation première est celle des tambours yorubas, qui sont ceux des cérémonies du vaudou, devenu santeria à Cuba, candomblé au Brésil. Dans les années 40 et 50, des scientifiques, ethnomusicologues de terrain, ont parcouru l'Amérique noire et, munis de leurs gros magnétophones, y ont enregistré les musiques de cérémonies yorubas. A Haïti, à Salvador-de-Bahia, à Trinidad, ils ont retrouvé la trace des ces « *orishas* », les dieux animistes du golfe de Guinée, chez les enfants de l'esclavage. Mickey Hart et Alan Jabbour ont fouillé dans les collections de la Librairie du Congrès de Washington. Les espèces musicales « en voie de disparition » sont nettoyées, rénovées et livrées en CD, avec livret. Dans cette épopée musicale, le passage dans les pays yorubas est obligatoire.

V. Mo.

★ **1 CD Ryko RCD10405. Distribué par Harmonia Mundi.**

Les meilleures ventes d'albums en France

	ARTISTE ou GROUPE	Rang de la semaine précédente	TITRE	MAISON DE DISQUES
1	AXELLE RED	E	Toujours moi	VIRGIN
2	LARA FABIAN	1	Live	POLYDOR
3	MANAU	3	Panique celtique	POLYDOR
4	DIVERS ARTISTES	2	Notre-Dame de Paris	POMME/SONY
5	FREEMAN	E	L'palais de justice	DELABEL
6	LIANE FOLY	6	Acoustique	VIRGIN
7	DIVERS ARTISTES	7	Notre-Dame de Paris (intégrale)	POMME/SONY
8	MATMATAH	10	La Ouache	TREMA
9	PREMIÈRE CLASSE	8	Première classe	HOSTILE/VIRGIN
10	CÉLINE DION	6	S'il suffisait d'aimer	COLUMBIA

Période du 21/03 au 27/03 inclus.
Résultats obtenus par le comptage à la sortie des caisses de cent magasins représentatifs des circuits de distribution

Axelle Red, élue meilleure artiste de variétés aux Victoires de la musique, enregistre un nouveau disque pop, *Toujours moi*, et entre à la première place, laissant sa challenger, **Lara Fabian**, chanteuse à cran, au second plan. **Manau** est toujours dans le tiercé de tête, tandis que deux albums de rap français, *Première classe* (un collectif de célébrités du genre) et *L'Palais de justice* de **Freeman** respectivement 9e et 5e font le coup de poing. *Racines*, des Congolais-Sarcellois **Bisso na Bisso** (la bande à Passi) se classe à la 11e place. Au rayon de la jeune chanson française, **Enzo Enzo et Kent** placent leur album duo *Enfin seuls* au 31e rang, et **Dominique A** *Remué* au 36e. Dans les singles, *Tu m'oublieras* de **Larusso** plaît à tous, à la première place.

هكذا من الأصل

La nature tout entière sous la patte de Wolfgang Laib

Le Carré d'art, à Nîmes, reçoit ce plasticien allemand qui puise dans le pollen la matière première de son œuvre. Ses travaux récents ont pris une densité physique et intellectuelle impressionnante

WOLFGANG LAIB, AILLEURS. Carré d'art-Musée d'art contemporain, place de la Maison-Carrée, 30031 Nîmes. Tél. : 04-66-76-35-70. Tous les jours, de 10 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 30 mai.

NÎMES
de notre envoyée spéciale

Wolfgang Laib vit au sud de l'Allemagne, près d'Ulm, dans un petit village entouré de prairies et de forêts de pins, où il va puiser une des matières premières de son œuvre, le pollen : celui du noisetier, celui du pissenlit, celui du bouton d'or, celui du pin, chacun d'une qualité à laquelle aucun marchand de couleur ne peut prétendre. C'est avec le pissenlit qui donne un pollen orange, chaleureux, presque lourd, mais rare, qu'il a réalisé, au tamis, le plus petit des deux « carrés » qui vibrent et rayonnent au sol dans l'exposition de Nîmes. L'autre, le grand aux bords plus incertains encore, vient du pollen de pin qui est plus pâle, plus abondant. Les deux sont solaires, beaux et fascinants comme tout ce que fait Laib. Un artiste vraiment à part, qui depuis vingt cinq ans développe son œuvre dans une relation essentielle à la nature.

L'artiste s'est fait remarquer en 1975 sur la scène artistique avec ses *« pierres à lait »* : des plaques de marbre blanc de Carrare polies avec soin et dotées d'un léger rebord de façon à retenir la couche de lait, qu'il faut renouveler chaque jour pour garder immaculée la surface réfléchissante. On ne savait alors pas grand-chose de Laib et la tentation de voir dans son travail une forme de dissidence de la sculpture minimaliste n'était pas erronée, mais insuffisante. Laib n'était pas tant à la recherche d'une manière de dépasser une problématique artistique qui avait fait son temps, que pris dans une quête d'accomplissement de lui-même.

Marqué par Joseph Beuys et sa recherche du flux des énergies à travers les performances, les objets et une matière vitale comme la graisse, le jeune artiste avait choisi de pratiquer l'art plutôt que de soigner les corps. Cela en 1974, juste après avoir obtenu son doctorat de médecine à Tübingen. *« Notre existence, c'est autre chose que la médecine. La médecine, pour moi, ce n'est pas la vie, plutôt une branche de l'art »*, se plaît encore à dire l'artiste, méditatif nourri de la pensée des mystiques orientaux, par exemple Djalâl-od-Dîn Rûmi à qui il offrait sa très brancusienne première sculpture, un œuf, et qui a pu dédier à saint François d'Assise son exposition de 1986 au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

PLUS DE SAGESSE

Après les pierres, après les premiers *« carrés de pollen »*, Laib alignait des tas de pollen et des tas de riz, ou bien il associait le riz à des petites architectures de marbre blanc. Puis il introduisait une nouvelle matière : la cire d'abeille, avec laquelle il a commencé à modeler des espèces de niches ou d'urnes qu'il posait au sol, et que maintenant il place sur des étagères, en hauteur comme les barques qu'il met au-dessus de nos têtes sur des rails de bois. Avec le temps et l'introduction de nouvelles matières générant de nouvelles formes, les unes et les autres renvoyant à la nature tout entière, du minéral au végétal, de l'organique à l'humain, Laib complète peu à peu son approche du monde. Son œuvre est devenue infiniment plus dense physiquement et intellectuellement, tout en gardant des dehors extrêmement simples. L'artiste a pris de la hauteur, non par prétention, mais intégrant l'idée de la mort dans un au-delà des contingences terrestres. Ses barques en cire marquent très fortement ce passage vers plus d'élévation, plus de construction, plus de sagesse.

Une *« pierre à lait »*, deux *« carrés de pollen »*, cinq petites *« montagnes de pollen qu'on ne peut escalader »*, qui témoignent de la connivence de l'artiste avec la pensée extrême-orientale, comme son usage du riz ; offrande d'un *« repas de riz »*, soit vingt et quelques assiettes de métal alignées au sol, dont une remplie de pollen que l'on peut voir comme la reconnaissance du singulier dans l'uniformité d'un espace collectif, voire social, ou plus philosophiquement comme la présence de l'un dans le multiple ; deux *« maisons de riz »* qui font penser à la fois à des petits entrepôts et à des tombes ; enfin toutes les formes de constructions en cire que donne Laib depuis le début des années 90. L'exposition montre tout cela. C'est à la fois peu : une œuvre par salle, et beaucoup, car chacune, même la plus petite, a l'étrange pouvoir de faire le vide et le silence autour d'elle. Il y a du sacré dans l'air du Carré d'art nîmois.

Geneviève Breerette

Deux « Freischütz » théâtralisés à l'extrême

DER FREISCHÜTZ, de Weber. Avec Claudia Kunz (Agathe), Gabriele Rossmanith (Annchen), Torsten Kerl (Max), Stephen Bronk (Kaspar), Hans Sisa (Kuno)... Chœurs de l'Opéra national du Rhin, Orchestre philharmonique de Strasbourg, Theodor Guschlbauer (direction musicale), André Engel (mise en scène), Nicky Rieti (décors), Elisabeth Neumuller (costumes), André Diot (lumières). Opéra du Rhin, le 21 février.

DER FREISCHÜTZ. Avec Mélanie Diener (Agathe), Lisa Larsson (Annchen), Glenn Winslade (Max), Armand Arapian (Kaspar), Alfred Kuhn (Kuno)... Chœur de l'Opéra de Nancy et de Lorraine, Orchestre symphonique et lyrique de Nancy, Sebastian Lang-Lessing (direction), Olivier Py (mise en scène), Pierre-André Weitz (décors et costumes), Christian Dubet (lumières). Opéra de Nancy, le 28 mars.

STRASBOURG ET NANCY
de notre envoyé spécial

Créé en 1821 à Berlin, le *Freischütz* a toujours connu une grande faveur dans les pays germaniques, mais sa présence sur les scènes françaises est plus épisodique. La présentation, presque concomitante, de deux nouvelles productions à Strasbourg et Nancy, par des maîtres d'œuvre venus du théâtre, permet de confronter deux visions, diamétralement opposées, d'un ouvrage qui est l'archétype du drame romantique allemand.

Dans la version strasbourgeoise, qui sera reprise au Festival de Savonlinna en juillet, André Engel et son décorateur Nicky Rieti ont choisi l'imagerie conventionnelle : tenues tyroliennes, gros troncs d'arbres, chalet en contreplaqué et pelouse piquée de pâquerettes. Les séquences se succèdent comme des cartes postales, cernées par des panneaux noirs qui s'ouvrent et se ferment à la vitesse d'un diaphragme photographique. Le procédé permet d'isoler les protagonistes dans leur solitude mais ne camoufle pas la désuétude de la scénographie. André Engel, d'ordinaire mieux inspiré, ne brille pas non plus par la direction d'acteur, la plupart des chanteurs étant réduits à l'immobilité.

Alors qu'à Strasbourg la mise en scène sombre dans les vieux clichés, celle de Nancy n'évite pas les poncifs. Dans un texte logorrhéique édité dans le programme, Olivier Py appelle à la rescousse quelque trente auteurs de référence pour justifier son travail mais, pas plus qu'Engel, le jeune metteur en scène ne fait vivre les personnages.

TOURNETTE ET TOURNIS

Dans un beau cadre de bois noir, les éléments de décor mobiles, les figurants sont sans cesse en mouvement et une double tournette donne le tournis. Les mélanges des costumes, les apparitions soudaines, les effets violents d'éclairage visent à impressionner. Un gigantesque Samiel (incarné par l'acteur-chanteur Jean Lorrain) mène le jeu. La danse macabre et nocturne s'organise autour d'un placard sur roulettes, boîte magique d'où s'échappe une foule de créatures nues et difformes. Empruntant à l'expressionnisme, cette représentation cauchemardesque dégagerait plus de sens si elle était moins démonstrative.

Dans la fosse de Nancy, Sebastian Lang-Lessing dramatise la partition. L'orchestre est mordant, violent, presque rauque, secoué par une rage grinçante, déjà mahlérienne. Le noirceur du timbre d'Armand Arapian convient à Kaspar. Les appuis de Glenn Winslade (Max) sont un peu flottants et le Kuno d'Alfred Kuhn paraît fatigué. Mélanie Diener est une Agathe éthérée : sa voix angélique enchante, mais n'émeut pas.

Le Weber strasbourgeois de Theodor Guschlbauer est populaire et fantastique. Dès l'entrée des cors, dans l'ouverture enlevée d'un tempo mesuré, une atmosphère familière s'installe. Le chef autrichien tempère les scènes de terreur, donne du chic aux moments convenus, bien suivi par l'Orchestre de Strasbourg, au son plus rond que celui de Nancy. L'Agathe de Claudia Kunz est affligée d'un vibrato excessif. L'Annchen de Gabriele Rossmanith rayonne par sa vivacité et la fraîcheur de ses aigus. Torsten Kerl est un Max juvénile à la voix franche et bien posée et Christophe Fel fait valoir ses graves cuivrés dans le rôle de l'Ermite.

Pierre Moulinier

SORTIR

PARIS

Au bois lacté
Formé à l'école de Claude Régy et de Jean-Marie Patte, avec qui il fut comédien, Xavier Marchand est passé à la mise en scène, il y a dix ans. Avec sa compagnie, Lanicolacheur, il monte délicatement des textes qui n'appartiennent pas nécessairement au répertoire dramatique, Mallarmé, Robert Walser, Gertrud Stein... *Au bois lacté* est une adaptation de *Under Milk Wood*, la dernière pièce qu'écrivit Dylan Thomas (au début des années 50), pour rendre hommage à l'excentricité des gens de Laugharne, son village d'adoption, au pays de Galles.
Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Mº Saint-Denis-Basilique. Le 2 à 20 h 30. Puis, du mardi au vendredi, à 19 heures ; samedi et dimanche à 16 heures. Jusqu'au 18 avril. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.

Chic Hot
Emmené par le pianiste Mario Canonge et le bassiste électrique Etienne Mbappé, Chic Hot est un quartette composé de solides musiciens aussi à l'aise dans le jazz-rock que dans la chanson. Les influences antillaises et africaines n'y sont pas employées comme une simple couleur, mais bien comme une source d'inspiration créative. Hervé Gourdikian est au saxophone et Roger Kemp Biwnadu à la batterie.
Sunset, 60, rue des Lombards, 1er. Mº Châtelet. Les 2 et 3, à 22 heures ; le 4, à 21 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. De 50 F à 120 F.

Les Bushmen (polyphonies du désert de Kalahari)
Les Ju'hoansi constituent l'un des nombreux groupes bushmen d'Afrique australe. Ils sont établis au nord du Kalahari, des deux côtés de la frontière séparant la Namibie du Botswana. Révélés au grand public par le film *Les dieux sont tombés sur la tête* (Jamie Uys, 1981), les Bushmen ne se produisent que très rarement sur scène. Accueillis à Paris dans le cadre du Festival de l'imaginaire, ils font une démonstration de leur art : claquements de mains, clics (sonorités obtenues en claquant la langue contre le palais), chants polyphoniques.
Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, 6e. Mº Saint-Placide. Les 2 et 3, à 20 h 30 ; le 4, à 17 heures. Tél. : 01-45-44-72-30. De 60 F à 100 F.

Hommage à Malcolm X
L'Association internationale Cheikh Anta Diop, en collaboration avec la revue *Diaspora africaine*, organise une journée des panafricanistes dédiée à Malcolm X. Au programme, un débat animé par Julia Wright, Jean-Marc Numa, Malik Hayatou et Eric Wonanu Kobla, suivi d'un concert de hip-hop, de percussions et de musique traditionnelle, de lecture de poésie et de textes historiques de Malcolm X.
Salle Grande Croizat, 3, rue du Château-d'Eau, 10e. Mº République. Le 3 avril, de 12 heures à 17 heures. Tél : 01-43-61-29-95. Entrée libre.

CALVI

La Passion à Calvi
A Passione est un texte synthétique des temps forts de la Semaine sainte, donné en langue corse et ponctué de chants portés par A Filetta et tirés d'une liturgie ancienne, ou composés pour la circonstance par Jean-Claude Acquaviva et Jean-Michel Gianelli. C'est surtout un spectacle sacré qui fait communier acteurs et spectateurs dans une même ferveur simple et directe comme les représentations du chemin de croix, bible d'images des croyants qui ne lisaient pas.
Citadelle de Calvi, cathédrale Saint-Jean-Baptiste, puis oratoire Saint-Antoine, à Calvi. Les 3, 4 et 5 avril, à 21 h 30. Tél. : 04-95-65-23-57.

GUIDE

REPRISES CINÉMA

La Chambre des tortures
de Roger Corman. Américain, 1961 (1 h 20).
Reflet Médicis III, 5e. Tél. : 01-43-54-42-34.

Fermeture de l'usine Renault à Vilvoorde
de Jan Bucquoy. Belge, 1998 (1 h 25).
Studio Galande, 5e. Tél. : 01-43-26-94-08.

Spartacus
de Stanley Kubrick. Américain, 1960 (3 h 15).
Grand Action, 5e. Tél. : 01-43-29-44-40.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

VERNISSAGES

Gottfried Honegger, Radi Designers, Stan Douglas
Fondation Cartier pour l'art contemporain, 261, boulevard Raspail, 14e. Mº Raspail. Tél. : 01-42-18-56-51. De 12 heures à 20 heures. Fermé lundi. Du 2 avril au 30 mai. 30 F.

Ange Lecia
Caisse des dépôts et consignations, 13, quai Voltaire, 7e. Mº Rue-du-Bac. Tél. : 01-40-49-41-66. De 12 heures à 18 h 30. Fermé lundi. Du 2 avril au 25 avril. Entrée libre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. *De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ;* de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Out of Joint
de C. Churchill, mise en scène de Max Stafford-Clark, avec la compagnie Blue Heart.
Maison des Arts, place Salvador-Allende, 94 Créteil. Mº Créteil-Préfecture. Les 2 et 3, à 20 h 30. Tél. : 01-45-13-19-19. 100 F.

Une heure avec Rainer Maria Rilke
d'après Rainer Maria Rilke, mise en scène de Laurent Terzieff, avec Laurent Terzieff, Pascale de Boysson et Claude Aufaure.
Théâtre Molière-Maison de la Poésie, 161, rue rue Saint-Martin, 3e. Mº Rambuteau. Du 2 au 18 avril. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 18 heures. Tél. : 01-44-54-53-00. 80 F et 120 F.

Chœur et orchestre philharmonique de Radio-France
Bruckner : *Te Deum, Symphonie nº 9.* Kelly Nassief (soprano), Sylvie Sullé (mezzo-soprano), Kim Begley (ténor), Jérôme Corréas (baryton-basse), Günther Herbig (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 8e. Mº Ternes. Le 2, à 20 heures. Tél. : 01-45-61-53-00. De 70 F à 175 F.

Les Jeunes Solistes
Huber : *Lamentationes sacrae et profanae ad responsoria Gesualdi.* Gesualdo : *Répons du vendredi saint.* Rachid Safir (direction).
IRCAM, 1, place Igor-Stravinsky, 4e. Mº Rambuteau. Le 2, à 20 heures. Tél. : 01-44-78-48-16. 90 F.

Les Ruines circulaires et autres mélodrames
Coup de cœur à Cyril Huvé et Daniel Mesguich.
Péniche Opéra, 42, quai de la Loire (bassin de la Villette), 19e. Mº Jaurès. Le 2, à 20 h 30. Tél. : 01-53-38-49-49. 100 F.

Claudine François African Quintet
Cithéa, 114, rue Oberkampf, 11e. Mº Parmentier. Le 2, à 22 h 30. Tél. : 01-47-00-00-32. Entrée libre.

Stefano Di Batista Quintet
Salle des fêtes, hôtel de ville, 93 Bondy. Le 2, à 20 h 30. Tél. : 01-49-22-10-10. De 75 F à 95 F.

Rachel des Bois
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, 2e. Mº Sentier. Le 2, à 20 h 30. Tél. : 01-42-36-37-27. 100 F. Jusqu'au 17 avril.

Bernard Lavilliers
Théâtre Claude-Debussy, 116, avenue du Général-de-Gaulle, 94 Maisons-Alfort. Le 2, à 20 h 45. Tél. : 01-43-96-77-67. 170 F.

Delia Romanes (musiques tziganes de Roumanie)
L'Européen, 3, rue Biot, 17e. Mº Place-de-Clichy. Les 2 et 3, à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 95 F.

Pierre Cheriza (Haïti)
La Maroquinerie, 23, rue Boyer, 20e. Mº Gambetta. Tél. : 01-40-33-30-60.

DERNIERS JOURS

3 avril :

Le Misanthrope
de Molière, mise en scène de Jacques Lassalle.
Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F.

L'Avenir oublié
de Slimane Benaïssa et André Chouraqui, mise en scène de Slimane Benaïssa.
Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F.

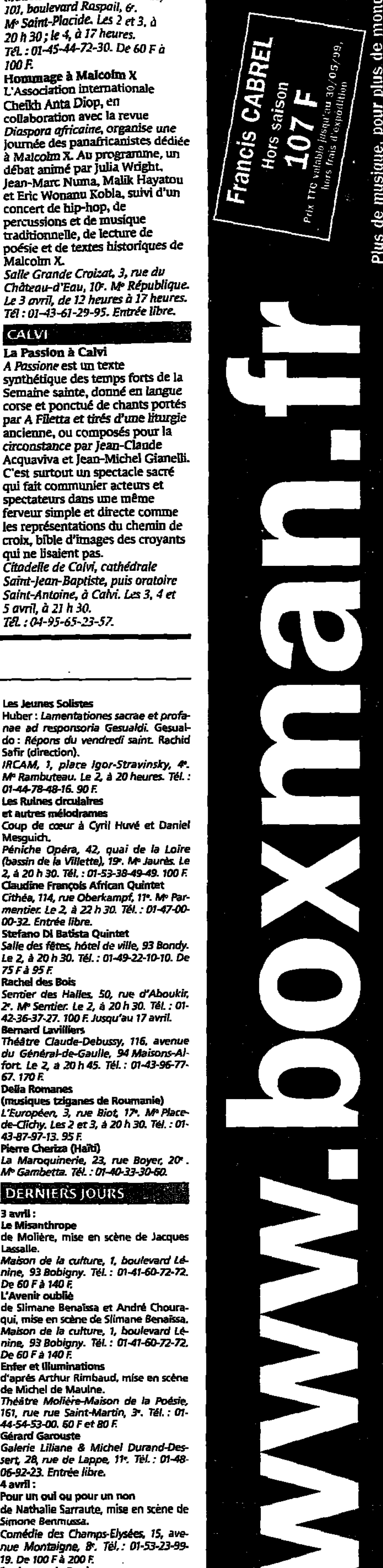
Enfer et Illuminations
d'après Arthur Rimbaud, mise en scène de Michel de Maulne.
Théâtre Molière-Maison de la Poésie, 161, rue rue Saint-Martin, 3e. Tél. : 01-44-54-53-00. 60 F et 80 F.

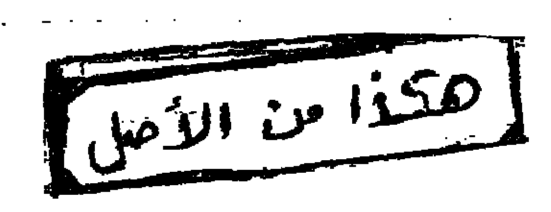
Gérard Garouste
Galerie Liliane & Michel Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, 11e. Tél. : 01-48-06-92-23. Entrée libre.

4 avril :

Pour un oui ou pour un non
de Nathalie Sarraute, mise en scène de Simone Benmussa.
Comédie des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, 8e. Tél. : 01-53-23-99-19. De 100 F à 200 F.

Duchenne de Boulogne : la mécanique des passions
Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 13, quai Malaquais, 6e. Tél. : 01-47-03-50-00. 15 F et 25 F.





EN VUE

■ Inquiets, ses voisins de Hunstville, au Texas, décrivent **Steven Gonzales**, 24 ans, soldat américain actuellement prisonnier des Serbes, comme un *« brave garçon, joyeux et sympathique »* qui fait bouger ses oreilles pour amuser les amis.

■ Selon **Jenoe Sipos**, porte-parole des douanes hongroises, le Yougoslave qui avait avalé cinquante-neuf capsules de cocaïne, interpellé dans la soirée de mardi 30 mars à l'aéroport de Budapest, en avait expulsé trente et une, mercredi à midi.

■ **Tomaso Addivibola**, maçon de Mulhouse, toxicomane, interpellé alors qu'il volait un citron, a été condamné à cinq ans de prison pour avoir commis en état de manque onze braquages à visage découvert, à bord d'une camionnette portant son adresse et son nom.

■ Six anciens policiers du Queensland, en Australie, devenus toxicomanes en infiltrant le milieu des drogués, portent plainte contre leur administration.

■ Dix-huit kilos de cocaïne ont été volés dans le local des pièces à conviction au palais de justice de Rome.

■ **Richard Seed**, généticien, professeur à l'université Harvard, a affirmé, mardi 30 mars, en tournée de conférence à Londres : *« Bientôt, comme Dolly, je clonerai ma femme. »*

■ **Dolly** a mis bas trois petits agneaux, a annoncé, jeudi 1er avril, le docteur **Harry Griffin**, du Roslin Institute d'Edimbourg, l'un des pères du célèbre clone.

■ A l'heure où, jeudi matin, les éleveurs préparaient un lâché de cochonnets sous la tour Eiffel, le cours du porc remontait de 7 centimes, à 5,09 francs le kilo, au marché au cadran de Plérin (Côtes-d'Armor).

■ **Wen Jiabao**, vice-premier ministre chinois, incitait encore les gouvernements locaux à lutter contre la sécheresse de l'hiver que **Chen Xiaoguo**, vice-directeur de la commission de contrôle du fleuve Jaune, prévoyait déjà des inondations pour l'été.

■ Mercredi 31 mars, parents et amis suivant les dernières volontés d'un jeune mort, passionné de formule 1, se sont engouffrés derrière le corbillard sur le circuit de Monza, en Italie.

■ Michelin lance le pneu à accrochage vertical, qui peut rouler à plat. Le pneu « intelligent » de Goodyear informe le conducteur en cas de crevaison.

Christian Colombani

L'Inde hostile aux frappes de l'OTAN

La presse indienne estime que celles-ci sont contre-productives, dénonce les Etats-Unis « policiers du monde » et conclut au bien-fondé de l'arsenal nucléaire voulu par le gouvernement de Delhi

SI LE KOSOVO ne fait pas les gros titres de la presse indienne, *les éditorialistes sont majoritaire*ment à l'unisson de la position officielle de condamnation de l'action de l'OTAN. Dans un pays ombrageux quant à sa souveraineté, longtemps allié de l'ex-Union soviétique et qui a procédé à des essais nucléaires, l'action de l'OTAN est vue comme une nouvelle manifestation du mépris des forts à l'égard des faibles. *« Le message au reste du monde est parfaitement clair. Les Etats-Unis et leur docile instrument, l'OTAN, peuvent aujourd'hui intervenir militairement contre n'importe quelle autre nation qui n'a pas de missiles de longue portée ni de capacités nucléaires »*, écrit l'influent *Times of India*, justifiant par là même la politique de nucléarisation de l'Inde. *« Ils se prennent donc pour les policiers du monde. Les nations qui désirent garder leur autonomie stratégique et leur souveraineté n'ont pas d'autre choix que de garder leur arsenal nucléaire, développer des missiles et essayer d'améliorer leurs propres capacités militaires »*, affirme l'éditorialiste, qui ajoute : *« Ce dernier objectif étant coûteux et long, la voie la moins chère dans la période intérimaire (avant d'obtenir une parité stratégique) est de se concentrer sur le développement de missiles. C'est pour anticiper cette logique que les Etats-Unis ont décidé de mettre au point une défense anti-*



missile et d'interdire l'acquisition de missiles par les autres pays (...) La tactique de guerre-éclair allemande et l'emploi d'armes extraordinaires ont échoué devant l'héroïsme des Russes et des Serbes. En dépit de la supériorité militaire américaine, Saddam Hussein a survécu. Hitler a légitimé Staline et rendu possible l'émergence d'un monde bipolaire. La présente agressivité de l'OTAN peut de la même façon conduire à un monde multipolaire. »

« Arrêter les frappes », titre pour sa part *The Hindu*, qui estime que celles-ci *« ont été contre-productives pour l'objectif déclaré de l'OTAN, qui est principalement de mettre fin au génocide des Albanais du Kosovo »*. Sur un ton plus mesuré, le très sérieux journal du Tamil-Nadu écrit : *« Dans cette affaire, l'OTAN a seulement durci la détermination serbe de poursuivre le nettoyage ethnique du Kosovo et tourné plus de gens en Yougoslavie et en Russie contre Washington et ses alliés. (...) Il est temps pour les Etats-Unis et l'OTAN de revoir l'impact de leurs frappes et spécialement leurs effets sur les Albanais, qu'ils voulaient sauver alors qu'ils aident les Serbes à les expulser hors du Kosovo. Avant d'envisager une nouvelle phase de l'offensive qui peut inclure une opération terrestre, l'OTAN doit créer une situation qui permette d'explorer si M. Milosevic peut être amené à la raison au moins maintenant. Si la Russie veut réellement émerger comme un instrument de paix, elle doit convaincre M. Milosevic d'abandonner ses pogroms, paver la voie au retour des Albanais et négocier un règlement politique pour le futur du Kosovo. »*

Françoise Chipaux

DANS LA PRESSE

L'EXPRESS
Denis Jeambar
■ Dans ce énième conflit des Balkans, les pays de l'OTAN se lancent, en vérité, dans leur première croisade armée pour les droits de l'homme. Milosevic le sanguinaire est, en soi, une cible et un chiffon rouge pour cette nouvelle morale. Mais l'Occident joue aussi à front renversé sur cette ligne de fracture traditionnelle entre la civilisation chrétienne, incarnée par les Serbes, et le monde musulman symbolisé par les Albanais du Kosovo. Pour que ce très vieux clivage ne revienne pas brouiller le dessein humanitaire et pacificateur des démocraties alliées, il faudra mener cette guerre jusqu'au bout.

LE NOUVEL OBSERVATEUR
Jean Daniel
■ Pour ce qui est du Kosovo, la leçon de l'Histoire est enfin pour moi devenue assez claire. D'abord révolté – je le suis toujours – devant la façon irresponsable dont l'intervention alliée semblait avoir été pensée, j'ai fini, la mort dans l'âme, par me persuader, maintenant que cette intervention a commencé et depuis que l'on découvre la destruction méthodique des villages kosovars, de la nécessité suivante : pour sauver les Kosovars dont nous avons aggravé le sort, on ne peut plus éviter de faire une guerre totale contre ceux des Serbes qui demeurent encore envoûtés par Milosevic. Le dieu Mars a des ruses qu'il faut parfois retourner contre lui.

LE POINT
Claude Imbert
■ Pour l'heure, l'essentiel, dans l'expédition balkanique, est de s'interdire tout irrésolution. Il faut hausser les épaules devant l'hostilité des communistes : ils insultent la résolution du pouvoir, mais gardent, au pouvoir, les mains dans le gâteau... Il faut hausser les épaules devant les défaitistes de comptoir qui, selon l'usage, extrapolent sans fin sur des chiffres incertains et des données secrètes et inconnues. L'OTAN prend les moyens d'établir de force une tutelle, un mandat, un tampon armé sur les zones explosives. Laissons-lui le temps d'agir. L'essentiel est que, contre l'inacceptable et les souffrances des peuples, l'Europe ne perde ni la tête ni le coeur. C'est essentiel, aujourd'hui, pour eux. Et important, pour nous, demain.

L'ÉVÉNEMENT
Georges-Marc Benamou
■ Il y a un cauchemar kosovar. Il est clair, identifié, il se lit sur les visages de ces dizaines de milliers de fuyards en guenilles qui, aujourd'hui, se réfugient en Albanie. Mais il y a aussi un cauchemar serbe, et la paix, demain peut-être, doit aussi permettre à ce peuple d'en sortir, de se réveiller, et contre lui-même s'il le fallait. C'est pourquoi il n'y aura pas de paix durable avant que le dernier rideau de fer du continent européen ne soit abattu. Avant que les Serbes ne soient débarrassés de leur propre cauchemar qui a pour nom Milosevic, afin qu'ils puissent rejoindre ce continent européen, leur vraie patrie, dont ils ont trop longtemps dérivé, pris qu'ils étaient dans leurs rêves morbides.

POLITIS
Bernard Langlois
■ Désastre, le mot est-il trop fort ? Prématuré peut-être, si l'on se projette dans un avenir possible où, par réaction en chaîne, l'actuelle guerre en Yougoslavie s'étendrait à toute la région des Balkans, voire au-delà. Mais le pire n'est jamais sûre. Telle qu'elle est, après une semaine de bombardements, la situation justifie pourtant assez notre titre de couverture (Yougoslavie, le désastre). On laisse à d'autres les outrances agressives du genre : *« Chirac-Jospin en tueurs de civils innocents »* (si, si, *Marianne* l'a osé !).

myweb.worldnet.net/~apperrin

Trois mille cinq cents textes de chansons françaises mis en ligne sans se soucier des droits d'auteur

« VOUS CHANTONNEZ tout le temps, mais vous n'avez pas la mémoire des textes ? Ça peut s'arranger. » Alain-Pierre Perrin, un informaticien de vingt-cinq ans habitant la Touraine, affiche sur le Web tous les textes de chansons françaises qui lui tombent sous la main. En deux ans, il a ainsi réuni plus de 3 500 chansons de 178 interprètes contemporains. Tous les styles sont représentés, de Léo Ferré aux Chaussettes noires et de MC Solaar à Boris Vian. Les vedettes comme Patrick Bruel, Francis Cabrel, Johnny Hallyday ou Claude Nougaro côtoient des artistes beaucoup moins médiatiques, et quelques noms franchement inconnus.

Alain-Pierre a ses préférences, bien sûr, mais en règle générale il prend ce qu'il trouve : *« Je suis trop paresseux pour faire des investigations. »* Résultat : il propose à ce jour 250 chansons de Michel Sardou, 231 d'Edith Piaf, 202 de Brassens et 114 de Renaud, mais seulement trois d'Yves Montand ou de Françoise Hardy et une seule de Juliette Gréco.



Bien entendu, le site d'Alain-Pierre est illégal, car tous ces textes sont protégés par le droit d'auteur : *« Je joue sur l'autorisation tacite des auteurs à me laisser publier leurs œuvres »*, autorisation d'autant plus facile à obtenir qu'en général il ne la demande pas. Après deux ans de vie tranquille, le premier incident s'est produit en février, lorsqu'il reçoit une mise en demeure de la Fondation Jacques-Brel, exigeant qu'il retire immédiatement les 191 chansons de Brel présentes sur son site. Il s'exécute aussitôt, la mort dans l'âme : *« C'est dur de voir le compteur tourner à l'envers. »* Il sait que cette mésaventure peut se reproduire à tout moment et a affiché sur sa page d'accueil un texte à l'intention des ayants droit : *« Sachez que je ne chercherai pas à jouer au plus fin... Si tel est votre souhait, je retirerai séance tenante de ma page vos textes. »*

Cela dit, il reste persuadé qu'il ne fait rien de mal : *« Mon site ne m'a jamais rapporté un sou. Je l'ai créé pour rendre hommage aux artistes et pour faire plaisir aux amateurs. Je reçois des lettres de toute la francophonie, des Etats-Unis, d'Australie. Les gens me remercient, car, grâce à moi, ils peuvent chanter en famille une chanson qui leur rappelle de bons souvenirs. »* D'ailleurs, tous les auteurs ne lui sont pas hostiles. Ainsi, William Sheller, lui-même internaute, semble apprécier son travail et l'a encouragé à continuer.

Malgré l'incertitude, Alain-Pierre va de l'avant. Il vient de mettre en ligne 189 textes de Charles Trénet et va s'attaquer à Enzo Enzo, à Alain Bashung et à l'intégrale de Barbara.

Yves Eudes

SUR LA TOILE

ÉTATS-UNIS
■ Le Sénat américain prépare un projet de loi qui vise à interdire à la FCC (Federal Communication Commission) d'adopter des règlements ayant pour effet d'augmenter le coût d'accès à Internet pour les particuliers. Les sénateurs semblent surtout décidés à empêcher les compagnies de téléphone d'introduire des systèmes de tarification basés sur le temps passé en ligne, comme dans les pays européens. Le projet de loi contient aussi des mesures incitant les compagnies de téléphone à mettre en place des connexions à haut débit. – *(AP)*

NORD - PAS-DE-CALAIS
■ Les sites de la chambre régionale et des treize chambres de commerce et d'industrie du Nord - Pas-de-Calais se sont fédérés pour créer un moteur de recherche commun, qui permet de centraliser l'accès aux informations.
www.nordpasdecalais.com

IMMOBILIER
■ La Société foncière lyonnaise a ouvert un site présentant son patrimoine immobilier parisien à louer. Chaque annonce comporte une photo de l'immeuble, un plan du quartier et un plan de l'appartement.
www.lyonnaise-fonciere.com

Rapport de patrouille *par Alain Rollat*

NE VOUS FROISSEZ PAS, mon général, mais je vous informe que vous vous trompez de cible. Si vous voulez gagner cette guerre du Kosovo, ce n'est pas l'armée serbe qu'il faut bombarder, mais un simple mur de maçonnerie civile. Vous en trouverez les coordonnées dans le rapport des éclaireurs d'« Envoyé spécial » revenus, jeudi soir, de Pristina. Permettez-moi, au passage, de vous faire remarquer que, si vous aviez attendu le retour de cette patrouille, vous auriez compris l'inutilité d'engager l'aviation dans cette opération. Pour démolir ce mur, il suffit d'envoyer là-bas une section de marteaux-piqueurs. Mais, autant vous prévenir tout de suite, ce mur en cache un autre, omniprésent mais invisible, qu'aucune de vos armées ne pourra jamais détruire tant que les deux belligérants locaux, qui l'ont édifié, ne se décideront pas eux-mêmes à l'abattre avec leurs propres pioches. Ce qui implique qu'ils fassent, au préalable, la paix entre eux.

Je veux parler de ce monumental mur de bêtise collective sur lequel repose le mur de béton ethnique qui sépare, à l'intérieur des écoles de Pristina, les classes d'enfants serbes des classes d'enfants albanais. C'est là, et pas ailleurs, mon général, qu'a commencé le vrai crime contre l'humanité. De part et d'autre de cette cloison, sous prétexte d'identité culturelle, sous motif de discrimination, on a assassiné l'intelligence en pratiquant un bourrage de crâne également partagé. Il n'y avait aucune différence de méthode ou de nature entre ces deux enseignements parallèles. De prétendus éducateurs, ici comme là, ont entretenu l'ignorance, instillé la peur, cultivé le rejet de l'autre, légitimé la violence, prêché la guerre sacrée. Pis, ils ont endoctriné ces enfants à la demande de leurs familles. J'entends encore cette mère serbe : *« Les Albanais n'ont aucune qualité, aucune sensibilité. Ils sont bornés, vulgaires. Ils ne sont pas complètement civilisés. Il n'y a pas longtemps, ils étaient encore des sauvages. »* J'entends encore cette mère albanaise : *« Les Serbes nous traitent comme des esclaves. Je serais fière si mon mari et mes enfants mourraient pour l'Albanie. »* Ces deux femmes respiraient le même fanatisme. Elles récoltent ce qu'elles ont semé.

Vous comprendrez donc, mon général, que je vous suggère de donner l'ordre de faire retraite. On ne renverse pas ce genre de mur avec des bombes. Seuls ceux qui s'y enferment ont le pouvoir d'en sortir. Ce n'est pas l'OTAN, mais l'Unesco qui devrait mener cette guerre. Ne comptez plus sur moi pour mourir pour Pristina. Je veux bien mourir pour la paix, mais pas pour la haine.

VENDREDI 2 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Ann Du Hong, Dave Mirra, André Williams, Jean-Marie Bigard, Yvonne Scio, Marina Tomé. Canal +
19.00 Tracks. Arte
19.00 Rive droite, rive gauche. Best of. Paris Première
19.15 et 0.15 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. Jacques Doillon. LCI
19.30 Envoyé spécial, les années 90. Reines du rire. Invitée : Sabine Melchior-Bonnet. Histoire
20.10 Le Talk Show. Invités : Zabou, Daniel Benouin, Jean-Claude Carrière et Guy Bechtel. LCI
20.55 Thalassa. Les gardiens du pôle Nord. France 3
22.00 Faut pas rêver. Turquie : Le supplice de Kangal. France : Le dernier suisse. Inde : La mort du Drao. Invité : Alain Lortat-Jacobien. France 3
22.55 Bouillon de culture. Invité : Bronislaw Geremek. France 2
23.10 Sans aucun doute. Les scandales de la chirurgie esthétique. Invité : Le professeur Escande. TF 1
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. Hitler-Staline, liaisons dangereuses [1/3] : Le brise-glace. France 3

DOCUMENTAIRES

20.15 Palettes, Paolo Uccello (1397-1475). Vacarmes en Toscane : *Les Batailles de San Romano.* Arte
20.20 Les Chevaliers de la Manjha. Odyssée
20.35 Mémoires d'immigrés, l'héritage maghrébin. [1/3]. Les pères. Planète
20.45 Les Celtes. [5/6]. Le dernier conflit. Histoire
20.45 Edward raconte Edward. Odyssée
21.05 Epopée en Amérique, une histoire populaire du Québec. [2/13]. Naissance d'une colonie. TV 5
21.30 Un autre futur, l'Espagne rouge et noire. [1/4]. Je demande la parole. Planète
21.40 Il était une foi en Ethiopie. Odyssée
22.05 Le Feu de la Terre. [6/6]. *Prévoir l'imprévisible.* Odyssée
22.15 Portraits de gangsters. [9/10]. Mickey Cohen. Planète
22.40 Grand format. Do Sanh, le dernier film. Arte
23.00 Visages du Saint-Laurent. Odyssée
23.20 Omnibus, Cracked Actor. David Bowie. Canal Jimmy
23.35 L'Homme de Boxgrove. Planète
0.40 La Case de l'Oncle Doc. Thérèse superstar. France 3

SPORTS EN DIRECT

17.00 et 21.00 Tennis. Tournoi féminin de Hilton Head. Quart de finale. Eurosport
20.30 Football. Championnat de France de D1 : Monaco - Marseille. Canal +

MUSIQUE

21.00 Béla Fleck & The Flecktones. Concert enregistré au Spectrum, à Montréal en 1998. Muzzik
22.05 Manon Lescaut. Par l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. John E. Gardiner. Paris Première
22.45 La Passion selon saint Jean, de Bach. Par le Concentus Musicus de Vienne et le Tölzer Knabenchor, dir. Nikolaus Harnoncourt. Mezzo
23.00 La Pastorale, de Beethoven. Par l'Orchestre national de Lille, dir. Jean-Claude Casadesus. Muzzik
0.30 Le Live du vendredi. Joe Cocker, Night Calls. Dortmund 1992. M 6

TÉLÉFILMS

20.30 Mort d'un conquérant. Thierry Chabert. Festival
20.45 Au-delà du silence. Caroline Link. Arte

SÉRIES

20.55 Soirée sitcom. Téva
22.40 X-Files. Les petits hommes verts. L'hôte. O. M 6
0.20 Friends. The One with Chandler's Work Laugh (v.o.). Canal Jimmy
0.45 Star Trek, Deep Space Nine. Intrusion (v.o.). Canal Jimmy
1.30 Star Trek, la nouvelle génération. Interface (v.o.). Canal Jimmy

Le Monde TÉLÉVISION

ARTE

20.45 Au-delà du silence

C'est l'histoire d'une petite fille qui, entendant et parlant parfaitement, devient l'interprète de ses parents sourds-muets. Un soir de Noël, sa tante Clarissa lui fait cadeau d'une clarinette. Le monde de la musique s'ouvre à l'enfant et brise le silence qui l'entoure... ce qui n'est pas du goût de son père. Ce premier film de la réalisatrice allemande *Caroline Link* a la grâce et la force d'un poème.

FRANCE 3

23.30 Hitler-Staline : liaisons dangereuses

Ce documentaire, écrit par Thibaut d'Oiron et Jean-François Delassus, et réalisé par ce dernier, a déclenché, lors de sa première diffusion, en 1996, des critiques, qui se sont amplifiées, un an plus tard, après la publication du *Livre noir du communisme*. En trois épisodes, il détaille la collusion entre les ré*gimes nazi et soviétique. Il est ac*cablant pour le stalinisme.

FRANCE 2

0.35 Inside Daisy Clover ■ ■

Daisy Clover, qui vient d'avoir quinze ans, vit avec sa mère fêlée dans une masure au bord d'une plage et rêve de devenir chanteuse. Elle est « découverte » par un producteur qui, en deux ans, lui vole son âme et détruit toutes ses illusions. La mise en scène de Robert Mulligan crée un monde à la limite du fantastique où errent les fan*tômes. La fin, avec ses ruptures de* ton, laisse pantois. En v.o.

FILMS

16.45 Le Cauchemar de Dracula ■ ■ Terence Fisher (Grande-Bretagne, 1958, v.o., 80 min) O. Ciné Cinéma 3
18.55 Je n'ai pas tué Lincoln ■ ■ John Ford (Etats-Unis, 1936, N., v.o., 95 min) O. Ciné Classics
19.30 Gwendalina ■ ■ Alberto Lattuada (France - Italie, 1956, N., 100 min) O. Cinétoile
20.55 Danse avec les loups ■ ■ ■ Kevin Costner (Etats-Unis, 1990, 180 min) O. TSR
21.00 Le Crabe-tambour ■ ■ Pierre Schoendoerffer (France, 1977, 120 min) O. Ciné Cinéma 2
21.10 La Joyeuse Divorcée ■ ■ Mark Sandrich (Etats-Unis, 1934, N., v.o., 110 min) O. Cinétoile
21.20 L'Œil public ■ ■ Howard Franklin (Etats-Unis, 1992, 100 min) O. Cinéstar 1
22.10 Le Jour du vin et des roses ■ ■ Blake Edwards (Etats-Unis, 1962, N., v.o., 115 min) O. Ciné Classics
22.55 C'est arrivé demain ■ ■ René Clair (Etats-Unis, 1943, N., 85 min) O. 13ème Rue
23.00 La Marquise d'O ■ ■ Eric Rohmer (France - Allemagne, 1976, 110 min) O. Cinétoile
0.05 La Couronne noire ■ ■ Luis Saslavsky (Espagne, 1952, N., v.o., 100 min) O. Ciné Classics
0.15 Beau-père ■ ■ Bertrand Blier (France, 1981, 120 min) O. Ciné Cinéma 3


PROD

0.35 Inside Daisy Clover ■ ■ Robert Mulligan. Avec Robert Redford, Nathalie Wood (Etats-Unis, 1966, v.o., 120 min) O. France 2
0.35 Le Cercle des poètes disparus ■ ■ Peter Weir (Etats-Unis, 1989, 125 min) O. Cinéstar 1
2.20 Muriel ■ ■ ■ Alain Resnais (France - Italie, 1963, 120 min) O. Cinétoile

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Les Années tubes.
23.10 Sans aucun doute. Les scandales de la chirurgie esthétique.
1.00 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

18.25 Hartley, cœurs à vif. O.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
20.00 Journal, Météo.
20.55 P.J. Planques. O. Descente de police. O.
22.55 Bouillon de culture.
0.10 Journal, Météo.
0.30 Ciné-club. Cycle Stars en miroir.
0.35 Inside Daisy Clover ■ ■ Film. Robert Mulligan (v.o.). O.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Cosby. O.
20.35 Tout le sport.
20.55 Thalassa. Les gardiens du pôle Nord.
22.00 Faut pas rêver. Turquie : Le supplice de Kangal. France : Le dernier suisse. Inde : La mort du Drao.
23.05 Météo, Soir 3.
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. Hitler-Staline, liaisons dangereuses [1/3] : Le brise-glace.
0.25 Libre court. *La Corde.* Zaki El Naggar. O.
0.40 La Case de l'Oncle Doc. *Thérèse superstar.*
1.35 Nocturnales. Jazz à volonté. The Carnegie Hall Jazz Band au Festival de Marciac 1997.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 20.15
18.30 Nulle part ailleurs.
20.15 Football. Championnat de D 1. Monaco - Marseille. 20.30 Coup d'envoi.
22.35 Le Bossu ■ Film. Philippe de Broca. O.
0.40 Football. Sochaux - Rennes.
2.20 Les Amateurs ■ Film. Alan Taylor. O.

ARTE

19.00 Tracks.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Palettes. Paolo Uccello (1397-1475).
20.45 Au-delà du silence. Téléfilm. Caroline Link. O.
22.35 Contre l'oubli.
22.40 Grand format. Do Sanh, le dernier film.
0.20 Scotland Yard contre X ■ Film. Basil Dearden (v.o.). O.
1.50 Le Dessous des cartes. L'Ukraine, un pivot géopolitique ?

M 6

19.20 Mariés, deux enfants. O.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 La Route de votre week-end.
20.10 Notre belle famille. Amour fou. O.
20.40 Décrochage info. Politiquement rock.
20.45 Question de métier.
20.50 Les Roses du mal. Téléfilm. Marijan David Vajda. O.
22.40 X-Files, l'intégrale. Les petits hommes verts. O. L'hôte. O.
0.30 Le Live du vendredi. Joe Cocker, Night Calls.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Spécial généalogie [5/5].
21.00 Black And Blue. Dans le siège du pilote. Les grands batteurs de Big Band dans les années 50.
22.10 Fiction. *Photo de famille*, de Jan Milcak.
23.00 Nuits magnétiques. [2/2].

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert franco-allemand. Par le Chœur de la Radio de Berlin et l'Orchestre symphonique de Berlin, dir. Michael Gielen : *La Passion selon Saint-Matthieu*, de Bach.
23.07 Jazz-club.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. *Quatuor* op. 54 nº 2, de Haydn, par le Quatuor Lindsay. 20.40 Murray Perahia. Œuvres de Mozart, Schubert, Mendelssohn, Bach, etc.
23.00 Yolanta. Opéra de Tchaïkovski. Par le Chœur et l'Orchestre du Kirov, dir. V. Gergiev.

SAMEDI 3 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 17.10 Le Monde des idées. Le Kosovo et la guerre. Invités : Pierre Hassner et Pierre Vidal-Naquet. LCI
21.30 Danse, la passion d'une vie. Forum Planète
23.25 Atatürk, père de la Turquie moderne. Forum Planète

MAGAZINES

13.45 Les Grandes Enigmes de la science. L'explosion : De la Dynamite au Big Bang. France 2
14.15 Bouillon de culture. Invité : Bronislaw Geremek. TV 5
16.30 Le Magazine de l'Histoire. Invités : Alain Gérard-Slama ; Marie-Anne Matard Bonucci ; Pierre Chuvin. Histoire
17.00 Courts particuliers. Jean-Jacques Beineix. Paris Première
17.30 Envoyé spécial, les années 90. Reines du rire. Histoire
18.15 D'un monde à l'autre. Les sectes au travail. TV 5
19.00 Histoire parallèle. Semaine du 3 avril 1949 - 1949, don ou commerce du sang ? Arte
20.40 Planète animal. L'arche, 2000 ans après [12/16] TMC
21.05 Thalassa. Le Pays fantôme. TV 5
21.45 Metropolis. Théâtre : Le Berliner Ensemble. Helsinki : La culture «off». Arte
21.45 Planète Terre. L'Ouest américain [6/8] : Défaites indiennes [1/2]. TMC
22.15 Envoyé spécial. Spéciale guerre au Kosovo. Les détectives de l'ADN. Réactions en chaînes. P.-s. : Prisonnières du voile. TV 5

DOCUMENTAIRES

17.25 Sur les chemins du monde. Les Akhas du triangle d'or. Une double mort. La Cinquième
17.25 Sur les traces de la nature. [36/45]. L'équipe de nuit. Planète
17.45 Tracks. [1/4]. Galapagos, paradis perdu. TSR
19.15 Belcanto. Slezak, 1873-1946. Muzzik
19.40 Les Grandes Batailles du passé. [22/28]. Solférino. Planète
20.00 Qu'est-ce qu'on mijote en Israël ! Odyssée
20.10 Le Feuilleton de la vie. Au cœur de la vallée. [5/8]. Slalom by night. France 3
20.35 Dancing in the Street. [6/10]. Eight Miles High. Planète
20.40 L'Aventure humaine. Palettes, Piero Della Francesca. Le rêve de la diagonale : «La Flagellation». Arte
20.50 Toutes les drogues du monde. *Solutions de rechange.* Odyssée
21.20 Inde, naissance d'une nation. La démocratie. Odyssée
21.35 Promenades sous-marines. [9/26]. Mystères aux Caraïbes. Planète
21.50 Le Feu de la Terre. [3/6]. Le triangle de l'Alfar. Odyssée
21.55 Actor's Studio. Matt Dillon. Ciné Cinémas
21.55 Marlon Brando, l'indompté. Canal Jimmy
22.05 Bob Denard, corsaire de la République. [2/2]. Planète
22.30 Atatürk. Forum Planète
22.35 Tibet, la route de l'espoir. France 3
23.00 Mémoires d'immigrés, l'héritage maghrébin. [1/3]. Les pères. Planète
23.00 Les Descendants. [8/13]. Lafayette ou l'histoire d'une amitié. Histoire
23.55 Un autre futur, l'Espagne rouge et noire. [1/4]. Je demande la parole. Planète
0.00 Les Chrétiens d'Orient. [3 et 4/4]. Histoire
0.20 Music Planet. The Beach Boys, Endless Harmony. [1/2]. Arte
0.30 La Pluie miraculeuse. TMC
0.40 Portraits de gangsters. [9/10]. Mickey Cohen. Planète
0.40 La Saga de la F 1. Alain Prost, le professeur. Canal Jimmy

SPORTS EN DIRECT

14.00 Rugby. Top 16. Canal +
14.30 Tennis. Coupe Davis. Suisse - Italie : double. TSR
15.05 Tennis. Coupe Davis. France - Pays-Bas : double. France 2
15.30 Curling. Championnats du monde. Canada - Suisse Dames. Eurosport
17.55 Football. Championnat de D 2. Châteauroux - Troyes. Eurosport
20.30 Jet ski. Indoor de Bercy. Paris Première
20.30 Basket. Pro-A (Play-off). Quart de finale retour. Le Mans - Cholet. Eurosport
22.30 Golf. Bell South Classic. AB Sport

MUSIQUE

18.00 Jazz Open 1996. Stuttgart. Muzzik
18.30 Bach. *La Passion selon saint Jean.* Par le Concentus Musicus de Vienne, dir. Nikolaus Harnoncourt. Mezzo
18.55 Celibidache dirige Mendelssohn. *Songe d'une nuit d'été (Ouverture) opus 21.* Par l'Orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart, dir. Sergiu Celibidache. Muzzik
20.00 Beethoven et Chopin. Avec Alexei Sultanov, piano. Par l'Orchestre royal du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Claus Peter Flor. Muzzik
20.30 The Rake's Progress. Opéra de Stravinski. Par la Camerata Academica et le Chœur de l'opéra de Vienne, dir. Sylvain Cambreling. Mezzo
21.00 Alcina. Opéra de Haendel. Par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. William Christie. Muzzik
23.40 Debussy. *Préludes nos 6, 7 et 8. Avec Michel Beroff, piano.* Mezzo
0.35 Jay Jay Johanson. Saint-Malo, 1998. Paris Première

TÉLÉFILMS

17.35 Un tramway nommé Désir. Glenn Jordan. Ciné Cinémas
20.30 Molière pour rire et pour pleurer. Marcel Camus [1/3]. Festival
20.40 Un nouveau départ pour la Coccinelle. Robert Peyton Reed. Disney Channel
20.55 Disparue dans la nuit. Bill L. Norton [1 et 2/2]. O. Téva
22.30 Lorna Doone. Andrew Grieve. Festival
22.45 Dernière alerte. Claudia Prietzel. Arte
23.10 Alerte rouge. Jerry P. Jacobs. O. TF 1
23.20 Futur Immédiat 3. Kenneth Johnson. TSR
23.50 Les Yeux bandés. Marijan D. Vajda. Téva

SÉRIES

19.45 La Vie à cinq. La soirée bissextile. Téva
20.00 3e planète après le Soleil. Dick on a Roll (v.o.). Série Club
20.05 Daria. Les Joies du piercing. O. Canal +
20.35 Cadfael. La Foire de Saint-Pierre. O. Ciné Cinémas
20.40 New York Undercover. Vendetta. C'est un crime. 13ème Rue
21.00 Cop Rock. Bang the Potts Slowly (v.o.). Canal Jimmy
22.20 High Incident. Médecin légiste au repos (v.o.). 13ème Rue
22.25 The Practice. Etats d'urgence. *Stratégies (v.o.).* Série Club
23.50 Star Trek, Deep Space Nine. Intrusion. Canal Jimmy
1.35 Friends. Celui qui oublie un bébé dans le bus (v.o.). France 2

Le Monde TÉLÉVISION

FRANCE-CULTURE

15.00 Françoise Dolto

Françoise Dolto est décédée il y a dix ans. En trois heures et demie, France-Culture redonne voix à cette grande dame. Les archives rappellent la force de ses propos. Des témoignages illustrent son charisme. L'ensemble est passionnant. On en oublie presque combien elle a dû choquer ses contemporains et combien sa thèse, *Psychanalyse et pédiatrie*, soutenue en... 1939, était novatrice.

FRANCE 2

19.50 Politiquement correct

Une adolescente rondelette, un piercing dans le nez : c'est Martine Aubry, telle qu'on la découvre dans « Politiquement correct », diffusé le week-end, avant le journal télévisé. Produit par Philippe Alfonsi, écrit en collaboration avec le psychanalyste Gérard Miller, ce programme entend renouveler le genre de la satire politique. Le résultat n'est, pour le moment, guère convaincant.

CINÉ CINÉMA 3

23.00 Le Cauchemar de Dracula ■ ■

Terence Fisher reconsidère le mythe du vampire. Jonathan Herker vient au château du comte Dracula pour détruire le dernier descendant des vampires. Le comte le mord. Jonathan devient vampire. Pour le délivrer, le docteur Van Helsing lui enfonce un pieu dans le cœur. Puis sa fiancée est, à son tour, vampirisée. Une trouble fascination. En v.o.

FILMS

13.25 Service de nuit ■ ■ Jean Faurez (France, 1943, N., 95 min) O. Ciné Classics
13.25 Jumanji ■ Joe Johnston (Etats-Unis, 1996, 100 min) O. Cinéstar 2
13.30 Panic sur Florida Beach ■ Joe Dante (Etats-Unis, 1992, 95 min) O. Cinéstar 1


COLLECTION CHRISTOPHE L.

15.00 La Couronne noire ■ ■ Luis Saslavsky. Maria Felix, Vittorio Gassman (Espagne, 1952, N., v.o., 95 min) O. Ciné Classics

COLLECTION CHRISTOPHE L.

23.00 Je n'ai pas tué Lincoln ■ ■ John Ford. Warner Baxter, Gloria Stuart (Etats-Unis, 1936, N., v.o., 95 min) O. Ciné Classics
23.00 Crash ■ ■ David Cronenberg (Canada, 1996, 100 min) O. Ciné Cinéma 1
23.00 Vivement dimanche ! ■ ■ François Truffaut (France, 1983, N., 105 min) O. Cinétoile
23.00 Le Cauchemar de Dracula ■ ■ *Terence Fisher (Grande-Bretagne,* 1958, v.o., 80 min) O. Ciné Cinéma 3
23.00 Les Hommes de l'ombre ■ Lee Tamahori (Etats-Unis, 1996, 105 min) O. Ciné Cinéma 2
23.00 Leprechaun ■ Mark Jones (Etats-Unis, 1993, 90 min) O. Cinéstar 2
0.35 Le Petit Vagabond ■ Antonio Del Amo (Espagne, 1956, N., v.o., 100 min) O. Ciné Classics
0.45 Beau-père ■ ■ Bertrand Blier (France, 1981, 125 min) O. Ciné Cinéma 2
0.50 L'Œil public ■ ■ Howard Franklin (Etats-Unis, 1992, 100 min) O. Cinéstar 1
1.20 Don Juan ■ Jacques Weber (France, 1998, ♦, 100 min) O. Canal +
2.15 La Source du feu ■ ■ Irving Pichel et Lansing C. Holden (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 95 min) O. Ciné Classics
2.35 La Bible ■ John Huston (Italie, 1966, v.o., 165 min) O. Ciné Cinéma 1
3.50 La Marquise d'O ■ ■ *Eric Rohmer (France - Allemagne,* 1976, 105 min) O. Cinétoile

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

16.40 Dingue de toi. O.
17.10 Xéna, la guerrière. O.
18.05 Sous le soleil. O.
19.05 Melrose Place. O.
19.50 Bloc modes.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Plein les yeux.
23.10 Hollywood Night. Alerte rouge. Téléfilm. Jerry P. Jacobs. O.
0.50 Formule foot.

FRANCE 2

17.30 Les Dessous de Veronica. O.
18.00 Dellaventura. O.
18.45 Friends. O.
19.14 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.15 Le monde est petit.
19.45 et 20.45 Tirage du Loto.
19.50 Politiquement correct.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Les Années Match.
23.40 Tout le monde en parle.
1.15 Journal, Météo.
1.35 Friends. Celui qui oublie un bébé dans le bus. O.

FRANCE 3

15.40 Couleur pays.
18.10 Expression directe.
18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour. O.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Le Feuilleton de la vie. [5/8].
20.35 Tout le sport.
20.55 Le Refuge. Entre chien et loup. O.
22.35 Tibet, la route de l'espoir.
23.30 Météo, L'Euro, Soir 3.
23.55 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?
0.30 Saturnales. Journal des spectacles. 0.40 Un air de famille. [1/2]. 1.10 Les Leçons de ténèbres. Téléfilm. Christian Chaudet. O.

CANAL +

16.05 Basket-ball.
17.00 Arliss. O.
17.25 Ned et Stacey. O.
▶ En clair jusqu'à 20.05
17.55 Décode pas Bunny.
18.30 Toonsylvania. O.
19.00 T.V. +.
20.04 Jean-Luc et Faipassa. O.
20.05 Daria. O.
▶ En clair jusqu'à 20.35
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Samedi comédie. 20.35 Evamag. Victime de la mode. O. 20.55 Spin City. Petit redressement. O. 21.20 A la une. Coupures de presse. O. 21.40 South Park. Chef Aid. O.
22.05 Jour de foot.
22.50 Supplément détachable. Portraits de femmes sans tabou. Mères solidaires. M et Mme Gardenia. L'amour, c'est une question de goût.
0.00 Le Journal du hard.

0.10 Une Américaine à Paris. Film. Kris Kramski. O.
1.20 Don Juan ■ Film. Jacques Weber. O.

LA CINQUIÈME/ARTE

16.00 Sur les chemins du monde. Histoire de la Terre [3/8]. 17.00 Exploration planète. [14/17]. 17.25 Les Akhas du triangle d'or.
18.20 Va savoir.
19.00 Histoire parallèle. Semaine du 3 avril 1949 - 1949, don ou commerce du sang ?
19.45 Météo, Arte info.
20.05 Le Dessous des cartes. Sri Lanka : un conflit sans fin.
20.15 100 % kascher. [1/6]. O.
20.40 L'Aventure humaine. Palettes : Piero Della Francesca. Le rêve de la diagonale : *La Flagellation*, vers 1460.
21.45 Metropolis.
22.45 Dernière alerte. Téléfilm. Claudia Prietzel. O.
0.20 Music Planet. The Beach Boys, Endless Harmony. [1/2].
1.15 Grand format. Dans la mêlée avec les Lions.

M 6

17.10 Mission casse-cou. O.
18.10 Bugs. O.
19.05 Turbo.
19.45 Warning.
19.50 Mieux vaut prévenir.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 Point route.
20.10 Plus vite que la musique.
20.40 Ciné 6.
20.50 La Trilogie du samedi. 20.50 Charmed. Mariage diabolique. O. 21.45 The Sentinel. L'Australienne. O. 22.40 C-16. Le prix d'un enfant. O.
23.35 Hantise. Téléfilm. Rod Holcomb. O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

18.35 Profession spectateur.
20.00 Nouveau répertoire dramatique. Entretien avec Jacques Kraemer ; 20.10 *Le Golem*, de Jacques Kraemer ; 21.40 Denise Gence lit trois textes de Isaac Bashevis Singer.
22.35 Opus. Stations avant l'oubli.
0.05 Le Gai Savoir. Olivier Morel.

FRANCE-MUSIQUE

19.07 A l'Opéra. Invité : Olivier Rouvière.
20.00 La Saison des Opéras Euroradios. *Iphigénie en Tauride.* Opéra de Gluck. Par le Chœur et l'Orchestre des Musiciens du Louvre, dir. Mark Minkowski.
23.07 Présentez la facture.

RADIO CLASSIQUE

19.00 Intermezzo. Œuvres de Tchaïkovski, Prokofiev.
20.00 Les Soirées. *Goethe* (nº 1) : Les fêtes romantiques de 1849. Œuvres de Liszt, Gluck, R. Schumann, Liszt, Beethoven.
22.00 Da Capo. Janos Starker, violoncelle. *Œuvres de Milhaud, Vivaldi,* Boccherini, R. Strauss, Mozart, Bartok, Kodaly.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
O Tous publics
O Accord parental souhaitable
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
O Public adulte Interdit aux moins de 16 ans
O *Interdit aux moins de 18 ans*

Les cotes des films
■ On peut voir
■ ■ A ne pas manquer
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique
Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

هكذا من الأصل

Le Monde

SAMEDI 3 AVRIL 1999

Les promesses envolées des responsables politiques sur la reconnaissance du génocide arménien

Des associations organisent une marche qui partira, le 24 avril, de Lyon en direction du Sénat

LES MINISTRES et députés français sont fair-play. Lors de la séance des questions au gouvernement, mercredi 31 mars – soit quelques heures à peine avant le coup d'envoi de la rencontre de football France-Arménie –, ils se sont levés d'un seul élan lorsque le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, a souhaité la bienvenue à une délégation parlementaire conduite par son homologue arménien, Khosrov Haroutunian. L'ovation qui lui a été réservée fut à la mesure... du poids électoral que représente la communauté française d'origine arménienne.

Quelques documents, soigneusement consignés au secrétariat parisien de la Coordination pour la reconnaissance du génocide arménien, témoignent toutefois – s'il en était besoin – qu'il est plus facile d'applaudir et de promettre que d'agir. On y trouve ainsi une lettre de Christian Poncelet, en date du 10 décembre 1982, adressée au Collectif des femmes arméniennes. Seize ans avant de détrôner René Monory, le sénateur RPR des Vosges transmettait une copie de la question écrite qu'il avait adressée au ministre socialiste des affaires extérieures, Claude Cheysson, sur *« le problème, non encore résolu à ce jour, de la reconnaissance juridique du génocide du peuple arménien »*.

« LE REFUS DE LA TURQUIE »

Neuf mois plus tard, le même collectif recevait un autre message de soutien, en provenance, cette fois, de l'Elysée. Alors conseiller technique pour les relations extérieures au secrétariat général de la présidence de la République, Hubert Védrine affirmait : *« Le gouvernement français n'a cessé de considérer le drame de 1915 pour ce qu'il est, c'est-à-dire un génocide. » « Les autorités turques sont parfaitement informées du jugement de la France, qui regrette le refus persistant de la Turquie actuelle de reconnaître les faits »*, ajoutait celui qui deviendra ministre des affaires étrangères quatorze ans plus tard.

Au printemps 1995, les deux candidats en lice pour le second tour de l'élection présidentielle répondaient par écrit au questionnaire qui leur avait été adressé par le Comité de défense de la cause arménienne. Prudemment, Jacques Chirac se refusait à trancher le *« débat juridique »* de la reconnaissance du génocide, et se prononçait en faveur d'un *« travail éminemment pédagogique de diffusion à tous les niveaux de la société du débat historique »*. Le candidat Jospin était autrement catégorique. *« Ma position*, explique-t-il, *s'inscrit dans le droit fil de celle de François Mitterrand, qui déclarait le 29 avril 1981 : "Il n'est pas possible d'effacer les traces du génocide (...)". »* M. Jospin indiquait qu'il veillerait *« à ce que soit mise en discussion et adoptée dans les meilleurs délais »* une proposition de loi susceptible d'étendre au cas de l'Arménie les dispositions de la loi Gayssot du 13 juillet 1990.

Le 29 mai 1998, les députés ont adopté à l'unanimité une proposition de loi d'origine socialiste reconnaissant *« publiquement »* le génocide arménien de 1915. Contrairement à ce qu'il avait initialement indiqué, le gouvernement, soumis aux pressions de la Turquie, a renoncé à inscrire ce texte à l'ordre du jour prioritaire du Sénat. Ce dernier a décidé à son tour, le 24 mars, après deux auditions de M. Védrine devant sa commission des affaires étrangères, de ne pas examiner cette proposition de loi dans le cadre de la séance mensuelle réservée aux textes d'initiative parlementaire.

Deux semaines auparavant, le premier ministre, Lionel Jospin, avait, en réponse à une lettre de Youri Djorkaeff... renvoyé la balle dans le camp du Sénat. Quelques lignes manuscrites agrémentaient la sobre évocation de *« l'article 48, 3e alinéa de notre Constitution »* : assurant le footballeur de son *« souvenir (...) sportivement admiratif »*, le chef du gouvernement évoquait, en post-scriptum, la victoire de l'équipe de France sur l'Angleterre – *« Bravo pour Wembley »*. Tant pis pour la proposition de loi. Le 24 avril, une marche d'associations arméniennes partira de Lyon en direction du Sénat pour protester contre le *« cynisme »* du gouvernement et des locataires du palais du Luxembourg. Arrivée prévue à la mi-mai.

Jean-Baptiste de Montvalon

En Euroguerre *par Pierre Georges*

BELGRADE. Comme si on y était. Sans y être évidemment. Chronique d'un reportage au bureau, comme d'un voyage en chambre. Sur le canal 28 du circuit intérieur, *Le Monde* reçoit la RTS, la chaîne de radio-télévision officielle serbe. Les images sont parfaites. Le son aussi. A cette nuance près, sur ce dernier point, que cela ne sert pas à grand-chose à qui ne parle pas un mot de serbe. Sauf pour la musique essentielle pour ce qui ressemble parfois à un clip étrange, totalement contemporain, bien fait, façon M 6 revisité *propagande de guerre*.

Il est 8 h 30. La journaliste enchaîne sujets et reportages. Avec virtuosité. La RTS a du rythme et de l'allure, pas du tout l'antique machine à bourrage de crâne, manipulée par quelques vigiles de la censure ou quelques culottes de peau en uniforme de speaker, qu'on voudrait, bien imprudemment, imaginer.

La RTS n'a pas de ces naïvetés-là. Si elle fait la guerre, et elle la fait, c'est avec son temps et les moyens de son temps. Médiatiquement, avec tous les moyens de l'outil télévisuel, toute sa modernité aussi. C'est ce qui frappe d'abord. Les images en provenance de Belgrade nous arrivent en miroir. Comme pour dire : *« Voyez si votre ennemi vous ressemble. Voyez s'il est européen et moderne, et inscrit dans votre, dans notre époque »*. Comme pour signifier, en permanence, que les Alliés se sont trompés et d'ennemi, et de continent.

A oser, ces images font penser à la guerre en Eurovision, un peu comme ce fameux concours de la chanson qui, annuellement, fabrique une Europe de paillettes et de guimauve : *« Bonjour Paris, ici Belgrade ! voici les résultats du jury yougoslave ! »* Sauf qu'il ne s'agit pas de cela, mais d'Euroguerre. Et quand chanson, il y a, ou musique, c'est dans un remarquable mélange des genres, l'immortelle Serbie sur fond de hard rock, ou les chants patriotiques sur fonds de vertes vallées et de lacs tranquilles. Les monteurs de la RTS ont fait un vrai travail de montage de guerre, de paix et de guerre, des soldats, parfois, au pas des soldats, des civils, beaucoup, à la vie des civils.

Il est 8 h 30. Et les caméras de la RTS sont allées dans une école maternelle de Belgrade. Les enfants, les institutrices, les locaux, les jeux, les étagères de livres, *honnêtement s'il existe une* école maternelle, rue Claude-Bernard, elle ressemble comme une sœur à celle de Belgrade. Puis soudain la caméra bascule, et en contre-champ l'on voit nettement, sur le dos des enfants, ou sur leur poitrine, cette cible de papier, cette fameuse *« target »* que tout un peuple porte comme une étoile de guerre ou un défi.

Les caméras de la RTS basculent toujours, paix, guerre. Ainsi cet autre reportage, ce débris d'aile d'avion qui aura fait beaucoup d'usage. Admirablement réalisé lui aussi. Un paysan avec son cheval de trait tire les débris de l'avion américain. Il le tire à l'ancienne. Voici, pour l'immortelle Serbie, le sort et le mépris que l'on réserve à la puissance technologique. Et puis bascule, à côté du paysan, un militaire, avec un téléphone satellitaire. Tout est dit. Les images défilent, les trois prisonniers américains comme trois lanciers de Belgrade au visage tuméfié. Les visiteurs du président, ceux du Vatican, les hiérarques orthodoxes, la rencontre, non datée à l'écran, avec Ibrahim Rugova. Et même, même, un reportage dans une gare sur des réfugiés kosovars.

Les poissons d'eau douce de trois pays africains retirés du commerce

LA COMMISSION européenne vient d'interdire les importations des produits de la pêche d'eau douce des pays bordant le lac Victoria (Ouganda, Kenya, Tanzanie) à la suite d'information des autorités ougandaises faisant état d'intoxications alimentaires. Les poissons concernés étaient contaminés par des résidus de pesticides. En France, les ministères de l'agriculture, de la santé et du commerce ont pris, jeudi 1er avril, un arrêté visant à retirer du marché ces produits.

Les principaux produits concernés sont les filets de perches du Nil, frais ou surgelés. Les denrées en cause peuvent être identifiées par la présence sur leur étiquetage d'une dénomination incluant *« perches du Nil »* ou le nom de l'espèce en latin (*Lates niloticus*). Aucun incident lié à la consommation de ces produits n'a été signalé en France, mais les ministères recommandent malgré tout aux consommateurs qui détiendraient ces poissons de ne pas les consommer et de les jeter.

Annulation de la mise en examen du substitut Albert Lévy

LA CHAMBRE D'ACCUSATION de Paris a annulé, jeudi 1er avril, la procédure instruite contre l'ancien substitut du procureur de Toulon (Var) Albert Lévy. Cette annulation commence le jour du *« transport du juge d'instruction Marie-Paule Moracchini, à Toulon, lorsqu'elle l'a mis en examen »* le 6 septembre 1998, a déclaré Me Alain Jakubowicz, un des avocats de M. Lévy. Selon lui, la chambre d'accusation a estimé *« qu'à partir du moment où elle était à Toulon la juge d'instruction aurait dû procéder elle-même aux auditions plutôt que de les faire faire par les gendarmes »*.

Aujourd'hui substitut à Lyon (Rhône), M. Lévy n'est plus mis en examen pour violation du secret de l'instruction ni placé sous contrôle judiciaire. Le juge d'instruction reprochait à M. Lévy, ainsi qu'à deux officiers des renseignements généraux, d'avoir donné à un journaliste de *Nice-Matin* un procès-verbal d'audition extrait d'une enquête sur la mairie de Toulon. M. Lévy avait été soutenu par le Syndicat de la magistrature (SM, gauche).

DÉPÊCHES

■ **SONDAGE : les cotes de confiance de Jacques Chirac et Lionel Jospin** sont en légère baisse, selon le dernier sondage de la Sofres (réalisé du 24 au 26 mars auprès de 1 000 personnes) publié par *Le Figaro-Magazine* du 2 avril : le chef de l'Etat recueille 53 % d'opinions positives (en baisse de 2 points par rapport à mars) tandis que le premier ministre est approuvé par 61 % des personnes interrogées (en baisse de 1 point).

■ **AGRICULTURE : Luc Guyau a été réélu président de la FNSEA** (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), jeudi 1er avril. Dominique Chardon est secrétaire général, Didier Marteau, Jean-Michel Lemetayer et André Thévenot secrétaires généraux adjoints.

■ **ISLAM : le conseil municipal de Strasbourg débattra, lundi 12 avril,** de la construction d'une mosquée centrale dans l'agglomération. La ville appuiera le projet en offrant un terrain et en subventionnant 10 % de la construction. Cette délibération est devenue possible après le rapprochement de deux projets concurrents : l'Institut musulman d'Europe d'Ali Bouamama et la grande mosquée du recteur Abdallah Boussouf. – *(Corresp.)*

Tirage du *Monde* daté vendredi 2 avril : 548 884 exemplaires - 3

